

E Londres, lieu de mode

La capitale britannique compte désormais parmi les places où s'élaborent les tendances de la couture.

■ Irrégularités dans les marchés publics

Le président de l'Union des groupements d'achats publics, chargée de passer les commandes des collectivités locales et des ministères, a été mis en examen pour favoritisme.

■ La gloire au bout de 200 mètres

Portraft de Roxana Maracineanu, la première championne du monde de natation française.

■ Régions : l'Alsace



Le Monde continue sa sene de portraits des 22 régions

métropolitaines. L'Alsace tente de faire entrer dans les faits une coopération transfrontalière encore trop formelie.

Internet traduit

Un logiciel de traduction automatique et instantané des pages Web est désormais disponible sur Internet. p. 23

Drogue et diplomatie

Washington a rendu publique, jeudi 26 février, la liste des pays qui satisfont aux criteres américains de lutte contre la drogue. Cette liste doit plus à des considérations diplomatiques qu'à l'implication des Etats concernés contre le trafic.

C - Nouvel axe pour le fret européen

Les chemins de fer espagnois se sont ralliés, vendredi 27 février, au couloir de fret international nord-sud mis en place par la SNCF. p. 18

Madonna Madonna

de retour au sommet Ray of Light, le nouvel album de la chanteuse américaine, compte parmi

ses meilieurs disques.

park, 15 KRE) na, 1£; Grace

M 0147 - 228 - 7,50 F

Une embellie pour l'Europe et le chômage

 Les onze pays candidats à l'euro ont réussi à respecter le principal critère, avec moins de 3 % de déficits publics • La reprise entraîne un recul du chômage français pour le cinquième mois consécutif • La croissance dégagerait une marge de 40 milliards de francs pour le budget 1999

L'EMBELLIE sur les fronts de la roissance, de l'emploi et de l'Europe se confirme. Vendredi 27 férier, l'Insee a indiqué que, grâce à l'accélération de l'activité enregistrée en fin d'année, la croissance française aura finalement été de 2,4 % en 1997. La perspective d'une croissance de 3 % en 1998, objectif du gouvernement, s'en trouve confortée

La reprise se traduit dans les chiffres du chômage. Après quatre mois de baisse sensible, le nombre des demandeurs d'emplois n'a cru, en janvier, que de 0,2 %. Au 31 janvier, il y avait 3 033 700 inscrits à l'ANPE. En fait, le taux de chômage (au sens du Bureau international du tra-vail) a continué à diminuer en Jan-vier : il est passé en un an de 12,5 % à 12,1 %. Le nombre des demandeurs d'emplois, dans l'ancienne définition, est à nouveau en recul en janvier. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, tablait vendredi sur 300 000 créations en 1998.

Le retour de la croissance - accompagné toutefois de manipulations budgétaires - aide aussi les

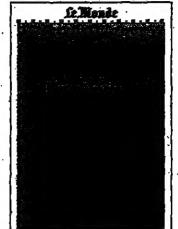


Les onze pays candidats à l'euro seraient admissibles ● En France, chômage en baisse et marges budgétaires en hausse" p. 6 • Quinze ans de déprime française dans une Europe optimiste Notre éditorial : une hypothèque sur l'euro

critères de Maastricht. Ceux-ci ont fait parvenir, vendredi, à Bruxelles leurs résultats économiques pour 1997, données à par-tir desquelles la Commission établira le 2 mai sa sélection. Les onze pays candidats seraient admissibles : l'Allemagne et l'Italie ont annoncé avoir réussi à contenir leur déficit, en 1997, à 2,7 % de leur produit intérieur brut. La France, quant à elle, affiche 3 %. En dépit de cette amélioration,

M. Jospin reste prudent. « Pour distribuer, il faut produire », a expliqué le premier ministre, jeudi sur France 3, interrogé à propos de la revalorisation des minima sociaux. Le gouvernement retrouvera, en 1999, quelques marges de manosuvre qui peuvent être évaluées, pour le budget, à un montant de près de 40 milliards de

Pourtant, selon l'étude d'opinion mensuelle réalisée en collaboration par le Cecop et Le Monde, le singulier pessimisme des Français perdure depuis quin-ze ans au milieu d'une Europe op-



Retour en Irak

UNE SEMAINE après que Kofi Annan a réussi à éviter une seconde guerre du Golfe, Le Monde revisite l'Irak, ce pays victime de-puis sept ans de l'embargo le plus sévère de l'Histoire. Illustré par un reportage photographique inédit, notre supplément racoute l'ascension au pouvoir de Saddam Hussein et la dureté d'un régime fondé sur la terreur, revient sur les événements de 1990 et 1991, détaille les conséquences économiques et humaines de la guerre, s'interroge sur l'obsession traklenne de Washington et explique ce que sont les armes chimiques et biologiques, cette « dissuasion du pauvre ».

Lire notre cahier spécial

Harry Wu et le FBI piègent des vendeurs d'organes de Chinois exécutés

de notre correspondante Alertées par le dissident chinois Harry Wu, réfuglé aux Etats-Unis, les autorités américaines enquêtent sur ce qui pourrait se révéler être un trafic international d'organes prélevés sur des détenus condamnés à mort et

exécutés en Chine. Selon le New York Times, le FBI vient d'arrêter à New York deux Chinois pris en flagrant délit d'offre de vente d'organes humains en vue de greffes. Si l'enquête aboutit, elle confirmera les accusations formulées depuis longtemps par les dissidents chinois, selon lesquels les exécutions de prisonniers, en augmentation constante, sont accompagnées de vente d'organes sans que les condamnés à

mort ou leurs familles ne soient consuités. Les deux suspects, dont l'un réside à New York et l'autre s'est présenté comme un ancien procureur de l'île chinoise de Hainan. ont proposé à un agent du FBI qui se faisait passer pour le responsable d'une clinique pri-

nus et d'organiser des greffes pour des patients américains en Chine. L'un des deux hommes, Cheng Yong Wang, l'ancien procureur, aurait également proposé de fournir des comées pour 5 000 dollars (30 000 francs) la paire en vue de greffes réalisables aux Etats-Unis, ainsi que des pancréas, des foies, des poumons, et même de la peau.

Le FBI avait été aierté par Harry Wu, le dis-

sident arrivé aux Etats-Unis il y a un an après avoir passé dix-neuf ans dans les camps de travail de Chine, et qui a depuis acquis la nationalité américaine. Ayant eu vent, par une connaissance commune, de l'activité de l'un des deux suspects, M. Wang, Harry Wu a dans un premier temps pris contact avec lui en se faisant passer pour le directeur d'un centre de dialyse américain et lui a donné rendez-vous dans un hôtel de Manhattan. Là, sous l'œil d'une caméra dissimulée dans une boîte, Harry Wu a discuté avec M. Wang des conditions de fourniture de différents or-

| vée de vendre des reins prélevés sur des déte- | games et a signé avec lui un contrat aux termes duquel il s'engageait à lui verser une commission équivalente à 25 % du prix de chaque greffe de rein.

Selon des déclarations de M. Wu au New York Times, M. Wang a fait valoir au cours de leur conversation qu'une greffe de rein dans des hôpitaux chinois reviendrait à 20 000 ou 30 000 dollars, soit beaucoup moins que dans un établissement américain. Il a également contredit les dénégations des autorités chinoises, qui ont toujours affirmé que les prélèvements d'organes sur les prisonniers exécutés ne se faisaient qu'avec l'accord des familles: les prisonniers « n'ont pas de droits politiques », aurait déclaré M. Wang, « alors on ne leur demande rien ».

Harry Wu a ensuite contacté le FBI, auquel il a fait le récit, preuve à l'appui, de son entre-vue. Les agents fédéraux américains n'ont plus eu alors qu'à tendre leur propre piège.

Sylvie Kauffmann

Les masques du soja transgénique

MALGRÉ deux règlements européens et les demandes des associations de consommateurs, les étiquettes des produits alimentaires demeurent vierges de toute mention de la présence d'organismes génétiquement modifiés (OGM), tels que le soja transgénique, importé de plus en plus massivement des Etats-Unis. Les industries de l'agroalimentaire craignent que la mention d'OGM ne dissuade l'achat de leurs produits. Les experts ne sont pas d'accord sur les critères à prendre en compte. Les méthodes de contrôle, onéreuses, risquent de faire monter le prix des produits.

Lire page 9

JÉRÔME GARCIN

LA CHUTE DE CHEVAL



Paysans en mal d'amour

LES AGRICULTEURS sont dans la rue, mais sans fourches aux poings et sans slogans belliqueux à la bouche. Tout sourire, ils installent des tentes regorgeant de produits du terroir dans les jardins et sur les places de la capitale pour montrer aux citadins, selon l'expression de leur pasionaria angevine Christiane Lambert, présidente du Centre des jeunes agriculteurs, que « la troite des vaches n'est pas contradictoire avec la modernité » et qu'une « agriculture bien concue n'est pas condamnée, mais plébiscitée » par nos concitoyens

Pour leur part, les organisateurs de la Caravane des pâturages de France, venus à Bruxelles, après avoir traversé le pays, pour plaider la cause de l'élevage bovin à l'herbe font déguster aux commissaires européens des spécialités fleurant bon les montagnes, Le monde agricole français vent gagner en séduisant, en argumentant, en partageant, pas en reven-diquant. S'estimant mal compris, souvent coupé des décideurs économiques et politiques citadins, il entame une sorte d'offensive de charme. L'agriculture est

en mai d'amour. Le Salon international de l'agriculture - que le président de la République, Jacques Chirac, va inaugurer dimanche 1º mars avec, comme à l'accoutumée, un gourmand plaisir - sera une fois encore l'occasion de célébrer la grande fête de la « ferme Prance » où victuailles, ripailles, cochonnailles et sonnailles chercheront à faire oublier les rudes négociations internationales, les dangers des farines animales, les soupçons sur les céréales génétiquement modifiées, les subventions injustifiées, les coups de gel ou les heurts des marchés. Foin de récriminations, vive la bonne humeur i On va décliner sur tous les modes la ville et la campagne, le pays d'aujourd'hui avec ses racines. Le mot clé? Passer un contrat autant sentimental que juridique entre la nation et

son agriculture. Dans son demier livre, La Terre, les paysages et notre alimentation (Le Cherche-Midi éditeur), Luc Guyau, président de la Rédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), analyse bien ce « mai de vivre » en s'adressant nommément aux consommateurs: « Vous semblez bien aimer les agriculteurs, les sondages le disent! Pourtant, j'ai la conviction que l'agriculteur que vous aimez, c'est celui de votre enfance ou celui de l'enfance de vos parents, quand la société française était très largement rurale, voire paysanne. »

François Grosrichard

Lire la suite page 16

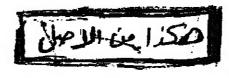
Images et mensonges



DAVID KING

GRAPHISTE et militant trotskiste, le Britannique David King a constitué la pius importante collection de photographies, hors de Russie, sur la Révolution russe et la période stalinienne. Dans un livre, The Commissar Vanishes, il démonte le processus de falsification des images par lequel Staline effaçait de l'histoire ceux qu'il faisait emprisonner ou assassiner.

Lire page 27



MAASTRICHT Les onze pays désireux d'adopter la monnaie unique européenne dès son lancement, le 1^{er} janvier 1999, ont réussi à se conformer à l'ob-jectif d'une réduction des déficits publics

à moins de 3 % du produit intérieur brut, **● LES COMPTES NATIONAUX, publiés ces** derniers jours par les gouvernements européens, le confirment. Ils doivent être à présent examinés par la Commission de



Bruxelles et l'Institut monétaire européen de Francfort. ● EN FRANCE, où l'engagement sur les critères de convergence avait donné lieu ces dernières années à un débat virulent, les chiffres

publiés par l'Insee font apparaître des déficits publics égaux à 3 % du PIB pour 1997. L'Italie annonce, comme l'Allemagne, un chiffre de 2,7 %. (Lire aussi notre editorial page 16.)

Les onze pays désireux d'adopter l'euro en 1999 devraient être admissibles

Ils ont rempli, en 1997, la principale condition posée par le traité, à savoir la limitation des déficits publics à 3 % du PIB. Ces résultats et leur crédibilité sur la durée doivent encore être examinés par la Commission et les Quinze

LA FRANCE, l'Allemagne et l'Italie ont à leur tour rendu publics vendredi 27 février les résultats de leurs finances publiques pour 1997. Ceuxd confirment que les onze pays déstreux de participer au lancement de l'euro au 1º janvier 1999 ont réussi à tenir le principal engagement qu'ils avaient souscrit, celui de limiter leur deficit budgétaire à un maximum de 3 % du produit intérieur brut (PIB). Le gouvernement de Lionel Jospin, artivé au pouvoir en juin 1997 en jurant de de pas se laisser impressionner par le fetichisme du « Dreikommanuil » (« Trois-virgule-zéro », en allemand) imposé par le ministre des finances de Bonn, Theo Waigel, a rinalement lui aussi rendu une copie dans les normes. Et les Allemands, après avoir bien cru qu'ils n'arriveraient pas eux-mêmes à respecter la discipline qu'ils réclamaient aux autres avec intransigennee, penvent faire valoir, sans pavoiser, que leur effort est méricoire compte tenu des charges de la réunification. La Commission de Bruxelles et l'institut monétaire européen, qui sont les destinataires de ces chiffres,

vont pouvoir maintenant se mettre à l'ouvrage pour préparer leurs rapports sur l'état de convergence des économies européennes. ils disposent de quelques semaines, lusqu'au 25 mars, pour rendre leurs conclusions et. en ce qui concerne la Commission, faire des recommandations. En tenant compte des chiffres officiels de 1997 et des prévisions budgétaires des gouvernements pour 1998, ils devront juger de l'effort accompli par les pays signataires du traité de Maastricht pour faire converger « dans la du-rée » leurs politiques économiques et financières. Cet effort est mesuré par leur capacité à respecter les objectifs que les Quinze se sont donnés en matière de déficits publics, d'endettement, d'inflation et de taux

Mis à part la Grèce, qui continue de représenter un cas à part dans l'Union, les résultats d'aujourd'hui temoignent de la volonté des gouvernements, quelle que soit leur coloration politique, de respecter les règles du jeu. C'est d'autant plus remarquable que trois des pays concernés (Grande-Bretagne, Danemark et Suède) n'ont pas l'intention, pour des raisons politiques, de se joindre dans l'immédiat à la zone euro, ce qui ne les empêche pas de suivre le mouvement général. La crise monétaire des années 1992 et 1993, qui a fortement secoué le système monétaire européen et le marché unique, est désormais du passé. Les valeurs des monnaies européennes se sont peu à peu rapprochées d'un degré de stabilité Jamais atteint iusque-là et qui va permettre début mai, lorsque sera connue la liste des pays autorisés à adopter l'euro, de geler en douceur, et une fois pour toutes, les parités entre

Les chiffres publiés ces derniers jours appellent un certain nombre de remarques. Tout d'abord, il devient difficile de parler d'un Nord vertueux et d'un Sud fragile. Chacun a ses problèmes. On l'a vu avec les difficultés de l'Allemagne et de la France à contrôler leurs dépenses. Les Pays-Bas connaissent actuellement un dérapage de leur inflation. La Suède et la Belgique ont elles aussi des taux d'endettement préoccupants. Il faut ensuite souligner la grande réussite de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande, considérés avec la Grèce comme les pays les plus défavorisés de l'Union et qui sont revenus de très loin pour se couler dans le moule général. Ils ont certes bénéficié d'une aide substantielle à travers le fonds de cohésion mis en place pour eux, mais leurs résultats ne s'expliqueraient pas sans ces pays sur la nécessité de l'intégration européenne. Leur réussite se mesure non seulement à leur capacité à contrôler leurs déficits publics - l'Irlande est la seule avec le Luxembourg à connaître un dépassement -, mais aussi à voir leurs taux d'intérêt rejoindre la movenne

Les resum		· Chilon			e se s
CRITÈRES DE CONVERGENCE (moyenne annuelle)	5 8 6	The state of the s	MARCH THE CO.	WAT CHE	SOFT STEEL
OB)ECTIFS	-3 T	- 60	2.7 2.7	물을 7,1 %.	2 ANS
IRLANDE *	+ 0,9	-67	1,2	6,5	OUT
AUTRICHE	- 2,5	- 66,1	1,2	5,7	OUI
FINLANDE	- 0,9	-55,8	1,2	4,9	OUI
FRANCE	-3	- 58	1,3	5,6	OUI
LUXEMBOURG	+1,7	-6,7	1,4	5,4	OUI
BELGIQUE	- 2,1	-118,7	1,5	5,8	OUL
ALLEMAGNE .	-2,7	- 61,3	1,5	5,1 .	OUI '
ESPAGNE	-2,8	- 68,3	1,9	5,9	QUI
ITALIE .	- 2,7	- 121,6	1,9	6,6	OUI
PAYS-BAS *	-1,5	-72	1,9	5,8	OUI
PORTUGAL	- 2,5	- 61,99	1,9	5,5	OUI
SUÈDE *	-1,3	-77,1	1,9	6,6	NON
ROYAUME-UNI *	-1,6	-54,75	1,9	7,1	NON
DANEMARK *	+ 0,7	- 67,9	2,0	6,3	NON
GRÈCE *	-4,2	-108	5,4	10,8	NON

1997 les taux de croissance les plus élevés des Quinze (8,3 % pour l'Irlande, 5,8 % au Portugal, 3,4 % en Espagne) et peuvent espérer petit à petit rattraper leur retard en matière de revenu par habitant et, pour l'Espagne, voir baisser son chômage re-

« EXCELLENTE SITUATION » Ces trois pays, bénéficient en matuation satisfaisante par rapport à la moyenne. L'Irlande peut donner l'exemple, passée d'un ratio de dette par rapport au PIB de 96 % en 1993 à 67 % en 1997. On est loin des taux records de la Belgique et de l'Italie, qui frôlent encore les 121,6 %, ce qui fait peser en permanence une épée communautaire. Ils ont connu en de Damoclès sur leur santé finan-

en pourcentage du PIB

cière. La moindre hausse de taux d'intérêt s'y traduit par une hausse substantielle du service de la dette, et donc du déficit. C'est bien ce qui continue d'inquiéter dans le cas de l'Italie, obligée de jongler pour payer les intérêts de sa dette et qui a bien du mai à trouver les moyens de comprimer ses autres dépenses. Il reviendra à la Commission, puis aux chefs d'Etat et de gouvernement, 2 mai pour arrêter la liste des pays admissibles à l'euro, d'estimer si les engagements pris par le gouvernement Prodi sont crédibles à long terme, si cette faiblesse ne risque pas de pionger la zone euro, à la première alerte, dans une crise de confiance.

Pour le moment, les gouverne-

see relève que, pour 1997, les défi-

cits publics sont supérieurs de

38,6 milliards de francs dans la

version de la comptabilité natio-

nale, par rapport aux calculs au-

torisés par la comptabilité euro-

ments ont tout lieu de se féciliter des résultats affichés, qui permettent de poursuivre le dur chemin de croix en cours. « Excellente situation, très encourageante », com-mente-t-on à Bruxelles, en notant que pratiquement tous les clignotants sont au vert. La croissance, plus forte qu'attendu au second se-mestre 1997, a aidé à réduire les déficits publics plus nettement que prévu. Mais ces résultats flatteurs ont surtout été rendus possibles parce que les gouvernements, en dépit de la très bonne conjoncture. n'out pas relâché leur effort.

« Ce à quoi on assiste maintenant valide les orientations prises ll y a quelques années : l'assainissement budgétoire permet d'avoir une croissance saine. L'Europe crée de l'emploi, voit son chômage diminuer. Ce n'est certainement pas le moment d'inverser le cap », fait-on vaioir dans l'entourage d'Yves Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires. Faut-il prendre au sérieux le risque de défiation agité par quelquesuns? « La déflation, c'est une baisse des prix et de la valeur des actifs généralisée. On n'en est pas là. Avec la croissance actuelle, la movenne des prix ne va sans doute plus baisser. Le niveau très bas atteint en janvier dans certains pays membres, dont la France (moins de 1 % en rythme annuel), s'explique par les cours très bas de l'énergie et par les soldes », estime un expert. Pour lui, les risques d'une détérioration de la situation conjoncturelle, notamment en raiprise, qui ne repose plus uniquement sur les exportations, tout à fait rassurante.

> Henri de Bresson et Philippe Lemaitre (avec nos correspondants en Europe)

Le compte à rebours de l'UEM • 27 février : remise des résultats finances débattent à Bruxelles des recommandations de la

des finances publiques pour 1997. à la Commission et a l'Institut monétaire européen HME1. • 17 mars : conseil économique et financier franco-allemand. • 20/22 mars: conseil des

ministres des finances des Quinze ■ 25 mars : remise des rapports de la Commission et du rapport de l'IME sur la convergence.

 26 mars : réunion extraordinalre de la Bundesbank consacrée à son propre rapport. 2/3 avril : débat au Bundestag.

qui doit se prononcer sur l'UEM.

• 1ª mai : les ministres des

européen, puis réunion d'un sommet extraordinaire des Ouinze pour décider des participants à l'euro.

Commission.

des euros.

monnaies de la zone euro entre elles et nomination du président de la Banque centrale enconéenne. • 1ª janvier 1999 : lancement de

• 2 mai : débat du Parlement

l'euro.

● 1st janvier 2002 : remplacement des billets et pièces nationaux par

La France respecte à la lettre les critères de convergence

Des mesures de redressement efficaces

en milliards de francs

CE n'est assurément plus une surprise; voilà des mois que l'on sait que la France sera au rendezyous de Maastricht. Mais l'Insee a publié, vendredi 27 février, la premiere estimation des comptes nationaux pour 1997, et les chiffres sont desormais officiels. Le gouvernement ne manquera pas d'es-

CARNEGIE°: Développez vos Compétences...

Invitation à une conférence :

• 90 Champs Elysées, Paris 8 Immeuble "Club Med" Metro Roose reft Communication & Leadership: Vend 27 Feyrier à 19h (5n 20h45) 2, 3, 4, 5, 6 Mars à 19h ma 20h45i Mar 3 Mars à 15h30 (fin 17h15) Vente & Négociation : Lun 9 Mars a 19h (fm 20h45)

Management & Leadership : Jeu 12 Mars à 19h (an 20n45) Communication et Leadership : Le Chesnay, Party 2 Bureaux 2 r de Marly, mm Hôtel Mercure

Mar 3 mars a 19 h (In 20145)

Dale Carnegie^a TRAINING

Tél. 01 39 54 61 06 Fax. 01 39 54 81 25 sayer d'en tirer avantage, souli-gnant que Paris a respecté les critères de convergence du traité européen non seulement dans l'esprit mais aussi à la lettre. La principale information ap-

portée par l'Insee concerne évidemment les déficits publics. Des mois durant, on a pu penser que la France pourrait prendre quelques libertés avec ses engagements. En début d'année 1997, le gouvernement d'Alain Juppé craignait, en effet, que les déficits publics s'écartent sensiblement de la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB) fixée par le traité, pour atteindre 3,7% (Le Monde du 18 avril 1997), ce qui, comme on le sait, a lourdement pesé dans la décision de dissolution prise par le chef de l'Etat. Même après avoir pris au cours du mois de juillet suivant des mesures spectaculaires de redressement, prévoyant en particulier un relevement temporaire de 15 % de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 22 milliards de francs. et 10 milliards de francs d'économies budgétaires, le gouvernement de Lionel Jospin a redouté de rester en dehors de l'épure. On a ainsi parlé, jusqu'à ces derniers mois, de déficits publics avoisinant 3,2 %, puis seulement 3,1 %.

Or, finalement, ce n'est pas le cas. Les mesures de redressement ont porté leurs fruits. Par ailleurs, la croissance a été, à peu de choses près, conforme à ce qui était prévu. L'Insee a ainsi révélé, dans ces mêmes comptes nationaux, que la croissance française a finalement progressé de 2,4% en 1997 (lire aussi page 6), dont

0,8 % au quatrième trimestre. Tous ces facteurs combinés ont conduit à l'épilogue révélé par l'Insee: les déficits publics français ont atteint, en 1997, très exactement les 3 % fixés par le traîté européen après 4,1 % en

-51 - 55.5 -372,2- 423,6 1994 1996 E ÉTAT COLLECTIVITÉS LOCALES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE 1994. Maigré d'innombrables psychodrames politiques et tout autant de retournements de la conjoncture, la France a donc atteint le cap budgétaire qu'elle s'était fixe. Entre l'interprétation « en tendance » du traité ou l'interprétation stricte chère à la

DEFICIT PUBLIC FRANÇAIS

(* Dreikommanull », c'est-à-dire « trois-virgule-zéro »), c'est donc a la seconde que la France s'est conformée. L'analyse détaillée des chiffres des comptes nationaux ne manque pas d'intérêt car elle révèle que, au cours de ces dernières années, l'effort de redressement a d'abord porté sur les comptes de l'Etat, beaucoup plus que sur ceux de la Sécurité sociale (au sens large, y compris l'assurance-chômage). Le déficit des administrations centrales (c'est-

à-dire essentiellement de l'Etat)

est ainsi tombé de 423,6 milliards

de francs en 1994 à 244,5 milliards

en 1997. Dans le même temps, les

banque centrale allemande

reculé, passant de 56,3 milliards de francs à encore 47,8 milliards

Il est à noter que ces estimations sont établies selon les règles de comptabilité européenne. Elles ne recoupent donc pas les chiffres déjà connus, calculés selon des règles différentes, celles de la comptabilité nationale. L'In-

péenne. C'est donc le chiffre le plus bas, celui qui établit les déficits publics à 3 % du PIB, qui sera transmis aux autorités statistiques européennes d'Eurostat et qui permettra la qualification de la France pour la monnaie Les quatre autres critères de Le déficit convergence du traité ne posaient pas de problème particulier à la France. C'est par exemple le cas du critère concernant l'inflation. On sait, en effet, qu'un pays res-

pecte le critère sur la hausse des prix si son . taux d'inflation moyen observé sur une année ne dépasse pas de plus de 1,5 % celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats ». Ot, les trois pays présentant les meil-leurs résultats en moyenne pour 1997 sont l'Irlande, l'Autriche et la Finlande, avec le même taux de 1,2 %. Avec 1,3 % pour 1997 (il s'agit, là encore, d'une série harmonisée européenne qui présente quelques petites différences avec la comptabilité nationale), la

Zone d'ombre sur l'endettement

Avec un taux d'endettement public de 58 % par rapport au produit intérieur brut, en 1997, selon l'insee, la France se rapproche dangereusement de la barre des 60 % fixée par le traité de Maastricht. Ce taux de 58 % est certes à prendre avec des pincettes. Il n'est pas exclu que pour des raisons comptables particulièrement complexes les experts de l'insee alent pris en compte deux fois un déficit de 87 milliards de francs financé par la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale) et que le taux réel d'endettement public soit, en réalité, proche de 57 % pour 1997.

Une petite subtilité qui ne change pourtant pas la tendance de fond : dans le rapport économique et financier associé au projet de loi de finances, une étude soulignait qu'avec des déficits publics de 3.6 %, le taux d'endettement dépasserait la barre des 60 % dès 1999. Avec des déficits maintenus à 3 %, la progression serait moins ra-1996, 4,9 % en 1995, et 5,8 % en déficits sociaux, eux, ont a peine pide, mais la dette continuerait d'augmenter.

France est donc qualifiée haut la

Pour la dette, le constat est le même, mais la tendance n'est pas forcément rassurante pour le long terme. L'Insee confirme en effet qu'avec une dette publique de 4 638,9 milliards de francs en 1997, soit 58 % du PIB, la France respecte cet autre critère, visant à ne pas dépasser la barre fatidique

des administrations centrales est tombé de 423,6 milliards en 1994 à 244,5 milliards en 1997

Mais qu'en sera-t-il pour les années suivantes ? Si le passé plaide pour l'avenir, c'est indéniablement de mauvais augure, puisque on est passé d'un taux de dette publique de 48,5 % en 1994 (3 572,4 milliards de francs) à 52,7 % en 1995 (4 020,9 milliards de francs), puis 55,7 % en 1996 (4 359,4 milliards de francs) et donc près de 58 % en 1997, ou à peine moins. A ce rythme, on peut se poser la question : la France dépassera-t-elle prochainement la barre des 60 %? Ou bien le gouvernement devra-t-il affecter une partie des fruits de la croissance au désendettement? Les chiffres de l'Insee vont, en tout cas, alimenter le débat qui vient de renaître, en France, celui sur le partage des dividendes de

Laurent Mauduit

THE PARTY OF THE PARTY OF - The state of THE WAR PARTY A

-一丁子の今日の中国を大変にある。 THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. A PART OF THE PART The state of the s THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PARTY According to the second 一 けいしゅく であると 一番の大き様 一番の様の

- Line of the second Die Sent bert Branch

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

· アイナルは ちゅ 大田衛を発を発すする。

The state of the s THE PROPERTY OF The second of the second of

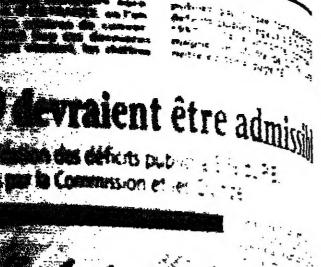
O SCHOOL SHARE WATER AND SHARE THE PERSON NAMED IN COLUMN THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T THE PARTY OF THE P The state of the s THE REAL PROPERTY AND PERSONS ASSESSED. The second of the second of the second

THE CALL PROPERTY AND AND ADDRESS. The transfer of the second of TO SEE THE PARTY OF THE PARTY OF THE PERSON AND PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN att in office and the second ACTION TO COLOR OF THE PERSON ASSESSMENT ASS THE RESERVED TO STATE OF THE PARTY OF THE PA WALL SAN STORES CONTRACTOR

20-300m March 1988 2000 THE WAR EN WE WIND IN HAMPING The second of the second The state of the state of the state of The Land of the season of the

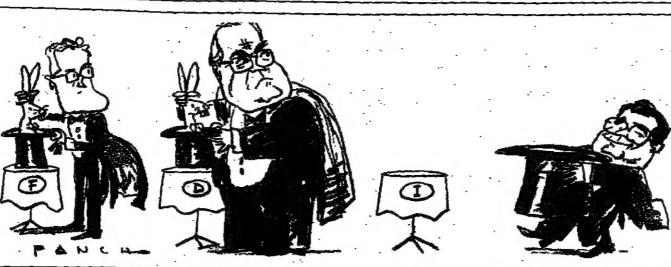
1000 mg THE SELECTION OF SELECTION OF SELECTION The Assertance of the Second

1870年代 李 1973 對 京都建設 San Company of the Co The latest the second second THE PARTY SEE STATE OF THE The state of the s









L'Allemagne passe le cap

BONN de notre correspondant L'Allemagne respecte les critères de Maastricht. Selon les informations publiées vendredi 27 février par l'office des statistiques de Wiesbaden, elle a enregistré en 1997 un déficit budgétaire équivalent à 2,7 % du produit intérieur brut (PIB), conforme aux exigences du traité de Maastricht. Seul l'endettement public dépasse légèrement le critère de Maastricht avec de leçons de vertu budgétaire à un taux de 61,3 % en 1997. Le midonner aux autres pays. nistre des finances Theo Waigel a toutefois noté qu'en reprenant les dettes héritées de l'ancienne RDA, l'Allemagne supportait un fardeau de dettes équivalent à 12,9 % du PIB et que contrairement à des pays comme la France, l'Allemagne

a repris la dette des chemins de fer (1,9 % du PIB). Sans la dette des chemins de fer, l'Allemagne aurait respecté le critère de 60 %. C'est cependant le soulagement qui domine du côté des partisans de la monnaie unique. La pression politique et populaire était devenue telle, outre-Rhin, que le pays n'aurait pas abandonné le mark s'il avait enregistré un déficit légèrement supérieur, même de l'ordre de 3,2% du PIB. Depuis le traité d'union, les Allemands insistent pour un strict respect des critères de Maastricht, Selon eux, faute de convergence réelle des économies des pays participants, l'euro est voué à l'échec, Cette exigence était au départ un moyen non avoué de

sentant au gouvernement de M. Kohl le rapport qui lui a été defaire l'Europe monétaire entre pays riches, les Allemands étant persuadés que les pays du sud de l'Europe, jugés incapables de remettre leurs finances en ordre, ne seraient

La Banque de France

CONTRAIREMENT à ses voisins

européens, comme l'Allemagne, les

Pays-Bas on la Belgique, le gouverne-

ment français ne devrait pas deman-

der au Conseil de la Banque de

France (CPM) de rédiger un rapport sur l'était de convergence des pays eu-ropéens. Une demande du gouverne-

ment français aurait satisfait les

membres du Conseil de la politique

monétaire, qui se seraient ainsi vus

traités au même rang que la Bundes-

bank. Le document rédigé par le

conseil de l'institut d'émission fran-

çais, bien disposé à l'égard des pays

d'Europe du Sud, aurait également

pu servir de contrepoids au rapport

Slaboré par la Bundesbank dans le

cas où celle-ci déciderait de s'attaquer

à la sincérité des comptes publics ita-

Le gouvernement français n'a pas

tenu compte de ces arguments. Il a estimé que les bons résultats obtenus

par la France et les autres pays en ma-

tière de réduction des déficits publics

se suffisaient à eux-mêmes. Certains

experts gouvernementaux out peut-

être craint des réactions défavorables

au sein de la majorité plurielle à l'idée

qu'on confie à la Banque de France le

soin d'orienter la décision des pou-

voirs publics sur le choix des premiers

L'attention des marchés financiers

va donc se concentrer sur le rapport

de la Bundesbank. La plupart des ex-perts estiment toutefois que celui-ci

aura une importance avant tout sym-

bolique, puisque l'avis officiel des

banquiers centraux européens sera

contenu dans le document que re-

(IME) le 25 mars. Les experts ima-

ginent mal comment les conclusions

de PIME, signées par le président de la

Bundesbank Hans Tietmeyer, pour-

mient s'éloigner de celles du rapport

de la banque centrale allemande.

tha Plustitut monétaire européen

participants à la zone euro.

privée de rapport

aperçu que l'Espagne et le Portugal avaient assaini leurs finances publiques, tandis que la Prance et FAIlemagne ne parvenaient pas à réformer leur système social au bord du gouffre. Pour renflouer les caisses de l'Etat. M. Waigel a tenté de réévaluer le stock d'or de la Bundesbank, provoquant un tollé dans le pays et montrant au monde entier que l'Allemagne n'avait pas

La guérilla politique qui opposait les pro-maastrichtiens et les eurosceptiques, emmenés par le ministre-président de Bavière Ed-Stolber (Union chrétienne-sociale, CSU), a été stoppée presque définitivement au cours de l'été 1997, lorsque le gouvernement socialiste français a montré sa détermination à respecter strictement les accords. De son côté, Helmut Kohl s'engageait lui aussi à tenir son déficit dans les limites fixées. On jugerait sur pièces début 1998. Aujourd'hui, les critères sont respectés, le débat est clos. Hans Tieuneyer, président de la Bundesbank, devrait lever les demiers doutes le 27 mars en pré-

LE COUT DE LA RÉUNIFICATION Les difficultés rencontrées par Bonn s'expliquent en grande partie par la réunification allemande. Depuis 1990, l'ancienne Allemagne de l'Ouest a transféré dans les régions de l'ex-RDA plus de 1 000 milliards de marks, essentiellement sous forme de prestations sociales et de

RDA, équivalent à 4% du PIB de l'Ouest! Certains ne se privent pas de souligner que l'Allemagne a, malgré cela, une situation comparable à la Prance.

Le gouvernement a été aussi victime d'une baisse des rentrées fiscales. Pour inciter les particuliers à investir dans la reconstruction à l'Est, le gouvernement de M. Kohl a multiplié les déductions fiscales. Les plus fortunés, notamment les professions libérales, se sont engouffrés dans ce système généreux en investissant dans l'immobilier à l'Est. Conséquence pour le budget allemand : un manque à gagner de physieurs dizames de milliards de marks. Par ailleurs, les entreprises allemandes, pénalisées par leurs costs salariaux excessifs et par la surévaluation du mark, ont accumulé les pertes à partir de la récession de 1993. En dépit du retournement actuel, elles ont des déficits qui leur permettent de ne plus payer d'impôt sur les sociétés.

Ces phénomènes devraient s'atténuer: les incitations fiscales ont été réduites, tandis que les entreprises, redevenues rentables, devrajent finir par payer à nouveau des impôts. En attendant, pour sauver son budget 1997, le gouvernement allemand a dû faire des économies en bloquant à deux reprises les dépenses non obligatoires, récupérant 1,4 milliard de subventions consenties à Airbus.

Bonn a été aidé par la baisse des taux d'intérêt. S'agissant du chomage, M. Waigel a insisté sur son poids dans les finances publiques qui a, selon lui, entraîné une baisse des recettes de 14 milliards de

des dépenses d'indemnisations Mais la hausse des demandeurs d'emploi s'explique en grande partie par la réduction des mesures de traitement social du chômage-formation, emplois d'utilité collective qui coûtent plus cher à la collecti-

vité que des chômeurs. Enfin, une bonne surprise est venue de la réforme du système de santé, entrée en vigueur au 1ª juillet 1997, qui commence à porter ses fruits. Les caisses d'assurance-maladie ont dégagé un excédent de 1,1 milliard en 1997, et les dépenses se sont réduites de 7 milliards de marks par rapport à 1996 pour atteindre 265,5 milliards. Cette baisse s'explique notamment par l'augmentation du ticket modérateur sur les médicaments, la réduction du remboursement des congés maladie et des cures, tandis que la concurrence entre les caisses d'assurance-maladie a été accrue.

Les perspectives semblent plutôt bonnes pour l'année 1998 : inflation quasi nulle et croissance sunérieure à 2,5 % (même si la reprise de l'investissement et de la consommation intérieure se fait toujours attendre). Les économistes tablent sur le respect des critères de Maastricht en 1998. Rassurée sur son propre sort, l'Allemagne devrait de nouveau s'intéresser de plus près aux performances de ses voisins. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer une prise en-compte plus sérieuse du critère de l'endettement, passé jusqu'à présent sous silence, la Belgique et surtout l'Italie étant dans le colli-

L'Italie se prépare à de nouveaux sacrifices

Le déficit budgétaire italien a représenté 2,7 % du PIB en 1997. L'Institut national de statistiques l'a annoncé officiellement vendredi 27 février, confirmant ainsi les prévisons avancées ces derniers temps. L'Italie a atteint son objectif de respecter le critère de Maastricht le plus important, qui semblait hors de sa portée il y a à peine un an, quand le déficit affiché était encore de 6,8 %, loin du fatidique seuil de 3 % L'enthousiasme est tempéré par les interrogations soulevées par ce

résultat spectaculaire. En chiffres absolus, le déficit, en 1997, est pas-sé de 130 000 milliards de lires à 52 220. La rapidité avec laquelle cette réduction a été obtenue renforce la méfiance qui a accompagné les efforts des deux derniers gouvernements italiens pour recoller au peloton de tête des pays de l'euro. La question que l'on pose à Rome un jour sur deux est toujours la même : l'Italie parviendra-t-elle à rester « vertueuse »?

Pourtant, les chiffres sont clairs. L'inflation, même si elle a donné des signes de réchauffement ce mois-ci, semble stabilisée autour de 1,8 %, largement dans la moyenne européenne. Tout comme les taux d'intérêt à long terme. Rome a également fait un retour réussi, quoique tardif, dans le système monétaire européen.

Seul le problème de l'endettement fait que l'Italie reste toujours sous surveillance. Même si elle a commencé à baisser, la dette publique se situe encore autour de 121,6% du PIB, soit le double du critère fixé par le traité de Maas-tricht. Accumulée depuis la crise pétrolière de 1973 et négligée par les gouvernements chrétiens-démocrates et socialistes qui « achetaient » ainsi la paix sociale, cette dette de plus de 2 millions de milliards de lires réduit la marge de manœuvre de l'équipe Prodi. Car-lo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor, joue le « briseur de rêves » pour refroidir l'ardeur de ceux qui, dans la majorité gouvernementale, voudraient profiter des bons résultats pour lâcher un peu de lest dans la politique de rigueur. L'ancien gouverneur de la Banque d'Italie ne l'entend pas de cette oreille. Il s'est engagé auprès de ses pairs à présenter au mois d'avril, avant le Conseil européen sur l'euro, les grandes lignes de son projet de budget pour 1999 ainsi que le document de programmation économique et financière pour les trois prochaines années.

« L'EURO SERA LE PURGATOIRE »

La carte que le ministre compte ioner est ambitieuse : réduire l'endettement de 3 points par an pendant les dix prochaines années. L'objectif étant d'arriver à respecter le critère de 60 % par rapport an PIB d'ici à 2010. Ce remède de cheval passe obligatoirement par la poursuite des sacrifices que les Italiens croyaient avoir désormais derrière eux. Les plans de rigueur pour les prochaînes années seront cependant moins rudes que ceux ayant permis de faire rentrer 60 000 milliards de lires supplémentaires dans les caisses de l'Etat en 1997. Les indiscrétions parues ces jours-ci dans la presse fout état d'ajustement budgétaire qui, sur trois ans, serait de l'ordre de 25 000 milliards de lires. Dans le programme prévu jusqu'ici, il se limitait à 14 000. Les privatisations devraient rapporter, elles, 10 000 à 12 000 milliards de lires de recettes par an, poursuivant ainsi dans la ligne que le ministère du Trésor considère comme sa plus grande réussite. Elles ont jusqu'ici procuré

40 000 milliards de lires au Trésor. L'autre front sur lequel le gouvernement pense avoir donné d'amples gages à ses partenaires

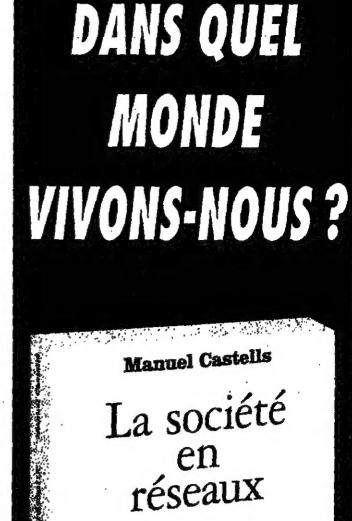
dits budgétaires résiduels, c'est-à-dire les sommes engagées et non dépensées qui pourraient fausser tous les comptes. Le conseil des ministres, avec des coupes dans les différents départements, s'est fixé pour objectif de parvenir à 70 000 milliards d'économies dans ce domaine. Dans les dédales du budget de l'Etat, le ministère du Trésor a en outre fait ressortir des residui attivi, des recettes prévues mais pas encore encaissées, qui seraient de l'ordre de 140 000 milliards de lires.

L'entreprenant Carlo Azeglio Ciampi compte beaucoup, lors de ses examens européeus, sur le chiffre de la croissance. Selon les estimations, celle-ci devrait s'élever, en 1998, à 2.5 %, une reprise qui se confirme depuis le mois de septembre 1997. Ce qui fait dire aux membres de la majorité que ce n'est pas un « pays mort » - pour reprendre une expression favorite de l'opposition - que le gouvernement Prodi est en train de conduire en Europe.

Le débat en italie n'est plus en effet de savoir comment entrer dans la zone euro, mais comment y rester. Plus que les critères de Maastricht, c'est désormais le pacte de stabilité qui devient la boussole de tous les pays membres, vers une rigueur financière sans retour.

Après l'examen de passage réussi dans l'euro, certains secteurs de la majorité de centre-gauche avaient envisagé une phase de relance de l'emploi et de la croissance. Le débat a vite été clos. La rigueur est la seule voie possible. Le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, a trouvé l'image qu'il fallait pour mettre en garde contre un « europtimisme » trop marqué: « L'euro sera le purga-toire, pas le paradis, il n'y a pas d'il-lusions à se faire. »

Salvatore Aloise



L'ère de l'information

Fayard

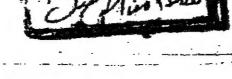
614 p.

th testing teo legitle

Une documentation étonnamment précise et diverse, une acuité d'analyse peu courante. Un travail qui devrait faire date.

Roger-Pol Droit, Le Monde

FAYARD



Le président russe menace de limoger sous peu trois ministres du gouvernement

La décision de Boris Eltsine sanctionne les mauvais résultats économiques

Attendue depuis trois mois, et plusieurs fois re-portée, la décision du président russe, Boris Eltsine, de limoger trois ministres du secteur

économique accusés d'être responsables des dif-ficultés subles par la population devrait inter-venir très prochainement. Un limogeage qui de-difficultés économiques de la CEI.

MOSCOU

de notre correspondante La grande séance de réprimandes du gouvernement russe par le «tsar » Boris, attendue depuis trois mois et plusieurs fois reportée, a enfin eu lieu, jeudi 26 février. Mais le spectacle fut incomplet : la foudre n'a pas frappé. Boris Eltsine répétait depuis la mi-novembre qu'il allait convoquer ses ministres et les « regarder dans les yeux pour savoir lesquels sont responsables des souffrances du n 1997, afin de les reuudi encore, il inaugura la enue en présence de députés, en annoncant, solennel, qu'à son issue le gouvernement pourrait compter «trois ministres de ». La formule, évoquant ici un Alm célèbre, souleva des rires sur les bancs.

Mais, à l'étonnement général, est Boris Eltsine jui-même qui ne egagna pas la salle à l'issue de la première pause. La suite, dirigée par le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, ne fut plus jugée digne d'être retransmise en direct par la télévision. L'entourage du président avança diverses raisons improbables pour expliquer son absence. Les députés en conclurent, sans s'émouvoir, qu'il s'agissait encore d'un problème de santé. Mais Boris Eltsine réapparut comme prévu dans l'après-midi pour recevoir Leonid Koutchma. qui entamait la première visite

d'Etat en Russie d'un président

En réalité, l'exercice avait perdu beaucoup de son intérêt en janvier, quand le maître du Kremlin fit savoir que ses + jeunes réformateurs », Anatoli Tchoubais et Boris Nemtsov, menacés fin 1997, ne seront finalement pas livrés aux fauves, en l'occurrence les communistes, les banquiers et les médias de ces derniers. Il ne fut jamais question, par ailleurs, de remercier les divers ministres régallens montés en grade avec la guerre en Tchétchénie. Mais il fallait trouver des victimes pour ne pas faire mentir le président.

CUATRE NOMS CITES

Quatre candidats furent donc cités dans le rapport lu jeudi par M. Tchernomyrdine, intouchable hii-même car « garant de la stabilité »: le premier, membre de son propre cian, est le vice-premier ministre chargé des relations avec la CEI, Valéri Serov, critiqué, ainsi que son nouvel adjoint, Adamichine ; le troisième, le ministre du commerce extérieur Mikhail Fradkov, se rattache de plus loin au même groupe ; le dernier, le ministre des impôts Alexandre Potchinok, est en revanche un proche de M. Tchoubais. L'éterneile logique eltsinienne de l'équilibre des pouvoirs se profile donc derrière ces choix. Mais certaines réalités aussi. L'échet du pouvoir russe dans

son environnement « proche » est en effet patent, même s'il n'est pas le seul. * La CEI forme un ensemble régional de moins en moins intégré », affirme ainsi une étude du Poste économique de l'ambassade de France à Moscou. Elle souligne que le commerce intra-régional de ce qui était l'URSS, après une baisse de 10 % en 1997, ne représente plus que 27 % des importations de la CEI et 39 % de ses exportations, contre quelque 70 % en Europe occidentale et 50 % en Asie. Les voisins de la Russie, surtout s'ils ont peu de problèmes énergé-tiques, s'affranchissent de plus en plus. Même l'Ukraine, malgré le poids du gaz russe, suit le mouvement : elle dépend encore de la CEI à 40 % de ses exportations, mais à 23 % seulement pour ses importations. La crise institutionnelle de la CEI s'aggrave aussi, avec la naissance d'accords politiques sub-régionaux. * Les dirigeants russes semblent s'impliquer davantage »

l'Ukraine », conclut l'étude. jeudi, M. Tchernomyrdine ne s'est écarté de son texte qu'une seule fois: pour s'indigner du «snobisme» des Russes qui pensent que les voisins de la CEI « n'ont pas le choix et reviendront de toute façon vers la Russie ». « Ils ne reviendront pas, dit-il, si nous n'y

pour résister à cette tendance,

« mais il est encore trop tôt pour ap-

précier la portée de décisions ré-

centes comme l'accord avec

travaillons pas, sur une base mutuellement avantageuse. » M. Tchernomyrdine souligna que, pour cela, il ne fallait pas des « bureaucrates » (dont M. Serov est une image encore plus parfaite que le premier ministre lui-même), mais des « politiques ». Autre échec : l'érosion de l'excédent commercial russe, due pour beaucoup à la baisse du prix du pétrole exporté, qui n'avemente pas en quantité par manque d'investissements. Mais la faute en reviendrait plus aux « oligarches » russes, soucieux de ne pas céder de pouvoir à des partenaires étrangers, qu'au ministre du commerce extérieur. Enfin, si les impôts ne rentrent pas en Russie, c'est clairement la faute de ces « oligarches », et non celle du jeune ministre Potchinok, en lutte ouverte, quoique inégale, contre eux. M. Tchernomyrdine a expliqué qu'en parlant de trois coupables le président avait en réalité une vue « plus large et dynamique du processus de renouvellement des cadres », qu'il trancherait « demain ou dans les jours à venir ». Dans les conloirs, on évoquait le temps où les secrétaires du parti, qui n'avaient pas encore de clans financiers à équilibrer autour d'eux, n'avaient pas non plus d'états d'âme à faire tomber le couperet publiquement lors de séances semblables, pour que nul n'oublie

Sophie Shihab

Luis Roldan et Mario Conde condamnés par la justice espagnole

de notre correspondante Plus qu'une coincidence, c'est presque un symbole. Quelques heures à petne après avoir présenté des comptes en règle pour l'examen de passage dans le futur groupe de tête de l'éuro, l'Espagne vient de donner un grand coup de balai aux fantômes du passé: dans la même journée, jeudi 26 février, l'ex-directeur de la Guardia Civil, Luis Roldan, incarcéré à titre préventif depuis trois ans, a été condamné à vingthuit ans de prison pour détournement de fonds ; le flamboyant ex-banquier Mario Conde est, hii, entré finalement en prison pour purger une peine de quatre ans et six mois, pour « malversations ». Tous deux avaient fait appel d'une précédente sentence et ont vu leurs

peines légèrement réduites. Le « cas Roldan » a certainement pesé lourd aux élections législatives de 1996, que le Parti socialiste (PSOE) a perdues, après quatorze ans de règne ininterrompu. L'affaire est énorme : Luis Roldan, cet ancien petit employé d'une entreprise de Saragosse, grandi dans l'ombre souveraine du PSOE, s'était propulsé à force d'astuce, de trafic d'influence et de faux diplômes jusqu'à la tête de la Guardia Civil, la gendanne-

rie, dont il sera le premier patron « civil ». On tion généralisée par leurs adversaires conservaarlait même de lui pour devenir ministre de l'intérieur lorsque, en 1993, le journal Diagio 16 fit une enquête sur l'insolite vie luxueuse de ce serviteur de l'Etat, qui collectionnait voitures et résidences.

La justice découvrit qu'il avait détourné 2 milliards de pesetas (environ 80 millions de francs), destinés, en principe, à la lutte contre le terrorisme, mais qui avaient fini sur une quarantaine de comptes en Suisse. Ce qui vaut aujourd'hui à M. Roldan une « indemnisation » colossale à verser à l'Etat. Luis Roldan, dont la femme, Blanca, a été condamnée à quatre ans de prison pour « complicité », touchait sur tout : des contrats de fabrication des uniformes à la protection de certains industriels, auxquels il faisait croire qu'ils étaient menacés par des

Convoqué par un juge au printemps 1994, il prit la fuite. On le retrouvera au Lacs, puis en Thailande dix mois plus tard, où il sera arrêté. Le scandale fut tel que le ministre de l'intérieur, Antonio Asuncion, dut démissionner. De leur côté, les socialistes, englués déjà dans d'autres scandales, bien qu'ils aient réclamé un « jugement exemplaire », étaient accusés de corrup-

teurs. A peine en prison. Luis Roldan déclarait craindre pour sa vie et dénonçait ses anciens supérieurs, pour avoir ordonné les détournements effectués. Il a aussi affirmé que Felipe Gonzalez, l'ex-chef du gouvernement socialiste, aurait couvert les assassinats du GAL, ces escadrons de la mort anti-séparatistes basques.

Le cas Mario Conde est plus complexe encore. L'ex-banquier, qui était jusqu'ici en liberté sous caution, n'a pas hésité à pêcher en eaux troubles pour servir des ambitions politiques que l'on dit démesurées. Son nom revient souvent derrière chacun des scandales, vrais ou supposés, qu'il aurait « soufflés » à la presse. ces dernières années, pour laminer le Parti socialiste. Condamné pour avoir empoché 600 millions de pesetas, versés en 1990 par Banesto, le groupe qu'il dirigeait, à Argentia Trust, une société-écran installée aux Antilles, Mario Conde n'en a pas fini avec la justice. Il devra s'expliquer aussi sur le trou de 600 milliards de pesetas découvert dans les comptes de Banesto, ce qui avait conduit la Banque d'Espagne à mettre le groupe sous tutelle en 1993.

Marie-Claude Decamps

Washington veut réviser le système de « certification » antidrogue

de notre correspondant En rendant publique, jeudi 26 février, à Washington, la liste des pays qui satisfont aux critères américains de lutte contre la drogue - la fameuse « certification » -, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, a confirmé que l'exercice auquel le gouvernement des Etats-Unis se livre chaque année répondait de plus en plus au souci de ménager tel ou tel pays en fonction d'intérêts diplomatiques. Les responsables américains ne le nient d'ailleurs plus, convaincus qu'il est temps de revoir un processus qui n'a pas fait la preuve de son efficacité, et peut-être d'en confier la responsabilité à une organisation multilatérale.

La politisation de la certification était déjà flagrante en 1997, lorsque les Etats-Unis, comme cette année, avaient épargné le Mexique alors que les carences du gouvernement de Mexico étaient spectaculairement illustrées par l'arrestation du plus haut responsable mexicain de la lutte antidrogue, le général Gutiérrez Rebollo, accusé de complicité avec l'un des plus importants narcotrafiquants du pays (Le Monde du 20 février 1997). Cette tendance s'est confirmée cette année avec l'annonce que la Colombie, pour la

rait toujours pas droit au certificat, mais qu'elle bénéficierait, au nom de l'« intérêt national » (américain), d'une faveur spéciale : les sanctions économiques qui, habituellement, accompagnent la « décertification » ne seront, cette fois, pas appliquées à Bogota.

Alors que le mandat du président colombien, Ernesto Samper, arrive à échéance et que la Constitution lui interdit d'en briguer un autre, Washington souhaite manifestemment adresser un signal à son successeur et préparer le terrain d'une coopération renforcée dans la lutte contre les narcotrafiquants. En ce domaine, l'« actuel » gouvernement colombien n'a pas manifesté une volonté politique très affirmée, a souligné M= Al-bright, même si la police et les services de lutte contre les stupéfiants du général Rosso José Serrano ont obtenu quelques résultats, notamment contre le cartel de Cali.

PROCESSUS « OFFENSANT »

Trois autres pays (le Cambodge, le Pakistan et le Paraguay) sout traités comme la Colombie, alors que l'Afghanistan, la Birmanie, l'Iran et le Nigeria figurent de nouveau dans la catégorie des pays décertifiés et sanctionnés. Pour la première fois, la Syrie et le Liban sont lavés de tout soupçon. Enfin, vingt-deux pays passent le test de la certification. Ces décisions ont été critiquées par le Congrès, tradi-

Satisfaction en Colombie

La décision américaine de ne pas appliquer de sanctions à l'égard de la Colombie - qui demeure cependant sur la liste des « manyais élèves » de la lutte antidrogue - a été accueillie à Bogota avec une évidente satisfaction. La ministre des affaires étrangères, Maria Emma Meiia, s'est immédiatement félicitée que la Colombie « sorte de cette catégorie de décertifié, qui pose des problèmes politiques et crée une mouvoise image ». La ministre a affirmé qu' « il était impossible que [l'effort de la Colombie dans la lutte autidrogue] ne soit pas reconnu par tous les pays du monde, y compris par le pays avec lequel la Colombie avait le plus collaboré : les Etats-Unis ». Maria Emma Mejla a aussi qualifié la délivrance de ce certificat de bonne conduite par Washington de mécanisme « néfaste, qui divise plutôt qu'il n'anit les efforts ». Selon une récente étude de la chambre de commerce colombo-américaine, la « décertification » a coûté en deux ans plus de troisième année consécutive, n'au- 800 millions de dollars de pertes à la Colombie. - (Corresp.)

tionnellement partisan d'une poli-tique plus intransigeante envers les pays mèlés au trafic de drogue.

L'administration Clinton est consciente des déviations d'un processus de certification unanimement qualifié d'« offensant» par les Etats d'Amérique latine. Elle souhaiterait qu'à l'avenir ces derniers assument collectivement la responsabilité de « noter » les efforts des pays en lutte contre le trafic de drogue, par exemple dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA). Bill Clinton devrait faire des propositions en ce sens en avril, à l'occasion du sommet des Amériques, prévu au Chili. Les Nations unies, qui, en juin, doivent tenir une session spéciale sur le problème du trafic de drogue, hésitant, pour leur part, à confier une telle autorité à l'OEA.

Quelle que soit la solution retenue, une plus grande coopération multilatérale pourrait, à l'avenir, se substituer au processus strictement nord-américain d'aujourd'hui. Mals cette bataille-là n'est pas gagnée : le Congrès ne renoncera pas facilement à un mécanisme que les républicains estiment vital pour faire pression sur les pays qui, tout en bénéficiant de l'assistance financière de Washington, alimentent cependant le marché américain de la drogue.

Laurent Zecchini

L'ancien chef des forces de l'ONU au Rwanda reviendra devant le TPR

ARUSHA. Le général canadien Roméo Dallaire reviendra témoigner de vant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR), qui siège à Arusha, en Tanzanie. L'accusation le lui a demandé avant qu'il ne quitte Arusha, jendî 26 février. A la demande de la défense, il avait été entendu la veille dans l'affaire Akayesu, la première examinée par la Cour (Le Monde du 27 février).

Le général devrait notamment être appelé à témoigner lors du procès du colonel Théoneste Bagosora, considéré comme le « cerveau » du génocide commis par les extrémistes hutus et l'armée rwandaise. Roméo Dallaire était en contact quasi quotidien avec le colonel Bagosora iorsqu'il était à Rigali. Avant de rejoindre le Canada, Roméo Dallaire a évoqué, ému, l'accusé, sans le nommer : « Je suis que Dieu edste parce que l'ai rencontré le Diable ». - (Corresp.)

Cessez-le-feu annoncé au Cambodge

PHNOM PENH. Le gouvernement cambodgien a ordonné, vendredi 27 février, à ses troupes d'observer un cessez-le-feu à la suite d'une annonce similaire du co-premier ministre déchu, le prince Norodom Ranariddh, selon une source gouvernementale. L'homme fort du Cambodge, le second co-premier ministre Hun Sen, s'était félicité, plus tôt dans la journée, de la décision de son tival, le prince Norodom Ranariddh, de proclamer un cessez-le-feu unilatéral, ajoutant que Phnom Penh allait ctudier cette proposition. Le fils du roi Sihanouk, premier co-premier ministre évincé du pouvoir, a appelé les troupes qui iui sont loyales à « déclarer un cessez-le-feu unilatéral » à compter de vendredi minuit au

■ ROYAUME-UNI: pour financer un fonds de 5,5 millions de livres, destiné à encourager des initiatives pour la défense des droits de l'homme, via les ambassades britanniques à l'étranger, le Foreign office devrait obtenir de prélever jusqu'à 2,3 millions de livres sur le budget de la défense de Grande-Bretagne en 1998, selon le quotidien The Inde-pendent de vendredi. Les crédits viennent des dépenses consacrées à l'entraînement des armées.

ALGÉRIE: un attentat à la bombe contre un autocar dans la région de Médéa, à 80 kilomètres au sud d'Alger, jeudi 26 février, a fait 10 morts et 16 blessés, selon les services de sécurité, confirmant une recrudescence des embuscades contre les civils et les militaires depuis une semaine. Mercredi, 13 personnes avaient été blessées, dont 2 grièvement, par « un engin explosif » lancé coutre un bus dans le centre d'Alger, selon les services de sécurité. Deux jours plus tôt, l'explosion d'une bombe contre un train au sud d'Alger, près de Boufarik, avait fait 21 morts et 52 blessés, selon des bilans de presse. - (AFR).

M COMORES: les Anjouanais ont adopté une « Constitution séparatiste », à une très large majorité, lors d'un référendum organisé, mercredi 25 février, dans l'Be indépendantiste de l'archipel des Comores. Le projet de Constitution soumis aux Anjouanais stipule dans son dernier article que « les lois constitutionnelles de la République fédérale islamique des Comores sont abrogées ». ~ (AFR)

NIGERIA: Timde Oladepo, rédacteur en chef au quotidien Guardian, a été tué par balles par des incomus, jeudi matin 26 février, dans sa résidence d'Abeolona, capitale de l'Etat d'Ogun, au sud-ouest du pays, selon la direction du journal. Tunde Oladepo, agé de 33 ans, a été

tué devant sa femme et ses deux enfants. - (AFE) SIERRA LEONE : Alimad Tejan Kabbah, président civil élu de la Sierra Leone, renversé en mai 1997 par un puisch, a déclaré, jeudi 26 février, qu'il rentrerait le 10 mars dans son pays, libéré de la junte militaire par l'armée nigériane. M. Kabbah a annoncé son retour en quittant le Nigeria, cò il se trouvait depuis handi pour des entretiens avec le chef de l'Etat, le général Sani Abacha. - (Reiders.)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAEL: Parmée a confirmé, vendredi 27 février, la mort, la veille, de deux soldats et d'un officier lors d'une attaque au mortier par des combattants du Hezbollah chiite contre le poste d'observation qu'ils tenaient dans la zone dite « de sécurité » que l'Etat juif occupe au Liban sud. Trois autres soldats ont été blessés. L'année israélienne a bombardé en représailles les environs de cinq villages faisant face à cette position, à l'extérieur de ladite zone. -(AFR)

PAKISTAN : au moins 4 personnes ont été tuées et plus de 30 blessées, jeudi 26 février, lorsqu'une puissante bombe a explosé dans un train de voyageurs près de la ville industrielle de Faisalahad, dans la province pakistanaise du Penjab, a annoucé la police. Une autre bombe a explosé près d'un magasin dans le bazar de la ville, blessant 7 personnes. a déclaré la police, qui a qualifié les deux déflagrations d'« actes de terrorisme *. - (AFE)

ECONOMIE

COMMERCE: 300 représentants de l'Action mondiale des peuples contre le libre-échange et FOMC (AMP), réunis à Genève, ont auroncé, avant de se séparer, mercredi 25 février, une série de manifestations de protestation pour marquer le 50° anniversaire de la mise en place du système commercial mutilatéral, qui aura lieu en mai. Dans son manifeste, l'AMP dénonce les méfaits du néolibéralisme et appelle à «ladésobéissance civile non violente » pour organiser la résistance. L'AMP regroupe des mouvements paysans d'Inde, des Philippines, d'Afrique et d'Amérique latine, les zapatistes du Mexique, des organisations de peuples indigènes et aussi divers groupes écologistes ou féministes d'Europe, d'Amérique du Nord et de Russie. - (Corresp.)

Les Etats-Unis pressent l'Indonésie de pousser les réformes économiques

WASHINGTON. Envoyé spécial du président Clinton à Djakarta, l'ancien vice-président américain Walter Mondale devrait tenter, au cours du week-end, de pousser le président Suharto à s'engager dans la voie des réformes afin de sortir de la crise financière. Les pays du G7 attendent toujours que l'indonésie respecte ses engagements à l'égard du FMI et renonce à son projet de lier sa mormaie, la roupie, au dollar. Le



sur fond d'instabilité sociale. Plusieurs milliers d'étudiants ont protesté pendant deux jours pour exiger des réformes politiques et économiques. De leur côté, les banques créancières poursuivent depuis jeudi 26 février leurs discussions avec les autorités indonésiennes pour le réaménagement de la dette extérieure privée de 73 milliards de dollars. De nombreuses compagnies éprouvent des difficultés pour rembourser leur dette en raison de la chute de la roupie. - (AFP, Reuters.)

Asie die Sud-Est o

Take &

A STATE OF THE STATE OF

A STATE OF

To beauty

Section .

L'Asie du Sud-Est craint de nouveaux nuages polluants

Les incendies repartent de plus belle à Bornéo, menaçant une nouvelle fois d'empoisonner l'air de la région

a service of the service

122 0.

2000

織 かんとうしょ

金剛 计分类 化类 基础

東京 (12年2年)2

Section 1. Section 1

Special 43

Acres See /

salies in

· 有一 不知道

100

Mary or

Bright The Mar

54 Fire. 5

かかがし、こで、。

SELV. H.

Jack Section

710 . . --

St. 20.00 . 12.8

198 9,041 W. J

Array Services

Company of the second

Same of the same

By And Charle

\$ 35 mg.

8-1,44 - 1- 12 - 17- L

1 11 11 12 1

Contract of the profit of the second

Section 1

the state of the

Salara Victoria

Market Street

agent in the second of

programme in ...

Control of the state of the second

Section 19 and

was properly and the said

The second secon

and the state of the

\$ 46 M " " "

· 新年11-15

BATTER TO THE

A STATE OF THE STA

· ·

Marie Lander Commence

報告 中央事業 からなか

是一种一种一种

The second of the second

THE WASHINGTON WAR OF MANY OF THE PARTY OF Course from the Manager of

A Marine To A. A.

通過電子型

Same Sugar Sugar

Her Copyrigation

2 200

de notre correspondant en Asie du Sud-Est Une recrudescence d'incendies à Kalimantan, la partie indonésienne de l'île de Bornéo, suscite l'inquiétude dans une région où le désastre de septembre et d'octobre derniers reste très présent dans les esprits.

Des nuages polluants, provoqués par des feux à Sumatra et à Kalimantan, avaient alors couvert une partie de l'Asie du Sud-Est, de la péninsule malaisienne au sud de lier de foyers ont été repérés depuis début février à Kalimantan, où les pluies demeurent faibles. Un changement d'orientation des vents, en principe en avril, pourrait donc rabattre, notamment sur Singapour et sur la Malaisie, une chape pol-

luante. A Kalimantan, selon des chiffres officiels indonésiens, généralement prudents, 4 000 hectares ont déjà brûlé, dont 2 000 dans le parc forestier de Kuti. De premiers foyers out également été repérés à Sumatra et dans l'archipel de Riau, proche de Singapour, Dans une période de sécheresse inhabituelle, généralement attribuée à El Niño, les feux sont parfois volontaires: préparation des terres aux cultures ou dégagement de terrains fraichement débolsés. Les Indonésiens estiment cependant qu'ils demeurent encore sous contrôle et que le risque d'une

catastrophe n'est pas imminent. Réunis mercredi 25 février à Kuching, capitale de l'Etat malaisien de Sarawak, frontalier de Kalimantan, les ministres de l'environnement de la région n'en ont pas

tance internationale. L'aide déjà offerte par la France, les Etats-Unis. l'Allemagne et le Canada ne suffirait pas en cas d'extension des feux. En septembre 1997, l'état d'urgence avait été décrété pendant une semaine à Ruching, l'air y étant devenu irrespirable.

Le petit sultanat voisin de Brunei, niché dans le nord de Bornéo, a été contraint, le 23 février, de célébrer le quatorzième anniversaire de son indépendance dans un stade couvert en raison d'un brouillard polluant. L'aéroport de Samarinda, chef-lieu de la province de Kalimantan-Oriental, a été fermé à plusieurs reprises depuis un mois, faute de visibilité. L'agence officielle indonésienne Antara a également rapporté que les fumées affectaient déjà la santé des populations dans plusieurs secteurs de Kalimantan.

Plus de 260 000 hectares avaient été incendiés en 1997, et l'addition s'était élevée à plus de 8 milliards de trancs en soins médicaux et dégâts (cultures, tourisme...), selon une étude que viennent de publier deux organismes écologistes, l'un singapourien et l'autre indonésien. Les voisins de l'Indonésie redoutent donc que, si la sécheresse persiste, les fumées ne se replient sur leurs territoires. La Malaisie est d'autant plus préoccupée qu'elle doit accueillic, en septembre, les Jeux du Commonwealth. Si le désastre de 1997 se reproduît, a averti le Straits Times de Singapour, journal progouvemental, les excuses de l'indonésie ne pourront plus, cette fois-ci, être acceptées.

Jean-Claude Pomonti

moins lancé un appel à une assis-La Chine échappe à la condamnation de l'Europe sur les droits de l'homme

de notre correspondant

triomphe jubilatoire en saluant la décision des Européens, lundi 23 février, de ne pas s'associer à une résolution condamnant la Chine lors de la prochaine réunion, en mars, de la commission des droits de l'homme de Genève. Les autorités chinoises ont préféré avoir le soulagement discret plutôt que d'embarrasser les Quinze avec des communiqués de victoire par trop bruyants. Le succès diplomatique n'en est pas moins spectaculaire pour un régime qui n'a pas ménagé ses efforts afin de se sortir de ce guépier rituel où s'étalaient, chaque année à Genève, ses turpitudes en matière de détentions arbitraires ou de système concentrationnaire.

Les Quinze ont donc donné raison à la position de la France qui. en 1997, avait semé la zizanie au sein de l'Union en prenant unilatéralement la décision de ne plus cautionner les « gesticulations », jugées « stériles », entourant les débats de la commission de Genève. Au grand dam des organisations de défense des droits de l'homme - Amnesty International s'insurge, en rappelant que « des milliers de prisonniers politiques restent en détention » -, les petits pays récalcitrants (Danemark, Pays-Bas) ont rejoint cette année les tenants de la « realpolitik » (France, Allemagne, Grande-Bretagne...). Dans une belle démonstration d'unité, les Européens ont jugé que le dialogue engagé avec Pékin avait déjà produit suffisam-ment de « résultats encourageants » pour qu'il vaille la peine d'être

poursuivi. Quels résultats? Les experts et diplomates qui participaient, les 23 et 24 février, à Pékin, à un séminaire euro-chinois sur les droits de Phomme, étaient assez gênés pour identifier des avancées très concretes, en dehors de la libération du dissident Wei Jingsheng ~ libération qui est aussi une expuision. Leur principale satisfaction tient plutôt dans la nouvelle voionté affichée par la Chine de « discuter » et de « débattre » d'une question dont elle estimait, hier,

qu'elle relevait de sa seule souveraineté. « Il v a un changement dans en précisant : « Nous commençons à parier le même langage. »

Le gouvernement chinois a tendu ces derniers mois quelques perches à la communauté internationale. Après avoir signé la convention des Nations unies sur les droits économiques, sociaux et culturels - document qui doit encore être ratifié par l'Assemblée nationale populaire -, il étudie de près la convention sur les droits civils et politiques, sans avoir pris un quelconque engagement à le para-

Une délégation de juristes francais récemment de passage à Pékin a été longuement interrogée sur les obligations liées à ce texte. Pékin commence à s'intéresser à des pans entiers du droit international jusque-là ignorés. Dans le même esprit, les autorités chinoises ont ouvert leurs prisons à des experts du groupe des Nations unies sur la détention arbitraire. Enfin, le hautcommissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Mary Robinson, est prochainement attendu à Pékin.

GAINS DIPLOMATIQUES

La Chine a donc rompu avec l'esprit de la « forteresse assiégée » qui était le sien, notamment depuis le massacre de Tiananmen (juin 1989), qui avait contribué à mettre le pays au ban de la communauté internationale. Les autorités pékinoises ont compris qu'une active politique de relations publiques leur permettrait d'obtenir de précieux gains diplomatiques à un moment où la nouvelle direction chinoise souhaite revenir en grâce au sein du club des puissances respectables de la planète.

La nouvelle stratégie consiste donc à prêter une oreille attentive à des « conseils », tout en évitant de se lier les mains par des engagements juridiques contraignants. Cela n'empêche pas les arrestations arbitraires de contestataires, mais au moins l'efficacité diplomatique de cette nouvelle attitude n'est-elle plus à démontrer.

Les mutineries de soldats mécontents s'étendent dangereusement au Niger

Une dizaine de personnalités ont été prises en otage

Plusieurs garnisons militaires se sont mutinées au Niger depuis samedi 21 février. Les soldats en colère réclament le paiement de leur solde et les ver une grève générale de quarante-huit heures.

Le Niger, l'un des pays les plus pauvres de la planète, est éprouvé depuis une dizaine d'années ver une grève générale de quarante-huit heures.

LES MUTINERIES de soldats, qui ont commencé samedi 21 février au Niger, se sont étendues jusqu'à Zinder et Arlit, après avoir touché les régions de Diffa (extrême Sud-Est) et Agadez (centre). Une dizaine de personnalités nigériennes, civiles et militaires, étaient toujours détenues vendredi matin par les soldats nigériens. Un ressortissant français, Jean-Jacques Cattaux, directeur de production à la Société des mines de l'Aîr (Somar), qui avait été pris en otage, a été libéré jeudi.

Ces mutineries ont commencé dans deux régions où les négociations du gouvernement avec les rébellions - touarègue dans la région d'Agadez et touboue dans la zone de Diffa - ont suscité des frustrations chez les militaires. La position d'anciens rebelles parfois mieux traités par le gouvernement que l'armée régulière et l'interdiction de poursuivre les rebelles après qu'ils ont lancé des attaques alimentent le ressentiment des soldats, qui se sont déjà mutinés dans

C'est à 1 150 kilomètres à l'est de avec leurs collègues.

Niamey, à Diffa, qu'a démarré la dernière vague de mutinerie. Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet et le commandant de la garnison sont détenus depuis cette date par les soldats. Reláchés mercredi par leurs ravisseurs, ils ont été repris quelques heures plus tard, témoignant d'un durcissement de la situation, lié, selon les mutins, à des déclarations faites mercredi à Niamey par le ministre de la défense, Yahaya Tounkara.

Le ministre, réfutant le terme de mutinerie, avait évoqué des « mécontentements » et des « mouvements d'humeur » dont la seule cause serait imputable aux retards de paiement des soldes. A Agadez, gagnée mercredi par le mouvement, le préfet de la ville, le lieutenant-colonel Mai Manga Oumara, le commandant de la zone de défense et le commandant de la légion de la gendarmerie, ont été pris en otage par la troupe. A Arlit. la cité minière du pays et centre d'exploitation de l'uranium, située au nord d'Agadez, les militaires se sont soulevés par « solidarité »

A Zinder, deuxième ville du pays, touchée jeudi, jour de marché, par la révolte des hommes en uniforme, le maire a été « arrêté ». Officiellement, le préfet de région, le colonel Abou Oumarou, se trouve actuellement à Kaduna (nord du Nigéria), où se tient une foire commerciale. La capitale, Niamey, la région de Maradi (Sud), troisième ville du pays, et Tahoua, au nord, semblent être épargnées par la mutinerie. Les départements de Dosso (Sud) et de Tillabéry (Ouest) n'ont pas de garnisons militaires.

GRAVE CRISE ÉCONOMIQUE

Le chef d'état-major de l'armée, le colonel Moussa Moumouni Djermakoye, s'est rendu jeudi à Agadez et Diffa pour s'entretenir avec les hommes du rang, alors qu'à Niamey le ministre de la défense réunissait les hauts responsables de l'armée. Les soldats réclament le versement d'arriérés de salaires et d'indemnités diverses. A Diffa, ils réclament aussi le départ « sans conditions » de deux

A Diffa et a Zinder (600 kilomètres à l'est de Niamev), les mutins ont imposé un couvre-feu. Ceux de Diffa ont affirmé qu'ils iraient . jusqu'au bout pour obtenir la satisfaction de leurs revendications ». Le ministre de la défense avait assuré, fundi, que les doléances des soldats seraient satisfaites des le lendemain, indiquant que l'argent correspondant à un mois de solde était en train d'être acheminé.

Les agents civils de la fonction publique ont mis fin vendredi à deux jours de greve générale. Ils réclamaient le paiement de six à sept mois d'arriérés de salaires. dont ceux de décembre 1997 et de janvier 1998. Depuis près d'une décennie, le Niger, classé dernier pays du monde dans l'indice de développement humain de l'ONU, traverse une grave crise économique en raison de la chute vertigineuse des cours de l'uranium. Ces difficultés économiques sont doublées d'une crise politique qui retarde l'application des accords conclus en 1996 avec le FMI et la Banque mondiale. - (AFP, Reuters.)

ARTE et La Sept Cinéma présentent : Autant en emportent les "César".

avec

Jeannette

septième de Benoît Jacquot

Temme delendue

Vle

Le suspense est au rendez-vous pour la Soirée des "César"...

Flash back sur les films coproduits par La Sept Cinéma et récompensés par un ou plusieurs César :

-Breaking the waves de Lars von Trier -Comment je me suis disputé... (ma vie sexuelle) d'Arnaud Desplechin

-La haine de Mathieu Kassovitz -Les apprentis de Pierre Salvadori

-Délits flagrants de Raymond Depardon ·Les roseaux sauvages d'André Téchiné

-L'odeur de la papaye verte de Tran Anh Hung

-Les nuits fauves de Cyril Collard -La sentinelle d'Arnaud Desplechin

Le plus prestigieux générique du monde s'affiche toute l'année sur ARTE, de la première oeuvre au film culte.



pour 1998. • LA MARGE DE MA-NŒUVRE sur laquelle Lionel Jospin gements déjà pris, il resterait 35 à 40 milliards, dont une partie affectée pourrait compter pour le budget de à la baisse du déficit et le reste aux 1999 pourrait avoisiner 60 milliards mesures nouvelles. • LE CHÔMAGE de francs. Déduction faite des engaa augmenté en janvier de 0,2 %,

compte de la nouvelle méthode de calcul. Mais selon l'ancienne, il a diminué de 1 %. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières,

avec 3 033 700 inscrits si l'on tient s'élève à 12,1 %, en baisse de 0,4 point sur un an. LES MOUVE-MENTS DES CHÔMEURS jugent insuffisantes les mesures annoncées, jeudi 26 février, par Lionel Jospin.

La croissance n'offrira que 40 milliards de francs de marge budgétaire

La reprise économique entraîne une amélioration du marché du travail pour le cinquième mois consécutif. Le gouvernement pourrait consacrer une partie des recettes fiscales supplémentaires escomptées en 1999 à une nouvelle réduction des déficits

« POUR DISTRIBUER, il faut produire. . D'une formule, Lionel lospin a répondu, jeudi 26 février sur France 3, à tous ceux qui, dans sa propre majorité, l'ont invité ces derniers jours à répartir autrement les fruits de la croissance. Le premier ministre a ainsi suggéré qu'il ne changerait pas le cap de sa politique économique et qu'en tout état de cause les marges de manœuvre dont il pourra disposer au cours des prochains mois ne seront pas considérables.

Le chef du gouvernement n'a. certes, pas indiqué, dans le détail, ce que signifiait son propos. Il n'a ainsi apporté de précisions ni sur la conjoncture économique sur laquelle il pouvait compter, ni sur l'ampleur précise de la marge dont il pourrait user. On peut néanmoins estimer que l'enjeu du débat qui vient de s'engager sur les fruits de la reprise porte sur une somme comprise entre 35 et 40 milliards de francs.

D'où vient ce chiffre ? Il découle d'abord de l'appréciation de la conjoncture. Le gouvernement estime, en effet, que le moteur de l'économie est entré dans une phase d'accélération, et que les derniers indicateurs connus, en particulier la prévision de hausse de 10% de l'investissement pour 1998 avancée par les industriels. valident sa prévision de croissance de 3 % pour l'année en cours. Cela étant, il estime qu'avant d'ouvrir le débat sur le partage des fruits

pin, que « cette croissance va être

Publiés vendredi 27 février, les derniers comptes nationaux de l'Insee pourront être utilisés par les experts gouvernementaux pour justifier cette prudence. Globalement, le bilan est, certes, à peu de chose près, conforme à ce qui était prévu. La croissance a atteint 0.8 % au 4º trimestre de 1997. Au total, le produit intérieur brut (PIB) a donc progressé de 2,4 % sur l'ensemble de l'année, soit très près de l'évaluation de 2,5 % avancée par l'Insee en décembre. Après une croissance de 1,5 % en 1996. l'activité est donc en phase d'accélération, comme le montrent par

ailleurs les bons chiffres du chômage. Pourtant, reste à savoir si, comme l'espère le gouvernement, la demande intérieure va prendre progressivement le relais de la demande étrangère.

PROGRESSION À CONFIRMER

Or, les comptes nationaux mettent en évidence que tout n'est pas encore joué. Sur l'ensemble de 1997, la consommation des ménages n'a ainsi progressé que de 0,9 %, après 2,1 % en 1996. Et l'investissement des entreprises a même reculé de 0,1 %, après -0,8 % en 1996. Autre indice : pour le seul 4º trimestre de 1997, l'investissement des entreprises n'a pro-

gressé que de 0,1 %. Le gouvernement pourra y voir la preuve que, si les prévisions d'investissement pour 1998 sont encourageantes. elles demandent à être confir-

Quoi qu'il en soit, ces chiffres permettent de cemer ce que pourraient être les dividendes de la reprise. Dans la loi de finances pour 1998, les recettes fiscales nettes sont évaluées à 1 447 milliards de francs. On peut donc en déduire que, si la croissance se maintient en 1999 sur le rythme de 3 % escompté par le gouvernement - soit, compte tenu de l'inflation, 4% en valeur-, et que la hausse des recettes fiscales nettes suit

cette même progression de 4%, l'Etat disposerait ainsi d'une marge de manœuvre budgétaire de près de 60 milliards de francs pour dessiner son projet de loi de inances pour 1999.

De cette somme, il faut déduire les engagements pris dans la loi de finances pour 1998 et qui auront un coût en 1999. C'est le cas du crédit d'impôt entretien pour le logement, du crédit d'impôt emploi, du système de provision pour licenciement, ou encore de la mesure annoncée pour l'impôt sur les sociétés (la majoration exceptionnelle de 15 % décidée en juillet 1997 devant être rapportée en deux étapes, dont la première en 1999). Ces mesures devraient coûter 10 milliards de francs.

RÉDUIRE LA DETTE

Par ailleurs, ce que les experts appellent « les prélèvements sur recettes », effectués au profit du budget européen et au titre des collectivités locales, pourraient être majorés de 5 à 10 milliards de francs. Enfin, il est probable que les recettes non fiscales évolueroot moins favorablement que par le passé. En particulier, le gouvernement devra tenir compte du fait que les prélèvements effectués sur la Caisse des dépôts ont atteint une limite, ce qui pourrait diminuer la marge de manœuvre d'à nouveau 5 milliards de francs. Au total, on peut donc évaluer à 35 ou 40 milliards de francs, la marge pour 1999, si le scénario de croi sance se confirme.

Comment le gouvernement en usera-t-il? Si l'on se réfère au «Rapport économique et finan-cier » publié en septembre 1997 par Bercy, une première piste est suggérée. Le ministère des finances soulignait que la dette publique, qui avoisine la barre des 60 % du PIB fixée par Maastricht, continue de progresser, même avec des déficits publics ramenés à 3 % du PIB. Pour reprendre le jargon des experts, « le solde stabilisant » se situe à près de 2 % de déficits publics.

En toute logique, le gouvernement devrait donc avoir la tentation d'affecter une partie de ces 35 à 40 milliards de francs à une poursuite de la réduction du déficit budgétaire. Combien restera-til donc pour les autres mesures, qu'il s'agisse de dépenses nouvelles ou d'éventuelles baisses d'impôt ? S'agira-t-il d'une vingtaine de milliards de francs, étant entendu qu'il faudra, sur ce montant, prélever le financement des hausses salariales des fonctionnaires? On le saura cette année un peu plus tôt que prévu. Après l'euvoi, en avril, des traditionnelles « lettres de cadrage », le projet de loi de finances pour 1999 devrait être examiné en conseil des ministres au tout début de septembre. En tout état de cause, on devine par avance ce que sera le

message du ministère des fi-

nances : il n'y a pas réellement de

magot caché...

Laurent Mauduit

Le premier ministre se garde des « emballements »

A QUOI FAUT-IL employer les fruits de la croissance? Lionel Jospin n'a pas échappé, sur France 3, jeudi 26 février, à cette question qui commence à agiter la gauche. Lui préfêre se garder des « emballements ». En préambule, le chef du gouvernement a rappelé ses choix de base : avoir la croissance la plus forte possible après avoir établi le bon diagnostic économique : « Nous avors compris que les politiques menées antérieurement maintenaient le taux de croissance français au-dessous de son taux de croissance potentiel. Au fond, on la faisait fonctionner avec un moteur bridé, nous avons débridé ce moteur », en favorisant la demande.

Le premier ministre a expliqué qu'il faut « avoir la croissance maximum », que cette croissance doit être « aussi riche que possible en emplois » grâce, notamment, aux emplois-jeunes ou à la négociation sur la réduction du temps de travall et qu'elle doit servir « la solidarité ». Ces préalables posés, M. Jospin a remarqué que, récemment encore, de la croissance il faut d'abord certains économistes assuraient que la crise asiatique devait s'assurer, selon le mot de M. Jos- empêcher d'atteindre le taux de croissance de 3 % pronosti-

qué par le gouvernement pour 1998, alors que, maintenant, on propose de distribuer les fruits de la croissance, sans savoir si elle sera durable.

« A la place où je suis, a noté le chef du gouvernement, je ne peux pas fonctionner comme ça, je suis obligé de former ma pensée, d'examiner les faits, d'essayer de choisir avec le gouvernement la bonne politique et de la mener dans la durée. » « je ne peux pas aller d'un emballement à l'autre », a-t-il

insisté, en remarquant qu'« un premier ministre fonctionne sur du courant continu, pas sur du courant alternatif ». M. Jospin s'est refusé à opposer de « façon factice » la redistribution et les grands équilibres budgétaires. « Si on dépasse 3 % de déficit, a souligné le premier ministre, on fait de la dette. Et quand on contrôle les déficits, on fait baisser les toux d'intérêt, or les toux d'intérêt qui baissent, c'est favorable à la croissance ». « Pour distribuer, a-t-il conclu, il faut pro-

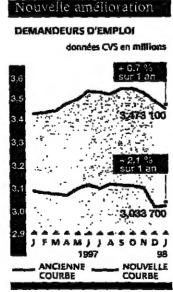
Le chômage continue à baisser

SUR LE FRONT du chômage, l'année 1997 s'est finie en beauté. 1998 commence bien. Après trois mois de légère baisse, le nombre des demandeurs d'emploi avait reculé de façon massive en décembre: moins 86 200 (soit - 2,8 % par rapport à novembre, -1,7% sur l'ensemble de l'année ». Chiffres inespérés que le gouvernement avait alors simplement qualifiés d'« encourageants ». Comme pour se prévenir de mauvaises surprises, l'entourage de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, laissait entendre que décembre était un mois exceptionnel et que janvier pourrait marquer une rupture.

Ces inquiétudes sont aujourd'hui dissipées. Les statistiques mensuelles, publiées vendredi 27 février par le ministère de l'emploi, sont plutôt encourageantes car le premier mois de l'année 1998 n'a pas cassé la bonne orientation observée au quatrième trimestre de 1997: certes le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie 1 (baromètre en vigueur depuis août 1995 et qui exclut les personnes ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois) a augmenté de 0,2 % pour atteindre 3 033 700 . La vaciation sur l'année reste cependant à

Mais les chiffres cumulés (catégories 1 et 6), qui intègrent les personnes ayant travaillé plus de 78 heures, continuent à afficher un recul: -1% en janvier, après -1% de décembre. Le nombre de del'ANPE fin janvier s'élève donc à moins en un mois. Cette diminution, selon ce critère, n'a toutefois pas encore compensé la forte forte augmentation du premier semestre 1997: sur un an, l'évolution a été de + 0,7 %. Toutefois, signe de satisfaction, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, et calculé selon les critères du Bureau international du travail, s'élève à 12,1 % : soit une baisse de 0,1 % sur un mois et de 0,4 % sur un

Dans l'entourage de M™ Aubry, on retient principalement deux chiffres: en deux mois décembre et janvier, ce sont 80 000 personnes de la catégorie 1, et 72 000



vé du travail. On admet cependant que les contrats sont de plus en plus courts, de plus en plus précaires. Les mouvements observés à l'ANPE témoignent de la flexibilité des situations: en janvier les inscriptions (345 200) sont en très légère hausse (+1,1%), la relative stabilité des licenciements économiques étant effacé par l'augmentation importante des fins de mission d'intérim (+ 3 %). Quant aux sorties (347 500), elles ont diminué de 1,8 %. Mais, dans le même temps, le nombre d'offres d'emploi déposées à l'ANPE a augmenté de mandeurs d'emplois inscrits à 5% entre décembre et janvier, soit un niveau nettement supérieur à 3 473 000. soit 35 000 personnes de celui de janvier 1997 (+ 16,4 % en un an en données brutes).

Tous les chômeurs ne sont pas logés à la même enseigne. Ainsi le taux de chômage des moins de 25 ans poursuit sa tendance à la décélération, même si elle est moins rapide en janvier qu'en décembre: -1% pour les hommes, +0,4% pour les femmes. Sur un an, le taux de chômage des moins de 25 ans a diminué de 10,8 %, les 40 000 emplois-jeunes créés par le gouvernement n'étant pas étrangers à cette baisse.

Deux catégories ne bénéficient cependant pas de cette améliora- L'Humanité fait coexister un édition du climat économique. Le torial estimant que les mesures taux de chômage des plus de annoncées « forment un ensemble des catégories let 6 qui ont retrou- 50 ans continue à augmenter : appréciable », et une réaction de thyre, président de l'APEIS, a esti-

+3,7% pour les hommes; +5.3% pour les femmes. De même, le nombre des chômeurs de longue durée – inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE - s'accroît de 1,9 %. Ils représentent désormais 37,4 % (3 points de plus qu'au mois prècédent) des sans-emploi. Plus de 50 ans et chômeurs de longue durée restent une population extrêmement fragile. Le gouvernement veut rester

prudent, même si nombre d'indicateurs semblent favorable. Prudence sur le chômage: «L'évolution en matière d'emploi est relativement positive », a simplement expliqué sur France 3 le premier ministre qui n'ignorait surement pas les chiffres de janvier . Prudence encore sur les prévisions d'investissement : le 19 janvier, en commentant l'enquête de l'insee selon laquelle les industriels français tablent sur une progression de 10 % en 1998, soit un pourcentage beaucoup plus éleve que les prévisions, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, avait certes estimé que « le cycle vertueux de la croissance est engagé en France . Mais il n'en attendait, avait-il affirmé, des « effets sensibles sur l'emploi » qu'au deuxième semestre 1998. Les chiffres l'ont

Bruno Caussé

Lionel Jospin confirme ses engagements pour les exclus, mais refuse un « RMI-jeunes »

AU LENDEMAIN de la publication, mercredi 25 février, du rapport de Marie-Thérèse Join-Lambert, qui en avait été chargée par Lionel Jospin, le premier ministre a annoncé, jeudi, sur France 3, la mise en application de certaines dispositions préconisées dans ce document. Le chef du gouvernement a rappelé que, le 21 janvier, il avait pris « cinq eneagements »; mercredi, il en a

dressé le bilan. • Indexation des minima sociaux sur le coût de la vie. Seuls le RMI et l'allocation d'adulte handicapé bénéficiaient d'une indexation sur le coût de la vie. A partir du 1º janvier 1999, tous les minima soclaux seront indexés sur l'inflation, c'est-à-dire qu'en janvier « on augmentera ces minima sociaux de la prévision de la hausse des prix » ou « de plus, si les gouvernements le dé-

cident ». Rattrapage de l'allocation spécifique de solidarité (ASS). Cette allocation est perçue par 300 000 personnes qui sont en fin de droits et ne sont plus indemnisées par le système paritaire d'assurance chômage. M. Jospin avait annonce, en janvier, que le rattrapage

le premier ministre a aunoncé une seconde revalorisation de 6% « avec effet rétroactif au 1º lanvier 1998 ». Cette hausse de 8 %, qui constitue un « rattrapage intégral », représente un coût de « plus de 1 milliard de francs ». L'allocation d'insertion (AI) - 15 000 personnes concernées, selon M. Jospin -, qui avait « 29 % de retard », va enregistrer un rattrapage intégral.

• Effort supplémentaire en favent de chômeurs de longue durée et, éventuellement, des jeunes sans ressources. Les chômeurs àgés de pius de 55 ans, ayant cotisé quarante ans à la Sécurité sociale, qui touchent actuellement soit l'ASS, soit le RMI, « bénéficieront d'une augmentation de 1 750 francs par mois jusqu'à l'àge de 60 ans, c'est-à-dire qu'ils ne pourront pas toucher moins de 5 000 francs par mois ».

En novembre 1995, le Parti socialiste avait adopté un rapport sur « l'avenir de la protection sociale » dans lequel il ouvrait la « possibilité d'un départ anticipé à taux plein pour quarante ans de cotisations ». Cette revendication - qui est avancée notamment par FO - était même un engagement du candidat Jospin lors de la campagne présidentielle de 1995. Lors de son faceà-face télévisé avec Jacques Chirac, entre les deux tours du scrutin, M. Jospin avait déclaré: « J'ai proposé également que les hommes ou les femmes, souvent les hommes, qui ont travaillé dès 15 ans, qui ont déjà cotisé plus de 40 annuités, puissent partir à taux plein, lorsqu'ils sont chômeurs ou en situation de FNE [Fonds national pour l'emploi], avant l'âge de la retraite à 60 ans. »

« PAS DE SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE » S'agissant des moins de 25 ans au chômage, le premier ministre rejette l'idée d'un RMI-jeunes. « Pour les jeunes, ce que nous devons trouver, c'est l'emploi, a expliqué M. Jospin, ce n'est pas un revenu d'assistance au début de leur vie. » « je ne suis pas sur cette philosophie », a-t-il poursuivi, en soulignant qu'il est partisan d'une « société du travail, et pas d'une société d'assistance ». Il a précisé que le gouvernement a déjà créé 50 000 emplois-ieures et qu'il prévoit d'en créer 150 000 en

Pour les jeunes dépourvus de ressources, le projet de loi contre les exclusions prévoira, a assuré M. Jospin, « un nouveau dispositif d'insertion et d'accompagnement qui sera doté, au titre de l'Etat, de 700 millions de francs ».

● Le retour au travail. Pour pas-

ser de l'assistance à l'insertion par le travail, M. Jospin a décidé que « tout allocataire du RMI, ou de l'ASS, ou de l'allocation de parent isolé, qui reprend un emploi, pourra conserver son allocation, de façon dégressive, pendant un an, dans la limite, en gros, d'un SMIC ». Pour le premier ministre, il s'agit d'une mesure d'incitation au travail, forte et novatrice ».

• Le projet de loi contre les exclusions. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, présentera son programme triennal d'action, au conseil des ministre du 4 mars. Le 25 mars, le projet de loi sera présenté au conseil des ministres afin d'être « discuté et voté », par le Parlement, avant l'été. Il sera doté de « moyens tout à fait significatifs », a assuré le chef du gouver-

pour cette allocation serait fait intégralement. Une première revalori-sation a été opérée au le janvier et

La droite approuve, le PC hésite Lionel Jospin sont jugées décevantes par les collectifs de chómeurs, tandis que la majorité plurielle est partagée.

De son côté, l'opposition a accueilli plutôt favorablement le souhait du premier ministre de * se garder des emballements * sur la croissance et sur la redistribution de ses fruits. Le secrétaire national du PC,

Robert Hue, a juge « significatives » les mesures sur les minima sociaux, tout en soulignant qu'« il y a nécessité d'aller plus loin ». Vendredi 27 février, le quotidien

LES MESURES annoncées par Nicole Borvo, sénateur PCF de Paris, les jugeant « insuffisantes », et rappelant « la nécessité de desserrer l'étau des critères de convergence ».

« Le compte n'y est pas. C'est une déception », a déclaré, jeudi soir, François Desanti, responsable du comité national CGT des chômeurs, ajoutant que le gouvernement « a une fâcheuse tendance à conjuguer les minima avec les minimums ».

Pour Claire Villiers, porte-parole d'AC!, la revendication du mouvement des chômeurs, « qui est l'urgence, à savoir 1 500 francs tout de suite pour le RMI et l'ASS et un vrai droit pour les jeunes, reste toujours d'actualité ». Richard Demé que « Lionel Jospin n'a pas répondu aux revendications du mouvement des chômeurs ». « Le diagnostic était bien posé, le "médecin" décoit », a renchéri le MNCP.

A droite, François Léotard a relevé, jeudi, deux « choses positives » dans les déclarations de M. Jospin: l'indexation des minima sociaux sur le coût de la vie, et la possibilité de « cumuler » une allocation et un salaire pendant un temps déterminé.

François Bayrou a déclaré approuver les mesures « raisonnables » annoncées par le premier ministre, notamment quand celui-ci « répète qu'il est pour une société du travail et non pas d'as-

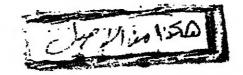
ncs de marge budget

Jospin confirme we en gagement a er les exches, mais refuse ... RVII-leaza



BOSS HUGOBOSS

INFORMATIONS POINTS DE VENTE SUR 3615 HUGO BOSS (1.29 F/mn)



Nouvelle-Calédonie: FLNKS et RPCR d'accord sur un calendrier de négociations

Un référendum devrait avoir lieu en décembre sur le « Caillou »

L'Etat, le FLNK5 et le RPCR ont formé le vœu, velle-Calédonie, auquel cas un référendum local tionnelles vont se poursuivre à Nouméa, tandis pourrait être organisé en décembre. Après les déclarations de principe, les négociations opérajeudi 26 février, qu'un accord soit trouve, couque la discussion continue à Paris sur le règlerant mai, sur l'avenir institutionnel de la Noument du contentieux colonial.

COMME ATTENDU, les anciens partenaires des accords de Matignon se sont accordes, jeudi 26 février, sur un programme minimum : la définition d'un calendrier de negociation et d'une méthode. Dès hundi 2 mars, la délégation du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) se retrouvera en tête à tête avec les représentants de l'Etat pour traiter du « contentieux colonial ».

OILE MONUE! SMINER LO LEMINER 1330

Le FLNKS a fait une concession en ne faisant pas de cette question un nouveau préalable à la reprise des négociations politiques. Mais dest là un sulet très sensible, à caractère identitaire, pour les indépendantistes kanaks. Ils attendent « la dénonciation solennelle de l'acte unilatéral de prise de possession du pars kanak le 24 septembre 1853 », mais aussi la reconnaissance du droit « inaliénable » du reuple colonisé » à sa souveraineté et à son indépendance.

Aussitot après cette négociation bilatérale, qui pourrait durer deux à trois idurs, la délégation du FLNKS sera de retour à Nouméa pour engager, sous la responsabilité du haut-commissaire

en Nouvelle-Calédonie, Dominique Bur, des discussions thématiques avec le Rassemblement pour la Calédonie dans la République.

Quatre « corbeilles » - comme on dit en langage diplomatique - ont été retenues; les institutions et les relations avec la France : le développement économique et social ; la maitrise de l'immigration et l'emploi ; la place de la Nouvelle-Calédonie dans son environnement régional. Les discussions non officielles qui ont eu lieu, depuis deux ans, entre le FLNKS et le RPCR doivent permettre d'établir assez rapidement ce que les deux parties ont en commun et ce qui les divise.

L'ayancée de ces discussions sera évaluée à Paris à compter du 31 mars. Selon le vœu du FLNKS, les trois partenaires ont souhaité que, si une solution négociée peut se dégager, elle devrait être formalisée le 4 mai, date choisie pour l'inauguration, à Nouméa, de l'important centre culturel Jean-Marie-Tilbaou, mais surtout date anniversaire de la mort de l'ancien responsable indépendantiste.

Selon le compte à rebours établi par

le gouvernement, une longue période est en effet nécessaire pour procèder à l'« habillage juridique » d'un éventuel accord et à la réforme constitutionnelle que, vraisemblablement, celui-ci entrainerait. Le renouvellement nar tiers du Sénat, fin septembre, risque de retarder la réunion du Parlement en congrès. Or, selon le calendrier ar-

rêté lors des accords de Matignon, le

référendum d'autodétermination doit

être organisé avant le 31 décembre. Parallèlement aux négociations menées ces demiers jours, le RPCR et le FLNKS ont plaidé leur cause auprès de plusieurs responsables politiques. Ils ont été reçus successivement, jeudi après-midi, par le directeur de cabinet du président de la République, Bertrand Landrieu. Le principe d'une visite officielle de lacques Chirac sur le « Caillou » semble acquis, mais la date est, bien évidemment, fonction de l'avancée des négociations poll-

Les indépendantistes, qui ont mesure le parti qu'ils pouvaient tirer de l'opinion publique métropolitaine et

rielle », ont déjà rencontré Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, et François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste. Ils devaient être recus, vendredi 27, au siège du RPR, par Eric Raoult, puis par le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue. Ils espèrent aussi pouvoir s'entretenir avec Laurent Fabius, Jean-Pierre Chevenement et Dominique Voynet.

Le premier ministre leur a, en effet, donné son accord pour traiter du contentieux colonial, mais, a-t-il précise, il ne s'agit que de « proceder à un examen du passé de la colonisation . Pour tout ce qui relève de l'avenir, et donc de la reconnaissance du droit du peuple kanak à son indépendance, Lionel Jospin a renvoyé la discussion dans le cadre des négociations tripartites. C'est là le premier point d'achoppement entre le gouvernement et le FLNKS. Celui-ci attend que des voix se fassent entendre, notamment au sein de la majorité, pour soutenir sa revendication du droit à l'Indépendance.

Jean-Louis Saux

L'alliance Génération écologie-Démocratie libérale divise les écologistes

LES SONDAGES le montrent: M. Lalonde, président de GE, figure en cinquième place sur la liste RPR-UDF d'Ille-et-Vilaine, département de Paris, qualifie les listes GE d'île-

La guerre est aujourd'hul déclarée entre M. Lalonde et nombre de ses de DL

Laure Schneiter (MEI), conseiller

de-France de « fausses listes écologistes », en constatant les relations entretenues, dans la capitale, entre les adhérents de DL et ceux de GE pour les constituer.

« UN SECRET POUR PERSONNE »

« Nous avons de bonnes relations avec DL ce n'est un secret pour personne », répond M. Lalonde, qui explique la constitution tardive de liste GE en lle-de-France par « une manœuvre du MEI aui prétend faire un accord avec GE dans les Yvelines nour mieux y parachuter sa présidente ». M. Lalonde précise que le principe d'accords avec le RPR et l'UDF a été entériné lors du dernier congrès de GE à l'automne 1997. Ces accords ont abouti dans le Puy-de-Dôme, le

laine. * Il y a par ailleurs beaucoup de listes d'union avec le MEI. Quand ce n'est pas possible, tant pis! », pour-⋆ L'union se fait quand GE dispose

de militants locaux suffisamment émancipés de leur président », confime Mª Andueza, citant la Picardie, la Bourgogne, la Lorraine. « Sinon, partout où il en a eu les moyens, M. Lalonde a fait ses listes », affirme-t-elle. Quitte à recruter à l'extérieur. Dans l'Essonne, la tête de liste, Ghyslaine Degrave, brigue le mandat de conseiller général de Vigneux-sur-Seine au nom de l'UDF.

« je crois à une stratégie Lalonde-Madelin visant à ancrer celui-ci sur l'ensemble du territoire national ». analyse M= Andueza. En Rhône-Aipes, trois élus écologistes sortants s'estiment écartés du leu par le président Charles Millon (DL), au profit des proches de M. Lalonde, promus têtes de liste dans six des huit dé-

A cette stratégie se superposent des situations locales. Dans l'Oise, GE, menée par des candidats issus de la droite, fait alliance avec Chasse, pêche, nature et tradition (CNPT). Dans le Nord-Pas-de-Calais et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les candidats qui se présentent pour GE viennent plus de la mouvance frontiste que de l'écologie, ce qui n'exclut pas un certain aspect affairiste. En Basse-Normandie, une liste écologiste, - dont l'intitulé privilégie GE au détriment et à l'insu de ses alliés - a été déposée par Jean-Claude Cherrier, une nouvelle recrue qui, seion josette Bénard (candidate d'une liste écologiste concurrente), a le mérite de financer

deux permanences et la campagne. La même préoccupation financiere se retrouve en Vaucluse, où de très récentes recrues de GE et de l'Union nationale des écologiste-Parti des animaux ont fait alliance. Ange Pavinato, en quatrième place, s'était présenté en 1992 sous la bannière de feu Bernard Manovelli, qui présidait les Nouveaux Ecologistes.

Pascale Sauvage

l'électorat écologiste existe en dehors de celui des Verts, évalue à 6 %, selon les deux demiers sondages nationaux d'Itosos et de la Sofres, Les anciens amis de Brice Lalonde et d'Antoine Waechter auraient préservé leur représentation régionale de 1992 și la famille écologiste « non Verte » ne s'était pas divisée. Les accords localement mis en œuvre par les militants de Génération écologie (GE) et du Mouvement des écologistes indépendants (MEI), présidé par Geneviève Andueza - à la suite d'une marginalisation de M. Waechter - ont volé en éclats depuis que

de notre envoyée spéciale

Bernadette a chaussé ses bottes Chanel à semelles

de caoutchouc pour visiter les fermes de son canton

de Corrèze. Bernadette sait tous les noms, les

sombres histoires de famille. l'année où l'on a enfin

obtenu les adductions d'eau. Mais Bernadette Chirac

est en campagne. Alors, elle met un point d'honneur

A Sarran et dans les environs, on sait bien qu'elle

aurait pu se dispenser de s'installer, depuis le 15 jan-

vier, dans son gros manoir de Bity afin, chaque jour,

de faire campagne. Il y a un risque înfime pour que

l'epouse du president de la République soit battue.

Mais par jeu, les fermiers hochent la tête lorsqu'elle

fait mine de douter de sa victoire. De Pierre Vant, le

candidat socialiste qui lui fait face, les maires de

gauche du canton disent gentiment « le povre ». Et

les élus communistes accompagnent la candidate

RPR partout. Depuis dix-huit ans qu'elle est conseil-

lère génerale, Bernadette Chirac a toujours été élue

étage de l'Elysée qui font des pronostics dans leur bu-

reau, lance-t-elle, acide. l'ai été formee par lacques

Chirac à aller sur le terrain. Je m'y tiens. » Elle conduit

donc sa petite voiture rouge dans les routes à lacets

de la Corrèze, s'arrête aux barrières des maisons et

lance bravement : « Bonjour, je suis Bernadette

Elle évoque Jean-Marie Leblanc, le directeur du Tour

de France, qui lui a consenti un contre-la-montre de

Personne, du moins lorsqu'il s'agit de sa Corrèze.

« Je ne suis pas comme les conseillers du premier

au premier tour, avec des scores de plus de 60 %.

a revisiter encore les 800 maisons de son canton.

dont Alain Madelin, président de Démocratie libérale (DL) est le dé-

anciens amis, à commencer par l'Bede-France. Dominique Julien-Labruyère, conseiller régional sortant. désigné en janvier comme tête de liste GE dans les Yvelines, a été évincé, un mois plus tard, par M. Lalonde, qu'il accuse de « condamner le département à n'avoir aucun elu GE • en torpillant l'accord passé avec le MEI par la désignation d'une nouvelle tête de liste. Patrick Hardouin, secondé par deux adhérents

Dans « son » canton, Bernadette Chirac s'en va-t-en campagne 58 km, entre Corrèze et Meyrignac-l'Eglise, deux villages. « Mon mari m'avait dit : vous ne l'aurez jamais, dit-elle mutine. Il crovait que nous n'avions pas les infrastructures. Il s'est trompé : le vais touiours à l'assaut. » Elle confie aussi que Hillary Clinton a promis de venir à Sarran les 12 et 13 mai, avant le sommet du G7 à Birmingham. Puis elle évoque sa prochaîne am-

> pin », sourit-elle avec gourmandise. Dans ce coin rude du centre de la France, les éleveurs font peu de cérémonie. A « M™ la présidente », on ne réclame jamais de visiter l'Elysée. Mais on parle à Bernadette du nouveau bovidut qui permettra de faire passer les troupeaux sous la nationale. « Que voulez-vous, c'est pour cela que ce mandat m'intéresse, jure-t-elle, pour obtenir des bo-vi-ducs. »

> bition : le TGV. • Il faudra que je le fasse savoir à Jos-

Au fond, l'épouse du président prend une revanche sur un monde politique cui lui a longtemps gaché sa vie privée. Elle s'amuse, elle existe, elle s'émancipe d'un rôle qui, depuis quarante ans, l'oblige sans cesse à être discretement derrière, « fragile et souple ». A l'Elysée, M . Chirac règle le protocole, surveille les plans de table et préside sa Fondation des hôpitaux de France. En Corrèze, Bernadette mange la soupe chez les fermiers, préside le Loto de la Poule au gibier et... fume en cachette des cigarettes qu'elle partage avec Sylvie, une conseillère municipale de Sarran. Ce mandat-là sera pourtant son dernier, dit-elle. Mais elle aimerait obtenir un meilleur score que ceux que Jacques Chirac a tou-

Raphaëlle Bacqué

L'Assemblée a durci, en deuxième lecture, le texte sur l'immigration

La droite sans illusions, les Verts absents

LORS DE L'EXAMEN en deuxième lecture du projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, jeudi 26 février, l'Assemblée nationale a entièrement rétabli le texte que le Sénat avait vidé de son contenu (Le Monde du 31 janvier). Mais elle y a ajouté des dispositions proposées par le gouvernement et visant à durcir le texte adopté par les députés, le 17 décembre. « C'est notre première facherie... », a déploré le rapporteur de la commission des lois Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), qui n'a pas ménagé ses critiques à l'égard des amendements du ministre de l'intérieur.

Ainsi, devant des bancs socialistes clairsemés et en l'absence des trublions de la majorité, Verts et communistes refondateurs, Jean-Pierre Chevènement a souhaité que la carte de séjour soit attribuée à l'étranger résidant en France depuis plus de dix ans, « sauf si, pendant tout ou partie de cette période, il a résidé en qualité d'étudiant ». Surpris par cette soudaine * frilosi~ té », M. Gouzes a souligné que cette disposition « rompt avec la générosité » que la majorité a « voulu faire prévaloir depuis le début de cette discussion ».

ASSOCIATIONS UTILES >

L'amendement du gouvernement a d'abord été adopté dans l'après-midi par treize voix - dont dix de droite - contre onze. Mais, après minuit, M. Gouzes a obtenu une seconde délibération qui a permis d'adoucir la mesure. L'étranger devra justifier d'une durée de séjour en France depuis plus de dix ans « ou plus de quinze ans si, au cours de cette période, il a séjourné en qualité d'étudiant ».

Deuxième restriction apportée projet de loi le 4 mars. au texte: les associations exonérées de sanctions pénales pour

avoir aidé des étrangers en situation irrégulière, seront limitées à celles qui ont une a vocation humanitaire dont la liste est fixée par arreté du ministère de l'intérieur, et aux fondations ... Cette liste « me pose un problème

de conscience », a souligne le rapporteur, qui a invité le ministre à préciser sa portée. Celui-ci s'est contenté de distinguer, d'une part, les + associations utiles >, comme le « Secours catholique ». le « MRAP », « Frunce terre d'asile ».... d'autre part, « tel ou tel collectif inspire par tel groupuscule », qui ne devrait pas bénéficier de l'immuni-

té juridique. Thierry Mariani (RPR,

Vaucluse) s'est félicité de cet amen-

dement. Une troisième disposition, qui impose une condition de scolarisation de cinq ans en France (depuis l'áge de dix ans), au jeune y résidant depuis au moins huit ans, et qui demande sa carte de séjour entre 16 et 21 ans, a été adoptée avec l'avis favorable de la commission des lois.

A moins de trois semaines des élections régionales et cantonales, la droite a continué à combattre le projet de loi, en particulier le nouveau régime de regroupement familiai. « Arrêtez de nous parlet de 13 000 bénéficiaires du regroupement, c'était 40 000 avant 1993 et on va vite retrouver ce chiffre si vous restez toute la législature », a lancé M. Mariani. Après avoir déposé trois motions de censure (toutes rejetées mercredi), l'opposition a défendu 200 amendements. Sans illusion. «Les jeux sont faits », a reconnu Claude Goasguen (UDF-FD, Paris). L'Assemblée doit solennellement adopter l'ensemble du

Clarisse Fabre

35 heures : M. Fourcade veut supprimer la date butoir

ALORS QUE LES SÉNATEURS s'apprêtent à examiner le projet de loi sur les 35 heures les 3 et 4 mars, la commission des affaires sociales, que préside Jean-Pierre Fourcade (RL Hauts-de-Seine), a rendu, jeudi 26 février, ses conclusions sur le texte de Martine Aubry. Comme les députés de droite dans leur ensemble, M. Fourcade prône la suppression de l'article 1ª, qui fixe la date butoir du passage aux 35 heures à l'an 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés et à l'an 2002 pour celles de plus petite taille. Il propose d'élever le seuil de 20 à 50 salariés. La commission suggère également un « reprofilage » du dispositif de Robien. Il est possible de le rendre « moins coûteur » en instaurant une alde « non pas forfaitaire » mais « proportionnelle aux salaires, afin de ne pas pénaliser l'emploi qualifié ». Il faut supprimer les dispositions « pénalisant » le travail à temps partiel. Enfin, plutôt que d'« entériner » la perspective d'une extension de la réduction du temps de travail dans la fonction publique, le Sénat propose au préalable de dresser un « état des lieux » du temps de travail effectif dans ce secteur.

RÉFORME DE L'ETAT : un comité interministériel sur la réforme de l'Etat a arrêté, jeudi 26 février, un certain nombre de mesures qu'Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, en charge de ce dossier, avait présentées dans une communication le 5 novembre 1997. Elles concernent les usagers, les services déconcentrés et la mobilité des fonctionnaires.

■ FNESR: la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNSER), que préside Bernard Poignant, maire (PS) de Quimper, demande que le gouvernement modifie le mode d'élection des sénateurs. Dans un communiqué, jeudi 26 février, elle propose que « le nombre de délégués des conseils municipaux soit proportionnel au

■ DÉMISSION : Pierre Goldberg, maire communiste de Montluçon, député et tête de la liste PS-PCF aux élections régionales dans l'Allier, a annoncé, jeudi 26 février, sa décision de mettre un terme à son mandat de maire. Assuré de siéger au conseil régional, il possédera un mandat de trop au soir du 15 mars.

■ PROVENCE : gauche et droite seraient au coude à coude dans le futur conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, selon un sondage d'Ipsos pour Le Point, La Provence et Nice-Matin, réalisé du 19 au 24 février auprès d'échantillons variant, selon les départements, de 802 à 804 personnes et rendu public vendredi 27 février. Les fourchettes donnent 39 à 44 sièges à la « gauche plurielle », 4 ou 5 sièges aux listes dissidentes du socialiste Lucien Weygand, 1 ou 2 sièges aux « divers ecologie », 42 à 45 sièges aux listes RPR-UDF, et 30 à 32 au Front natio-

■ SÉCURITÉ: François Léotard, président de l'UDF, et Jean-Marie Le Pen, president du Front national, invités jeudi 26 février sur France 2, ont précisé leurs propositions en matière de sécurité. Pour le premier, il faut « faire en sorte que l'on concentre l'activité de la police nationale sur les tâches nationales ». Pour M. Le Pen, « la sécurité dépend de la police nationale, et les polices municipales ne sont qu'un palliatif d'une carence de l'Etat ».

CHÔMEURS: incarcérés depuis quinze jours, les quatre manifestants qui avaient participé le 11 février à une action de chômeurs, dans un magasin de dépôt-vente de Paris, ont été remis en liberté, jeudi 26 février, par la 23 chambre correctionnelle de Paris. Le procès a été renvoyé au 26 mars, car le parquet n'avait pas convoqué les sept policiers, responsables des interpellations.

Le maire FN de Toulon « revendique absolument la préférence familiale »

Chirac. - Qui lui résisterait ?

de notre correspondant régional Jean-Marie Le Chevallier a reconnu mettre en œucre la « préférence familiale « dans les embauches de la mairie de Toulon. L'aveu a été fait lors du conseil municipal de la ville le 30 janvier. Le maire Front national était interrogé par un consciller UDF, Henri Couilliot, sur la création de deux emplois d'ingénieurs contractuels au service informatique. Cet élu d'opposition citait une lettre de Cendrine Le Chevallier, adjointe au maire chargée de la jeunesse, datée du 4 décembre 1997 demandant que soient embauchés « des employés sympathisants du Front natio-

nul (...) ou totalement neutres ». Le proces-verbal du conseil municipal rend compte des réponses du maire: « li est tout a fait normal qu'un adjoint préfére avoir une collaboratrice qui est tout à fait neutre que de prendre quelqu'un qui a eu une position politique aupres d'un ancien adversaire. Il est normal qu'on préfète recruter la fille de M. Lunardelli [adjoint FN] que la fille de M. Gaia [conseiller PS] ou la fille de M. Mateos [conseiller PCF], c'est tout à fait normal, alors bien entendu, oui, effectivement la preférence nationale fait partie de notre programme, mais la préférence familiale, je la revendique absolument [applaudissements dans les rangs

de la majorité]. A competence mum; ou, si j'ai un doute sur sa egale, je préfere prendre un ami qu'un adversaire. ..

Richard Lopez, adjoint chargé du personnel, intervient à son tour. Puis Christian Goux (PS): « Monsieur le maire, si j'ai bien compris, à compétence égale, vous préférez un sympathisant du Front national pour cette embauche? 🕶

< LES ORDURES n

M. Le Chevallier: « Je n'ai pas dit ça, mais je dis simplement que je préfère, bien entendu à compétence ceale, si le vois deux personnes au chômage qui sont candidates à un poste, je préfere quelqu'un dont je serai súr de sa neutralité ou mini-

neutralité, je préfére prendre celle qui m'apportera effectivement une sécurité dans l'information. le constate qu'il y a dans cette mairie beaucoup d'informations qui circulent et qui ne devraient pas circuler (applaudissements dans la majorité]. Il doit y avoir dans cette mairie des ramasseurs de poubelles,

on a manque pendant vingt jours de ramasseurs de poubelles (allusion à la récente grève des éboueurs], mais là, ici, les ramasseurs de corbeilles continuaient à fonctionner, voilà, et toutes les ordures ne sont pas à l'extérieur. »

Michel Samson

T. VELET

The second second second ----

The second second second Service of the servic THE PARTY OF THE P - The Parker of Land of the Parker of the Pa The same of the sa A SA CHEMICAL PROPERTY. The second of the second THE PART WAS THE PARTY OF THE P

THE PARTY AND ADMINISTRATION OF THE PARTY.

不明 电影響性 美界 医肠管神经炎 TO THE PROPERTY OF THE PARTY OF tions of Telephones Into the THE REAL PROPERTY AND THE PARTY OF THE PARTY tradit in secretary are determined The case your parish the first his Course Support for the same of 1. 化对抗性的 在 医病 動物子 以此 - CONTROL DATE OF THE SECOND

TO THE WAY A STATE OF THE PARTY A THE STATE OF THE PARTY OF THE The last the months of the 文化 经有效 医二种 医二种 THE RESIDENCE THE SECOND THE RESERVE AND SERVE The second second

THE PROPERTY OF THE PARTY OF is the few has his filler THE BUT WE THE PROPERTY. A is maked to end the first A THE PARTY OF THE Charles a married spiece of I at an our feet and the fire from

L'allocation par

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

of which the state of the state

CREEK OF THE PARTY OF CUSTOM ROCKETOR TO to the desired the second desired the second desired the second desired desire more in magnetical The case for the second Total Control of the Control of the

A THE STATE OF THE PARTY OF THE

The Residence was stated in Parada par again desta parada de la compania del compania del compania de la compania del la compania de la compania del la compania de la compania de la compania del la compania de la compania de la compania del la compania

35 heures M. Fourcade

SOCIÉTÉ

CONSOMMATION Les associations de consommateurs veulent être informées de la présence, dans les produits alimentaires, d'organismes génétiquement modifiés (OGM) tels

que le soja transgénique dont les importations en provenance des Etats-Unis augmentent. • LES étiquettes des produits vendus en France demeurent pour l'instant vierges de toute mention de la présence éven-tuelle d'OGM. L'application des deux règlements de la Commission européerine est compliquée par les interrogations des experts sur les critères à

prendre en compte et par les rétitaires. • LA DÉTECTION d'ingrédients issus de plantes transgéniques demeure en outre complexe et très

onéreuse. • CHANTAL JAQUET, directrice chez Carrefour, assure qu'il est impossibles aux distributeurs « de garantir qu'un produit transformé ne contient pas d'OGM ».

Les étiquettes ne signalent pas la présence de produits transgéniques

Réticences de l'industrie agroalimentaire, querelles d'experts, coût élevé des contrôles : en France, les emballages de produits alimentaires demeurent vierges de toute mention d'organismes génétiquement modifiés, en dépit de deux règlements européens et des demandes des consommateurs

SUR l'étiquette des plats cuisinés Findus apparaîtra au printemps une mention qui ne devrait pas passer inapercue: « Contient des protéines de soja génétiquement modifié. » Propriétaire de cette marque de produits surgelés, Nestié, le géant suisse de l'agroalimentaire, sera ainsi le premier à oser la transparence, indiquant clairement avoir recours à des ingrédients issus de plantes transgéniques.

Cette précision devrait pourtant déjà figurer sur les emballages de nombre de produits alimentaires consommés en France. Depuis le 1º novembre 1997, les organismes génétiquement modifiés (OGM), comme le mais ou le soja transgéniques, ainsi que les produits qui en contiennent, sont censés être étiquetés. C'est ce que prévoient le règlement « Nouveaux alien application en France en février 1997, et le règlement du 19 septembre 1997, en application depuis novembre 1997. Or, les dérivés du soja, par exemple, sont utilisés comme liants dans une bonne part des aliments que nous consommons. Le président de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), Jérôme Bédier, le reconnaît d'ailleurs sans ambages : « Les produits à base de soja génétiquement modifié_sont déjà dans nos hypermarchés. Depuis l'automne, les arrivages de soja transgénique américain sont massifs ».

Pourquoi, dans ce cas, les emballages sont-ils jusqu'ici restés vierges de toute référence aux OGM? Si les deux règlements de 1997 ont fixé le cadre général de l'obligation, la Commission de

TROIS QUESTIONS À CHANTAL JAQUET

En tant que directrice des pro-duits frais et de marque distributeur chez Carrefour, quelle est votre attitude à l'égard des OGM ? Nous nous devons d'appliquer le principe de précaution. Comme nos clients, qui commencent à nous interpeller sur le sujet, nous avons été mis devant le fait accompli. Or nous ne voyons pas vraiment l'intérêt de ces nouvelles technologies pour nos clients. Par le biais de nos contrats-filières, nous œuvrons pour une agriculture raisonnée, saine. On manipule, mais la nature reprend tou-Jours le dessus : des résistances vont se créer, on devra manipuler de plus en plus. C'est aujourd'hui qu'il faut alerter. Car s'il est possible de retirer un médicament du marché, ce sera beaucoup plus compliqué avec des OGM dispersés dans la nature et dans notre alimentation.

Ou'en est-il de vos produits ? L Au nom du principe de précaution, nous ne voulons pas d'OGM dans nos produits... mais nous ne sommes pas sors qu'il n'y en ait pas. Nous avons demandé cet été à l'ensemble de nos fournisseurs d'organiser la tracabilité pour éliminer de nos produits de marque Carrefour tout ingrédient transgénique. Mais pour l'instant, il nous est impossible de garantir qu'un produit transformé ne contient pas d'OGM. Nous ne saurons que fin 1998 si cela est possible.

Comptez-vous développer une 5 gamme sans OGM? Il est important que le consommateur ait le choix. Cela implique de monter une filière spécifique: champs, silos, transports, production d'auxiliaires de fabrication, analyses etc. Mais nous ne voulons pas que les prix de nos produits subissent une hausse du fait des OGM. Il serait anormal que le consommateur paie un surcoût dû au contrôle prouvant que le produit ne contient pas d'OGM.

> Propos reccueillis par Pascale Krémet

Bruxelles s'enlise dans un débat d'interprétation sur les modalités concrètes de cet étiquetage. Que faut-il étiqueter et comment? Quels termes employer? Le règlement « Nouveaux aliments » instaurait l'obligation d'étiqueter les produits bruts issus de manipulations génétiques ainsi que les produits transformés dans le cas où leur composition diffère sensiblement de l'« équivalent » tradition-

Et les experts européens de s'interroger sur ce qui met fin à cette «équivalence»: est-ce lorsque l'on retrouve dans le produit le gène étranger que l'on a introduit dans la plante ou la protéine produite par ce gène ? Faut-il établir une liste d'ingrédients à étiqueter systématiquement? Peuton se contenter de la mention « susceptible de contenir des OGM »? Le 15 janvier, le comité permanent des denrées alimentaires, au sein duquel siègent tous les pays membres, n'est pas parvenu à trouver une réponse commune à ces questions.

INTERPRÉTER LES TEXTES

A la fin mars, il reviendra donc au conseil des ministres des marchés intérieurs d'adopter ou de rejeter la proposition faite par la Commission. « Derrière ces tergiversations, commente Eric Avril, de l'Association force ouvrière consommateurs (AFOC), il y a l'opposition de l'Autriche, de l'Italie et du Danemark, qui ne veulent pas d'OGM sur leur territoire. »

L'Europe n'en finit pas d'interpréter ses propres textes. La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), tout en réaffirmant le caractère obligatoire de l'étiquetage, bute sur la difficulté des contrôles et l'inexisn'ayant pas encore été fixées par décret. Surtout, les industriels de l'alimentaire ne sont guère pressés d'étiqueter tant ils craignent la réaction des consommateurs.

«Les industriels sont tétanisés. coîncés entre les menaces de boycott proférées par Michel-Edouard Leclerc s'ils n'étiquettent pas et celles des associations de consommateurs s'ils étiquettent », explique le secrétaire général de l'Association nationale des industries agroalimentaires, Benoît Mangenot, dont les consignes d'étiquetage sont restées lettre morte. Pourtant, dit-il, « un jour ou l'autre, il y aura un scandale ». « On dira que des produits non étiquetés contiennent des OGM. Nous aurons beau expliquer que la réglementation est floue, cela ne pesera pas iourd.... »

A la menace d'« embrasement » qu'évoque M. Mangenot, s'ajoute la difficulté qu'ont aujourd'hui les industriels à soutenir, comme ils le font depuis un an, qu'ils continuent de piocher dans leur réserve de soja traditionnel. C'est parce



que ce discours n'est plus tenable que Nestlé avance à découvert avec les plats Findus, sous le regard attentif du groupe Danone qui pour l'instant se tient coi sur le suiet mais sera vite obligé d'emboîter le pas. « Aux Etats-Unis et au Canada, les consommateurs informés par l'étiquetage ont accepté ces produits, se sont aperçus qu'ils n'étaient pas différents, rappelle Eric Boullet, chargé de la communication de Nestlé. Ce qui gēne les consommateurs, c'est l'irrationnel. Il disparaîtra à terme si nous informons. > Chez les distributeurs, la situation est tout aussi inconfortable. Jérôme Bédier estime qu'il

n'est « pas acceptable que les produits contenant des OGM ne soient pas étiquetés ». « Si les industriels n'appliquent pas cet étiquetage obti-gatoire, nous ne travaillerons plus avec eux. Comme pour les additifs il y a quinze ans, il est dans l'intérêt de la filière d'informer les consomma-

IMPUISSANCE »

Pour leurs marques propres, certaines enseignes, comme Carrefour et Casino, ont exigé de leurs fournisseurs qu'ils se passent d'ingrédients contenant des OGM... Ce que ces derniers sont bien en peine de garantir. Castno,

qui le premier avait pris position contre les OGM dans ses produits de marque-distributeur, avoue aujourd'hui son « immuissance ».

Car contrairement à ce qui s'est mis en place pour la viande bovine, la « traçabilité » des OGM et leur étiquetage sont « pratiquement impossibles », doit reconnaître Marie-José Nicoli, présidente de l'UFC-Que choisir, qui se bat pourtant avec acharnement pour la mise en place de cet étiquetage. « 75 % de notre consommation de soia provient des Etats-Unis, auxquels l'Europe n'est pas parvenue à imposer un tri. Les fêves de soja transgéniques sont mélangées avec les autres. Or, fin 1997, l'on estimait à environ 15 % la part des solas transgéniques. Et l'on parle de 50 % en 1998... » Les analyses chimiques sur les produits finis sont très délicates. Autres problèmes, poursuitelle: faudra-t-il étiqueter le poulet qui mange du mais transgénique. les porcs nourris au tourteau de

Surtout, les additifs ne sont pas concernés par la réglementation européenne. Or la lécithine de sola, composant de base de notre alimentation, provient essentiellement des Etats-Unis, Le Conseil national de la consommation (CNC), qui réunit consommateurs et professionnels sous l'égide de la DGCCRF, devrait d'ailleurs adopter, le 19 mars, un avis prônant l'étiquetage de tous les OGM, additifs compris. Les associations de consommateurs, qui avec une belle unanimité affirmaient ne pas vouloir faire d'idéologie sur le

sujet, mais simplement s'assurer que les consommateurs aient le choix, constatent que le retard pris par l'étiquetage radicalise les positions. « Les consommateurs sont inquiets. Ils souhaitent le développement de la recherche génétique dans le domaine médical, mais n'en voient pas l'intérêt dans celui de l'alimentation », note la vice-présidente de l'Union féminine civique et sociale (UFCS), Françoise Guyon. Ce que confirme Marie-José Nicoli: «Les OGM n'ont jamais été une demande des consommateurs, davantage en attente de produits de auglité bien identifiés. L'industrie chimique américaine va faire d'énormes bénéfices et nous ne sommes même pas sûrs que ces produits seront moins chers! L'Europe a failli à sa mission de protection des consommateurs! »

Comme elle, l'ensemble du mouvement consumériste déplore que les produits intégrant des OGM soient sur le point de devenir l'offre standard et qu'une filière spécifique « sans OGM », plus chère, doive se mettre en place -Casino, Carrefour et Nestlé y songent déjà. « Comme pour les produits biologiques, s'insurge Eric Avril, ce sont les clients qui ne veulent pas de ces nouvelles technologies qui paieront plus cher ! Il faut que ce soit ceux qui mettent ces produits sur le marché qui paient la démarche de tracabilité. » La bataille, qui alimentera bien des conversations au Salon de l'agriculture, semble mai engagée.

Des méthodes de détection complexes et onéreuses

emballages la mention : « contient des OGM »... Mais encore faut-Il pouvoir s'en assurer! Là est le cœur du problème. Non que la présence d'organismes génétiquement modifiés dans les aliments ne soit pas détectable. Elle l'est, mais

Mais, soja ou pomme de terre, une plante génétiquement manipulée est une plante comme les autres, à ceci près qu'a été introduit dans son génome un (ou plusieurs) gène étranger qui lui confère une caractéristique agronomique particulière (résistance à un herbicide, production d'une toxine insecticide, etc.). La plupart du temps, ce gène gouverne la synthèse d'une protéine. Les signes distinctifs d'une variété transgénique par rapport à son homologue « naturel » sont donc de deux types : soit un gène spécifique, qu'il s'agit de détecter parmi des milliers et des milliers de gènes ; soit une protéine spécifique, elle-même mêlée à des milliers de protéines. Ce qui revient, dans l'un et l'autre cas, à chercher une aiguille dans une meule de foin.

Concrètement, comment s'y prendre? Pour débusquer une protéine, des anticorps extrêmement spécifiques peuvent suffire - à condition toutefois de connaître la nature exacte de la protéine recherchée. Pour trouver le gène correspondant, les chercheurs font appel à une autre methode, dite PCR. Cette technique, mise

BIEN joli de vouloir signaler aux consomma- au point il y a une dizaine d'années, a déjà fait seule fève de soja transgénique perdue dans un teurs quels sont les ingrédients issus de plantes 💮 ses preuves dans de multiples aventures biolo- 💮 wagon de soja « naturel » suffira – ou non – à transgéniques et de faire figurer sur leurs 🛮 giques (empreintes génétiques, analyse de 🖯 classer l'ensemble des produits qui en découlegènes fossiles, etc.). Elle permet d'amplifier à volonté, et donc de repérer, n'importe quelle séquence génétique, pour peu que celle-ci ait été préalablement « pêchée » au sein du génome à l'aide d'un hameçon adéquat, plus scientifiquement appelé « sonde moléculaire ».

LE SEUIL DE PRÉSENCE D'ADN MODIFIÉ

« Actuellement, la technique PCR est celle qui assure avec le plus de sécurité la détection d'un fragment d'ADN dans un échantillon », précise Alain Coleno, chargé de mission auprès du directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et auteur d'un rapport sur les méthodes de détection des OGM en France. Selon sa sensibilité, ce test permet de détecter la présence d'un gramme de produit transgénique pour 1 à 100 kilos de produit total. Avantage supplémentaire : il permet de repérer la présence d'un gène étranger, même lorsque la nature de celui-ci n'est pas connue. Les «constructions génétiques» actuellement utilisées pour fabriquer des plantes transgéniques sont en effet toutes plus ou moins composées des mêmes « amorces », qu'il suffit de traquer pour certifier l'existence d'un intrus.

Reste à déterminer le seuil de présence d'ADN modifié (ou de protéine) à partir duquel l'étiquetage sera obligatoire. Selon ce seuil, une

ront dans la catégorie « OGM »... Pour Bruxelles comme pour les pays membres de l'Union, la détermination de ce « taux de contamination » tiendra inévitablement compte du prix, prohibitif, de ces analyses. Selon le rapport d'Alain Coleno, remis au ministère de l'agriculture et de la pêche en décembre 1997, trois laboratoires publics sont aujourd'hui en mesure, en France, de détecter les OGM végétaux mis sur le marché. Pour un coût « minimai » de 1 500 francs hors taxes par échantillon.

A ces trois laboratoires - appartenant respectivement au Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences, à l'INRA et à la Deccrf - pourrait s'adjoindre, dans un futur proche, le laboratoire de pathologie végétale de l'Institut national agronomique. Parallèlement aux industriels de l'alimentation - dont les plus importants montent déjà leur propre laboratoire d'analyses -, ce réseau public sera chargé d'accélérer, au plan national, le développement des méthodes de détection des OGM. La direction générale de l'alimentation indiquait récemment que ce dispositif sera « conforté dans les semaines qui viennent », afin de rendre ces laboratoires « parfaitement opé-

Catherine Vincent

L'allocation parentale d'éducation a incité plus de 200 000 femmes à quitter leur emploi

CRÉÉE en 1994, l'allocation parentale d'éducation (APE), qui permet aux mères de deux enfants de moins de trois ans de cesser de travailler ou de travailler à mitemps, a incité de 200 000 à 250 000 femmes à se retirer du marché de l'emploi, estime l'insee dans une étude rendue publique mercredi 26 février. Réservée, depuis sa création en 1985, aux familles de trois enfants, l'APE a été étendue à partir de 1994 aux familles de deux enfants. Cette réforme a eu un impact très important sur le nombre de bénéficiaires : de 1994 à 1997, leur nombre a triplé, atteignant plus de 500 000 personnes en juin 1997. Dans le même temps, le taux d'activité des mères de deux enfants de moins de trois enfants, qui ne cessait de croître, a nettement décru, passant de 69 % à

Théoriquement, l'APE est censée aider les parents de jeunes enfants à concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale. En réalité, seulement 20 % des bénéficiaires ont opté pour un travail à temps partiel. Les autres n'exercent plus aucune activité professionnelle. Les arguments financiers sont sans doute déterminants : l'APE, qui s'élève à 3 000 francs en cas d'arrê total du travail, tombe à 2000, voire 1500 francs, en cas d'emploi à temps partiel, et ceci sans condition de ressources. Cet abandon massif du marché de l'emploi permet à ceux qui critiquent cette allocation de souligner que l'APE a « servi à renvoyer les femmes à la maison ».

S'appuyant sur des statistiques fournies par la Caisse nationale d'allocations familiales, l'Insee constate que l'APE à taux réduit est fréquente chez les femmes facilement que le droit aux indem- diminution des aides pour la garde appartenant à des catégories sociales aisées, une forte proportion d'entre elles ayant un conjoint dont les revenus sont élevés. A l'opposé, celles qui bénéficient de l'allocation à taux plein appartiennent plutôt aux classes moyennes, voire aux catégories sociales défavorisées.

ANCIENNES CHÔMEUSES L'APE pouvant être octroyée si une femme n'a travaillé que deux

ans dans les cinq années précédentes, elle a parfois été accordée à des chômeuses. « Grosso modo. estime l'Insee, sur dix femmes qui ont demandé cette allocation, six ont modifié leur comportement professionnel pour la percevoir, quatre étaient déjà inactives. » Les anciennes chômeuses qui percoivent l'APE le font d'autant plus

nités chômage est simplement suspendu.

Le succès rencontré par l'APE a surpris les observateurs, qui avaient sous-évalué de 2.5 milliards de francs le coût de cette mesure (Le Monde du 14 octobre 1997). Cet engouement traduit l'effet d'incitation de la prestation pour des femmes confrontées à des difficultés d'insertion sur le marché du travail et à des probièmes de garde pour leurs jeunes enfants. En zone rurale ou dans de petites agglomérations, les mères ont souvent d'importants problèmes de garde d'enfants en raison de l'absence d'équipements collectifs. Elles sont donc nombreuses à bénéficier de l'APE.

Depuis le 1º janvier 1998, la mise sous condition de ressources des allocations familiales ainsi que la

à domicile des jeunes enfants (AGED) a sans aucum doute eu un impact sur le nombre de demandes de l'APE. Il est encore trop tôt pour chiffrer le nombre de femmes qui ont décidé de suspendre leur activité parce que l'APE est pour elles plus intéressante que la poursuite de leur activité professionnelle. Pour le travail des femmes, le danger est évident : la reprise d'un emploi après avoir bénéficié d'une telle allocation n'est pas automatique. Malgré la loi imposant à l'employeur de reprendre les personnes ayant opté pour une telle prestation, une étude de l'Insee de 1995 indiquait que six bénéficiaires de l'APE sur dix ne retrouvent pas de travail (Le Monde du 2 mars

Michèle Aulagnon

Le président de l'Union des groupements d'achats publics mis en examen pour favoristime

Cette mesure intervient dans le cadre de l'enquête concernant l'arsenal de Toulon

Le président de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), Alain Hespel, a été mis en examen, lundì 23 février, pour favoritisme.

L'UGAP, qui est chargée de passer les le code des marchés publics. Alain Hespel estime qu'il paye l'« inadéquation entre la loi et la réa-et des ministères, est accusée d'avoir contourné lité des passations de marchés publics ».

LE PRÉSIDENT de l'Union des

groupements d'achats publics

(LIGAP). Alain Hespel, a été mis en

examen, lundi 23 février, par le luge

d'instruction toulonnais Jean-Luc

Tournier, pour « délit de favoritisme

et jaux ou complicité de jaux en écri-

tures publiques ». Cette mesure lui a

été notifiée par lettre dans le cadre

de l'enquête sur la passation des

marchés de la Direction des

construction navales (DCN) de Tou-

Ion (Var) avec l'UGAP de 1995 et

1997. Organisant la gestion des ap-

pels d'offres en lieu et place de la Di-

rection des constructions navales,

l'UGAP aurait sciemment contourné

le code des marchés publics à l'occa-

sion de plus d'une centaine de mar-

chés concernant près de deux cents

fournisseurs. Le montant des tran-

sactions concernées est estimé à

La mise en cause de M. Hespel,

qui a été secrétaire général de la

Cour des comptes de 1991 à 1994, in-

tervient dans le cadre d'une procé-

dure ouverte au mois de septembre

1996 et dans laquelle plus d'une

trentaine de personnes ont déià été

mises en examen: parmi elles, dix

fournisseurs représentant une vine-

taine de sociétés, un intermédiaire,

dix-buit agents de la Direction géné-

rale de l'armement (DGA), dont

450 millions de francs.

deux officiers supérieurs et deux cadres dirigeants de l'UGAP. L'« affaire de l'arsenal » a débuté avec la confession, fin 1995, d'un employé d'une entreprise travaillant pour la DCN qui avait dénoncé des pra-

tiques de corruption. Transmis au

parquet de Toulon, ces éléments ont

conduit à l'ouverture d'une informa-

tion judiciaire près d'un an plus tard. Les enquêteurs ont d'abord découvert les traces d'un système de corruption au sein du service des achats de la DGA. Les entreprises versalent des pots-de-vin à certains membres des bureaux spécialisés dans les achats afin de s'arroger des marchés en trafiquant les appels d'offres, en procédant à des doubles facturations ou en maquillant des sorties d'argent dernière des prestations fictives. Les commissions versées par les entreprises prenaient la forme de voyages, de livraisons gra-tuites de matériaux, d'aménagement

sur des comptes bancaires. L'objet des marchés était varié. De la papeterie à la quincaillerie en passant par des équipements électriques et mécaniques, les pièces d'armement ou les moteurs de sousmarins, de nombreux secteurs semblent avoir été touchés par ces

d'habitations, de construction de

piscines ou de versements discrets

détournements de fonds. Les gendarmes ont ainsi découvert dans un hangar des caisses abandonnées pleines de ferraille qui étaient censées contenir des ordinateurs commandés au prix fort. Une réparation de presse-plieuse facturée 100 000 francs a été réglée deux fois à quelques mois d'intervalle. En 1997, le juge a mis en examen les fournisseurs et les fonctionnaires destinataires des commissions pour « corruption ». Les chefs d'entreprise se sont vu reprocher des « abus de biens sociaux ».

RÉQUISITOIRE SUPPLÉTIF

Parallèlement à ces investigations, le magistrat toulonnais a obtenu un réquisitoire supplétif pour «favoritisme » au sulet de la passation des marchés par l'UGAP. La justice semble estimer à ce jour que cet établissement public important, qui avait signé en 1992 une convention avec l'arsenal de Toulon comme avec d'autres grands organismes publics, n'avait pas connaissance des pratiques en vigueur au service des achats de la DCN. Privilégiant les marchés négociés, alors que la loi lui interdisalt cette pratique depuis 1995, l'UGAP, dont le chiffre d'affaires a oscillé ces demière années entre 7 et 8 milliards de francs, a cependant contrevenu aux règles de la concurrence. L'enquête montre que, sur les cent quarante-huit marchés passés par la DGA de Toulon via l'UGAP, un seul a été soumis à un appel d'offres réglementaire.

Au nom de son entreprise, M. Hespel s'est d'abord constitué partie civile le 22 août 1997, avant d'être finalement lui-même mis en cause. Placé en première ligne, l'actuel président de l'UGAP devra expliquer dans les prochaines semaines au juge Tournier les mécanismes qui permettalent à l'UGAP de contourner le code des marchés publics. M. Hespel estime que cette mise en examen « s'inscrit dans le déroulement normal de l'instruction et [1] attend d'être convoqué par le juge pour répondre à ses questions ». Selon lui, à travers sa mise en examen, le juge d'instruction s'attaque à une logique administrative et politique qui dépasse de loin, sans la gommer, la responsabilité de l'établissement qu'il préside. « Nous payons une inadéquation entre la loi et la réalité des passations de marchés publics d'autant plus injuste qu'elle a perduré avec l'assentiment de nos autorités de tutelle », affirme-t-il.

Jacques Follorou et

veut « faire le ménage » en Corse

Jean-Pierre Chevènement

le magistrat a outrepassé les limites de sa saisine.

Réquisitions de nullité contre des

enquêtes du conseiller Van Ruymbeke

LE PARQUET général de la cour d'appel de Rennes a demandé l'annulation de plusieurs procédures instruites par le conseiller Renaud Van Ruymbeke. Ces réquisitions, qui remontent au mois d'octobre 1997 mais dont le contenu n'avait pas été dévoilé, visent notamment le vo-

let nantais de l'affaire de la Sages, une officine de financement occulte proche du PS qui aurait perçu, en 1990, une commission liée au marché des tramways de la ville de Nantes. Le parquet général estime que

D'autres demandes d'annulation ont été formulées, le 24 février, par le parquet général. Elles visent l'essentiel de l'enquête sur le marché de l'eau en Loire - dans laquelle le PDG de Saint-Gobain, Jean-Louis Bef-

fa, avait été mis en examen -, ainsi que la procédure sur le finance-ment des campagnes électorales de l'ancien ministre socialiste Georgi-

DANS UN ENTRETIEN au Figuro magazine daté du 28 février, Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur, indique qu'en Corse « l'ensemble des pouvoirs publics, le président de la République, aussi bien que le premier ministre, sont décidés à faire le ménage, et moimême aussi au poste que j'occupe, quelles qu'en soient les consé-

Le ministre estime que « la loi doit s'appliquer dans le domaine de la sécurité publique, mais également de l'urbanisme, du foncier, de la fiscalité, des subventions ». « De même, j'ai donné de fermes directives s'agissant du contrôle des listes électorales », ajoute-t-il.

■ JUSTICE: trois personnes, poursuivies pour injures raciales et diffamation à l'encontre de la communauté gitane d'ingwiller (Bas-Rhin), ont été condamnées, jeudi 26 février, à des amendes de 3 000 à 20 000 francs par le tribunal correctionnel de Saverne. Les prévenus avalent photocopié et diffusé en mars 1996 une pétition insultant les Gitans sédentarisés et réclamant un soutien moral et financier pour un villageois, Alfred Henninger, condamné à six ans de prison pour le meurtre d'un jeune Gitan (Le Monde du 18 février).

Il La chambre d'accusation de Paris a annulé, mercredi 25 févuer, la caution de 500 000 francs demandée à l'ancien député UDF de la Manche et ex-directeur de la DST, Yves Bonnet, par le juge d'instruction Laurence Vichnievsky. Cette caution figurait dans le contrôle judiciaire imposée à M. Bonnet, qui a été mis en examen, le 28 novembre, pour « complicité d'escroquerie » dans l'affaire Conserver 21. ■ IMMIGRATION : Amnesty international estime que « La Fronce n'assume pas sa responsabilité de protection » vis-à-vis des Algériens. Dans un communiqué publié jeudi 26 février, l'association condamne les « renvois forcés en Algérie faisant courir de graves risques aux personnes concernées ». Après la Commission nationale consultative des droits de l'homme en octobre 1997, plusieurs associations le 17 février et le consell européen sur les réfuglés et exilés le 19 février, Amnesty

réclame à son tour un moratoire des expulsions vers l'Algérie. FAIT DIVERS : un gendarme auxiliaire a été tué d'une balle tirée par un de ses collègues, samedi 21 février, dans les locaux de la brigade de Pontivy (Morbihan), sans que les circonstances exactes o l'incident n'aient été précisées. L'auteur du coup de feu, qui a été mis en examen pour « violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner », a été écroué et suspendu de ses fonctions.

DROGUES: Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, a désapprouvé, jeudi 26 février, l'appel lancé par cent onze personnalités déclarant avoir déjà consommé de la drogue. « En tant que garde des sceaux, je voudrais insister sur le fait qu'il faut donner des messages positifs aux jeunes, que les adultes doivent être responsables et qu'ils doivent faire attention aux effets des discours qu'ils tiennent », a-t-elle déclaré.

Le contrôle souvent défaillant du ministère des finances sur l'UGAP

ÉTABLISSEMENT public, l'UGAP emploie un millier de personnes. Chargé d'approvisionner les administrations et les collectivités, il joue le rôle d'interface entre l'acheteur et le vendeur. Du camion de pompiers aux fournitures de bureau en passant par l'équipement complet d'un hôpital, rien, ou presque, n'échappe à l'UGAP. Depuis que l'Etat lui a conféré, en 1986, le statut d'établissement public, industriel et commercial (EPIC), son chiffre d'affaires atteint, en moyenne, plus de 7 milliards de francs par

Dispensant ses clients de toute procédure d'achat, l'UGAP évite aux maires, aux présidents de conseils généraux ou aux ministres d'être confrontés aux difficultés du code des marchés publics. L'UGAP a, en effet, longtemps bénéficié de marchés « protégés » dont la plupart sont des marchés dits « négociés ». De tels avantages lui ont permis, à partir de 1986, de concentrer plus de 10 % de la commande publique.

A partir de 1991, la réglementation en matière de passation des marchés a été modifiée afin d'améliorer la transparence de la commande publique. Dans un premier temps, les règles de concurrence imposées aux collectivités publiques et aux administrations ont été renforcées. Sans anticiper ce mouvement qui annonçait la disparition progressive des marchés négociés, les établissements publics, dont l'UGAP, ont pourtant continué à recourir à cette procédure. Face à ces lenteurs, le contrôleur d'Etat attaché à l'UGAP alertait, en 1994, les services de l'Etat: selon lui, près de 90% des marchés étaient irréguliers au regard des nouveaux textes sur la commande publique.

Moins d'un an plus tard, en 1995, la loi interdisait formellement aux EPIC tels que l'UGAP d'utiliser les marchés négociés. Prenant en compte cette modification, le conseil d'administration de l'UGAP décidait, en 1995. de réformer ses habitudes. « A cette époque, nous nous étions engages, d'ici 1998, à réaliser

80 % des achats sur appels d'offres », affirme aujourd'hui Alain Hespel, le président de l'UGAP. A en croire ses services, près de la moitié des achats sont toujours effectués en dehors de toutes procédures légales.

DES ZONES DE NON-DROIT

Présents au sein du conseil d'administration de l'UGAP, les tutelles de référence - la Commission centrale des marchés (CCM) et le ministère du budget - n'ont apparemment pas émis de réserves sur la lenteur de cette évolution. Principaux instigateurs de la réforme du code des marchés publics entamée en 1991, ils ont au contraire donné à plusieurs reprises leur feu vert à ces pratiques irrégulières. Sans anticiper les changements conduisant à l'interdiction définitive de 1995, le ministère des finances a, semble-t-il, laissé subsister des zones de non-droit.

Ainsi, le 27 juillet 1994, dans un courrier adressé au ministre de l'économie et des finances, le secrétaire général de la CCM, Marie-Laurence Pitois-Puiade, s'interrogeait sur la conduite à suivre pour l'achat de véhicules civils pour le ministère de la défense. « Les marchés en cours sont des marchés négociés avec les constructeurs français. La défense n'envisage pas de modifier substantiellement le cadre dans lequel elle se fournit. [...] Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer le sens dans lequel répondre à la défense. » Le 2 août, le directeur de cabinet, Patrice Vial, répondait qu'« il n'y avait pas d'objection à ce que soit retenue en l'espèce une solution analogue à celle qui avait été adoptée à l'époque ». En clair, le caractère illégal de la passation du marché était validé. Mre Pitois-Pujade, qui était à la tête de l'organisme chargé au nom de l'Etat d'indiquer la marche à suivre en matière de marchés publics, entérinait ce passe-

Quelques mois plus tard, dans une note confidentielle datée du 6 février 1995, Gérard Wolff, président de la commission spécialisée des marchés (CSM), critiquait la régularité de

quatre marchés d'achat de voitures pour le ministère de la défense, dont une grande partie était gérée par l'UGAP, pour un montant de 3,8 milliards de francs sur cinq ans. « Sur le plan juridique, nous sommes incontestablement dans l'illégalité [...]. Sur le plan financier, il n'est pas étonnant, compte tenu de l'absence de concurrence que les remises accordées par l'Etat par les constructeurs nationaux solent beaucoup plus faibles que celles obtenues par des entreprises commandant des flottes comparables. [...] Une selection des projets n'eût pu, selon moi, conduire la CSM qu'à émetire un avis défavorable compte tenu de la violation caractérisée du code des marchés publics. » Ces réticences n'empêchent pas, en 1996, le même Gérard Wolff de valider ces

marchés tant décriés. En 1997, une mission d'audit sur l'UGAP a été confiée à l'Inspection générale des finances (IGF). Elle devait être close au mois de janvier mais elle a été prolongée jusqu'en juin. « L'affaire de l'arsenal » de Toulon, dans laquelle Alain Hespel a été mis en examen pour « délit de favoritisme », semble avoir suscité l'intérêt de l'IGF. Cette mission, qui a reçu des notes d'agents de la Commission centrale des marchés faisant état de « pressions » de leur direction lors de certains contrôles de légalité, en particulier ceux de l'UGAP, pourrait, dans son rapport final, aborder le problème des responsabilités de la

Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a demandé, début décembre 1997, la cessation immédiate de la passation des marchés selon des procédures critiquables au regard de la loi. En privé, un membre de son cabinet estime que, « s'il fallait tout remettre à plat, l'administration française ne serait plus approvisionnée pendant six mois ». « Alors, on laisse à l'UGAP jusqu'au 31 juillet 1998 pour remettre de l'ordre et après

La sécurité dans les maternités va être renforcée

LE FEUILLETON des restructurations hospitalières risque fort de rebondir. Après les épisodes de suspension, fermeture et/ou réouverture des maternités de Bitche (Moselle), Pithiviers (Loiret), Avallon (Yonne) et La Mure (Isère), deux projets de décrets fixant les normes de sécurité liées aux seuils d'activité des maternités publiques et privées devaient être soumis pour avis, vendredí 27 février, au Conseil supérieur des hôpitaux.

Préparés par la direction des hôpitaux, ces décrets visent à améliorer la sécurité à l'accouchement. Plusieurs rapports récents ont dénoncé les conditions de la prise en charge obstétricale en France. Dans une étude intitulée « L'obstétrique en France », la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) a ainsi estimé, en septembre 1997, que 670 décès de nouveau-nés pourraient être évités chaque année et que 16 % seulement des grossesses à risque sont prises en charge dans des maternités disposant d'un service de réanimation néonatale (type III), contre + 70 % à 90 % dans les pays européens les plus performants » (Le

Monde daté 7-8 septembre 1997). Dévoilés par Le Quotidien du médecin du 26 février, les projets de décrets pris en application du plan périnatalité lancé début 1994 créent trois niveaux de soins: les maternités de type l accueilleront les accouchements ne posant pas de problème particulier, celles de type II seront couplées à une unité de néonatalogie permettant « d'assurer, 24 heures sur 24, la surveillance et les soins spécialisés des nouveau-nés à risque », et celles de type III disposeront d'une unité de néonatalogie et d'une unité de réanimation néonatale.

La norme minimale de sécurité Acacio Pereira des établissements est fixée à 300

accouchements par an. Certaines dérogations devraient être possibles, avec la création de « centres périnatals de proximité » organisés en réseau avec les maternités de référence. La répartition des effectifs est également prévue en fonction de l'activité des maternités : dans les établissements pratiquant moins de 1500 accouchements par an, un gynécologue-obstétricien et un

mesthésiste-réanimateur devront ainsi être sur place ou en astreinte 24 heures sur 24, ainsi qu'un pédiatre expérimenté en néonatalo-

< LISTE NOIRE > Une enquête du mensuel Sciences et Avenir sur « la liste ... noire » des hôpitaux publics et privés a chiffré à 77 le nombre de maternités pratiquant moins de 300 accouchements par an (Le Monde du 25 septembre 1997). Les restructurations, qui se beurtent à de fortes résistances des élus locaux et des populations, vont être d'autant plus complexes à mettre en œuvre que la spécialité souffre d'une grave pénurie. Le rapport du professeur Guy Nicolas prônant une profonde réforme de l'internat a en effet prévu « un déficit important à moyen terme » de gynécologues-obstétriciens. On comptait 4 657 praticiens dans la spécialité au 1ª janvier 1997, dont 23,5 %

avaient plus de cinquante ans. En 1994, quatre objectifs avaient été fixés à l'horizon de l'an 2000 : diminuer la mortalité maternelle de 30 %, abaisser la mortalité périnatale d'au moins 20 %, réduire de 25 % le nombre d'enfants de faible poids à la naissance et de moitié le nombre de femmes peu ou pas suivies pendant la grossesse.

La colère des époux Mégret contre « Charlie-Hebdo »

Bruno Mégret n'aiment pas les bandes dessinées satiriques, surtout lorsqu'ils en sont les héros. Ils n'ont pas apprécié le dernier hors-série du magazine Charlie-Hebdo, intitulé Les Mégret gèrent la ville, diffusé en kiosque depuis le 4 février. S'estimant diffamé, le couple a engagé un référé auprès du tribunal de Paris afin d'obtenir la saisie de la bande dessinée et 100 000 francs de dommages et întérêts. L'audience, à laquelle assistait l'auteur des dessins, Rénaid Luzier, plus connu sous le nom de Luz, et Cavanna, rédacteur de la préface du hors-série, s'est tenue jeudi 26 février.

Sous le trait féroce de Luz, Bruno Mégret se voit affuble du sobriquet de «p'tit rut » et son épouse, maire (FN) de Vitrolles, est qualifiée de « gourde ». Selon l'avocat du couple, Wallerand de la lance : « Le jour où les Chirac et

APPAREMMENT, Catherine et Saint-Just, les dessins « montrent Bruno Mégret comme particulièrement raciste et violent, désirant inculquer cela à son épouse, qui fait de son mieux, malgre son immense bêtise, pour être aussi raciste et aussi violente que son mari ».

Une trame que Mº de Saint-Just juge « particulièrement diffamante ». « Les dessins, mais surtout les textes qui les accompagnent, sont faits pour les tourner en ridicule. Ils n'ont qu'un seul but, les outrager, les humilier. les rabaisser. »

A l'appui de sa démonstration, le conseil des époux Mégret cite un certain nombre de textes tirés du hors-série. « Allo, lance Bruno Mégret, la Fédé de Marseille ? Ici, Mégret, ordre de ratonnade générale, mais je les veux vivants pour demain à l'aube dans le centre de Vitrolles. » Dans un autre dessin, les Debré auront totalement appliqué notre programme "les bougnoules à la mer", il nous restera toujours du juif à moudre... » Des propos que Me de Saint-Inst inge a contraires à l'honneur et à la réputation . de son client.

COMPTER LES POINTS »

« La haine et la violence sont du côté des époux Mégret, quand ils font de l'incitation à la haine raciale et qu'ils prétendent que les immigrés se reproduisent comme des lapins, rétorque Richard Malka, conseil de Charlie-Hebdo, C'est un droit de dire qu'ils sont racistes. c'est plus que cela, c'est un devoir. » L'avocat estime que la BD « ne suggère aucune haine, aucune violence ». « Elle suscite du rire et de la moquerie féroce », note-t-il. Il s'étonne aussi que Bruno et Catherine Mégret aient décidé d'atplupart des dessins qui y sont re-produits ont déjà été publiés dans Charlie-Hebdo sans provoquer de réaction de leur part. Le représentant du ministère

public, Pierre Dillange, s'est dit peu convaincu par le bien-fondé de ce référé. « Le rôle de la justice n'est pas de compter les points du combat politique, dit-il. Quand on a peur des coups, on ne monte pas sur le ring. . Une phrase adressée aux hommes politiques qui doivent, seion le magistrat, apprendre «à supporter la critique ». En conclusion de son réquisitoire, M. Dillange a estimé que « la compétence du juge des référés était dépassée par le traitement au fond que mérite cette af-

Le juge rendra son ordonnance

THE REPORT OF

- or element fort.

TE THE PARTY OF TH

Le mécanisme des fummants

PLACE AND THE I'm befeller met verte, d'ant a de hur les main de

rever her parties did tures for the design of CERTIFIE . MARKET tervent, es tource depatt: # 15 mi WHENCHEN AND WAR

t taquer ce hors-série alors que la

lean-Pierre Chevenient

rest - faire le menage - en long

La serunti dans lei matez Add to the second

sident, qui tempère: « Je ne suis pas pour les justices expéditives... Je

> tion de Gaston Cusin. Le 10 no-vembre 1944, le commissaire de la launay. « [Réglementairement], c'est le ministre de l'intérieur qui se tous les membres du corps préfec-

preuve de son accusation. » vembre 1944, Gaston Cusin écrit au cabinet du ministre. « l'oi pris . contact avec M. Papon trois mois avant la Libération (...). Sa colla-bosation entière m'a été acquise

La cour d'assises examine la reconversion de l'accusé à la Libération

Secrétaire général de la préfecture de la Gironde sous Vichy, il devient, le 23 août 1944, le bras droit de Gaston Cusin, commissaire de la République. Le cas de Maurice Papon divise alors la Résistance bordelaise, que de Gaulle décrivait comme « un nid de vipères »

LE PROCÈS PAPON

de notre envoyé spécial Du jour au lendemain, Maurice Papon, bras droit d'un préfet de région de Vichy, est devenu officiellement celui d'un commissaire de la République de la Libération. Le 22 août 1944, Gaston Cusin, qui prend la tête de la région de Bordeaux, signe en effet un arrêté de suspension du secrétaire général de la Gironde. Le 23 août, le même Cusin élève Maurice Papon au rang de préfet, nommé administrativement dans les Landes. mais aussitôt mis à sa disposition, comme directeur de cabinet.

Cette reconversion sans transition est au cœur du dernier volet w bistorique > - l'épuration - analysé au procès de Maurice Papon.



le président Castagnède rappelle que le général de Gaulle a confirmé, le 23 octobre 1944, la promotion du haut fonctionnaire de VIchy au rang de préfet de troisième classe. Puis il aborde la part d'ombre du tableau : un avis du comité départemental de la Libération (CDL), soucieux de la bonne application des règles de l'épuration administrative, émis : A le 24 octobre, et transmis à Gaston Cusin. * M. Papon ne semble hans per turs our gracul promotifiare a tota fax pas avoir eu des sentiments collaborationnistes, mais est apparu très nettement à tous, les fonctioningires, son de son dossier, à la justice crétaire général avec fidélité. » . . .

Etonné d'apprendre la nomination de M. Papon, le CDL demande que son « dossier de résis-L'évocation du CDL de la Gironde réveille soudain de vicilles quereiles. «[Contrairement aux autres], ce CDL ne s'était jamais reuni pendant l'Occupation », souligne Maurice Papon. Bien peu de personnes étalent qualifiées pour donner un avis d'ensemble et autorisé sur les aptitudes de postulants à des fonctions nouvelles dans l'administration, précisait déjà Gaston Cusin, en 1988, dans sa déposition devant le magistrat Instructeur. Cela était particulièrement vrai à Bordeaux, où n'existait pas de CDL »

Le premier président du CDL de Bordeaux, le sénateur Caillé. avait, rappelle l'accusé, voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Le second, Gabriel Delaunay, signataire de la contestation de sa promotion auprès de Gaston Cusin, est cité au procès comme témoin (Le Monde du 21 février). Maurice Papon demande s'il doit attendre son éventuelle comparation, dépendant de son état de santé, le 2 mars, pour évoquer certaines des actions de M. Delaunay. . Sinon je fais son procès tout de suite I », ditil. Le prétoire rit, jusqu'au pré-

préfere que nous attendions. » Alors, le juge relate la vive réac-République répond à Gabriel Deréserve d'examiner la situation de toral. Il se prononce sur l'avis motivé du CDL quant à leur attitude politique. » Et de préciser à l'adresse du CDL: « Je vous rappelle qu'il est un principe constant, en droit français: il n'appartient pas à l'accusé de faire la preuve de son innocence, mais à l'accusateur la

Trois jours plus tard, le 13 no-

sur la simple caution d'un de nos camarades des Services spéciaux qui me l'avait signalé défà depuis plusieurs mois. Son esprit vif, sa large culture et sa finesse toute dipiomatique ainsi que son caractère loyal m'ont fait apprécier plus sû-rement son attachement à la République. Il a été pour moi le collaborateur le plus sûr et le plus précieux (...). Dans un pays où l'opposition se traduit par des combinaisons tortueuses, il m'a permis de dévoiler bien des pharisiens de Résistance, qui ne lui ont pas pardonné sa clairvoyance. »

Pour parer à toute accusation. une fiche de renseignements est préparée « au sujet de l'avis du-CDL. ». « Dénoncé comme gaulliste aux autorités d'occupation, [Maurice Papon] a été soumis deux foisà un interrogatoire. En mai 1943, par le D' Stroebel [NDLR : responsable de la Kommandantur], en mai 1944, par Dohse [chef gestapiste]; a été menacé d'arrestation lors du débarquement (Le Monde du 25 février). »

Au bout du compte, le 6 décembre, sur les indications de Gaston Cusin, la commission d'épuration du ministère de l'intérieur propose « le maintien de l'intéressé dans ses fonctions actuelles ». Ce que le ministre ac-

Mais le feuilleton, note le président, n'est pas clos pour autant. Le 27 février 1945, un nouvel avis du CDL est adressé, cette fois, directement au ministère et demande, entre autres, «la révocation sans pension de Garat» INDLR: chef du service des questions juives de la préfecture jusqu'en août 1943] et la transmisdépendant de lui et à la population pour son action contre les juifs. bordelaise comme très étroitement - ainsi que « le déplacement avec attaché à la politique de Pétain, rétrogradation de fonctions et de qu'il a défendue à son poste de se- traitement de M. Papon ». Toutes demandes parfaitement vaines, remarque le juge, puisqu'elles sont annulées trois semaines plus tard par le nouveau président du CDL, Roger Marcade, qui écrit de toute urgence au ministère. « J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me retourner ces dossiers qui vous ont été transmis d'une façon irrégulière et sans être revêtus de la signature du représentant qualifié du CDL. »

"Tout ça était le fruit d'intrigues, commente Maurice Papon. Les rapports entre Cusin et Delaunay étalent fort délicats. Mes rapports personnels l'étaient encore plus et les entourloupettes étaient nombreuses. Ceci en était une. [Elle a cessé] quand les appétits de M. Delaunay ont été rossasiés par une nomination préfecto-

Le mécanisme des ruminants.

A moins d'une semaine de la fin des débats, qui laisseront place aux plaidoiries et au réquisitoire, les parties continuent à alimenter le dossier tentaculaire, initialement pourvu de plus de 50 000 pages. L'avocat général Marc Robert, qui a entrepris, ces derniers jours, des recherches aux archives nationales, Me Gérard Boulanger et Michel Touzet, pour la partie civile, ont ainsi, en début d'audience, jeudi 26 février, versé des documents provoquant l'ire de M. Jean-Marc Varaut, qui y a vn le signe, chez la partie ad-

verse, d'une « débandade ». . Sur les traces de son avocat, qui fustigeait « le procédé artificiel et la malhonnèteté consistant pour les parties civiles à introduire (au dernier moment) des pièces que l'on possède depuis des années », Maurice Papon est intervenu, un soupçon sibylin au départ : « Si on s'exprime en termes de zoologie, a-t-il dit, nous sommes des mammifères. Il y a une catégorie spéciale, chez les mammifères, qui sont les ruminants. Et il y a ian mécanisme semblable [chez les parties civiles] par lequel on ressort des aliments qui devalent être provisionnellement installés dans l'estomac.

rale et quand il fut remplacé par M. Marcade, un vrai résistant, lui. > Puis, s'interrogeant sur les doutes qui pesent quant au fait qu'il aurait échappé à l'épuration: « Je suis presque la victime des choix dont j'ai été l'objet ! [Ma nomination auprès de Cusin] n'a pas plu. Pourquoi? Parce que j'avais passé deux ans sous l'Occupation à Bordeaux et je commençais à savoir qui avait fait quoi I fétais fort inopportun pour ceux qui cherchaient la médaille de la Résistance... Et je savais dire par exemple lequel, parmi les membres du CDL, s'était enrichi pendant la

Le président Castagnède s'interrose. « Contrairement à Garat NDLR: finalement devenu souspréfet de Blaye à la Libération], on ne vous a pas fait de reproche à propos de la politique antijuive.» « Vous me demandez d'analyser l'opinion de l'époque, c'est une tache difficile», répond Maurice

Puis, le juge remarque que le nom de Papon figure dans un « répertoire des individus suspects et douteux » consignés par le cinquième bureau de l'état-major.



Perplexe, il relève cependant que les pièces censées étayer cette inscription sont peu probantes: le nom de Papon figure également sur une liste de « non-collaborateurs » établie en novembre 1943. L'audience se poursuit ainsi,

contradictoires. L'avocat général Marc Robert cite une note du 22 janvier 1944 du Bureau central de renseignements des Alliés Papon comme «très dévoué au maréchai Pétain », puis une

d'août 1944, le décrivant comme « l'homme de son patron, Maurice Sabatier », dont la même mission affirme qu'il « n'aime ni Vicny ni les Allemands et ne s'y oppose pas franchement d'autant qu'il ne sait pas encore de quel côté va pencher

· ELES AI REPUSES I »

L'avocat général relève aussi que trois propositions de promo-tion ont été formulées à l'ancien secrétaire général par Vichy pendant l'Occupation : l'une comme adjoint, en zone Sud, du secrétaire général à la police René Bousquet au début 1943, une autre comme préfet du Lot en novembre 1943 et la troisième comme préfet des Landes en jan-

« Vous m'accorderez tout de mēme que je les ai refusées l coupe l'accusé. Vous ne voudriez pas me faire grief qu'on me les ait propo-

« Justement, pourquoi vous les at-on proposées? », insiste le représentant du parquet général.

> Iean-Michel Dumay Dessins : Noëlie Herrenschmid

Actionnaires des AGF, jusqu'au 20 mars profitez de l'offre amicale faite par Allianz.

Offre n°1 (principale)

Vous vendez vos actions ou vos obligations convertibles ("Oscars") au prix de

Dans le cache d'une Offre Publique d'Achat amicale, Allianz propose aux actionnaires des AGF une offre paniculierement auractive.

Outre le prix de 320 F offert à titre principal pour les actions et obligations convenibles (conques sous le nom d'Oscus), l'offre subsidiaire permet à ceux qui conserveront leurs actions AGF d'obtenir grantitement un BCVG (Bon de Cession ou de Valeur

°sosa résere de réduction proportionnelle. si le nombre d'actions présenté à l'effre n°1 est insufficant pour permetre à Allianz d'obtenir 51 %.

Offre n°2 (subsidiaire)

Vous conservez vos actions et bénéficiez* dans 2 ans d'une valeur minimale garantie de

Ce BCVG leur garantit en juin 2000 une valeur par time de 360 F minimum tout en les laissant libres de profiner pleinement du potentiel de valorisation du

Cette valeur minimale garantie par Allianz assure un rendement élevé, de près de 9 % par an.... Pour en bénéficier, comactez dès à présent votre banque ou votre intermédiaire financier. L'offre d'Allianz est valable jusqu'au 20 mars.

⁴⁴ dans l'hypothèse de stabilité du davidende ou même riveau que celul distribué au titre de 1996 (avoir fiscal inclus); sur une base de réglement de l'offre n°1 le 21 avril 1996.





Une affiance européenne créatrice de valeur

L'or projec d'information visée par la COB (n°98102 en date du 12 février 1998) est disponible auprès de : Allum Holding France, 2-4 meante du Céaéral de Caulle, 94720 Chameann le Pont ACEF, 87 rue de Richelieu, 75113 Paris Codex (C Rothschild et Cie Banque, 17 avenue Matignon, 75008 Paris Créda Lyonnais Centre Administratif, Secreta Opérations, B ns, Boulevard du 6 jain, 14408 Bayenn.

L'AVENIR DES RÉGIONS

ALSACE

De la difficulté d'inventer une identité transfrontalière

La coopération entre les Alsaciens et leurs voisins rhénans, allemands ou suisses est ancienne. Mais les discours sont en avance sur la réalité. Les relations sont ambigues et parfois teintées d'arrière-pensées, y compris lorsqu'il s'agit d'évoquer l'« Europe des régions »

STRASBOURG

de notre correspondant régional Il en est de la coopération transfrontalière comme de l'Europe : la grande majorité des Alsaciens y est favorable, mais la réalité a encore besoin de gagner beaucoup de ter-rain. Pourtant, les institutions sont en place depuis assez longtemps pour attester de la volonté des Français, des Allemands et des Suisses de conduire des actions communes et d'associer étroitement les régions situées des deux cotés du Rhin, La Conférence du Rhin supérieur, pilotée par les instances étatiques, existe depuis 1975. Les élus locaux et territoriaux ont créé le Conseil rhénan début 1998. L'Union européenne apporte son soutien en octroyant des crédits au titre de son programme In-

Tout cela n'empêche pas Hubert Haenel (RPR), sénateur haut-rhinois et vice-président de la région. de marquer un scepticisme: • La coopération institutionnelle est très formelle : on se réunit beaucoup sans grande consequence. . Un scepticisme auquei s'oppose le discours plus optimiste d'Adrien Zeller (UDF-FD), député bas-rhinois, président sortant de la région : « L'action transfrontalière est de plus en plus multiforme. Elle engage des acteurs différents qui inventent, à chaque fois, la façon de faire. Il n'y a pas de recette, il y a une ouverture d'esprit. » Et d'aligner les initiatives, notamment franco-allemandes, dans les domaines des transports, de l'environnement, de la santé ou de la culture. Seule ombre au tableau : les échanges d'enseignants ne se font pas aussi bien qu'il serait nécessaire.

Les propos engageants du pré-sident de l'assemblée alsacienne masquent pourtant mai les déceptions dues à l'attitude du partenaire allemand, La constitution du Conseil rhénan - qui regroupe l'Alsace, le Bade-Wurtemberg, la Rhénanie-Palatinat et la Suisse du Nord-Quest - a été longtemps retardée en raison des hésitations des deux Länder allemands. Plus grave, la nature même du nouvel organe, un simple forum dépourvu de budget et d'administration. « On se trompe si l'on croit que les Allemands veulent s'associer, travailler avec nous, en tout cas moins que les Alsaciens ne le pensent ou ne veulent le croire », dit M. Haenel. Il ajoute : « Le bilinguisme est unilatéral. » Renaud Dorandeu, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg, partage le même point de vue: «L'enseignement du français n'est pas une priorité pour les autorités du Bade-Wur-

Un récent rapport de Jean-Laurent Vonau (RPR), conseiller régional, sur l'installation de nombreux foyers allemands dans le nord de l'Alsace évoque cette question. Identifié comme un phénomène de périurbanisation autour de la ville allemande de Karlsruhe, le mouvement touche des ménages aux revenus moyens (le prix du foncier étant moins cher sur la rive française du Rhin), a ne parlant guère le français »; alors que le dialecte, explique M. Vonau, ne peut « c'videmment pas tenir lieu d'un véritable bilinguisme ». Le document note cependant que les a immigrés a allemands a ne font pas l'objet d'un rejet ou d'un mépris. comme ce pourrait être le cas d'immigrants venant de pays moins dé-veloppés ». Mais il précise que « les problèmes de langue sont apparus comme le principal obstacle au fonctionnement d'un espace fronta-

Mettre les hésitations de la coopération transfrontalière au seul compte des Allemands serait néanmoins trop facile et, pour tout dire, iniuste. Il y a d'abord les réticences des Etats. Paris aurait ainsi vu d'un mauvais ceil la création du Conseil

donne deux exemples : la mobilisation pour le TGV est le fait des politiques : le refus de l'installation des activités de fret aérien par la société DHL sur l'aéroport de Strasbourg est le résultat d'une forte mobilisation populaire. Aussi, comme beaucoup d'autres, trouve-t-il vite les limites de la coopération transfrontalière: · Elle est essentiellement institutionnelle. « L'universitaire nourrit d'au-

miques v. Le directeur de l'IEP

Mirage ou pas, les Alsaciens veulent pourtant croire à la coopération avec leurs voisins, mais intégrée dans une Europe des régions : celle-ci éviterait le tête-à-tête avec l'Allemagne

rhenan. Certains désignent aussi du doigt les Alsaciens eux-mêmes, ou du moins leurs élus et certaines personnalités de la société civile. M. Haenel fait partie de ceux-là: "On a l'impression qu'ici on veut développer un mythe autour d'une coopération qui va de soi avec les riches Badois et les riches Balois, alors qu'il n'y a pas de grands efforts pour mieux travailler avec les Lorrains et les Francs-Comtois ».

Les crispations dans le nord de la région dues à l'arrivée d'habitants allemands relèvent, explique M. Dorandeu, d'une caractéristique répandue chez les Alsaciens : un « sentiment unitaire par défaut » qui se traduit par « le refus de l'autre, plutôt que de se souder entre eux pour conduire des actions dynatant plus de doutes que le Bade-Wurtemberg pèse bien trop lourd face à la « petite » Alsace.

Mirage ou pas, les Alsaciens veulent pourtant croire à la coopération avec leurs voisins, mais intéerée dans une Europe des régions : celle-ci éviterait le tête-à-tête avec l'Allemagne. Tous ne sont pas d'accord sur la nature des partenaires. Ainsi, la commission permanente du conseil régional a décidé, en septembre 1996, de privilégier dans les opérations de jumelage les Etats « culturellement les plus proches: Allemagne, Suisse, Autriche, Lichtenstein, Belgique orientale [germanophone], Luxembourg ». ici encore, les institutions se sont multipliées: celles créées par les Quinze et le Conseil de l'Eu-

Le fameux consensus alsacien

rope, auxquelles s'ajoute l'Associa-tion des régions d'Europe (ARE).

prend tout son sens sur cet enjeu de la dimension régionale de l'Europe: pas un seul des dirigeants locaux n'y est opposé. M. Haenel le premier: « C'est important pour l'avenir parce qu'il s'agit là d'un bon outil pour l'intégration européenne. » Le sénateur haut-rhinois met tout de même deux conditions : « Elle ne doit pas être le prétexte pour bâtir une Europe fédérale à partir des régions, et l'Alsace, pour en profiter, doit simplifier son Mec-cano institutionnel. » Bernard Reumaux, président du Forum du Baggersee, lieu de débat créé en 1996 et destiné à lutter contre les dérives extrémistes et communautaristes en Alsace, véhicule une thèse comparable. Pour lui, la région doit mettre fin à ses « nombreuses féodalités, qui, au-delà du discours, ont peur du changement parce que la situation existante est par trop confor-

Le discours de M. Zeller sur l'Europe des régions est très proche de celui de M. Haenel, son concurrent pour la prochaine présidence de l'assemblée alsacienne: « La suppression des frontières à l'intérieur de l'Union met en valeur les régions. Une accelération de cette politique communautaire donnera de l'air non seulement aux régions mais aux institutions représentant l'Etat. telles que les préfectures ou les académies. . « Mais il n'est pas question qu'elle se substitue à l'Europe des Etats. ce seralt idiot », tient à préciser le président alsacien.

Cette inquiétude récurrente correspond à une mise en garde contre une doctrine qui existe, mais s'exprime rarement de façon explicite, hormis chez quelques autonomistes déclarés et au sein du mouvement régionaliste Alsace d'abord, dont le fondateur, Robert Spieler, a appartenu au Front national jusqu'à la fin des années 80. Elie consiste, de la part de ses partisans, à se cacher derrière l'Europe des régions pour échapper à la République française et laïque, « au centralisme de l'Etat jacobin », à la solidarité nationale et coopérer avec les régions qui le méritent, c'est-à-dire celles qui sont riches. En somme, une Europe allant de

Karlsruhe à Bâle... Ce danger apparaît néanmoins mineur dans une Alsace qui, malgré ses conservatismes et ses ambiguîtés, avec l'importance du vote FN, est très majoritairement européenne et ouverte, ne serait-ce que dans les têtes - et c'est déjà beaucoup-, à la coopération frontalière. « kri, nous avons l'avantage de connaître les besoins et les craintes de nos voisins », assure M. Zeller.

Marcel Scotto

1 - Automobiles Peugeot SA

2 - CM Powertain Strasbourg

5 - Alcatel Business systems

9 - Mines de potasse d'Alsace SA

3 - Hager Electro SA 4 - INA Roulements SA

6 - Pechiney Rhenalu

7 - Somy France SA

10 - Sew Usocome SA

8 - Wurth France

17 - Kuhn SA

18 -Behr Frce

Les 20 premières entreprises la Page :

Prochaine étape MIDI-PYRÉNÉES

TROIS QUESTIONS A... RICHARD KLEINSCHMAGGER

Le Rhin supérieur, de Bâle à Karlsruhe en passant par l'Alsace, recouvre-t-il une

réalité géographique? On peut faire dire ce qu'on veut à la géographie. Ce qui est certain, c'est que le Rhin est une frontière naturelle et que des deux côtés du fleuve on ne vit pas forcément de la même façon. Il y a une raison objective à cela: la circulation et les échanges entre les deux rives restent plus limités qu'on ne l'imagine ; et en tout cas infiniment plus restreints qu'en aval, sur le Rhin inférieur. En raison de la disparition des bacs, il y a certainement moins de passages aujourd'hui sur le Rhin qu'au début du siècle. Cela dit, ces régions ont connu un remarquable développement économique comparable au XVIII siècle, alors que l'Alsace était française, et à la fin du XIXº, quand

Le Conseil rhénan, que viennent de créer les ré-gions riveraines, a-t-il un

Non. Il n'y a pas d'histoire vraiment commune, tout au plus y a-t-il eu des concertations. Ces régions out fait partie du Saint Empire romain germanique, qui était formé d'une multitude d'entités politiques de tailles et d'importances diverses. L'idée d'un espace politique dénommé Alsace naît après le traité de Westphalie de 1648, la France déstrant s'ouvrir une fenètre sur le monde germanique.

Reste on'il existe un fon germanique commun.

Certes, les dialectes des deux côtés du Rhin sont de la même famille, mais vous ne pouvez évacuer trois siècles de présence française. Si vous observez bien, la vie quotidienne des Aisaciens est certainement plus proche de celle des autres Français qu'elle ne l'est de celle des Badois ou des Bàlois. En revanche, ce qui est vrai, c'est que 🧐 nous gardons en Alsace-Moselle une certaine image idyllique de l'empire allemand, transmise par nos grands-parents et redécouverte par les historiens ces dernières années, d'une période exceptionnelle à la fin du XIX siècle et au début du XX. L'image est d'autant plus forte que la région fut dotée d'une certaine autonomie politique en 1911 et qu'elle bénéficia d'un Parlement régional élu au suffrage universel soixante-quinze ans avant les premières élections régionales de 1986.

* Richard Kleinschmagger est professeur à l'Unité de formation et de recherche de géographie de Strasbourg (université Louis-Pasteur).

Le Bioscope, un cadeau très convoité

STRASBOURG de notre correspondant

La hache de guerre est théoriquement enterrée pendant la période électorale, mais le projet du Bioscope, un parc de loisirs ménan autour de la vie et de la santé, pourrait bien être une pomme de discorde entre listes ou candidats, compte tenu de la compétition entre les dix sites potentiels recensés, du nord au sud de l'Alsace.

Le Bioscope, imaginé par une étude prospective, Alsace 2005, inspirée par le succès du Futuroscope de Poitiers, est dans les cartons du conseil régional depuis trois ans. Une association, Arbre, présidée par l'ancien maire de Strasbourg, Pierre Pflimlin (UDF-CDS), a popularisé l'idée. Et depuis quelques semaines, la région et les deux départements se sont regroupés dans un syndicat mixte pour préparer les appels d'offres. Ce syndicat, Symbio, est doté d'un budget de 2,3 millions de francs et présidé par le sénateur et vice-président du conseil régional, Hubert Haenel (RPR).

Sur le papier, le Bioscope compte 20 hectares pour l'enceinte proprement dite, avec de nombreuses animations et surtout un voyage au centre d'un immense corps humain. Au to-tal, 100 hectares avec l'hôtellerie-restauration, les boutiques et l'espace de formation des professions de la santé que les concepteurs voudraient marier au parc. Le Bioscope emploierait 150 permanents, 500 à 700 saisonniers et table sur au moins 800 000 visiteurs dès la première année.

Les investissements de départ sont estimés à 600 millions et devraient atteindre 1,5 milliard dix ans après. Deux opérateurs ont pour l'instant montré leur éventuel intérêt : la Compagnie générale des eaux et le Parc Astérix (Oise). D'autres, plus discrets, existent, assurent les inventeurs du projet, qui multiplient les opérations de promotion en Alsace, outre-Rhin et outre-Vosges.

SUDISTES + CONTRE + NORDISTES +

Le débat pourrait se crisper assez vite. D'une part, l'agglomération lilloise a un projet comparable et les experts ne laissent aucune chance à deux parcs concurrents. D'autre part, comme pour les projets de TGV Est et Rhin-Rhône, le conflit est latent entre « sudistes » et « nordistes ». Le pôle Mulhouse-Saint-Louis, riche de ses musées techniques et de la proximité de la chimie bâloise, conteste la candidature de Strasbourg, qui réplique avec ses 4 000 chercheurs, ses nombreux congrès scientifiques, sa vocation européenne et ses parcs d'entreprises de haute technologie. Tandis que le Centre-Alsace, autour de Sélestat et de Colmar, imagine qu'un tel projet, chez lui, pourrait contribuer au rééquilibrage de la région en dehors des deux grandes zones urbaines.

Les étiquettes politiques et même les natio-

nalités y perdent leur signification. Les maires (PS) de Strasbourg, Roland Ries, et de Mulhouse, Jean-Marie Bocquel, veulent l'un et l'autre ce Bioscope. Celui de Colmar, le député (RPR) du Haut-Rhin, Gilbert Meyer, s'est allié aux villes allemandes proches pour plaider la cause du Centre-Alsace. Niederbronn-les-Bains, au nord, aimerait bien reporter sur le Bioscope son enthousiasme refroidi par les avatars d'un projet de thermalisme, Beaucoup dépendra du poids respectif des élus après les scrutins de mars, et notamment du pari d'Hubert Haenel, « Monsieur Bioscope » pour le grand public : il présente aux régionales une liste indépendante que le RPR national n'a pourtant pas désavouée.

Le choix du site devra être fait en 1999. Si tout va bien, les premiers visiteurs seront accueillis en 2001. Mais d'ici là l'avenir du Bioscope passe aussi par un délicat voyage à l'intérieur du corps électoral.

Jacques Fortier



Alsace

Consul regional sortant : 7 PS (3 Verts ; 3 MEI : 2 Ecol. : 1 UDF-rad. : 9 UDF-FD ; 1 UDF-DI : 8 FPF ; 1 MPF : 1 Dr. d. : 6 FN ; 4 Ext. d ; † Div. President : Admen Zeller, UDF-FD.

La population® 1995 (en millions d'habitants) 7,690

PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE 2.9 % TAUX D'ÉVOL, ANNUEL MOYEN (1990-1994)

204 hab./km² (106,2 km²)* DENSITÉ 1995 PART DES - 25 ANS 34.5 % (33.3 %)15 PAPT DES + 60 ANS 17,6 % (21,3 %)

PPOJECTIONS DE POPULATION EN 2010 1,785

URBANISATION (évol. 1982-1990) superficie urbaine + 5,4 %, population + 4,9 %

La richesse régionale;

AGRICULTURE, PECHE BĂTIMENT, GÉNIE CIVIL SERVICES NON MARCHANDS INDUSTRIE SERVICES MARCHANDS

16,1 196,4 milliards de frança VALEUR AJOUTÉE BRUTE

2,9 % du total national

BUDGET RÉGIONAL 1997 BUDGET RÉGIONAL/HAB. 1 198 france

Les indicateurs économiques et fiscaux

203,7 militards de frança

PUIT C'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA PORTUNE REVENU DISPONIBLE BRUT. HAB 1992 86 700 francs (81 118)* prélevé par rapport au total France 1995

2 025 millions de francs

L'environnement? INSTALLATIONS INDUSTRIELLES A RISQUES 64 604 Total France DECHETS INDUSTRIELS 1990 (en % du total France) 5,1%

DECHETS MENAGERS 1993 (en % du total France) NOMBRE DE SITES POLLUES 1994

▶ L'occupation des sols " SUPERFICIE DE LA RÉGION 8 330,9 km²

AGRICOLE .

Vignes, vergers,

ARTIFICIELLE

Butis, non batis,

routes et parkings)



CHOMAGE on % de la pop. active sept. 1997 (BIT) 12.5%

BENÉFICIAIRES DU RMT en jany. 1996 15 500

nombre de salariés 5 000 et plus 2 000-4 999 1 000-1 999

20 - Steelcase Strafor

11 - Rhône-Poulenc alsachimie 12 - Cie des transports strasb. 13 - Sté industrielle Roth frères 14 - Mines de potasse d'Alsace SA 15 - Conseil de l'Europe 16 - Timken Roller Bearing 19 - N. Schlumberger et Cie INDUSTRIE

TRANSPORTS O SERVICES

Mg los tursus $\mathsf{Pol}_{\mathrm{H},\mathrm{H},\mathrm{f}}$ parte little UNIVERVEL .

Lapremi a Un Quie o **SEC**

Section with the second

unitarit simple and the second

ATTACH TO AND ASSESSMENT PROPERTY AND ADDRESS.

A THE RESTOR OF THE PARTY OF

- is a secretary the best party of the party

一片 一个 知识 不知 化二甲甲磺基磺胺甲酸

- Charles

A 12 W/16 TOOK

there were the THE PROPERTY AND RESIDENCE

and the first

e to the way with the first

か かないでいるできた

 $\Delta = \frac{1}{2} \log \left(\frac{1}{2} + \log \frac{1}{2} \right)$

THE WAR CO. IN THE PARTY WAS A PARTY OF

· A with well provide the second

which is the tax of the tax of the

The same of the same of the same

Tomas make the training to

The second state of the se

the same of the property of the same of the

The state of the s

The transport of the second

microscit is be the thereties, when the

 $= \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} \cdot \left(\frac{1}{2} \frac{1}{2} \right) \right) \left(\frac{1}{2} \frac{1}{2} \right)$

· 1000年中中国1250年中国125

111 1 1 10 10 10 10

A COLUMN TO SERVICE STREET TO SERVICE STREET

Nichal Principality

The street was a grown or the same

HOMENATIONS

el compallis « Enin देशक -

的問題的問題

alpa abilipara -

A lire demain dans Le Monde

DISPARITIONS

TOIS GLESTONA

FIRE VECTAGES

The same

The state of the s

 $|w|\leq |v|\cdot |u^{2}|_{\mathcal{L}_{\infty}^{2}(\mathbb{Z}_{2}^{2})}$

200

The State of the S

7.70

200

1.70

 $r=r\cdot m\cdot \frac{1}{2}$

1.00

a de rei

3

1000 100

■ WILLIAM ORMOND MIT-CHELL, écrivain canadien, est mort des suites d'un cancer de la prostate, mercredi 25 février. Né le 13 mars 1914, à Weyburn (Saskatchewan), il n'a publié qu'en 1947 son premier livre, Qui a vu le vent? (éd. P. Tisseyre, 1974). Ce roman d'initiation a connu immédiatement un très grand succès et fait partie des « classiques » pour les écoliers canadiens : vendu à quelque 250 000 exemplaires, il raconte l'histoire d'un jeune garçon élevé dans la prairie, et qui va découvrir la vie, la mort, la liberté et la justice. Un film en a été tiré par Allan King en 1977. William Mitchell est l'auteur de nombreux autres romans comme The Kite (1962), The Vanishing Point (1973), How I Spent My Summer Holidays (1981), Since Daisy Creek (1984), Ladybug Ladybug (1988), Roses Are Difficult Here (1990) et For Art's Sake: A Novel (1992). Il est également l'auteur de pièces de théâtre et de séries pour h radio ou la télévision.

MANCUR OLSON, économiste américain, est mort le 19 février, d'une crise cardiaque, à l'université de Maryland, où il enseignait depuis vingt-neuf ans. Il était agé de soixante-six ans. Mantur Olson s'était acquis une certaine renommée avec un ouvrage paru en 1965, Logique de l'action collective (PUF, 1987), dans lequel il Elaborait une théorie sur les groupes d'intérêt et l'impact de leur action sur la croissance economique. Il y expliquait noiamment que la capacité pour un

groupe non soumis aux lois du marché (syndicats, organisations agricoles, groupes de pression, partis politiques, etc.) à mobiliser l'ensemble de ses membres était inversement proportionnel à sa taille. En effet, seion Olson, plus la taille d'un tel groupe augmente, plus chacun de ses membres estime que sa propre contribution devient marginale et se trouve done peu enclin à se mobiliser. Dans un autre ouvrage important et très controversé paru en 1982, Grandeur et décadence des nations (Bonnet, 1983), Mancur Olson avait tenté d'expliquer les phénomènes de stagnation des économies. Selon hui, les périodes de paix et de stabilité tendent à favoriser l'émergence d'organisations dont le but est la conquête d'avantages sociaux et leur maintien, ce qui en période de crise et d'ajustements économiques exerce un impact négatif sur la croissance.

NOMINATIONS

Prédéric Scanvic, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé, mercredi 25 février en conseil des ministres, directeur de l'administration générale du ministère de la culture et de la communication, en remplacement de Francine Mariani-Ducray, nommée chef du service de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles. Dominique Wallon, devenu le 19 novembre 1997 directeur du théâtre et des spectacles, a été nommé au cours

du même conseil des ministres directeur par intérim de la musique et de la danse, en remplacement d'Anne Chiffert, démissionnaire. M. Wallon avait été nommé à cette direction du théâtre avec comme mission de son ministre de tutelle de « conduire le travail préparatoire à la réunification de la direction du théâtre et des spectacles et de la direction de la musique et de la danse ». Anne Chiffert, nommée inspecteur général de l'administration des affaires culturelles par un décret paro au Journal officiel du 24 février, devrait être prochamement portée à la présidence du conseil d'administration de la Cité de la danse, en préfiguration.

[Né le 19 novembre 1960, Prédéric Scanvic est diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris et ancien élève de l'ENA (1986-1988). Nommé auditeur au Conseil d'Etat en juin 1988, il devient maître des requêtes en juin 1991. Prédéric Scanvic a été directeur des affaires internationales d'Usinor-Sacilor de septembre 1995 à février 1997 et était, depuis juin 1997, directeur adjoint du cabinet de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.]

INTÉRIEUR

Catherine Delmas-Comolli, préfet hors cadre; a été nommée directrice des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, au secrétariat d'Etat chargé de l'outre-mer, lors du conseil des ministres du mercredi 25 février, qui a également nommé Alain Larangé inspecteur général de l'administration au ministère de l'intérieur. Catherine Delmas-Comolli, qui était directeur adjoint du cabinet de Jean-Pierre Chevè-

nement, est remplacée à ce poste par Patrice Bergougnoux, préfet. [Née le 22 août 1948 à Versailles (Yvelines). Catherine Delmas-Comolii est agrégée de mathématiques, diplômée de l'Ecole normale supérieure de Sèvres et de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, ancienne Sieve de l'ENA (1979-1981). Elle 2 été notamment conseiller technique aux cabinets de Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports (1984-1985), puis mi-nistre de l'urbanisme, du logement et des transports (1985-1986), conseller technique au cabinet du premier ministre, Edith Cres Son (1991-1992), puis Pletre Bérégovoy (1992-1993), avant d'être nommée préfet dans le Loir-et-Cher (1993-1996). Préfet hors cadre à partir de novembre 1996, Catherine Delmas-Comolli était directeur adjoint du cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérient, depuis juin 1997.]

LEUNESSE ET SPORTS

René Mabit a été nommé directeur du cabinet de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, en remplacement de Philippe Sultan. [Né en juillet 1941, René Mabit est diplômé

d'études supérieures de physique. Il a d'abord été professeur de physique et chimie dans des lycées techniques d'enseignement agricole (1965-1975), puis directeur adjoint du lycée de Châteauroux (1975-1982), avant de rejoindre le service de l'enseignement agricole au ministère de l'agriculture (1982-1991). Il est ensuite chargé de mission au Commissariat général au Plan (1991-1995), puis rapporteur de la mission de réflection sur l'école (commission Famoux) en 1996. Secrétaire général du comité d'évaluation et de suivi des aménagements des rythmes scolaires de janvier à juin 1997, René Mahit était depuis lors conseiller technique au cabinet de Marie-George Buffet, ministre de la jennesse et des sports.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 25 février sont publiés :

• Cryptologie: un décret définissant les conditions dans lesquelles sont souscrites les déclarations et accordées les autorisations concernant les moyens et prestations de cryptologie (technique permettant de coder des communications, notamment sur Inter-

- un décret définissant les conditions dans lesquelles sont agréés les organismes gérant pour le compte d'autrui des conventions secrètes de cryptologie en application de l'article 28 de la loi du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications.

• Terminologie : un arreté portant création d'une commission de terminologie et de néologie en matière juridique, présidée par Pierre Drai, premier président honoraire de la Cour de cassation.

 DRAC : un arrêté fixant le taux de l'indemnité de fonctions des fonctionnaires occupant un emploi de directeur régional des affaires culturelles (DRAC); le montant moyen budgétaire annuel est de

Au Journal officiel du 26 février

sont publiés : • Justice : une loi organique portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire; la décision du Conseil constitutionnel relative à cette lol.

 Montagne : un décret portant nomination au Conseil national de

la montagne. • GAN: un décret autorisant la société GAN International à faire procéder au transfert au secteur privé du capital de la société Targetchief plc; un avis favorable de

la commission de la privatisation. Or: un arrêté relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement du comité consultatif de la garantie publique, chargé de rendre des avis sur tonte question relative aux problèmes techniques liés au contrôle du titre

des ouvrages en alliage d'or. • Gaz: un arrêté portant nomination à la commission spéciale de sécurité des transports de gaz.

Accords internationaux: un décret portant publication de l'avenant au protocole d'accord domanial entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne fait le 24 janvier 1959, signé à Tunis le 4 octobre 1995.

• Conseil constitutionnel: plusieurs décisions du Conseil constitutionnel déclarant inéligibles pour un an Michel Lefevre (PNR, Eure), Jean-Claude Malo (div. g., Guade loupe), Jocelyne Gourmelon (PNR, Seine-Maritime), Pascal Contejean (div. d., Cantal), Kamardine Mansour (RPR diss., Mayotte), Madi Ahmed (div.d., Mayotte), Abdouraquir Djounaid (div., Mayotte), Ibrahim Aboubacar (PS, Mayotte), Ahamada Salilme (Verts, Mayotte) et Christian Godot (PNR, Moselle). Ils n'ont pas déposé leurs comptes de campagne dans les conditions et délais prévus par le code électoral.

AU CARNET DU MONDE Anniversaires de naissance

deputs vingt-cinq ans tes parents et les frères t'aiment.

Décès

- M. Olivier Langlois-Berthelot, ses enfants et petits-enfants. Les familles Langlois-Berthelot et Mongard, ont la douleur de faire part du décès de

LANGLOIS BERTHELOT. nce Denise MOUGARD;

le 19 février 1998, à Fontaineblean. Ses obsèques out en lieu dans la plus stricte intimité à Pont-Audemer.

Cet avis tient lieu de faire-part. 13, roe de l'Arbre-Sec,

 M™ Claude Blancpain, M. et Me François-Dominique Biancpain et leurs enfants Timothée,

enrande et Rémi. M. et M. Francis Stobart et leurs enfants Paul et Emi et leurs enfants Paul et Emma,
Les enfants et petits-enfants
de feu M. et M. Pierre Blancpain.
M. et M. Jean-Pierre du Bois,
M. Bernard Blancpain.
ses enfants et petits-fils.
La baronne Jean-Bernard d'Astier de la

et sa fille, Les enfants et petits-enfants de feu M. et M. Louis Jobelot, M. et M. Pierre Rondeau,

leurs enfants et pents-enfants, M. et M. Casimir Marcinkowski

et leurs filles,
Les familles Blancpain, Kimmerling,
Hauert, Roethlisberger, Ormond, de Schalier, Bergeret de Frouville, de Mulleubeim, Bemnett et d'Astier de la Vigerie,
ont la douleur de faire part de la perte

M. Claude BLANCPAIN, valier de la Légion d'ho

leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, beau-frère, oncle, grand-necle, consin, partain et ami décisié le 25 février 1998, à Nomm.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 28 février, à 10 beures, en l'église de Marran, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale.

Prière de n'envoyer ni fleurs ni cou-nomes, mais des dons pour l'office fami-ian de Fribourg, CCP 17-344-B, seront les

Cet avis tient lieu de faire-part. La Maison-Neuve, Nonan, CH-1753 Mattan.

POUR VOS LOISIRS, PORTEZ DES LENTILLES CORNEENNES



- Dora Kassir-Bydlowski,

sa mère, Caroline et ses fils, Léopold et Ferdinand, Daphné Rolinson-Bydlowski ont la douleur de faire part du décès de

Michel BYDLOWSKI,

puiveuu le 21 février 1998, à Paris L'inhumation aura lieu au cimetière de

Passy, le mardi 3 mars, à 15 heures. 21, rue Shenkar, Holon, Israel. 74, rue de la Tour. 75116 Paris. La Mardelle-d'Orée.

Saint-Martin-d'Ordon,

- Jean-Marie Drot,

président de la Société civile des au-

Bertrand Jérôme, président de la commission de radio,

· Les administrateurs, Laurent Duvillier.

délégué général, profondément peinés par la disparition de

Michel BYDLOWSKI,

saluent en lui un homme de radio

Spécialiste des langues anciennes, il parlait le grec, l'araméen, l'hébreu ancien

Depuis l'amonne 1997, il érait produc-teur-coordomaneur du magazine quoti-dien « Panorama », de France-Culture.

Ils adressent à sa famille, à ses amis et collaborateurs l'expression de leur profonde tristesse.

38, rue du Fanbourg-Saint-Jacques (Le Monde du 25 février.)

La direction de Leica France et du groupe Leica International ainsi que l'en-semble du personnel ont la mistesse de faire part du décès de

M. Denis FOURNIER,

surveou brutalement le 22 février 1998, à l'âge de quarante-cinq ans.

Ses compétences professionnelles, sa gemulesse et son dévouement laisseront gennuesse et son devouement janserout un grand vide à tout jamais dans l'entre-prise que Denis considérait comme une deuxième famille. Nous demandons à mus ceux qui l'ont bien comm et apprécié de g'accodur à accomment apprécié de s'associer à notre peine.

86, avenue du 18-Juin-1940, 92500 Ruell-Malmaison.

- Denise Hosch-Bussereau, son éponse, Véronique Goristcheff.

Louis-Marie Gougelot, sa fille et son gendre, Yvanna Goriatcheff, ca petite-fille. ont la douleur de faire part du décès de,

survenu à Paris, le 8 février 1998, à l'âge de soixante-dix-hoit ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 13 février, en l'église Sains-Vincent de Salics-de-Béarn (Pyrénées-

L'inhumation a en lieu au cimetière de Saint-Vincent de Salies-de-Béarn dans caveau de famille.

Une messe sera dire à la mémoire du défout le mardi 3 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-de-Chaillot,

247, boulevard Jean-Jaurès, 92100 Boulogne. 75116 Paris. 51, rue de Saus 75017 Paris.

Les présidents et les membres de Peuple et Culture, ont la trissesse de faire part du décès de l'un des leurs.

Raymond MARIET.

Les obsèques ont en lieu le 21 février 1998 dans sa commune de Saint-Nicolas-de-la-Grave en présence de sa famille et

François et Brigine Monnet, Jean-Stéphane Monnet, Olivier et Dorothés Moreau-Monnet et leur fillo. ont la douleur de faire part du décès de

Catherine et Claude (MINH) MAUNG-MONNET,

survena accidentellement, dans l'incondie de leur appartement, rue Richer, Paris-9, le 22 février 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6, le samedi 28 février, à 9 h 30.

L'inhumation sura lieu le même jour, dans le caveau de famille, su cimetière de Vaux-sur-Mer (Charente-Maritime).

52, rue Lhomond, 75005 Paris. 5, rue des Grands-Augustins.

CARNET DU MONDE TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÉS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCES 109 F H TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, HANCAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES Toute ligne suppl.: 60 F TTC THESES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES :

全 01.42.17.39.80 4 Fax : 01.42.17.21.36

- Alger-Marseillo.

Sa famille, ses nombreux amis ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Jean SUTTER, ofesseur honoraire à la faculté frança d'Alger et à la faculté de médecine membre correspondent de l'Acadétnis de médecine, officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945, et rappellent le souvenir de son épouse,

Suzanne SUTTER, née MEYZEN, décédée le 25 septembre 1995.

Les obsèques out en lien dans

Des dons peuvent être adressés à la Conférence Saint-Vincent-de-Paul, de la paroisse Saint-Augustin, à 13012 Marseille.

SOUTENANCES DE THÈSES 67 F HT la ligne Tarif Etudiants 98

se Monde SUR INTERNET

http://www.lemonde.fr. Le journal du Jour

dès 17 heures En eccès grauit, l'intégra-lité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les tires de tous les arricles, le journal complet est verdu 5 F.

Les dossiers En accès gratuit, des dossiers thématiques d'acuello. Images d'Al-gérie, Mondial 98, procès Papon, stc.

Nos forums in lieu de débats ouvert à Les services Toutes les offres d'am-piois de 19 journaux, sélection d'expositions;

Le multimédia Les pages multimédias et leurs archives depuis

Anniversaires de décès

Ghislaine COSTA, née MERLIN,

nous quittait. Ceux qui l'ont simée peusent toujours à

elle. - Toulouse. Castera-Verduzan (Gers).

Lisbonne, Alger, Strasbourg (ULP). « Un jour... il y aura... autre chose

– Il y a dix ans disparaissalt

Daniel SOVIA. Merci d'avoir pour lui une pensée cha-

Soutenances de thèse

- Michèle Virol a soutenu une thèse de doctoral d'histoire: « Les Olsivetés de M. de Vauban » à l'EHESS le 29 novembre 1997. Le jury, composé des professeurs D. Roche (Paris-I), président, R. Chartley L'ELEGE (Alexandre). R. Chartler (EHESS) directeur, M. A.M. Cocula (Bordeaux-III) et de M. C. Jouhaud (CNRS), his a décemé la mention très honorable avec félicitations à l'unanimité.

> Nos abonnés et nos action-naires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de blen vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

TOUS LES.

Retrouvez/les: petites annonces immobilieres dans

LUNDIS (dates mardis)

Le Monde ECONOMIE 章101.42.17.39.80

L'AVENIR DES RÉGIONS

MIDI-PYRÉNÉES

La première étude systématique du Front national

Un outil de travail fort utile pour decoder, comprendre

Enfin, dans ce livre, voici Le Pen pris au filet de ses propres mots

> Ce Mande TOITION

<u>fe Monde</u> <u>EDITIONS</u>

LE PEN Les mots Analyse d'un discours d'extrême-droite

> Préface de an-Pierre Faye MARYSE SOUCHARD

STÉPHANE WAHNICH

ISABELLE CUMINAL

VIRGINIE WATHIER

JEAN-PIERRE FAYE

des discours du président

et combattre l'idéologie frontiste GERARD COURTOIS ILE Monde

Championne du monde : la vie de Roxana Maracineanu a basculé un jour de janvier, à Perth, au bout d'un 200 mètres dos gagné dans un bassin australien. La nageuse mulhousienne, fille de réfugiés roumains, est devenue une star que les médias s'arrachent, une héroïne de l'intégration vantée par les politiques, une sirène joyeuse courtisée par les publicitaires. Un vertige auquel la jeune championne entend ne pas céder, en gardant le regard fixé sur son rêve : les Jeux de Sydney, en 2000



Roxana, 200 mètres, puis la gloire... amaigames et qu'on mélange mes

'EST une sorte de vertige délicieux et ouaté. Un tournis très légez. Comme au sortir d'une valse. Comme au sortir de l'eau. quand on vient d'arracher, devant une foule séduite, le titre envié, rèvé, fantasmé, de championne du monde. Oul. «du monde». Comme on dirait « de la planète ».

C'est une eriserie exquise. presque voluptueuse. Et qui décuple la force. Et qui donne des aïles, et l'envie de chanter, de rire, de partaget. La vie est si souriante, un temps, à qui devient une star ! Il suffisait d'un rien, au fond, pour qu'elle change de couleur et se pare de paillettes comme par un coup de baguette magique : quelques dixièmes de seconde conquis dans un bassin australien. Un rien... Une compétition de plus pour une jolie nageuse, un 200 mètres dos pour l'éternité.

C'est un état de grâce dans lequel une jeune fille décidée et joyeuse tente de ne pas se perdre, comblée par ce succès qui fut inattendu, acclamée, courtisée. Et stupéfaite de ce qui lui arrive. « Je n'aurais jamais imaginé à quel point ce titre allait bouleverser ma vie. » C'est comme si... Comme si une porte longtemps barricadée s'était ouverte enfin, donnant sur des milliers d'autres portes entrouvertes. Comme si plus rien n'était désormais impossible. Comme si tout était à portée de main. La gloire, l'argent, les relations, et pourquoi pas la vie d'artiste. « La musique, le théâtre : j'ai toujours été attirée par le spectacle. » Tout ce qui n'était que chimère avant ce 19 janvier 1998. Rêve de nageuse alignant fougueusement les longueurs de

Il n'y eut pas de transition. Pas de préparation. Aucun indice qui permît de prévoir le triomphe. Un titre, oui : Roxana Maracineanu, la Mulhousienne, plusieurs fois championne de France, vice-championne d'Europe, était un solide espoir pour ce championnat du monde organisé à Perth. Mais pas cette déflagration. La natation n'est guère médiatique. Les champions ne deviennent que rarement des stars. A quelques exceptions près. Roxana pourrait être de moderne, dotée d'une belle his-

celles-là. La voilà en poster dans la chambre des ados. Et devant Anne Sinclair au soir de sa nouvelle émission. La voilà face à Guillaume Durand sur le plateau de Canal Plus, puis à Europe 1, RTL, France-Info. One Stade 2 la fête jovensement, c'est normal, il s'agit bien de sport. Mais que Patrick Sébastien lul propose un show pour chanter avec un groupe de copines autour de sa guitare est déjà plus étrange. Les émissions de variétés la réciament, « Télé-Matin », « Thé ou café », « Célébrités »... Robert Laffont, le premier, lui propose d'écrire un livre... sur sa vie, que Paris-Match, bien sûr, a dêjà décortiquée, grâce aux photos de sa petite enfance qu'un personnage indélicat a arrachées aux parents le soir même de la victoire. Avant que les prix ne s'envolent.

Les équipementiers sportifs se bousculent au portillon pour l'honneur de la vêtir et lui proposent des contrats courant jusqu'aux Jeux de Sydney. Des marques de produits capillaires sont aussi sur les rangs, et nombre de produits alimentaires. On lui propose, en famille, des vacances aux Maldives. Elle ne sait pas encore en échange de quoi. Elle saura. L'agence des plus grandes stars du sport la prend désormais sous son alle afin de gérer son « accessi bilité ». Cela la fait rire, elle, si spontanée, si aventureuse, et jusqu'alors si disponible.

Le collège de Blois où elle fit un passage lui demande de pouvoir baptiser la piscine à son nom, tandis que des dizaines de manifestations réclament son parrainage : compétitions sportives, fêtes de village, Salons... « J'espère qu'on me jugera avec indulgence; je n'ai envie ni de me mettre une armure ni de me laisser livrer à toutes les sauces. Etre utile, oui. Mais pas question de jouer les potiches. » Le samedi 7 février lui posait un dilemme : donner le coup d'envoi du match de Coupe de France de foot Auxerre-Mulhouse ou celui du match de rugby France-Angle-

Le vertige. Car la machine s'emballe, boulimique, insatiable. Car la machine exige, courtise, promet, sûre d'avoir trouvé en Roxana l'un de ces visages frais et neufs qu'affectionne le public : une héroine

tolre. Parce qu'à l'image maintes fois diffusée qui émut toute la France - ce visage hors de l'eau scrutant intensément le panneau des résultats, traversé de doute, d'incrédulité puis de joie - s'ajoute un beau parcours au parfum d'épopée : celui d'une Roumaine de neuf ans que des parents épris de liberté emmenèrent avec son petit frère de trois ans dans leurs bagages de réfugiés. De quoi bâtir

Le président Jacques Chirac lui a écrit avant de la féliciter de vive voix puis d'évoquer, dans une interview à L'Equipe, le « beau visage » de cette championne venue d'ailleurs qui « donne une magnifique image de la France ». Et de conclure: « Quel bel exemple d'intégration ! » Mais le thème, développe à longueur de colonnes. avait délà inspiré tous les commentateurs. Les élus locaux, le maire de Mulhouse en tête, avaient, dans un élan unanime,

bien droit dans celui de son interlocuteur. Elle est limpide, directe, indépendante. D'emblée, elle prévient : qu'on ne compte pas sur elle pour jouer les modèles et les alibis-Et qu'on cesse de la «bassiner» sur sa « si parfaite » intégration. « Je ne me suis pas dit tous les Jours : intègre-toi! Cétait bien plus naturel. Je voulais être comme les autres enjants. Et puis, en travaillant mes R, j'ai perdu mon accent... L'inté-

hommes politiques. »

performances sportives et mon his-

toire personneile. Le fait d'être une

bonne nageuse n'a rien à voir avec

le fait d'être née en Roumanie! On

n'a pas à évoquer mes origines, en-

core moins à s'en servir pour se glo-

rifier. J'ai beaucoup travaillé. On ne

m'a rien facilité. Tout ce que j'ai ob-

tenu, je ne le dois qu'à moi, à mon

club, à mon entourage. Pas aux

Elle pe mâche pas ses mots, cette

Roxana si volontaire, qui fronce les

sourcils sur un regard clair planté

« On ne nage pas pour de l'argent. C'est ce qui est mystérieux et magnifique dans la natation. Rien n'est écrit à l'avance, rien n'est assuré. C'est un cheminement fait de création et de risques personnels »

qualifié d'« exemplaire », de « réussie » l'intégration de la famille Maracineanu. Au point que le quotidien L'Alsace avait ironisé: « Faut-ii donc être championne du monde de natation pour réussir son integration à Mulhouse? » Absurde, a pense Roxana, excédée par ce flot de commentaires sur l'origine de sa famille, et allergique à toute perspective de récupération. Trop facile! Démago!

li jond, c'est génial pour les hommes politiques! Une Championne du monde leur arrive toute prête sur un plateau, et qui plus est, une immigrée! Fabuleux! Ils n'ont plus qu'à rebondir et ajuster un discours qui servira leurs intérêts. Du genre : c'est bien la preuve qu'un bon immigré peut s'en sortir, vous voyez bien qu'on leur donne leur chance! Je ne

gration n'est pas un problème. On se trompe en l'associant systématiquement au malaise des banlieues. Le fait d'être né ailleurs n'a jamais conduit à casser des voitures. »

Le problème, dit-elle, ce sont les quartiers à l'abandon, les difficultés économiques, le chômage, la pénurie de propositions et d'attention pour les jeunes. «Le sport pourrait tellement leur apporter. Mais ça, les politiques n'ont pas l'air de l'avoir compris, vu la place ridicule qu'on lui accorde dans la société ou l'éducation françaises. Alors, qu'ils ne fanfaronnent pas en criant: "Ça y est! Nous voilà une supernation sportive !" dès que surgit un champion. Ce serait complètement faux ! Il n'y a ni moyens ni considération pour les

sportiis! » Considération? Comme elle y va, la sirène à qui la France entière comprends pas qu'on fasse des fait aujourd'hui les yeux doux!

Chirac, Jospin, Tiberi, Bockel... « Oul, les louanges pleuvent le jour de la victoire i Mais il faut les faire. les champions i Il faut les aider, les soutenir, les alguillonner, montrer qu'on croit en eux. Et les valoriser. C'est pendant l'entraînement et avant d'être champion qu'on a besoin d'encouragements. Cela aiderait tellement de jeunes de savoir appréciés, reconnus à leur fuste vaieur leur travail et leur sens de l'effort. Mais en France, on ne nous laisse pas la chance de penser que. l'important, c'est de participer. On n'intéresse que si on gagne. »

LE a gagné. Et elle entend bien continuer. Non pas, comme l'ont suggéré certains, dans l'esprit d'une quelconque revanche, ou « pour remercier la France » - comme le titrait Le Figaro Magazine - et prouver qu'elle est une bonne Française. « Pourquoi aurais-je à le prouver plus qu'une autre ? » Elle rêve des leux de Sydney. Elle a, reconnaissent les spécialistes, tellement d'atouts. « Physique, tech-nique. mental... Elle est la plus forte en tout », affirme Lionel Horter, son entraîneur, plusieurs fois · nis l Pense un peu à gagner de champion de France, qui se souvient d'avoir été impressionné le iour où il la vit nager - sur le dos pour la première fois.

C'était il y a dix ans, elle en avait tout juste douze et se présentait au club en débarquant à Mulhouse, où son père, Vasil, ingénieur en batiment, venalt de trouver un emploi. « Je voyais soudain ce que je sentais dans mes rêves de nageur sans pouvoir ni le vivre ni l'exprimer. Une aisance, un rythme, une sensation de plaisir et de glisse plus forte que la notion d'effort. Elle faisait quelque chose que je ne comprenais pas. » Douée, certainement. Mais aussi accrocheuse, bosseuse, infatigable. « Elle est plus exigeante avec elle-même que quiconque. Si une séance d'entraînement s'avère décevante, elle reste dans l'eau, discute, analyse. Elle ne laisse jamais un problème s'installer. »

Roxana, reconnaissent tous ses proches, est toujours en quête d'exce<u>llence</u>

Un petit tour dans la banifeue de geuse ! » Mulhouse, où habitent les parents Maracineanu, le confirme. Elena, la maman, a gardé tous les bulletins scolaires de sa fille depuis son arri-

vée en Prance. « Regardez, dit-elle : 19 en français, 19 en maths, 19,5 en latin, 20 en allemand. Là, en 1990, un certificat régional d'excellence en angiais. Vous voyez ce qu'écrivent les professeurs ? Excellent travail. Félicitations. Elève vivante... En Roumanie, on disait: "Premier en sport, premier en classe". Cela va ensemble. » Roxana sourit, s'efface, taquine sa mère sur son manque de modestie: «Arrête, on a

compris !
- Mais je constate, ma fille. Tenez : voici la lettre de félicitations du directeur de son école de Blois qui ne l'a pas oubliée et qui lui avait fait sauter la classe de CM2...

- Maman! - Il y avait la classe et la piscine, c'était crevant. Et dans sa chambre, la lumière était allumée très tard. Une nuit, je l'al prise en photo, sans qu'elle s'en aperçoive, effondrée de sommeil sur ses cahiers, le crayon à

– Elle a hérité de bons gènes, c'est

- C'est ça l [rires] Tu y es donc pour quelque chose i »

A première fan de Roxana est sa maman. Combien de pié les carnets scolaires de sa fille pour les envoyer à la famille restée en Roumanie ainsi qu'à tous les amis rencontrés au cours de leur périple en France ?

« Comment oublier cette petite fille appliquée et joyeuse, demandent Job et Nénette Tanguy, ce couple de Bretons resté en relation étroite avec la famille Maracineam depuis leur bref passage au centre des demandeurs d'asile de Riec-sur-Belon. Roxana a toujours eu une telle soif de bien faire. Parier, étudier, tout essayer, tout connaître. A leur premier réveillon de Noël passé loin de la Roumanie, elle nous avait chanté plusieurs chansons en français, alors que deux mois plus tôt elle ignorait la langue! Elle voudrait tant faire plaisir à ses pa-

« Ne pas les décevoir », admetelle. Et puis les remercier. D'avoir priorité à l'avenir de leurs enfants. De ne pas les avoir coupés de leurs racines. «Ils ont continue à nous parler en roumain, à suivre l'actualité et la culture de la Roumanie. Jamais d'expression d'amertume. Jamais de phrases offensantes ou définitives sur le régime qu'ils avaient fid. maleré l'angoisse liée au sort du reste de la familie. C'est grāce à eux que j'ai aujourd'hui l'impression d'avoir deux pays, d'être riche de deux cultures. C'est

un plus, vous savez... » Alors, que faire de cette notoriété qui comble sa famille restée en Roumanie - le président Iliescu et Petre Roman lui ont tressé des louanges - et bouleverse ses parents, un peu tourneboulés? Quel cap désormais adopter ? « S'entraîner», répond, sans hésiter, la nagense qui finit une maîtrise de traduction scientifique et technique. Et préparer Sydney. Son club mulhousien la porte et la stimule. Mais la maman voudrait bien que sa fille, cette fois, pense à son avenir.

« Regarde le mai que tu te donnes, tes cheveux sans cesse mouillés, toutes ces heures d'entrainement, et compare ce que cela te rapporte avec ce que gagnent les footballeurs ou les joueurs de ten-

- Maman I On ne nage pas pour de l'argent. C'est ce qui est mystérieux et magnifique dans la natation. Rien n'est écrit à l'avance, rien n'est assuré. C'est un cheminement fait de création et de risques personnels. On a la foi, on ne sait trop en quoi. C'est comme une course après le sens. Et ça n'est ni l'argent ni la gloire. C'est gratuit dans l'esprit.

- Roxana ! Fais un livre, au moins. Puisque tu chantes bien, enregistre un CD. Tu es connue dans le monde entier. Vois ce courrier que tu reçois. Ca marcherait, Roxana. Tout le monde achèterait!

- Et tu as la formule pour rester une nageuse de haut niveau en me dispersant ainsi ?

- Tu sais très bien t'organiser. Profite de ce moment, Roxana. Sinon tu regretteras. Ton avenir, je le voudrais grandiose.

- Maman! Tu es dangereuse! C'est ainsi qu'on se perd. Mon objectif reste sportif. Je suis une na-

> Annick Cojean Photo: Olivier Roller pour «Le Monde »

pessim des Fra perdure COMMING l'espoir trompet l'améliq du more collectif puisso favorism le retour ia croissi



10000

. ...

t.

- - - --

and the state of

11 . 1 %

25.5

47

CACACAS DE CACACAS DE LIP AND PERSONS of the sectors with the THE PERSON NAMED IN THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PE TO PERMITTENE A A SE proper is consensed. I see the second of the

IN A DESCRIPTION

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF

IN SECURITION The same of the sa The say English the said no side chilling

Quinze ans de déprime française au milieu d'une Europe optimiste

N matière d'analyse des opinions publiques, l'Europe est et restera encore longtemps plurielle. Sur ce terrain marqué par les contrastes, es Français cultivent une singularité remarquable: leur forte propension au pessimisme économique, ou peut-être au pessimisme tout court, et leur tentation, depuis une vingtaine d'années, de « broyer du

L'examen attentif et comparé du moral des Européens, la multiplicité des facteurs qui structurent notre exception nationale, la corrélation avec des traits originaux sans lien direct avec la sphère économique, permettent d'élucider la nature profonde de ce phénomène. Le baromètre européen réalisé par ipsos pour la banque Sofinco auprès de consommateurs européens de sept pays (18 000 entretiens réalisés entre décembre 1996 et novembre 1997) montre de très nets mouvements d'optimisme économique: spectaculaires au Royaume-Uni, significatifs en Italie et en Espagne, sélectifs en Allemagne. Ils sont en France restés très marginaux.

A la fin de l'année 1997, la France est le seul de ces pays où une large majorité de consommateurs (61 %) déclarent être pessimistes sur l'évolution de leur niveau de vie. Cette anxiété financière touche particulièrement les personnes âgées de plus de 45 ans et les classes moyennes.

1.000000

٠.

:55

L'exception française prend toute sa dimension lorsqu'on oppose ce constat à la situation de l'opinion allemande : interrogés dans le cadre de la même enquête, une proportion équivalente de consommateurs allemands affirment, a contrario, un sentiment de confiance personnelle dans l'avenir de leur situation finandère, alors que le pays est frappé

Le singulier pessimisme des Français perdure, comme l'espoir trompeur que l'amélioration du moral collectif puisse favoriser le retour de



la croissance

COORDINATION Gérard Courtois

par un niveau de chômage histo-rique. Cette conviction est d'autant plus méritoire qu'elle semble résister à leur vision très inquiête en ce qui concerne l'horizon économique et social du pays. Cette préoccupation pour l'avenir de l'Allemagne, qui pèse lourdement sur l'image de la future monnaie unique, s'est installée dans les années qui ont suivi la réunification allemande, après une période faste, celle des années 80, marquée par des indices

de confiance exceptionnels. En France, l'anticipation négative sur le pouvoir d'achat va de pair avec le pronostic négatif sur l'avenir du pays. Ainsi, près d'un Français sur deux (46 %) cumule les anxiétés, à la fois pour lui-même et pour son pays. Ce pessimisme dédoublé touche 37 % des Italiens, atteint 27 % en Espagne, 32 % outre-Rhin et concerne seulement 19 % de la population en Grande-Bretagne,

Les enquêtes de l'Eurobaromètre, réalisées pour la Commission européenne, situent à 1984 le début de cette déprime française. L'ancienneté du phénomène explique qu'il soit difficile d'inverser la tendance. Depuis plusieurs années, on observe quelques phases significatives d'amélioration du moral des ménages. Jamais pourtant, elles ne se sont inscrites dans la durée. L'absence de cycles stables de confiance économique depuis plus de vingt ans pèse sur le champ de perception des Français. De moins en moins nombreux sont ceux qui, en âge aujourd'hui de travailler, out connu une ère de croissance susceptible d'avoir fait progresser sensiblement leur niveau de vie. Pour de nombreuses générations d'actifs, aujourd'hui la « mémoire de crise » remplace ce qui fut pour leurs aînés « une mémoire de prospérité »...

C'est aussi la frustration de consommation qui semble être au cœur de ce mécanisme. Les Français

LE NIVEAU DE PESSIMISME SUR L'ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE ET DU POUVOIR D'ACHAT DANS LES PROCHAINS MOIS

singularisent encore lorsqu'ils déclarent, dans le baromètre Sofinco, « avoir envie de consommer mais ne pas en avoir les moyens» dans des proportions très supéneures à celles constatées en Allemagne ou en Grande-Bretagne (65 % contre respectivement 49 % et 45 %). Le décalage entre le désir et les moyens progresse en 1997 parmi les catégories où il était déjà élevé: les foyers à revenus modestes ou faibles. Alors qu'en 1997, le moral des foyers modestes a tendance à progresser dans les différents pays européens, celui des Français

Pour comprendre les mécanismes psychologiques qui conduisent les Français à un tel niveau de pessimisme, il faut compléter ce tableau. Même s'il apparaît toujours sensible à la conjoncture électorale par des sursauts ponctuels au lendemain des alternances politiques, l'état d'esprit des consommateurs semble, dans ses tendances lourdes, de plus en plus autonome par rapport au champ politique. La victoire de la gauche française au printemps 1997

n'a pas modifié en profondeur les

réflexes des catégories les plus frap-

pées par la crise. Pour confirmer cette thèse, on notera que les niveaux exceptionnels en Grande-Bretagne du «moral de la nation», mesuré par l'Institut Mori, ont pris leurs racines au printemps 1996, période déjà marquée par l'impopulanté de John Major. Tony Blair remporte les élections du 1ª mai 1997 dans un climat « d'euphorie de consommation » qui l'a précédé et perdure avec lui.

À travers l'analyse des enquêtes européennes de climat social menées par ipsos depuis la fin de l'année 1996, on relève plusieurs traits originaux des humeurs françaises : le lien étroit entre l'auticipation négative de l'avenir économique et la sensibilité aux problèmes d'exclusion et de pauvreté, la propension sans cesse plus elevée des salariés français à « vouioir soutenir un grand mouvement de contestation sociale ». Cette sorte de radicalité hexagonale connaît ces dernières années des expressions sociales marquées et originales en

Europe: puissance protestataire, mouvements venus de tous horizons, presque systématiquement soutenus par l'opinion publique.

De fait, on ne peut ignorer la variable de contexte politique. Les échecs successifs des gouvernants sur le front économique et social, l'incapacité à résoudre le problème majeur du chômage contribuent à fabriquer un état de scepticisme collectif. Il résiste aujourd'hui aux discours politiques raisonnables qui parlent de reprise de la croissance, il facilite l'ancrage politique des forces protestataires. La France est ainsi l'un des rares pays d'Europe où la vision du XXI siècle suscite parmi ses habitants autant ou même plus d'angoisse et d'inquiétude que d'espérance ou de confiance.

Au-delà des réflexes conjoncturels, c'est le sentiment individuel, largement partagé par les classes moyennes, sur l'incapacité de la société française à faire progresser le niveau de vie de génération en génération, qui explique cette attitude. Pour une majorité de Français, elle s'illustre également à travers le sentiment collectif d'appartenir à un ensemble dont le rang est, à terme, menacé, alors que d'autres nations européennes, l'Italie ou l'Espagne par exemple, parviennent à tirer vers le haut le moral de leurs opinions publiques grâce à la perspective visible d'une Europe synonyme, pour elles, de progrès et de renforcement de la puissance nationale. La singularité de l'humeur économique des Français est en réalité un bon indice d'une forte interrogation exprimée au sein d'une société ancienne, complexe, qui exprime plus nettement qu'ailleurs ses besoins de sécurité et de protection face à la nécessité du changement.

Pierre Giacometti est directeur général d'Ipsos Opinion.

L'humeur influence beaucoup la politique, peu l'économie LUSTEURS économistes lation statistique entre les deux définitive, le moral des Français contre seulement 36 % dans le

par John Maynaro Keynes, ont insiste sur l'importance de la psychologie en économie, tant pour expliquer les comportements d'investissement des entrepreneurs que les choix de consommation des ménages. Le moral, tel que l'appréhendent les sondages, est-il une bonne mesure de cet état psychologique des agents économiques ? A ce titre, peut-il servir à prévoir, avec quelques mois d'avance, l'évolution économique générale? Ces questions sont d'autant plus importantes que les médias et de nombreux responsables politiques ont tendance à interpréter les améliorations sondagières du moral de la population comme l'annonce d'un retour de la croissance économique.

En soi, l'idée que « quand le moral va, tout va aller mieux, y compris l'économie » est parfaitement défendable: des consommateurs ayant bon moral augmenteront plus volontiers leurs achats et travailleront avec plus d'ardeur. De même, des chefs d'entreprise optimistes seront certainement prêts à prendre plus d'initiatives, à investir et à embaucher. Cependant, en sens inverse, l'économie dépend de tant d'autres facteurs, notamment exténeurs, que la part intrinsèque du « moral » dans l'activité économique risque d'être insuffisante pour en faire un indicateur avancé réellement

Pour étudier cette question, il faut mettre en parallèle un indicateur économique - ici, le taux de croissance du produit intérieur brut trimestriel à prix constant - et un indicancur du moral des Français. Dans ce dernier cas, on retiendra le pourcentage des « optimistes », c'est-àdhe des personnes qui estiment que «les choses vont en s'améliorant » dans le sondage effectué chaque mois, depuis les années 70, par la

L'observation des deux courbes correspondantes permet de constater qu'il existe un parallélisme général Mais les différences entre certains mouvements de court terme Out parfois très sensibles. La corré-

sur données trimestrielles entre 1976 les évolutions de l'économie. et 1996, sachant que la valeur oscille entre 0 [absence de corrélation] et 1 [correlation parfaite]). De plus, pour que le moral soit un bon instrument de prévision de la croissance économique, il faudrait que ses variations précèdent celles de l'économie. Apparemment, il n'en est rien, puisque la conflation décroît régulièrement lorsque l'on décale la variable « moral » dans le temps (quand on étudie le lien entre le moral en t-1 [t=trimestre] et la croissance en t, puis entre le moral en t - 2 et la croissance en t, etc.). En

SL au heu d'essa

croissance future par le moral actuel, on fait l'inverse - c'est-à-dire expliquer le moral par la croissance passée -, les résultats obtenus sont beaucoup plus satisfaisants. Tout d'abord, quand on applique ce que les économètres appellent des « tests de causalité » aux deux variables qui précèdent (la croissance économique et le moral), il apparaît très nettement que la croissance économique a de bien plus fortes chances d'être la cause du moral plutôt que l'inverse (79 % de chances dans le premier cas,

EN & DES EXPRIMES

MACAUCHE + ÉCOLOGISTES MODERÉE FRONT NATIONAL " DIVERS

Si le moral n'arinonce pas des changements économiques, il pèse fortement sur les comportements politiques. Ainsi, aux législatives de 1997, le vote des Français est étrollement le à leur morel, Parmi les pessimistes, un sur trois a voté pour le Front National, Parmi les plus optimistes, près d'un sur deux pour la majorité sortante. Quant à la gaucha, elle recueille massivement les sufrages de caux qui ont un moral médicore. La note moyenne du moral des Français était à cette date de 43 sur 100. Une note un pau plus elavée, comme d'ésait régulièrement la cas tout au long des crinées 80, aurait suffrà sauser la majorité FPR-UDF.

appropriées, que notre indicateur du moral dépend assez étroitement du rythme de croissance observé, à condition de tenir compte de la structure des décalages. On constate que ceux-ci sont répartis sur quatre trimestres, avec un profil en cloche: 1% de croissance trimestrielle en plus crée 1,3 % d'optimistes en plus en t, puis 1,6 % en t+1, puis 2 % en t+2, puis 1,2 % en t+3. L'indicateur de moral augmentera donc d'un montant total de 6 points de pourcentage au bout d'un an, ce qui est considérable. Et quand on sait que le moral et la popularité du gouvernement sont étroitement liés, on comprend pourquoi les dirigeants politiques souhaitent si ardemment un retour rapide de la croissance et

redoutent tant la récession. Si le moral n'a pas l'effet immédiat sur l'économie, cela ne signifie, pas que, par des canaux un peu plus complexes, son influence ne puisse pas être parfois déterminante sur la politique économique. On sait que, dans une société ouverte sur l'extétieur, où l'information est abondante et se diffuse quasi instantanement, les « anticipations » jouent un rôle décisif. Si les consommateurs ou les chefs d'entreprise n'ont pas confiance, si les mesures prises ne leur paraissent pas crédibles, l'efficacité de l'action économique du gouvernement peut être gravement hypothéquée.

On a pu montrer que les anticipations des agents économiques, au moins dans le cas français, s'appuient plus sur les prévisions officielles des gouvernements lorsque ceux-ci étaient populaires. En période d'impopularité, en revanche, elles ignorent complètement ces prévisions au profit de celles des organismes privés (et des organismes internationaux) ou d'une simple extrapolation des tendances passées. Ce constat a pour conséquence directe qu'un gouvernement qui bénéficie d'un fort appui politique peut agir plus efficacement sur les anticipations économiques, et donc mettre plus facilement en œuvre sa politique économique.

Comme moral et popularité sont celèbres, à commencer variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, variables est d'alleurs très faible (0,11 n'amonce pas à hi seul, et de loin, l'amonce pas à quantitionicer or or al tique économique. Ce lien entre moral, popularité

politique et formation des anticipations est à l'origine d'un curieux paradoxe. En effet, c'est surtout lorsque la situation économique est mauvalse que les gouvernements ont besoin d'agir sur les anticipations. Mais c'est précisément à ce moment-là que le moral de la population est bas et qu'ils sont politiquement impopulaires. Inversement, quand la situation économique est bonne, le moral est élevé, les gouvernements sont généralement populaires et il est facile d'agir sur les anticipations. Mais, parce que la situation est bonne, elle ne nécessitera généralement pas de fortes interventions. En fait, c'est seulement pendant les périodes intermédiaires, ni trop bonnes ni trop mauvaises, que l'on a le plus de chances de rencontrer des gouvernements qui sont à la fois capables d'agir sur les anticipations et qui ont réelle-

ment besoin de le faire. On peut se demander si le pouvoir actuel ne se trouve pas précisément dans une telle situation intermédiaire. Le moral des Français n'est plus aussi élevé qu'il y a quelques mois mais il l'est encore suffisamment pour laisser des marges d'action sur les anticipations.

Jean-Dominique Lafay est professeur à l'université Paris-l = Panthéon-Sorbonne.

Mesurer le moral LES INSTITUTS de sondage mesurent le moral des Français

selon deux axes principaux : la dimension du temps, la dimension individuelle ou collective. Dans le temps, les questions posées peuvent porter sur le passé (« comment les choses ont-elles évolué depuis un an ? »), sur le présent (« comment vont les choses actuellement?») 011 sur l'avenir (« comment les choses vont-elles évoluer dans l'année à venir? »). Sur la dimension individuelle ou collective, les questions porteront soit sur la situation personnelle ou familiale de l'intéressé. soit sur la situation du pays considéré globalement.

En règle générale, les résultats des mesures du moral sont d'autant plus faibles que la mesure est collective et porte sur la situation présente. Par exemple, dans le dernier baromètre BVA, le jugement des Français sur la situation économique actuelle est lourdement négatif puisque l'écart entre réponses positives et réponses négatives est de - 49. A l'inverse, la mesure du moral atteint son plus baut niveau lorsqu'elle porte sur l'évolution de la situation individuelle. Ainsi, selon le dernier baromètre trimestriel d'Ipsos, l'optimisme l'emporte de 8 points sur le pessimisme quand on interroge les Français sur l'évolution de leur niveau de vie personnel dans l'avenir. Pour apprécier le moral et ses effets politiques et économiques, les spécialistes privilégient l'appréciation collective axée sur les anticipations plutôt que les appréciations individuelles ou portant sur la situation passée ou présente.

Pour en savoir plus

• Les indicateurs sociopolitiques aujourd'hui, sous la direction d'Elisabeth Dupoirier et de Jean-Luc Parodi, L'Harmattan, 1997. L'ouvrage passe en revue les différents indicateurs, en particulier l'indicateur d'humeur des Français et les indicateurs d'économie domestique et de

● La politique macroéconomique, Aristomène Varoudakis, Dunod, 1994, est consacré à la question des anticipations et de la politique économique. Sur l'influence respective des prévisions publiques et privées sur les anticipations des ménages, se reporter à l'article de Daniel Goyeau The Impact of Official Forecasts on Private Expectations: The Paradox of Manipulation », European Journal of Political Economy, 1985, vol. 1.

Une hypothèque sur l'euro

on peut.

'EUROPE avance, mais elle peut encore trébucher. En dépit des analyses pessimistes qui avaient cours il y a encore un an, Penro est sur les rails et semble bien parti. D'après les premiers carnets de notes ramassés le 27 février par la Commission de Bruxelles en vue de l'examen de passage du 2 mai, onze pays candidats seront en état de satisfaire, pour 1997, aux critères de convergence de Maastricht. Onre pays - dont l'Italie - pourront donc se doter, ensemble, de la monnaie unique à compter du 1" Janvier 1999. Hélas, un détail peut parfois provoquer le déraillement, même d'un train bien engagé. Aujourd'hui, ia question de la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) pourrait être ce petit caillou.

Les critères de Maastricht (sur les prix, sur le déficit et la dette publics surtout) ont alimenté depuis des mois des débats sans fin dans chacun des pays de l'Union. Ici ou là, ils ont provoqué des spasmes politiques plus ou moins violents (une crise gouvernementale en Italie, une dissolution en France, etc.). Ils ont failli faire renaître de viellies querelles, certains dirigeants européens n'hésitant pas à tenir des propos peu amènes à l'égard de leurs partenaires - les Allemands sur les pays du « Club Med » (Italie, Espagne et Portu-gal) par exemple. L'interpréta-tion des critères (stricte ou en tendance) a aussi donné lieu à moult exégèses.

A deux mois de l'examen final, il s'avère donc que onze pays au moins satisfont grosso modo à ces fameux critères, affichant un

déficit public inférieur ou égal à 3 % de leur production. La reprise économique a facilité l'exercice. Comme le recours par tous - par l'Italie surtout mais par les Allemands aussi - à queiques manipulations budgétaires. C'est surtout la volonté politique qui y a contribué. Pour l'Europe, pour l'euro, mais aussi en vue d'assainir leurs économies, tous les dirigeants européens – même et surtout ceux du Sud - ont adopté une politique de discipline monétaire et budgétaire. Le résultat est là. Quand on veut,

Cet obstacle surmonté, une

nouvelle difficulté naît de la polémique autour de la nomination du président de la Banque centrale européenne. L'affaire peut sembler anodine en apparence. Ce n'est, diront certains, qu'une simple question d'hommes, entre Wim Duisen-berg, le candidat des banquiers centraux, et Jean-Claude Trichet, celui de la France, deux personnalités finalement assez proches. Il n'en est rien. On vient de voir, avec l'échec du rapprochement entre les deux géants de la pharmacie, Glaxo et Smith-Kline, que les plus grandes fusions du monde, même les mieux préparées, peuvent échouer faute d'accord sur un organigramme. Derrière les hommes et au-delà des individus, li peut y avoir des différences de conception, des divergences de fond.

En désignant rapidement le futur patron de la BCE, les Onze doivent lever cette hypothèque, l'une des dernières mais peutêtre l'une des plus dangereuses qui pèse encore sur l'euro.

Le Broude est étité par la SA LE MONDE

Directeur de la rédaction : Edwy Florel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pres Lhomesu, Robert Soie cons augores en la reconcion : pean-res Laurente, reconstructures en chef : learn-Paul Besset, Pierre Georges, Grelisamer, Erik Izrachevicz, Michel Kalman, Bertrand Le Gendre Directeur artistique : Dominique Roynette Résisteure es chef i fectivique : Ecie Azan Secrétaire général de ja rédaction : Alain Fourtneos.

Mediateur: Thomas Ferencel

Directeur exécutif : Eric Platfoux ; directeur délegad : Anne Chaussebourg Conseillet de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel

Consell de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président Adolens directeurs: Hubert Benro-Herry (1944-1969), Jacques Farret (1969-1962). André Laurers (1963-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lenourite (1991-19

Le Monde est édité par la SA Le Monde Le Monde est édite par la SA Le Monde.

Durée de la société : cert ans à compare à 10 décembre 1944.

Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les réclacteurs du Monde ».

Association Hobert Beuve-Méry, Société anouyous des lecteurs du Monde.

La Monde Entreprises, Le Monde (investisseurs).

Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claside Bersard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde Un pétrolier nommé « Saône »

15 200 tonnes Saone a été lancé hier. Lorsque la coque, trainant derrière elle les paquets d'énormes thaines qui freinaient son élan, eut achevé sa glissade et flotta parmi les débris de son ber, les Dunkerquois eurent un sourire de victoire: Saone est pour eux tout un symbole.

Le pétrolier avait été mis en chantier le 30 mai 1939, quinze jours après son sistership Seine, dont la coque couleur de rouille se dresse encore auprès de la cale maintenant vide de Saône. De l'enfer de 1940, les deux bâtiments sortirent à peu près sans dommages. Les Allemands décidèrent de les terminer. Jamais navires ne furent construits avec une aussi déconcertante lenteur : direction et personnel firent si bien tarder les choses qu'en septembre 1944 Seine et Saone attendaient toujours leur

À DUNKERQUE, le pétrolier de lancement. Il faillit bien ne Jamais avoir lieu. Enfermé dans Dunkerque, l'ennemi fit sauter les deux bâtiments avant de se rendre. Les experts se trouvèrent en face de deux coques trouées par une brèche énorme, reposant en porteà-faux sur des cales et des bers à demi écrasés. Les deux navires se virent condamnés à la ferraille. Les ingénieurs, heureusement, ne voulurent pas désespérer et, soulevant grace à des vérins hydrauliques ces coques qui pesaient 6 000 tonnes, reconstituèrent sous elles l'appareil de lancement.

Dunkerque, où Seine rejoindra bientôt, hérésie géographique. Saone dans la mer du Nord, reprend avec une rapidité prodigieuse une des premières places parmi les ports français.

(28 février 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDQC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Après l'Irak, l'Amérique attendue sur Israël

son le monde arabe. Forts de leur incontestable victoire commune sur le régime trakien, les cinq « grands » de l'ONU, et d'abord les Etats Unis. vont-ils se décider à amplifier, ne serait-ce qu'un peu, la pression diplomatique sur l'autre puissance régionale qui viole systématiquement les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies depuis trente ans? Israel, poisque c'est de ce pays qu'il s'agit, sera-t-il encore longtemps autorisé à coloniser chaque jour unpeu plus des territoires militairement occupés sans encourir ne serait-ce qu'une condamnation du Conseil de sécurité?

Et les Arabes, dans leur presse, leurs commentaires et les conversations diplomatiques de citer les principales résolutions restées lettre morte. La 242 d'abord, adoptée par le Conseil de sécurité le 22 novembre 1967 après la deuxième guerre israélo-arabe, qui «soulignait » dès son préambule cette règle d'or internationale de « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre ». La 338 ensuite, votée cinq ans après par le même Conseil au lendemain de la troisième guerre israélo-arabe et qui invitait, le 22 octobre 1973, les parties en cause à « commencer immédiatement l'application de la résolution 242 ». La 425 enfin, tout aussi prétendument « contraignante », votée par le même quintet de puissances le 19 mars 1978 après l'invasion du Liban, et qui invitait ferme-ment Israël « à retirer sans délai ses forces de l'ensemble du territoire libanais ».

DUATRE ANS DE FAUSSE PAIX

Cisjordanie, bande de Gaza, Golan syrien, Liban sud: plusieurs décennies après, l'armée israélienne occupe toujours ces territoires arabes et, à l'exception du demier, continue d'y enraciner tranquillement la présence d'Israel dans l'exploitation et la colonisation. « Où est la justice? », demandent les Arabes. « Rien à voir, répliquent en substance les gouvernements israéliens successifs, nous gardons ces territoires

L'apprenti sorcier par Sajtinac

pour des raisons de sécurité uniquement, » De fait, à partir de l'été 1992, sous la houlette d'Itzhak Rabin et Shimon Pérès, Israel a manifesté sa volonté de restituer au moins une partie de ces territoires à leurs propriétaires en échange de solides garanties de sécurité.

De longues et difficiles tractations se sont engagées entre toutes les parties et ce furent, dans un premier temps, les accords d'Oslo avec les Palestiniens. L'arrivée au pouvoir de Benyamin Nétanyahou et la mise en place du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israel ont tout bouleversé. Depuis deux ans, plus aucune négociation n'a lieu avec la Syrie et le Liban. Depuis deux ans, les accords intérimaires d'Oslo, qui devaient conduire les Palestiniens à prendre, en cinq ans, le contrôle de la majorité de leurs territoires avant de s'engager avec lsrael dans une négociation sur le statut définitif des terres restantes, Jérusalem-Est comprise, ne sont plus appliqués. En deux ans, Benyamin Nétanyahou, violant l'engagement solennellement pris à Washington par le gouvernement précédent de procéder à trois retraits territoriaux supplémentaires avant mars 1998, n'a retiré son armée que du cinquième de la ville arabe d'Hébron, à peine 0,5 % de la Cisjordanie oc-

Quarre ans et demi après la poignée de mains historique de la Maison Blanche entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, celui-ci ne contrôle en propre qu'un peu plus de 6 % des terres palestiniennes conquises en 1967. Moins de 400 kilomètres carrés - un cinquième de l'agglomération parisienne - sur les 6 000 occupés. Encore s'agit-il de territoires morcelés en huit enclaves urbaines séparées les unes des autres par des dizaires de kilomètres de routes et de collines contrôlées par les soldats d'israel, qui appliquent régulièrement des «bouclages de sécurité », lesquels, selon l'Union européenne, « empêchent tout développement économique des Palestiniens ». De fait, en quatre ans de fausse paix, le niveau de vie palestinien moyen,

déjà vingt fois inférieur à celui de l'Israélien moyen, a baissé d'environ 40 %.

«La fenêtre d'opportunité» créée par la guerre du Golfe et l'effondrement de l'URSS, dans laquelle s'était engouffré Itzhak Rabin pour essayer de résoudre dans la sécurité le problème arabe d'Israël, « est en train de se refermer rapidement », constatait le quotidien Haaretz mercredi 25 février. Sur ce point, tous les éditorialistes israéliens, de droite comme de gauche, sont d'accord. L'Amérique, puisqu'il est convenu par les Européens eux-mêmes « qu'elle seule » est en mesure d'obtenir d'Israel le respect de ses propres engagements, va-t-elle tenter d'améliorer sa réputation, bien écornée dans le monde arabe, en accroissant la pression sur Benyamin Nétanyahou?

Depuis l'accord entre Kofi Annan et Saddam Hussein, Yasser Arafat et tous ses alliés arabes le demandent, mais sans trop y croire, Beaucoup, à gauche de l'échiquier politique israélien, le souhaitent ouvertement, « Si elle veut retrouver une crédibilité diplomatique, estime ainsi Shlomo Ben-Ami, l'un des nouveaux « princes » travaillistes, l'Amérique va devoir se montrer aussi décisive avec nous qu'elle l'a été dans l'affaire trakienne. » Nul ne songe évidemment à envoyer la 6º flotte dans les eaux de Tel-Aviv. Même si Benyamin Nétanyahou se plaignait, en janvier à Washington, d'être présenté par la presse internationale comme « le Saddam Hussein de l'Ouest » du Proche Orient, chacun sait bien qu'Israël continuera longtemps d'entretenir avec son allié américain « une relation spéciale et forte » que rien, au fond, ne peut entamer dans un avenir prévisible.

LES ÉTATS-UNES EXCÉDÉS

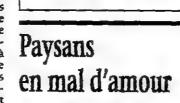
Pour autant, nul n'ignore non plus que, du président Clinton jusqu'aux experts du département d'Etat pour la région en passant par leur bouillante patronne, Madeleine Albright, la diplomatie américaine est excédée par les revirements et les atermoiements de Benyamin Nétanyahou. L'intéressé hi-même ne l'ignore pas. « D'où, selon un ministre très proche de Yasser Arafat, la reprise de contact intervenue mardi à Jéricho entre les négociateurs israéliens et les nôtres sur les questions intérimaires non résolues depuis quatre ans. » Aucune avancée n'a été en-

La tactique de Benyamin Nétanyahou consistant à entamer les négociations finales sur le statut définitif des territoires, sur celui de Jérusalem-Est et sur le sort des trois millions de réfugiés palestiniens extérieurs avec un partenaire le plus faible possible, son idée d'un nouveau « Camp David » a été repoussée par Yasser Arafat comme « un piège grossier ». D'ac-cord pour négocier l'ensemble du problème, dit en substance le chef de l'OLP, mais honorez d'abord vos engagements intérimaires et, notamment, les «trois redéploiements militaires supplémentaires » prévus par les accords signés. « Bibl » refuse.

Il annonce publiquement qu'en « aucun cas » Israel ne concédera, au final, plus de 35 à 36 % de la Cisjordanie aux 2 millions de Palestiniens qui l'habitent aujourd'hui en compagnie de 150 000 colons juifs. Si Yasser Arafat accepte le «Camp David » proposé, et à cette condition seulement, il envisagerait d'ordonner un retrait supplémentaire, et un seul, à concurrence, seion les fuites de la presse locale, de 9 % seulement du territoire. Ce serait le solde de tous comptes intérimaires. Arafat refuse, l'impasse est totale.

Madeleine Albright a elle aussi réclamé, en vain, une «suspension» de la colonisation is-ractienne. On lui prête maintenant l'intention de rendre public un nouveau « plan américain » qui contournerait les accords d'Oslo et obligerait M. Nétanyahou à restituer 13 % supplémentaires de la Cisjordanie à l'Autorité autonome de M. Arafat en échange de l'ouverture, sous la houlette de Washington, des négociations fi-nales. Et notre ministre palestinien de se demander avec ironie : « Est-ce là vraiment tout ce que "la grande Amérique" qui vient de faire plier Saddam peut faire pour nous ? »

Patrice Claude



Suite de la première page

Tout se passe comme si le pays souffrait d'un double décalage : les Français ont du mal à s'habituer aux lois de la mondialisation, les agriculteurs et les néoruraux sont distances par le rythme de la civilisation urbaine.

Autant que par la diminution ra-pide de leur nombre (de 30 000 à 40 000 par an) et par l'influence grandissante des industriels de la transformation et de la grande distribution par rapport aux producteurs, les agriculteurs sont déstabilisés par les procès qui leur sont intentés. L'interminable feuilleton de la vache folle, les affaires de trafic d'anabolisants, la pollution des rivières, des nappes phréatiques et des côtes maritimes bretonnes par les effluents des porcs et des volailles élevés dans des usines comme on produit ailleurs en continu de l'acier ou du papier,

mateurs. Les paysans visés ont d'ailleurs reconnu leur part de responsabilité dans ces dérives. De même ont-ils eu tort, sous la pression des lobbies les plus productivistes, de trop longtemps revendiquer le droit de prélever quasi gratuitement d'énormes quantités d'eau dans des zones vulnérables (Aquitaine, Beauce) pour produire des graines servant elles-mêmes à nourrir essentiellement des animaux, pas toujours de la meilleure qualité, générateurs in fine de pollution des eaux potables.

Le retour du balancier vers une agriculture liée davantage à la qualité qu'au grand négoce, moins gaspilleuse et plus respectueuse de la nature, marque cette volonté de rompre avec un modèle macroéconomique où les «agromanagers > ont supplanté, dans les méthodes et les esprits, les paysans. Il ne s'écoule désormais pas de semaine sans que le Journal officiel ne publie un décret, sigué du premier ministre, annonçant le classement d'un vin, d'un miel ou d'un haricot dans les appellations contrólées.

trouble justifié chez les consom- tinentes, autant d'autres, dans une sorte d'amaigame flattant la mode environnementaliste, sont injustement blessantes. Ce n'est tout de même pas la faute des éleveurs si le lait, à proximité d'incinérateurs d'ordures, est chargé de dioxine! Faut-il jeter la pierre aux cultivateurs de légumes ou de betteraves si leurs terres ont été choisles depuls des lustres comme champs d'épandage des boues urbaines par les sociétés d'épuration ? Doiton rendre responsables les artisans-fermiers du Sud-Ouest si des conserveurs sans scrupules introduisent dans des préparations « à la périgourdine » des foles de vo-

laille israéliens ou hongrois? Mais cette reconquête d'une légitimité sociale et politique serait plus facile si trois conditions au moins étaient réunles. Jadis taboue, la question de la répartition plus équilibrée des généreux soutiens, nationaux et européens, est désormals mise au grand jour et le cours de la réforme irréversible. Quand le revenu d'un éleveur de la Creuse est vingt fois inférieur à celui d'un viticulteur de l'Aube et lorsque perdure un mécanisme eula mise sur le marché de fruits im-matures sans saveur, ont jeté un sées au monde agricole sont per-à la taille des exploitations, il y a là

des anomalies flagrantes que pourtant les chambres d'agriculture et le principal syndicat, la FNSEA, bien que taraudé par plu-sieurs fédérations régionales, re-

fusent de corriger nettement. De même les contribuables seraient-ils en droit d'attendre que les subventions soient au moins en partie fonction du nombre d'emplois - directs, induits ou tempo-raires, publics, privés ou coopératifs - proposés aux jeunes dans les métiers agricoles ou pararuraux. Ce n'est pas le cas aujourd'hul. Troisième condition, et non des moindres: l'appareil syndicaloprofessionnel apparaît divisé en lobbies égoistes, innombrables chapelles, camps et bastions arcboutés sur des avantages acquis. La Confédération paysanne ne manque jamais une occasion de dénoncer le « double langage », «l'hypocrisie» ou «la mascarade » de la FNSEA, il est vrai secouée au sommet par des forces contraires, celles du mouvement et celles du confortable statu quo. Pour se faire aimer quand on devient minoritaire, il vaudrait mieux montrer le front de l'unité.

François Grosrichard

esement komehner

PARE MARKET

STATE OF THE PARTY OF

whether the to the state of 林里 等 等 等 STATE OF THE REAL PROPERTY. To a little way to prince the little way to be a prince the little way to be a prince to be a pr

. شيخ . ٢

. 15 to 5

14 A

13

1.00

11 11 14 14 1₁

1000

surface of the second

21.00

137.4

7,379.8

10.35.25%

1000000

14.2 414

5 19 Sept 19

1 1 1 W. C. C.

100 mg

THE PERSON in high ward the residence CASTERIOR DE DESCRIPTO THE PERSON FOR ME WINDS The party of the p dente de la company de la comp 沙龙山 声音运发 化对流管理区 被关 a part of translation and translation

The property of the party of th dignt, Work and by Char des altes Marie 1 the supplementation of the supplement of the sup Aparites a speciment a to ten new des grades. Contraction and the second to be received with the sea

A BURRIER DU & MONDE »

DITENSE MES COMMENTS ASSETTION OF THE PARTY OF THE P point the role for positions of the second s Ser d'Adrida Santa Come of Party and Party an PROPERTY AND ADDRESS. Charles Cartenant Man 北京市中華 territoria de la compansa del compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa de la compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa de la compansa del compansa del compansa del compansa del compansa de la compansa de la compans compte the at management

Contre le sida : l'ingérence thérapeutique

per Bernard Kouchner

L se prépare un immense massacre. Le virus du sida contamine chaque jour 16 000 personnes dans le morie. Aujourd'hui, 30 millions deprients vivent avec le VIH. Ils sejont 40 millions en l'an 2000, prisque tous dans les pays dému-

attendue sur Israë

a démesure rend ces chiffres altraits. Ils représentent pourtat, un par un, des visages et des cos, entourés de ceux, multiples, quipartagent la souffrance et les anoisses des malades qu'ils ai-

omptez dix habitants dans une grade cité d'Afrique : vous croisez le hemin d'une personne séroposive, Caressez un nouveau-né au Zibabwe : dans plus d'un cas sur dez la mère est mourante. En Zabie, le VIH augmente d'un qurt le taux de mortalité des

le l'Asie, on ne connaît pas tous leschiffres, mais l'épidémie y pred des proportions dramatiges. En Inde, les estimations admeent 5 millions de séropositifs.

Il marée épidémique submerge les ays en voie de développement aloj que le reflux s'amorce en terns plus riches. Nous commenconsà maîtriser le mal chez nous, les Bancs occidentaux, mais la moriva frapper plus loin, à plein comment. Que faire? « Fermer vite la prie », entend-on dans les encentes policées des nations couprtables. Pouvons-nous dresser les herses à nos frontières? « Oine peut faire que de l'information, affirment certains experts. Ceu-là condamnent à mort les paures de la planète.

Ntre égoisme est incohérent. Fatil que la peur nous aveugle, ou que nous ayons la conscience ashupie ? Lutter partout, contre le sie, c'est favoriser, demain, notre deloppement et notre prospéritéCombattre une épidémie liée à larommunication, aux échanges émomiques et au mouvement de hommes exige la mondialisatie des fratemités.

a France propose un projet à l'irope, celle des institutions et suout celle des peuples. A la présience du Comité du développemnt du Parlement européen, nos avons fait accepter, en 1996, als que la trithéraple commenca de transformer le diagnostic dd'affection à VIH, le principe d'ne solidarité thérapeutique. Les de la conférence internationa sur le sida qui s'est terme à Akijan, en décembre 1997, le présient de la République, Jacques Cirac, en a fait l'idée de la France. Arsonmet de Luxembourg, Lione Jospin, avec le président, l'a instite comme une décision europenne.

) sais les doutes et les réticeres. J'entends les ordinateurs deinstitutions internationales: ils costruisent les courbes de coûtefracité, de coût-bénéfice et aures schémas d'opportunité, et

font invariablement tomber le même jugement : hors de la prévention, point de salut écono-

A ces gardiens du temple d'une santé publique gestionnaire, nous répondons main tendue et traitement. Au nom de l'efficacité, bien sûr, mais aussi de l'éthique. Moralement, peut-on se résondre à passer par pertes et profits les 30 millions d'humains que tue le VIH, au seul motif qu'ils sont impécunieux,

mité de pays. Je sais que l'eau est souillée, mais elle permettra quand même d'avaler les comprimés qui sauvent la vie. Et, en phis, on soignera les dysenteries, grâce à notre intervention. Médecins et associations de ces régions, en attente mortelle, crient vers nous.

Est-il acceptable de ne proposer ces traitements qu'à une fraction de ceux qui en ont besoin? Ce souci d'égalité pousserait à ne soigner aucun malade sous prétexte

qu'on ne peut les traiter tous. A

ces critiques abstraites et paraly-

santes, opposons la stratégie de la

brèche, celle qui, peu à peu, per-

met, parfois au prix d'une appa-

rence d'injustice initiale, que se

fassent les évolutions et s'opèrent

les prises de conscience, que

changent les habitudes, et que les

Peut-on se résoudre à passer par pertes et profits les 30 millions d'humains que tue le VIH, au seul motif qu'ils sont impécunieux, peu éduqués et que notre argent serait mieux placé ailleurs?

peu éduqués et que notre argent serait mieux placé ailleurs? Qui osera répondre out et signer son

La priorité, pour matriser cette pandémie, reste la prévention. Nous en connaissons tous l'immense nécessité. Elle passe par l'éducation, par la mise à disposition de moyens pour se préserver de la contamination ; par la réduction des vulnérabilités socioéconomiques et culturelles. Le sida, s'il est parfois cause de la pauvreté, en est aussi la conséquence. Enfin, il faut s'acharner à la recherche sur le vaccin : seul vrai futur remède.

Mais on ne peut se limiter à la névention au nom de l'efficacité. Il est illusoire de penser qu'une politique de prévention puisse donner des résultats si elle ne s'articule pas avec une espérance de salut par le traitement.

Je sais aussi les réticences de chercheurs, de nombreux « experts » et de certaines associations qui venient que les efforts soient maintenus aux mêmes endroits, à leur profit. Cette douteuse prudence ne me convainc pas face aux yeux des enfants squelettiques et aux douleurs des familles décimées. A quoi sert donc la politique si elle n'impose pas une morale et une stratégie de santé publique contre les conservatismes?

Il ne s'agit nullement de rendre ment accessibles pour l'ensemble des personnes touchées dans chaque pays en voie de développement. Nous sommes des utopistes; qu'on ne nous prenne pas pour des idiots! Notre intervention sera progressive. Il faut, bien sûr, tenir compte, en fonction de leur infrastructure de santé, des capacités d'absorption des pays bénéficiaires. L'objectif demeure de renforcer les systèmes de santé de ces pays. Dans un premier temps, le fonds servira à faciliter l'accès aux soins d'un nombre limité de patients, dans un nombre liMédecins sans frontières et de Médecins du monde. De beaux esprits nous critiquaient sous prétexte qu'il ne serait jamais possible de prendre en charge des nécessiteux que dissimulaient les souverainetés d'Etat. Déjà nous répondions : «Et si ce malheureux était ton père? » Cela s'est appelé ingérence. Pas l'ingérence d'une armée, ni le retour du colonialisme, mais celle des techniques salvatrices, au nom du refus de la fatalité et de l'impuissance imposée en dessous d'un certain niveau de PNB. L'ingérence du cœur et des consciences. Il ne s'agit pas d'autre chose dans la création du Fonds de solidarité thérapeutique interna-

S'appuyant d'abord sur les asso-ciations de malades et les médecins du tiers-monde, il convient que la demande de traitement r'impose partout, de plus en plus forte, de plus en plus impérieuse. Que l'on évolue de l'invraisemblable au possible, du possible au faisable, puis à l'accessible. Que Pon passe de l'interdit à Pévident.

Quel mécanisme inventer? Quels fonds créer? Nous avons commencé d'y travailler, avec l'Elysée et Matignon, avec Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, et Charles Josselin, ministre de la coopération, avec

associations, les médecins. Un groupe d'action est en place. Nous avons déterminé cinq axes qui seront méthodiquement et résolument explorés.

Le premier sonhaite inscrire l'accès aux traitements au rang des priorités de l'Union européenne, des grandes institutions (Banque mondiale, FMI, etc.) et des fondations internationales. Le second entend créer les conditions d'une véritable solidarité entre les peuples d'Europe au travers de leurs systèmes de soins et de prise en charge. Pour chaque traitement administré dans les pays riches, une petite fraction sera versée au fond pour une prise en charge ailleurs. Les responsables de la CNAM, chez nous, en ont accepté le principe. Le troisième s'attache à mobiliser les laboratoires pharmaceutiques. Les plus grands y ont répondu positivement. Le quatrième

veut tout faire pour convaincre les grands titulaires de fonds de pensions, les organisateurs des mouvements financiers, les banquiers et les donneurs d'ordres, d'accepter un versement, à titre volontaire, sur chaque transaction bénéficiaire. Le dernier axe s'appuie sur des mécanismes de conversion ou d'annulation de la dette.

Cette idée de la France, demain de l'Europe, est déjà inscrite au

une dynamique commune, qu'à mes yeux les Nations unies sont seules à pouvoir assurer à travers leur programme de coordination ONU-sida que dirige Peter Piot. Il va de soi qu'un indispensable comité de sages veillera sur l'éthique et sur la bonne allocation des fonds. Seuls des projets validés

et suivis recevront de l'argent. Des obstacles considérables se dressent devant nous. Le plus terrible d'entre eux se nomme scepticisme. Une mobilisation politique et militante sera seule en mesure de lever ce doute mortifère.

Faisons de la France l'avocat résolu de cette utopie, de cet idéal : ne pas laisser mourir les plus pauvres. Alors, cette mondialisation tant redoutée, tant décriée, deviendra solidarité. Les victimes réclament un droit d'ingérence thérapeutique. Les innombrables partisans des démarches humanitaires et les combattants du racisme exigent ce sursaut nécessaire. D'innombrables volontaires souhaitent déjà nous rejoindre. Encourageons-les.

Ce combat devrait donner du souffle à l'Europe. Je n'en connais pas l'issue. Il serait intolérable de ne pas l'entreprendre.

Bernard Kouchner est se-

AL COURRIER DU « MONDE »

DIPORTÉ DE PÈRE EN FILS le la nouvelle philosophie à l'histoire reconstituée, il n'y a quim pas, celui de la « nouvelle psychiatrie ». Ainsi, Serge Klars-feld, à force d'obliger les respon-sables français à recomaître leurs responsabilités dans la déportation des juifs, serait devenu fou... A cette aune-là, Je dois confesser que je le suis aussi. Contrairement à l'affirmation d'Alain Finkielkraut (Le Monde du 3 février), on est effectivement déporté de père et de mère en fils, hélas... On l'est même jusqu'à la mort. Le procès Papon arriverait trop tard, mais à qui la faute? Certainement pas à Serge Klarsfeld, qui remue ciel et terre iepuis plus de trente ans pour essayer de faire rendre justice aux rictimes. Ce retard n'est-il pas pluôt imputable aux hommes poliiques qui, depuis cinquante ans, ant occulté cette période et banasé le comportement de l'adminisation et de ses chefs ? Il n'est jatais trop tard pour lever un coin e la chape qui pèse sur l'histoire t ses « détails ». Trop de gens ont acore intérêt au silence et à l'ouli; que de « grands esprits » sient leurs complices est infinitent douloureux pour les rescajs, à en devenir fou...

Armand Guilberg Paris

Défense des Chasseurs L'autre jour, à Paris, ils étaient des milliers et des milliers de chasseurs à manifester. Dans le plus grand calme - détail qui mérite, en effet, d'être souligné - et avec beaucoup de bonhomie. Certes, des banderoles ne faisaient pas mystère du peu de sympathie dont M= Voynet jouit auprès de nos modernes disciples de Nemrod, mais, à la vérité, celle-ci ne l'avait-elle pas un peu cherché? Pour ma part, n'étant pas moi-même un manipulateur de la gâchette, je me sens tout à fait à l'aise pour exprimer un avis. Notamment pour m'étonner de voir un ministre ne tenir aucun compte du point de vue de gens dont le sens civique n'est certainement pas inférieur au sien, et dout le nombre, par ailleurs, dépasse largement le million d'individus. Et même de beaucoup si l'on compte également les pêcheurs, auxquels, en effet, de nouvelles contraintes seront probablement bientôt imposées. [_] N'y aurait-il pas lieu de s'interroger également à propos du ton fortement suffisant, quand il n'était dédaigneux, sur lequel nos chaînes publiques ont cru devoir rendre compte de la manifestation des chasseurs. Bravo l'objectivité l Robert Planchard

(Pyrénées-Atlantiques)



GEODIS Logistics

A global logistics solution

EXTAND

sieurs partenaires, pour relier plus rapidement le nord de l'Europe au sud, sera prolongé en mai jusqu'à Barcelone et Valence. • LA COOPÉRATION entre opérateurs traditionnels est privilégiée

par Louis Gallois, le président de la SNC; tandis que la Commission européenne souhaite ouvrir le transport de marchandises à la concurrence. • UN CORRIDOR concurrent est en cours de

création sur l'axe nord-sud, à l'initiative des chemins de fer allemands, selon un schéma plus conforme aux vues de Bruxelles : n'importe quel opérateur

péage pour l'utilisation des vois. • LES ÉCHANGES de marchandises pr fer (15 % du trafic total) devraient sccroître grâce à ces différentes inia-

La SNCF accélère son développement européen dans le fret

Les chemins de fer français et espagnols s'allient sur un axe nord-sud. Italiens et Belges font tandem pour traverser la France. Le président de la SNCF, Louis Gallois, veut promouvoir une vision coopérative de l'Europe face au libéralisme de la Commission européenne

bourg, l'Italie et la Grande-Bretagne, Louis Gallois rallie l'Espagne à sa vision de l'Europe ferroviaire. Le président de la SNCF a signé, vendredi 27 février, avec Miguel Corsini, son homologue de la RENFE (chemins de fer espagnols) un accord de prolongation du corridor de fret ferroviaire nord-sud jusqu'à Barcelone et Valence. Le corridor existant, qui relie le port belge d'Anvers à Lyon, Turin, Gênes et Gioia Tauro (sud de l'Italie), toauguré le 12 Janvier, aura une branche sud-ouest à partir du 24 mal, en même temps qu'un embranchement vers Marseille.

Dans quelques semaines, un ac-cord définitif devrait être signé l'anglais English Welsh & Scottish Railways, filiale de l'américain Wisconsin (Le Monde du 10 février) pour l'ouverture d'une branche vers la Grande-Bretagne, via le tunnel sous la Manche. Et des extensions vers le port du Havre et vers la froutière

Des péages très faibles sur les corridors français

Claude Martinand, président du Réseau ferré de France, propriétaire des voies depuis la réforme de 1997, a indiqué qu'il envisageait un relèvement des péages sur les chemins de fer français lors d'une audition devant la commission de la production de l'Assemblée nationale, jeudi 26 février, II est, seion lui. « nécessaire de clarifier le niveau des péages, car leur extrême modestie constitue une subvention de fait aux étraneers ».

« Sur les corridors de fret, alors qu'en France le péage d'un train/ kilomètre est de 2 francs, il est respectivement de 6,50 francs aux Pays-Bas, de 18 francs en Italie, de 28,50 en Suisse, de 36 francs en Al-lemagne et de 45,50 francs en Autriche », a-t-il affirmé. Il a, par ailleurs, indiqué qu'« il convient de s'interroger pour savoir si l'utilisateur accepterait de payer des redevances plus substantielles en échange de sillons intéressants ». M. Martinand a estimé qu' « il est certain qu'à une augmentation des péages devrait correspondre un accroissement équivalent de la subvention à la SNCF ».

APRÈS la Belgique, le Luzem-ourg, l'Italie et la Grande-Bre-de l'Est, sont à l'étude. « Nous voulons démontrer que la stratégie de la coopération entre les réseaux de chemins de fer peut être plus efficace et plus rapide que leur simple mise en concurrence pour développer le trafic », explique au Monde M. Gal-

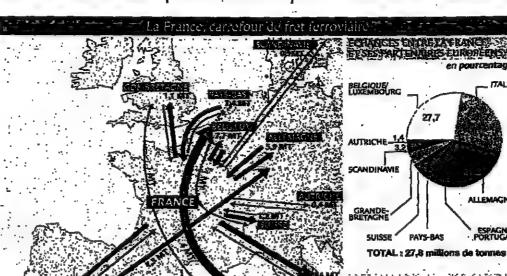
DBUX CONCEPTIONS

Depuis son ouverture, le corridor nord-sud a fait gagner deux heures aux clients du fret sur les 800 kilomètres du parcours entre Anvers et Lyon, grâce à la coordination des horaires de passage entre les chemins de fer associés Les trains roulent désormais à une vitesse moyenne de 65 kilomètres/ heure, en comptant les franchisse ments de frontières et les changements de motrice. Sur les 17 sillons (créneaux horaires) dégagés sur ce nouveau couloir de fret, trois sont déjà occupés quotidiennement. « Il s'agit de nouveaux clients qui utilisent principalement des wagons isolés », explique M. Gallois. Deux conceptions de l'Europe

ferroviaire s'affrontent. La Commission européenne, soudeuse de promouvoir le chemin de fer par rapport au transport routier, voulait, au départ, la création de freeways, axes ferroviaires ouverts à tous les opérateurs. Une compétition censée améliorer le service et faire revenir les marchandises dans les trains.

La Commission a trouvé des alliés dans les chemins de fer allemands, hollandais, autrichiens et ftaliens, ces demiers avant finale ment décidé de railler les deux causes. Ces réseaux ont annoncé. le 5 janvier, la création de leur propre couloir de fret ferroviaire européen nord-sud, ouvert à la concurrence, contratrement à celui auguel participe la SNCF. Ils pourraient être rejoints par le Danemark et la Suède. En théorie, n'importe quelle compagnie peut emprunter ce couloir de fret moyennant le versement de péages aux propriétaires des voies, sans avoir besoin de l'accord des pays traversés, et sans partager les recettes. Mais des problèmes techniques de coordination retardent son démarrage.

La France, qui s'oppose à la vi-sion libérale de Bruxelles, a réussi à prendre de vitesse cette initiative en multipliant les accords fronta-



La SNCF espère profiter de la position géographique de la france pour dévelocoet le transport de marchandises par ter, cut ne représente actualisment que 15 % du tret en Europe

liers. Ses couloirs de fret ne sont pas ouverts aux tiers et sont exploités à partir d'un guichet unique de réservation des sillons situé à Luxembourg, en coopération entre les différents réseaux.

IMPORT/EXPORT ET TRANSIT (MT : en millions de tonnes)

La Commission européenne jugera ces expériences « à l'oune de proche de Nell Kinnock, le commissaire européen chargé des transports. Mais le but recherché sera atteint : l'émulation devrait doper les échanges de marchandises par fer, qui ne représente que 15 % du trafic total. Sur le plan idéologique, la compétition est enpréparons, bien sûr, mais nous pen-sons pouvoir faire mieux en privilégiant la coopération », estime

Même dans le corddor français « coopératif », la concurrence va bientôt être à l'œuvre, Discrètement, les chemins de fer belges et italiens viennent de créer une filiale

commune, Belitalia, chargéide commercialiser les nouveaux tuns sans frontières qui circulernt, entre la Belgique et l'Italie, si le couloir de fret ouvert le 12 janier, alors même que ce comidor æté défini en coopération avedes Français, Cette alliance comierciale belgo-italienne est imprtante, car ces deux pays réaliset à eux seuls 50 % du trafic de trasit européen, grâce aux ports e la mer du Nord et de la Méditra-

La SNCF va-t-elle devo' se contenter de regarder passe ces trains? La directive européune 91-440 est claire : rien ne peut 'opposer au passage d'une alliane de deux compagnies européenes. Certes, la SNCF fournira sur l'territoire français des prestatios de traction et de triage pour les rims de Belitalia. Si M. Gallois y votencore « une application coopitative de la directive », les recttes commerciales ne seront partages qu'entre les réseaux belges clitaliens. « Notre objectif est de refprcer la compétitivité des voies junçaises pour éviter les détournere de trafic », estime M. Gallois qui parie sur le développement dura-fic international. L'an dernic le transit européen à travers la Fince a fait un bond de 13 %, quand itotal du fret progressait de 8,5 %

Christophe Jakubysyn

Redistribution des cartes dans le téléphone espagnol

LA DIRECTION de l'opérateur téléphonique espagnol Telefonica a bien des difficultés à conduire une politique d'alliances cohérente et stable sur le long terme. Jeudi 26 février, le groupe a enregistré la défection de son allié britannique BT, qui a annoncé renoucer à toute coopération avec son homologue espa-

Ce divorce n'est guère surprenant. La direction de Telefonica semble tout Juste avoir été prise de vitesse par celle de BT : elle avait ellemême laissé entendre, ces derniers jours, qu'elle s'apprêtait à renoncer à s'ailier avec le groupe britannique.

Car cette association battait de l'aile depuis novembre 1997, date de l'éclatement du projet de fusion entre BT et l'opérateur américain MCI. Ce dernier s'était laissé convaincre par les arguments financiers déployés par son compatriote WorldCom.

Telefonica avait choisl de se rapprocher de BT-MCI en avril 1997. Notamment parce que, dans ce duo, MCI lui offrait des compléments importants sur les marchés du téléphone en Amérique latine et une ouverture sur les fortes communautés hispanophones installées aux Etats-Unis. Telefonica avait, pour l'occasion, rompu avec le consortium européen Unisource, créé par les opérateurs suédois Tella, néerlandais KPN et suisse Swiss Telecom, deux ans après avoir rejoint ce groupe.

Aujourd'hui, la direction de Telefonica espère pouvoir nouer une alliance avec le nonveau couple MCI-WorldCom, avec toujours à l'esprit l'idée de se développer encore plus sur les marchés hispanophones d'outre-Atlantique. Mais rien n'est encore conclu. Et l'ailiance MCI-WorldCom n'est pas encore ellemême totalement acquise : elle reste soumise à l'aval des différentes autorités américaines de régulation et de contrôle de la concurrence.

MEUTRALISATION

En attendant, Telefonica peut se satisfaire de l'autre décision annoncée par BT le 26 février : le britannique ne sera pas candidat en Espagne pour l'obtention d'une licence nationale de téléphonie fixe, que doit accorder cette année le gouvernement.

Car, pour Telefonica, l'alliance avec BT-MCI

visait aussi à neutraliser le britannique enEspagne. Sur ce marché, BT assure vouloi se concentrer sur les activités de téléphonie 10bile de sa filiale Airtel - le numéro deuxies mobiles en Espagne - et sur les services décommunications pour les entreprises, via 1 filiale BT Telecommunicaciones.

En revanche, France Télécom pourrait len lui, réussir son entrée sur le marché espagol à l'occasion de l'attribution de cette licence eudi 26 février, l'opérateur français a officillement indiqué qu'il déposera une demane à travers la société Lince, créée avec l'opératur de télévision câblée espagnol Cableuropa, ont Il possède la majorité du capital. France Télécom avait échoué une prenère

fois, lors de la privatisation de Retevion. Cette société - l'équivalent espagnol de Hédiffusion de France - a été vendue au grupe d'électricité espagnol Endesa, associé à l'itien Telecom Italia. Premier concurrent de Terfonica, Retevision a démarré ses services finan-

-Manuelles Pages Entreprises do Monde.-La qualité d'une information est-elle proportionnelle à son volume?



tout sure prises Le Monde des entreprises en 6 paqes.

L'industrie de l'or sud-africaine s'enfonce dans la crise

Un nécessaire rattrapage des salaires a coincidé avec la chute des cours

JOHANNESBURG

de notre correspondant Vague de licenciements, menace de grèves, baisse de la production: l'industrie de l'or d'Afrique du Sud, numéro un mondial, s'enfonce dans la crise. Le constat n'est pas nouveau. Mais il donne lieu aujourd'hui à une véritable mobilisation nationale avec la tenue, depuis jeudi 26 février, d'un « sommet de l'or » réunissant syndicats, patronat et gouvernement

Objectif: apaiser le climat de confrontation sociale engendré par les suppressions d'emplois massives décidées dans les sociétés minières. De l'Anglo American à Gold Fields, tous les grands producteurs sudafricains réduisent leurs effectifs pour résister à la concurrence nordaméricaine et australienne, provoquant la colère des syndicats. « Un jour de grève représente 125 millions de pertes de francs. L'industrie ne peut pas se le permettre », affirme Dennis Woolley, analyste minier à la Bourse de Johannesburg. « Nous nous battrons contre chaque licenciement », a prévenu, de son côté, Gwede Mantashe, le responsable du NUM, le puissant syndicat des mineurs, qui regroupe la presque

totalité des salariés du secteur.

L'industrie aurifère - qui représente 20 % des exportations - a perdu 50 000 emplois en 1997 et pourrait encore en supprimer le double selon les estimations du syndicat. L'or ne fait plus travailler que 300 000 personnes contre 500 000 au milieu des années 80 : cette évolution accompagne la baisse de la production inférieure, depuis 1996, à 500 millions de tonnes par an. Les mines sud-africaines fournissent désormais 23 % du total mondial, moitié moins qu'en 1984.

MOLIVEMENT DE CONCENTRATION Parallèlement, les coûts de production, euz, ne cessent d'augmenter. Jusqu'au début des années 80, ils étaient parmi les plus bas au monde. Désormais, c'est l'inverse. Ce phénomène s'explique par l'ancienneté et la profondeur des mines sud-africaines. La plupart, exploitées depuis plus de 50 ans, vont jusqu'à plus de 3 000 mètres sous la surface, ce qui rend l'extraction difficile et coûteuse. L'exploitation de la main d'œuvre noire - gage de compétitivité de l'industrie sud-africaine - a pris fin avec l'abolition du régime de ségrégation raciale. Le salaire de misère des mineurs (à peine moins qualifiés) augmente maintenant à un tythme de 10 % par an. Ajouté à la baisse constante du prix de l'or sur le marché international, le rattrapage des salaires a considérablement réduit la marge bénéficiaire des sociétés sud-africaines. Ces dernières ont lancé un programme de formation et d'incitation au rendement afin d'améliorer la productivité des ouvriers. «Les mines sud-africaines ont toujours connu un problème de rendement. Aujourd'hui, avec la crise, elles sont obligées de réagir en essayant de développer de nouvelles relations avec les mineurs », souligne Dennis Woolley. Sur dix-neuf mines d'or en exploitation, un tiers enregistre des pertes. La valeur de leurs actions à la Bourse de Johannesburg a chuté

de 30 % à 70 % en un an. Pour réduire leurs coûts et séduire de nouveau les investisseurs, les sociétés sud-africaines se sont engagées dans un mouvement de concentration de leurs capitaux et de leurs sites de production. Gold Fields a initié le mouvement, il y a quelques mois, en annonçant la fusion de ses activités aurifères avec le groupe diversifié Gencor pour former Goldco, présenté alors comme 1 000 francs par mois pour les le plus grand producteur d'or du

monde. Mais l'Anglo American pourrait bientôt le détroner Le conglomérat minier a dévoilé son intention de regrouper ses actifs dans le domaine de l'or en une seule compagnie indépendante baptisée Anglogold. La nouvelle société devrait disposer d'un capital de 25 milliards de francs et produire 5,7 millions d'onces par an.

Cette stratégie répond aussi à une voionté de diversification géographique des activités. Confrontées à une production de plus en plus coûteuse dans leur pays, les sociétés sud-africaines cherchent à développer leur présence à l'étranger, « Le projet Anglogold consiste à mettre sur pied un producteur d'or d'envergure internationale, solidement implante en Afrique mais disposant de compé tences et de relais mondiaux », affirmait Ogilvie Thompson, le pré sident de l'Anglo American, et présentant l'opération.

La création de Goldco s'inspire d la même logique : en combinant le avoirs de Gold Fields et de Genco il s'affirme comme un poids lour en Afrique de l'Ouest et dispos d'un programme d'exploration o Amérique du Sud.

Frédéric Chambo

A of the Land

PH #1

15 15 1**3 18 18 18**

42.7

324,000

E 74 / ...

72:1

and the second

es nouveaux inches

Sector Borne AG. THE SPRINGER SHOW Description and Season our boss

THE FLES STORE d teterence mis ge " The Photographic by de support à des " "Futer from Miles

出现RO vante l'atout set

BING Saffe

The fact of the W The All The Cast . the state of the s The state of the s The second second The same of the sa 200 The same of 145 May 145 Ma

fusion géante dans l

THE WERDS TO STATE OF A STATE OF THE STATE O

1 and the second

Section 2 and desired to the section of the section

Les places financières asiatiques affichent des rebonds spectaculaires depuis deux mois

Les hausses des marchés boursiers dépassent souvent 40 %

Le rejet systématique par les investisseurs de tout ce qui était estampilé « Asie » a fait place à régionale, par lesquels la dette des groupes cola recherche, cahoteuse mais réelle, de la vraie

régionale, par lesquels la dette des groupes co-réens faisait plonger la Bourse de Hongkong.

disparaissent. Les marchés obéissent au-jourd'hui davantage aux problèmes locaux qu'à

Le pire est-il passé en Asie? Pour les marchés financiers, la réponse à cette question semble bien aujourd'hui être affirmative. Depuis deux mois, les Bourses asiatiques, comme les monnales de la région. ont réalisé un rétablissement spectaculaire, même s'il fut jalonné de nombreux à-coups. L'indice de référence de Hongkong, le Hang Seng Index a regagné 39 %. La Bourse de Djakarta a bondi de 41 %, celle de Manille de 43 %, et la grande place de Singapour, de 48 %. Mieux : la Bourse de Kuala Lumpur a pris 52 %, tout juste dépassée par celle de Bangkok (54 %) et de Séoul qui affiche une performance de 59 %.

Les monnaies de la région avaient encore perdu pied lors des premières semaines de janvier, sons l'effet de l'aggravation de la crise indonésienne, mais elles semblent, elles aussi, avoir amorcé leur remontée. Depuis fin janvier, le peso philippin a gagné plus de 6 %, le ringgit malais 11 %, la roupie indonésieune 16 %, et le baht thailandais plus de

On est, certes, encore très loin des niveaux de juin 1997, à la veille de la crise qui a ravagé toute la région. Mais qui eût cru, à la mi-janvier, que ce rebond serait si prompt? Certainement pas les analystes locaux, qui, depuis le début de la crise, se sont toujours trompés. Les marchés ne feraient-ils tout de même pas preuve d'un peu trop d'optimisme? Les inquiets ne manquent pas de souligner que le cours des obligations rebondit trop vite, que les faillites d'entreprises étranglées par la hausse des taux d'intérêt se multiplient, et que l'économie récile des pays asiatiques commence seuieINDICE COMPOSITE INDICE HANGSENG DE LA BOURSE DE SEOUL DE LA BOURSE DE HONGKONG

ment à entrer dans la crise. «La consommation locale, l'investissement et même les exportations sont beaucoup plus faibles que ce que les économistes avaient anticipé », observe Christopher Tinker, l'économiste régional de ING Barings Securities. Ce qui amène aujourd'hui les gouvernements locaux comme les économistes des grandes banques à réviser fortement à la baisse leurs prévisions d'activité

pour cette année. Cette prise de conscience générale de la propagation de la crise à l'économie réelle n'a pas empêché un changement de climat sensible sur les marchés. Depuis peu, les mécanismes de contagion régionale. par lesquels la Bourse de Hongkong plongeait parce que les groupes coréens n'étaient plus capables de payer leurs dettes, sont en train de

ORJECTIFS RÉAMENAGES En dépit de l'aggravation de la crise en Indonésie, la Bourse de Manille ne cesse de grimper sous l'afflux de fonds étrangers ; le baht thallandais remonte, tiré par un réaménagement des objectifs fixés par le FMI dans un sens plus réaliste ; et le ringgit malais oscille au gré des déclarations et contre-déclarations des dirigeants locaux sur l'ouverture du capital des entreprises locales aux investissements étrangers. Les monnaies comme les Bourses obeissent à présent davantage aux

problèmes locaux qu'à des mouve-

« En janvier, on craignait le pire des scénarios, bâti sur un moratoire générolisé des dettes indanésiennes et une hyperinflation dans ces économies ». explique Russel Napier, le stratège du Crédit lyonnais Securities Asia à Hongkong. « Puis, diverses mesures de libéralisation adoptées en Corée du Sud, en Thailande, et même en Indonésie ont convaincu les investisseurs que le scénario catastrophe ne se produirait pas, * « Nous sommes passés d'une phase où plus personne ne voulait entendre parler de l'Asie, à une phase où les investisseurs les plus audacieux recherchent les actifs de aualité à bas prix », ajoute Bruno Boussard, trésorier de la BNP à Hongkong.

Du coup, les Bourses retrouvent un certain volume d'échanges pour les plus belles valeurs, dont les cours remontent très vite. Et les marchés des changes, hier totalement asséchés, retrouvent une certaine liquidité, à l'exception de la roupie indonésienne figée par les coups de d'une nouvelle parité fixe avec le dollar Mieux: à Hongkong, Singapour et Taiwan, les entreptises, qui usqu'en Janvier, avaient procédé à des opérations de couverture de leurs recettes et actifs en monnaie locale, dénouent deputs quelques jours leurs positions.

S'il est trop tôt pour diagnostiquer le véritable point de retoumement, une chose est sûre : les marchés out changé de nature. Au rejet systématique de tout ce qui était estampillé « Asie » succède une recherche cahoteuse mais réelle de la vraie valeur des actifs.

Valérie Brunschwig

Les nouveaux indices boursiers européens ont du succès

JEUDI 26 FÉVRIER, les représentants de la produits dérivés d'actions ou de taux. Un mar- du comité exécutif de la Deutsche Börse, justifie SÉF Bourse de Paris, de la Deutsche Börse AG, ché qui pourrait se révéler rapidement lucratif. le procédé par la volonté de créer des instrude la Bourse suisse et de la société américaine Dow Jones & Company ont officiellement lancé la nouvelle gamme d'indices boursiers européens (Le Monde du 12 février). Cotés en continu de 8 heures à 17 h 45, ces demiers ont progressé de 0,5 % en moyenne pour leur première

Deux indices larges, le Dow Jones Stoxx (264,86 points) et le Dow Jones Euro Stoxx (261,6 points), serviront de référence aux gérants de portefeuilles européens. Plus réduits, le Stoxx 50 (3 000,35 points) et l'Euro Stoxx 50 (2 875,61 points) servent déjà de support à des

Dès le premier jour de cotation, dix institutions ments crédibles dans la compétition qui oppose financières françaises et étrangères ont émis les différents indices (Stoxx, Eurotop et MSCI). des produits dérivés sur ces indices réduits. movennant le paiement de licences (le forfait annuel peut dépasser 160 000 écus) à Stoxx limited, la société regroupant les quatres promoteurs des indices Stoxx.

La firme américaine Dow Jones a apporté son savoir-faire centenaire, mais également son réalisme commercial. A ceux qui se sont étonnés de voir les Bourses continentales faire appel à une compagnie américaine pour promouvoir des indices européens. Reto Francioni, membre

De pins, la notorité de Dow Jones est un bon atout pour séduire les investisseurs anglosaxons. Mais le choix des valeurs composant les indices et les éventuelles fatures modifications relèvent de la compétence de l'ensemble des partenaires. La société Stoxx limited assume donc ses choix, même s'il semble surprenant que des groupes teis que Volkswagen, Total ou SAP ne figurent pas dans les indices réduits.

Enguérand Renault

La Pan Am fait de nouveau faillite

PAN AM, la compagnie aérienne américaine créée en 1927 et qui avait fait son retour sur le marché intérieur en septembre 1996 après cinq ans de banqueroute, s'est de nouveau déclarée en faillite jeudi 26 février. Les deux fillales de Pan Am Corp., Pan American World Airways et Pan American Airways, ont cessé toute activité à compter du 27 février. Elles se sont placées sous la protection de la loi sur les faillites, qui empêche les créanciers de réclamer immédiatement leur dû. La maison mère, elle, veut « continuer à chercher des sources extérieures de financement, ou une fusion, afin de tenter de ressusciter la compagnie gérienne dans un avenir proche ».

Le 19 février, la Pan Am avait annoncé qu'elle clouait au sol ses deux derniers gros porteurs Airbus A-300, dans une ultime tentative de réduction de coûts. La compagnie avait également supprimé des vols. Avec ses 1 250 demiers employés, elle assurait 44 vols quotidiens sur 14 destinations aux Etats-Unis et vers Puerto Rico.

RYANAIR: la compagnie aérienne irlandaise ouvrira deux lignes sur la France à partir de l'aéroport londonien de Stansted : une ligne desservira Saint-Etienne à partir du 7 mai, l'autre Carcassonne le 4 juin, Les prix pratiqués seront très bas, a annoncé Ryanair.

■ BRITISH AIRWAYS: la compagnie britannique a été attaquée en justice jeudi 26 février par sa concurrente Easy Jet. Celle-ci enjoint BA de cesser de subventionner indirectement sa nouvelle compagnie à bas tarifs, baptisée Go, en garantissant pour elle, notamment, la location d'appareils pour lui permettre d'obtenir des prix très avanta-

■ SABENA : la compagnie aérienne belge a fortement réduit ses pertes en 1997, ramenées à 2,5 milliards de francs belges, contre 8,8 milliards en 1996. Sabena, dont le chiffre d'affaires a progressé de 16 %, à 72 milliards de francs belges, table sur un retour à la rentabili-

MONDIAL TOURS : le liquidateur judiciaire du voyagiste en faillite a cédé l'hôtel-club Baobab, au Sénégal, au groupe hôtelier Accor, et la marque Rev'vacances au groupe turc Teker, qui contrôle notamment le voyagiste Pacha Tours et est l'un des candidats à la reprise de

Jet Tours, la filiale tourisme d'Air France. RAIL RESTAURATION : le mouvement de grève, lancé mercredi 25 février par les syndicats de la filiale de restauration ferroviaire du groupe Wagonlit dans les gares parisiennes Montparnasse, Lyon, Austerlitz et Saint-Lazare, devait se poursuivre vendredl, les réunions tenues jeudi avec la direction n'ayant pas débouché sur un accord.

■ GIAT INDUSTRIES: le groupe public d'armement investira 110 millions de francs en 1998 pour la réorganisation de son site de Roanne (Loire), spécialisé dans la fabrication du char Leclerc, a annoncé jeudi 26 février la direction du site.

■ DÉLIT D'INITIÉ : le financier américain Michael Milken est parvenu à un accord avec la Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, pour mettre fin au dernier différend qui l'opposait à elle. M. Milken remboursera 286 millions de francs, l'équivalent des commissions touchées pour deux opérations, accrues de 5 millions de

CRÉDIT LYONNAIS : Six Brian Pitman, le président de Lloyds TSB, la plus rentable des banques anglaises, a déclaré dans un entretien au Figuro du vendredi 27 février : « f'almerais bien acheter le Crédit honnais», en précisant toutefois que l'environnement économique et règlementaire français lui paraissait être un obstacle à un tel

projet.

BNP : en achetant 27 % du capital de la Banque du Caire et de Paris, créée en 1977, à la Banque du Caire, établissement nationalisé, la banque française est devenue majoritaire à 77 % dans le capital de sa filiale égyptienne, qui compte six agences.

HOECHST: le chimiste et pharmacien allemand a annoncé vendredi 27 février un bénéfice avant impôts de 3,16 milliards de DM (10.5 milliards de francs), en pet recul par raport à 1996 où Il s'élevait à 5,15 milliards de marks. Le chiffre d'affaires a progressé de 2,3 %, à 52,1 milliards de marks.

L'ORÉAL: le numéro un mondial des cosmétiques a réalisé en 1997 un résultat net consolidé part du groupe de 4,21 milliards de francs, en progression de 12,8 % par rapport à 1996.

METRO: le groupe allemand de distribution va acquérir la chaîne Alikauf, qui réalise 4,7 milliards de marks de chiffre d'affaires et possède 86 hypermarchés, 91 magasins de photo en franchise et 152 agences de voyage.

M TOYS « R » US : le géant américain du jouet change de patron, avant d'annoncer des résultats moins bons que prévus pour 1997. Robert Nakasone, jusqu'ici directeur général, devient PDG à la place de Michael Goldstein, nommé président du conseil d'administration.

ABN-AMRO vante l'atout social de son offre sur le CIC

AMSTERDAM de notre correspondant

Faire preuve de confiance sans donner l'impression de vendre la peau de l'ours. Tel est le délicat exercice auquel s'est livré Jan Kalff, lors de la présentation des résultats de la banque qu'il dirige. Sans être aussi forte que la performance de 1996 (un bénéfice net en hausse de 26,3 %), la croissance du bénéfice net d'ABN-AMRO l'an demier n'en reste pas moins honorable: 16,7 %, à 3,85 milliards de florirs (11,43 milhards de francs), pour un total de bilan en hausse de 39,6 %, à 836,4 milliards. Mais ce n'est pas dans l'explication des chiffres que se présentait la difficulté majeure pour Jan Kalff. Il a du faire preuve d'une

nine s'enfonce dans la cris

grande diplomatie dans le dossier CIC. La première banque nécrlandaise est l'un des cinq candidats à la reprise de la banque française priva-

SEUL CANDIDAT ÉTRANGER Elle est aussi le seul établissement étranger. Le PDG a donc reconnu que le rachat du CIC marquerait une étape importante dans la croissance du groupe. A l'étroit sur son marché intérieur, et confronté à l'arrivée de l'euro, ABN-AMRO se cherche un « second marché domestique ». Premier établissement étranger en France (grâce à de muitiples acquisitions, dont la banque commerciale NSM), mais ne disposant pas encore d'une banque de

détail bien implantée sur le territoire, l'ABN-AMRO voit dans le CIC l'opportunité qu'elle recherche dans

un grand pays d'Europe.

Silencieux sur le montant de son offre, le Néerlandais n'a livré qu'une piste concernant la politique sociale de la banque si elle emportait le CIC. Il considère qu'il s'agit là d'un de ses atouts majeurs. «Au contraire des autres candidats, nous n'avons qu'une vingtaine d'agences en France, ce qui éviterait les doubions. En outre, notre expérience en matière de banque de détail nous incite à penser que nous pouvons réduire partiellement les charges, mais surtout accroître les revenus du CIC. »

Alain Franco

Fusion géante dans les services pétroliers

LES NUMÉROS 2 et 3 mondiaux co-américain Schlumberger du secteur parapétrolier, les américains Halliburton et Dresser, ont annoncé jeudi 26 février leur fusion. L'opération, qui se fera par échange de titres, est estimée à 7,7 milliards de dollars (46 millards de francs). Elle donnera raissance au leader du secteur, qui Simploiera 100 000 personnes dans le monde, aura un chiffre d'af-faire, de 16,3 milliards de dollars et sera doté d'un carnet de commandes de 13 milliards de dol-

Le nouvel ensemble, qui conservera le nom d'Halliburton, ravira la première place au groupe fran-

(10,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires). La transaction a été approuvée par les conseils d'administration des firmes installées toutes deux à Dallas, au Texas. Elle nécessite encore l'accord des actionnaires, mais aussi des autorités américaines et européennes. William E. Bradford, 63 ans, president de Dresser, sera le président du nouveau groupe. La direction générale en reviendra au patron d'Halliburton; Dick Cheney, 57 ans. Les quatorze membres du conseil comprendront neuf représentants d'Halliburton et cinq de

plus de la moitié de ses activités dans le forage pétrolier, le reste se répartissant entre l'ingénierie et la construction (30,6 %) et les équipements (17,8%). Depuis deux ans. Halliburton a renforcé ses positions dans le forage en consacrant I milliard de dollars à l'acquisition de firmes spécialisées dans l'interprétation sismique. Les industriels du secteur profitent depuis plusieurs années de la relance des investissements des compagnies pétrolières dans l'exploration-production.

Union des Assurances Fédérales VIVE PROGRESSION DU RÉSULTAT AVANT IMPÔT

Le Consell d'Administration de l'Union des Assurances Fédérales, réuni le 26 février 1998 sous la présidence de M. Daniel Gonzalez, a examiné l'activité et les résultats du groupe pour l'exercice 1997. Les principales évolutions sont les

en milions de francs	1996	\997	Progression
Chiffire d'affaires	18 892	20 401	8.0%
dont activité vie	17 942	19 375	8.0 %
Actifs gérés	97 421	116 948	20,0 %
Résultat courant avant impôt	1 093	'l 2 81	17,2 %
Résident net courant	702	738	5,1%,

Le résultat consolidé avant impôt s'établit à 1 281 millions de francs, en progression de 17.2 %. Toutefols le résultat net est affecté par les mesures fiscales décidées en juillet 1997, mesures qui ont notamment porté le taux d'impôt de 36,6 % à 41,6 %. De ce fait, le résultat net s'établit à 738 millions de francs, en progression de 5,1 % par rapport au résultat net courant de 1996, et en balsse de 2,9 % par rapport au résultat total qui avait enregistré une plus-value exceptionnelle de

Le résultat des Assurances Fédérales-VIe est de 654 millions de francs, en progression de 5.1 % (+ 16.4 % avant impôt). Celul de La Médicale de France s'écablic à 50 millions de francs et celui d'Afcalla à 30 millions de francs, soir une progression de 1,5 % pour l'activité dommages (+ 21,7 % avant impôt).

Le Consell d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 20 francs par action (+ 5,3 %), assord d'un avoir fiscal de 10 francs : ce dividende représente 32,0 % du bénéfice consolide par action. Après cette distribution et une dotation de 306 millions de francs à la réserve de capitalisation consolidée, les fonds propres du groupe s'élèvent à 5.0 milliards de francs.

Le niveau de maturité atteint par le marché de l'assurance-vie conjugué à la complexification de son environnement fiscal rendent incertaines les perspectives de croissance pour 1998. Toutefois, l'exercice pourrait connaître un nouveau développement des produits en unités de compte soutenu par les marchés financiers, d'aucant plus qu'un contrat rénondant aux conditions fixées pour l'exonération de la taxe de 7,5 % sera commercialisé des le second trimestre. En tout état de cause, même si les sorties devalent retrouver un niveau plus conforme à l'économie des contrats d'assurance-vie, les encours devralent continuer à progresser. Dans ces conditions, dans la mesure où l'érosion attendue des marges est effectivement limitée, il est possible d'envisager une nouvelle progression du résultat de l'activité vie.

UNION DEL AUSURANCES PÉDÉRALES - COTATION AU RM - CODE REUTERS (VAKINA

Les difficultés de Premiere, en Allemagne, ont contribué à alourdir la facture de lancement des nouvelles chaînes comme RTL Klub ou Channel 5. Un an après sa fusion, CLT-UFA se prépare donc à vendre certains actifs, comme Talk Radio, et à nouer de nouvelles alliances capitalistiques

OUAND la fusion a été officiellement ratifiée, le 14 janvier 1997. entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et son homologue allemand UFA, la filiale audiovisuelle de Bertelsmann, ce nouveau leader européen de l'audiovisuel a vu le jour sous de bons auspices. La nouvelle entité, qui représentait une chiffre d'affaires de 16 milliards de francs et rassemblait dix-neuf télévisions et vingt-trois radios dans dix pays, affirmait vouloir dégager, à terme, un bénéfice équivalant à 5 % de son chiffre d'affaires, soit 800 millions de francs. Pourtant, le chemin est long pour y parvenir. Le groupe, qui avait déjà une première fois revu sérieusement ses ambitions financières à la baisse en juin, a annonce, dans la foulée du conseil d'administration du 19 février, un déficit net non audité de 464 millions de francs (contre un bénéfice de 528 millions de francs uniquement pour la CLT, un an plus tôt). Comment cette nouvelle entité, issue de la fusion de deux groupes historiquement profitables, a-t-elle

pu tomber dans le rouge? La direction d'Audiofina, le hoiding de CLT-UFA, explique ce résuitat essentiellement par deux facteurs: d'une part, le démarrage d'opérations nouvelles, comme le lancement de la chaîne RTL Klub en Hongrie, qui s'ajoute au démarrage de Channel 5 - dont CLT-UFA est actionnaire à hauteur de 29 % en Grande-Bretagne et à celui de RTL 7 en Pologne. Autre explication officielle donnée sur le déficit du groupe: le retard pris par la

avec Kirch) en Allemagne. Ce coût est évalué, selon Audiofina, à 144 millions de francs, simplement pour deux mois d'exploitation en 1997. Qui plus est, ce n'est pas la première fois que la CLT a fait les frais d'un lancement avorté de bouquet numérique outre-Rhin. Déjà, en septembre 1996, le groupe avait tiré un trait sur une première aventure, baptisée Club RTL, qui lul avait coûté à la fois quelque 680 millions de francs et la mise en ceuvre d'un premier plan de licen-

La facture prévue pour Premiere en Allemagne est telle que la CLT-UFA vient de procéder à des arbi-

mérique de Premiere (codétenue trages et de céder, pour 395 millions de francs, sa participation de 20 % dans le bouquet numérique TPS en France à deux coactionnaires alliés du bouquet français. Le groupe a reclassé ses parts au sein de sa « famille », M 6 (dont CLT-UFA détient 34 %) et Suez-Lyonnaise des eaux (dont Albert Frère, l'homme fort de la CLT, est l'un des actionnaires incontournables) (Le Monde du 22-23 février). « Cette situation est d'autant plus surréaliste pour Albert Frère que le financier belge hypothèque sa participation directe dans un bouquet numérique qui décoile, TPS en

France, pour rester une nouvelle fois

bloqué en Allemagne, cette fois-ci

dans le bouquet Première, qui n'est pas commercialisé et dont le sort sera tranché le 1º juin prochain par la Commission de Braxelles », résume

CESSIONS D'ACTIES À L'ÉTUDE

Ces dérapages budgétaires inhé-rents aux problèmes de Premiere ne sont pas vraiment du goût d'Albert Frère. Il avait clairement refusé, en décembre dernier, d'avaliser un projet de budget de CLT-UFA pour l'année 1998 qui prévoyait 1,8 milliard de francs de déficit. La perte globale sur 1998 ayant été ramenée à 1,28 milliard de francs, ce budget a finalement pu être adopté à l'unanimité. Rémy Sautter, direc-

teur général de CLT-UFA, ne cache pas qu'il « passe en revue son porte-feuille d'actifs ». Ainsi, la chaîne RTL9, basée en Lorraine, a été repositionnée pour diffuser presque exclusivement des films et de la fiction, ce qui a entraîné à la fin de l'année demière une réduction de près de moitié des effectifs de la société de production RTL TVL. «La recherche de nouveaux partenaires se poursuit », concède le PDG de RTL9, Christophe Chevrier. L'hypothèse d'une cession de la radio anglaise Talk Radio est aussi envisagée. En revanche, les rumeurs récurrentes de cession du pôle radio français (RTL, RTL2 et Fun) sont totalement démenties

par Rémy Sautter. Depuis des mois, des négociations seraient aussi en cours pour tenter de céder les participations dans la chaîne allemande Vox. Sans succès jusqu'à présent. De plus, l'idée de rétrocéder à Disney une participation supplémentaire dans la chaîne thématique Super RTL serait aussi évoquée. L'hypothèse, un temps envisagée, de regrouper toutes les chaînes de rélévision allemandes appartenant au groupe dans un même holding semble bloquée, essentiellement pour des raisons fis-A ce grand Monopoly s'ajoutent

les difficultés inhérentes à chaque fusion. Le rapprochement des deux groupes, le luxembourgeois CLT et l'allemand Bertelsmann, qui ont longtemps été rivaux - quitte à se livrer par tribunaux interposés des batailles homériques pour le contrôle des télévisions allemandes -, prend obligatoirement du temps. Une direction bicéphale en fonction des zones géographiques, si elle permet une émulation, risque aussi de porter en elle des germes de schizophrénie.

Les grandes manceuvres capitalistiques ne sont peut-être pas terminées. A côté de la récente alliance conclue entre AOL, sa maison mère Bertelsmann. Canal Plus et Cegetel (Générale des eaux) pour contrer l'offensive de France Télécom dans le multimédia. l'idée d'un échange capitalistique entre le groupe de Jean-Marie Messier et la CLT-UFA, via Electrafina, séduit toujours certains analystes.

Nicole Vulser

Réduction d'effectifs au sein de la holding d'IP

LA VENTE, par le groupe Havas, de la régie publicitaire IP au groupe CLT-UFA devrait recevoir, dans les jours qui viennent, le feu vert de la Commission de Bruxelles. Pour procéder à cette acquisition, le groupe germano-juxembourgeols doit débourser 860 millions de francs (Le Monde du 4 octobre 1997), et la vente devraît être effective fin mars. D'ores et délà ce transfert de la régie s'est traduit par une réduction d'effectifs au sein de la holding d'IP, Havas Intermédiation. Ayant perdu la gestion de vingt-huit filiales iP dans le monde à la suite de cette transaction, le holding, qui comptaît près d'une cinquantaine de salariés en décembre, ne devrait plus en garder qu'une dizaine fin mars. Des propositions de réintégration au sein d'Havas ont été effectuées dans la mesure du possible. Comme Havas Intermédiation a aussi cédé l'Office spécial de publicité (OSP), régisseur des journaux officiels et des magazines distribués dans les compagnies aériennes à une autre filiale d'Havas, Havas Média Communication, Il lui restera finalement uniquement deux régles. Adways et

« LE RÉSEAU RISQUE D'ÊTRE DÉMANTELÉ »

« Toutes les diversifications menées au niveau international par IP depuis des années pourraient ne pas être gardées. Le réseau risque d'être démantelé », redonte un ancien cadre. Il semble désormals acquis que les régies locales d'IP seront intégrées dans les chaines de télévision du groupe CLT-UFA. De même, il est fort probable que les régles créées dans des pays où la CLT-UFA n'est pas présente puissent être cédées à plus ou moins long terme. C'est en tout cas un scénario sérieusement envisagé pour certains pays de l'Est ou encore pour l'Espagne et le Portugal. Voire en inde ou en Chine.

RTL 9 et de La Cinquième. En radio, domaine dans lequel (P a la charge de la régle du groupe RTL, nous venons également de renouveler notre contrat avec Sud Radio. » A la suite du transfert du pôle presse de la CLT (Télé Star et Top Santé) au groupe britannique Emap, IP France a déjà subi l'an dernier un plan de suppression de 67 postes sur un total de 243. «Il n'est pas prévu de compresser les effectifs dans les régies quand elles seront intégrées dans les chaînes de CLT-UFA », affirme pour sa part Rémy Sautter, directeur général de CLT-UFA.

Renaud Vieljeux, directeur général d'IP

France, se veut confiant: « Même si elle

change d'actionnaire, la régie poursuit sa poli-

tique de développement et vient de signer en

France des nouveaux contrats en télévision

avec Fox Kids et MTV, qui s'ajoutent à ceux de

Les Messageries lyonnaises de presse accentuent leur concurrence avec les NMPP

ISSUES d'une ancienne filiale des Messageries Hachette implantée en zone libre pendant la seconde guerre mondiale, les Messageries lyonnaises de presse (MLP) ont été créées en août 1945. Cette antériorité historique n'empêche pas les Nouvelles Messageries de la presse parisjenne (NMPP), nées en 1947 et contrôlées à 51 % par des coopératives d'éditeurs et à 49 % par Hachette, d'être plus connues que son

Il est vral que le poids respectif de ces deux sociétés de messageries diffère aussi : les NMPP génèrent un chiffre d'affaires vente de plus de 19 milliards de francs, alors que les

MLP ont annoucé, mardi 24 février, un chiffre d'affaires vente de 2,5 milliards de francs, en hausse de 30 % par rapport à l'année précé-

Depuis les années 70, les MLP se sont volontairement consacrées à la distribution des périodiques (les mensuels représentent 41 % des 1320 titres distribués, à côté de bimensuels, trimestriels, etc.), alors que les NMPP, en plus d'un important portefeuille de magazines, distribuent aussi quotidiens et hebdomadaires d'actualité, soit plus de 3 000 journaux, ce qui leur garantit une notoriété sans pareille.

Le succès de la presse magazine

Le Monde

La Semaine de la Presse à l'école

- du 16 au 21 mars 1998 -

Pour suivre l'actualité sur toute

une semaine et mieux comprendre la presse,

Le Monde renouvelle son opération

KIT-PRESSE*

• la NOUVELLE mallette pédagogique sur la presse

Renseignements et commandes:

tel.: 01-42-17-37-64

fax: 01-42-17-21-70

* Offre réservée aux établissements scolaires

20 exemplaires du Monde pendant cinq jours

en France, deuxième pays au monde en matière de création et de consommation de magazines, a toutefois permis aux MLP d'asseoir leur spécificité, en jouant aussi sur leur plus petite taille et leur souplesse: alors que les NMPP emploient par exemple quelque 2 600 salariés, les MLP en ont 343. «La typologie de nos publications et les effets d'échelle nous permettent d'être très compétitijs », souligne Patrick André, président des MLP, qui ne manque pas d'insister sur le fait que les MLP « distribuent chaque année des résul-

tats à ses éditeurs-sociétaires ». La concurrence entre les deux sociétés ne peut que s'accentuer. Comme la plupart des nouveaux titres de presse qui se lancent sont souvent des mensuels, l'attrait des MLP s'en trouve renforcé. D'antant que la bataille tarifaire joue aussi son rôle: ainsl, en 1997, sur 592 nouveaux magazines pris en

compte par les MLP, 510 correspondaient à des lancements mais 82 à des titres périodiques qui avaient décidé de quitter les NIMPP pour rejoindre la bannière des MLP. Un choix fondé en grande partie sur la tarification : Le barème éditeur des MLP est moins élevé de 2 % que celui des NMPP, et ces dernières consentent divers avantages, comme des abattements en matière

DISTRIBUER DES HEBDOMADAIRES Les MLP, qui ont radicalement transformé leur conseil d'administration en Juin 1997 - la piupart des anciens administrateurs ont été remerciés par les éditeurs-actionnaires de la société -, ont décidé de se faire davantage connaître et, le cas échéant, de s'ouvrir à de nouveaux secteurs de presse. Elles continuent à dépendre partiellement des NMPP pour tout ce qui

taires de presse et diffuseurs, mais elles ont conquis leur antonomie en reprenant aux NMPP la diffusion de leurs titres en région parisienne, il y a cinq ans, puis à Paris, il y a deux

Souvent critiquées pour leur logrdeur, les NMPP gardent des atouts décisifs - leur capacité à traiter des gros volumes, leur aspect international, leur système d'information commerciale, etc. -, renforcés par le plan de modernisation lancé par sa direction. Mais les MLP entendent bien continuer à jouer les aiguillons. « En distribuant des encyclopédies qui représentent 17 % des MLP, c'est une manière de vérifier notre capacité à distribuer des hebdomadaires », souligne Patrick André, qui précise cependant ne « pas être en mesure

Yves-Marie Labé

« Psychologies magazine » veut faire émerger un nouveau marché

IL Y A trente et un ans, Jean-Louis Servan-Schreiber lançait le bimensuel L'Expansion. En même temps qu'il transformait en magazine un centre d'intérêt (l'économie au sens large), sujet nouveau pour des lecteurs qui ne disposaient alors que de la rubrique des quotidiens et de rares titres spécialisés en Bourse, patrimoine ou finances, il créait un nouveau marché de presse. Le « créneau » de la presse économique est aujourd'hui occupé par une vingtaine de titres.

En lançant une formule radicalement nouvelle de Psychologies magazine, Jean-Louis Servan-Schreiber aborde son treizième lancement ou relance de journal et souhaite faire émerger un nou-

veau marché. Il a racheté le mensuel il y a un an à la société Loft International, ses propriétaires ayant décidé de céder leurs parts après que leur appartenance à une secte ent été révélée (Le Monde du 20 février 1997). M. Servan-Schreiber juge que, de nos jours, « la psychologie intéresse plus le public que l'écono-mie ; les gens se penchent sur leur existence et veulent être plus heureux », cet appétit « représentant une immense chance pour le jour-

Le but est d'abord d'élargir le lectorat actuel de Psychologies magazine, établi à 640 000 lecteurs, à 70 % féminin, et de porter la diffusion payée de 78 000 exemplaires à 100 000 et les re-

cettes publicitaires de 6 à 10 millions de francs. Le premier numéro de la nouvelle formule dotée d'un logo-titre redessiné a été tiré à 200 000 exemplaires. Débutant par un portrait-entretien avec une personnalité (Emmanuelle Béart), ce mensuel propose désormais un grand dossier d'une vingtaine de pages («Aimer, ça s'apprend » dans le numéro de mars) et diverses rubriques, liées à la santé, à la thérapie, à la psychologie, etc. La pagination a été accrue et le prix est passé de 30 à 25 francs. Le budget promotionnel consacré à cette relance est de l'ordre de 2 millions de

Y.-M. L. subtile ».

DÉPÊCHES M CINEMA: le film de Robert

Guédigulan, Marius et Jeannette, pourra bénéficier des sub ventions liées aux entrées que le film a réalisé en salles (entre 5 et 10 millions de francs) après avoir remboursé celles, blen plus modestes, dont il a bénéficié au titre de la forme originelle de téléfilm (Le Monde daté 4-5 janvier). Produit et destiné à être diffusé par Arte, ce film est sorti directement en salles. Dans la future réforme de l'agrément de production des films, le ministère de la culture a. décidé de créer des passerelles entre les deux types de subven-

■ AUDIOVISUEL: après l'Association de défense des actionnaires minoritaires, la Compaguie générale des eaux a demandé, jeudi 26 février, à la Commission des opérations de Bourse d'ouvrir une enquête sur « les rumeurs et les informations diffusées (...) qui perturbent le marché normal du titre et ne sont pas conformes aux intérêts de ses

actionnaires ». ■ PRESSE: PAssociation des journalistes des médias et de la communication a manifesté sa « stupéfaction » à propos du licenciement d'un de ses membres, Véronique Richebois, journaliste au Figaro, qui couvrait le secteur de la publicité. L'association « s'interroge sur les raisons avancées pour justifier » cette mesure. De plus, François Boissarie, secrétaire général du Syndicat national des journalistes (SNJ), s'est déclaré « indigné d'une mesure de licenciement qui n'a été précédée d'aucun avertissement » et a affirmé que la « direction de la rédaction du Figaro avait été totalement écartée de la procédure ». Selon hui, « dans la communication, des pressions du milieu publicitaire ne s'exercent pas toujours de façon

LIS TAUX

harrion du Matif

11 × 11 12 1

 $\gamma > \beta \ln t$

. ምናፋ

1.14.4.4.4

315

1. 11/1/24

S. 26 58

10.00多种物

· ·- datable

1177 李神孝文、秦

12 %

4.5

CHICAGO WAY

Carolin &

A TOTAL OF A STATE

932

1

27.7%

1 - 2 -

PARIC OBLIGATAIRE

QUESTIONS ORALES SUR RADIO CLASSIQUE

M. Jacques SANTER Président de la Commission européenne Samedi 28 février 1998 de 12 heures à 13 heures

PARIS - ILE-DE-FRANCE 101:1 FM

TOUTES NOS FREQUENCES SUR 3615 RADIO CLASSIQUE 12.23 F. mail

A bute sur le numérique sommables chaines comme

W. ed man

SIOLE

TE DOLLAR était en légère hausse face au mark et au franc, vendredi matin, à respectivement 1,8140 mark et 6,0837 francs et baissait face au lance du gouvernement qui devrait yen à 125,80 yens.

lance du gouvernement qui devrait comprendre des mesures fiscales.

7

CAC 40

CAC-40

de référence light sweet crude, pour livraison la plus rapprochée en avril, a perdu 10 cents à 15,35 dollars jeudi à New York.

MIDCAC

7

■ LE PRIX DU BARIL de pétrole brut ■ WALL STREET a conquis un nou- ■ L'OR a ouvert en hausse vendredi veau sommet terminant sur une hausse de 0,38 % jeudi, grâce à une vague d'achats tardive centrée sur le marché internation nai de Hongkong à 293,80-294,30 dollars l'once, contre 292,70-les valeurs pétrolières et minières.

`)

MILAN

->

MIR 30

LONDRES

¥ FY 100

NEW YORK

¥

DOW JONES

FRANCFORT

7

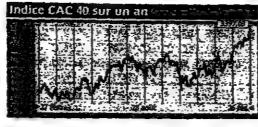
DAX 30

LES PLACES BOURSIÈRES

Paris sur sa lancée

VENDREDI 27 février, la Bourse de Paris continuait sur sa lancée. Les investisseurs semblant vouloir terminer la semaine en beauté malgré la faiblesse du billet vert, en repli à 6,06 francs. Imperturbable, l'indice CAC 40 progressait de 0,41 %, à 3 411,36 points, à la mi-séance. Les volumes étaient toujours aussi importants avec 5.7 milliards de francs de capitaux échangés.

Les valeurs parapétrolières fran-çaises, délaissées depuis l'automne dernier, out brusquement renoué avec la hausse. Le rapprochement des groupes américains Halliburton et Dresser a donné des idées aux investisseurs francais. Les actions Géophysique, Technip et Coffexip ont grimpé respectivement de 7,2 %, 4,7 % et 1,1 % dans l'espoir d'une concentration du secteur. Cette éventuelle opération a naturellement profité à l'action Isis (+4,4%), une holding détenant des participations dans les trois sociétés citées. Par ailleurs, l'action Cap Gemini,



considérée comme chère par les observateurs, a continué sa progression à 694 francs, après avoir brièvement dépassé le cap des 700 francs. Délaissée, l'action Le-

UIF, valeur du jour

grand a reculé de 2,8 %, après une hansse de 4,7 % la veille. Les titres des deux groupes de spiritueux LVMH et Rémy-Cointreau ont

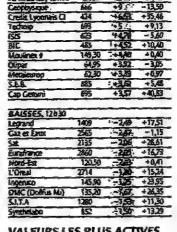
L'ACTION Union immobilière de France (UIF) a enregistré, jeudi 26 février à la Bourse de Paris, la plus forte baisse de la séance sur le marché à règlement mensuel, avec un recul de 7,56 %, à 430 francs, dans un marché d'un peu plus de dix mille titres. L'UIF a publié, jeudi, ses comptes pour l'exercice 1997, qui se soldent par un résultat net de 87,9 millions de francs, en repli sen-sible par rapport aux 191 millions de 1996. Le résultat courant avant impôts est aussi en recul, à 106,6 millions, contre 123 millions en 1996. Depuis le début de l'armée, la valeur a baissé de 1,6 %. Elle avait gagné un peu plus de 3 % l'an demier.

baissé de 1.8 % et 1.7 %.

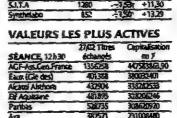


Les valeurs du Dow-tones

nas Kodak Co



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

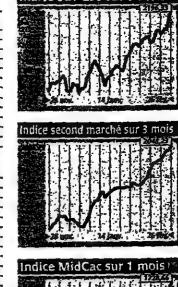


Sélection de valeurs du FT 100

LONDRES









Forte hausse à Tokyo

: 1711-15

LA BOURSE de Tokyo a terminé en hausse de 2% vendredi, dans l'attente du prochain plan de relance du gouvernement qui doit comprendre des mesures fiscales. Le marché a accentué sa progression en fin de séance, même si les investisseurs étaient réticents à trop pousser les cours à la bausse, dans la peur d'une rechute lundi, ont-ils précisé. L'indice Nikkel a gagué 329,97 points pour finir à 16 831,67.

La veille, Wall Street avait conquis un nouveau sommet terminant sur une hausse de 0,38 %, prâce à une vaeue d'achats tardive centrée sur les valeurs pétrolières, minières et la grande distribution. dettes a gagné 32,89 points à 8 490.67. Il a brièvement crevé le plafond des 8 500 points en séance,

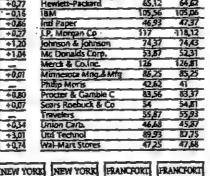
avant de réduire ses gains en clò-ture. L'indice général du Nasdaq, la Bourse électronique sur laquelle sont cotés un grand nombre de titres technologiques, a également affiché son deuxième record consécutif à 1777,15 en hausse de 10,67 points (+ 0,6 %) et le Standard and Poor's 500 a atteint un nouveau sommet à 1048,65 en hausse de 5,75 points (+0,55 %).



1

>

7



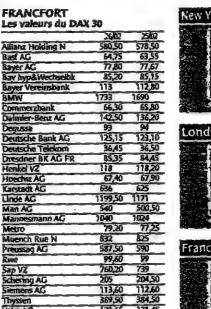
X

Jour le jour

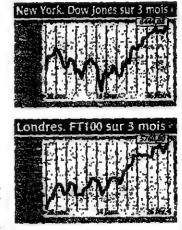
¥

Bunds 10 ans

SALCHAR DAILE	10,51	10700
B.A.T. Industries	6,02	6,08
British Aerospace	18,88	19,20
British Airways	5,63	5,66
British Petroleum	8,21	8,04
British Telecom	80,8	6
8.T.R.	1,59	1,59
Caribury Schweppes	7,51	7,52
Eurotunnel	0,58	0,59
Forte		-
Glavo Wellcome	17,51	17,33
Granada Group PK	9,37	9,22
Great Ic	7,89	7,94
H.S.B.C.	17.56	17.05
Imperial Chemical	31,04	10,78
Legal & Cen. Crp	6,94	7,04
Llayds TSB	9,17	9.31
Marks and Spencer	5.73	5.76
National Westminst	11	10,96
Peninsular Orienta	7,67	7,74
Reuters	6,18	6,18
Shell Transport	4,28	4,18
Tabe and Lyle	5,21	5,19
Zeneca	26,44	26,35



7





3,3526

K

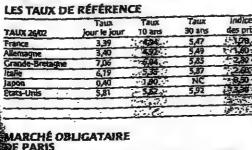
LES TAUX

Progression du Matif LE MARCHE obligataire français a ouvert en hausse, vendredi 27 février. Après quelques minutes de transac-

tions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 12 centièmes, à 104,26 points. Les opérateurs out bien réagi à la publication des déficits publics en France, en Allemage et en Italie, tous conformes aux critères de Maastricht.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à





DE PARIS	_ ·		
MUX DE RENDEMENT	Taux au 26/02	Taux au 25/02	hadice (base 100 fin 97)
Side d'État 3 à 5 ans	4.22	A.21	98,50
Roods of Blat S à 7 ans	3	4,56	100,09
onds of Etat 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonday Etat 10 à 15 ans	5.81	5,77	101,20
onds d'Erat 20 à 30 ans	6.39	6,35	102,67
Americans françaises	5.76	5,73	\$0,107
Fonds of Etat & TIME	- 1,95	7-1,96	98.28
Cods of Etat a TRE	-2,18	-2,15	98,86
Obligat, franc, à TME	-2.20	-105	99,14
Obegat franc a TRE	+0,07	+0.07	100,14

dix ans s'inscrivait à 4,96 %, soit 0,03 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

¥

Bonds 10 ans

La velle, les obligations américaines avaient terminé la séance en baisse, les opérateurs étant déçus que le président de la Réserve fédérale, dans ses deux discours devant le Congrès, n'ait à aucun moment évoqué l'éventualité d'une baisse des taux. Le rendement du titre à 30 ans s'était inscrit à 5,94 % en clôture.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

		Actsat	Vente	ACTUAL	Ven
		2902	26,02	25/12	25
jour le jour		3,3750.	0,40	3,5750	-
mols		3,411	. 3,51	3/12	3,5
3 mois		433	4,17	3,47	35
& mos		350	3,51	3,50	3,6
า ลก		3.72	3,57	3,70	3,8
PIBOR FRANCS					
Pibor Francs 1 int		3,5176.		3,5059	
Pibor France 3 mc		-3,3625	1000	3,50	
Pibor Francs 6 mc		3,6250	-	3,5250	9,0
Pibor Francs 9 ms		3.716A		:3.7185	-
Plbor Francs 12 m	2001	3.7571.		3798	-
PIBOR ECU					
Pibor Ecu 3 mols		4,3433		43438	-
Pibor Ecu é mois		1,3438		4,3436	-
Pibor Ecu 12 mois MATTF		(4.3438	mkus	43488	ocemi
Pibor Ecu 12 mois MATTF	yolane	dernier	phis	pius	premi
Pibor Ecu 12 mols MATIF Échéanois 25/02	yolane		plus haut	pius bas	premi
Pibor Ecu 12 mols MATIF Echéanos 25/02 NOTIONNEL S.S	yolane	dernier		pius	prix
Pibor Ecu 12 mols MATTF Echéances 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98	yolane	demier prix	haut	pius bas	prix
Pibor Ecu 12 mols MATIF Echéances 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98 Juin 98	yolune	dernier prtx	haut 104,38	plus bas	104, 103,
Pibor Ecu 12 mols MATTF Echéances 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98	yokane % 116494 1654	dernier grtx : 101,14	104,38 103,78	pius bas	104, 105,
Pibor Ecu 12 mols MATIF Echéances 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98 Juin 98	yokane % 116494 1654	dernier prix 168,14 108,56 168,54	104,38 109,78 108,54	pius bas 104 103,46 183,54	104, 105, 105,
Pibor Ecu 12 mols MATIF Echianous 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98 July 38 Sept. 98	yokane % 116494 1654	dernier grbx 108,14 108,56 108,54	104,38 108,78 108,54 96,43	pius bas 104 103,46 183,54	104, 103, 103,
Pibor Ecu 12 mols MATTIF Echianous 25/02 NOTIONNEL 5,5 Mars 98 July 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS	yolume % 116494 1654 2 3927 4795	dernier prbx 168,14 103,56 168,54 188,54 1	104,38 103,78 103,54 96,43 96,43	pius bas 108,46 103,54 96,82 96,83	104, 103, 103, 103,
PBor Ecu 12 mols MATIF Echianous 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mary 98 Juin 98 Sept. 98	yolume % 116494 1654 2 3927 4795 2690	dernier prix 103,56 103,56 148,54 196,42 196,42	104,38 108,78 108,54 96,43 96,43 96,24	pius bas 104 103,46 183,54 96,23 96,23	104, 103, 103, 103, 96,
PBor Ecu 12 mols MATIF Echemicus 25/02 NOTIONNEL S.5 Mars 98 Juln 98 Sept. 96 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Juln 98 Sept. 98 Oec. 98	yokume 116494 1654 2 3927 4795 2690 4648	dernier prbx 168,14 103,56 168,54 188,54 1	104,38 103,78 103,54 96,43 96,43	pius bas 108,46 103,54 96,82 96,83	104, 103, 103, 103, 96,
PBOY ECU 12 MOIS MATTIF Echemious 25/02 NOTIONNEL S.3 Mars 98 Julin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Julin 98 Sept. 98 Dec. 98 ECU LONG TERM	yokusee % 116494 1654 2 3927 4775 2890 4645	dernier prix 168,14 168,56 188,54 186,52 186,53 186,53 186,53	104,38 109,78 109,54 109,54 96,43 96,35 96,35 96,35	plus bas 104 103,46 123,54 96,32 96,33 96,33 96,53	96, 96,
PBor Ecu 12 mols MATIF Echéanoss 25/02 NOTIONNEL 5,3 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 Mars 98 Juin 98 Sept. 98 Oéc. 98 ECU LONG TERM Mars 98	yokume 116494 1654 2 3927 4795 2690 4648	demier prix 103.11 103.55 103.54 105.54 105.54 105.54 105.54 105.65 105.	104,38 108,78 108,54 96,43 96,43 96,24	pius bas 104 103,46 183,54 96,23 96,23	premi prbx 104, 103, 103, 103, 103, 103, 103, 103, 103
PBOY ECU 12 MOIS MATTIF Echemious 25/02 NOTIONNEL S.3 Mars 98 Julin 98 Sept. 98 PIBOR 3 MOIS Mars 98 Julin 98 Sept. 98 Dec. 98 ECU LONG TERM	yokusee % 116494 1654 2 3927 4775 2890 4645	dernier prix 168,14 168,56 188,54 186,52 186,53 186,53 186,53	104,38 109,78 109,54 109,54 96,43 96,35 96,35 96,35	plus bas 104 103,46 123,54 96,32 96,33 96,33 96,53	96, 96,

Recul du dollar

L'OR

Or fin (en lingot) Once d'Or Londres Pièce française(20f) Pièce suisse (20f) Pièce Union lat(20f) Pièce 20 dollars us Pièce 10 dollars us

Pièce 50 pesos mex.

LE PETR

LES MONNAIES

LE DOLLAR s'inscrivait en légère baisse, vendredi ma-tin 27 février, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,8110 mark et 6,0755 francs.

La veille, Edgar Meister, membre du conseil de la Bundesbank, avait estimé qu'un dollar compris entre 1,76 et 1,84 mark mettait l'économie allemande « à l'aise ». Son collègue Ernst Weiteke avait pour sa part estimé qu'un

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS Danemark (100 kn Iriande (1 iep) Gde-Bretagne (1 i Grece (100 drach) Suède (100 lors) Suisse (100 F) Norwège (100 k)

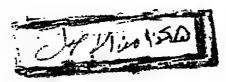
dollar autour de 1,80 mark, son niveau approximatif depuis un mois, n'avait rien d'inquiérant. Le billet vert reculait encore de façon plus sensible vendredi matin, face à la monnaie japonaise, à 126,52

yens. La devise nippone était soutenue par les espoirs de plan de relance économique dans l'archipel. Le franc était stable, vendredi matin, face à la mounale allemande, à 3,3532 francs pour un deutschemark.

FRANCFORT: USD/DM MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES Lire ital. (1000) Livre sterling Peseta (100) TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES DEVISES

		LES MA	rier	ES F
DUIS 26/02	cours 25/02	INDICES		
57500	57800		27/02	26/02
57900	58500	Dow-Jones comptant	129,90	der " mat"
292,25	293	Dow-Jones à terme	140,60	140,66
333	333	CRB	225,19	225,6
335	333			W
337	337	METAUX (Londres)		Mars/tonn
		Cuivre comptant	1606,50	1653,7
2600	2520	Culivre à 3 mois	1678	P4767
1450	1450	Alominium comptant	1418,25	*1427.25
2150	2155	Aluminium à 3 mois	1450	*"T#U53
		Piomb comptant	497,25	235,50
		Plomb à 3 mois	547	₹1548
OI E		Etain comptant	5252,50	5245
OLE		Etrain à 2 mais	5280	2510.

PF	REMIÈRES	5	
	METAUX (New-York)		\$/once
	Argent à terme	633,20	. 690.70
	Platine à terme		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
<u> </u>	Palladium		the solution
3	GRAINES, DENREES		\$/boissesu
•	Blé (Chicago)	318,75	321,50,
90	Mais (Chicago)	263,75	262.25
5	Grain, soja (Chicago)	654,50	549.75
	Tourt sola (Chicago)	177	174.90
5	GRAINES, DENREES	(کوہطانعے)	£/tonne
	P. de terre (Londres)		
0	Orge (Londres)	74	74,50
	SOFTS		\$/tonne
	Cacao (New-York)	1558	1 प्रस्
	Care (Londres)	1772	1753 TE
-	Sucre blanc (Paris)	270,50	268250
20	OLEAGINEUX, AGRU		cents/torme
10	Coton (New-York)	64	- 64
_	Jus d'orange (New-Yor	k) 99,10	******



22 / LE MONDE / SAMEDI 28 FÉVRIER 1998 • FINANCES ET MARCHÉS 254 3761 1213 1519 651 248 295,90 2764 1211 845 60 14,20 257 3800 1218 1560 643 + 1,18 + 2,67 + 0,41 9050 1199 855 8230 14,10 528 417 188 378 1354 1048 - 1,48 - + 1,18 1 + 3,63 1 - 0,70 - 1,04 LYMH Moes Hen. 576 408,90 189,70 Kingfisher plc #.... Matsushita #..... + 0.77 + 1.98 REGLEMENT 316,70 772 46,20 403 720 - 0,89 - 0,39 + 2,57 Mc Donald's # Merck and Co # . Mitsubishi Corp. Dassauk Electro ... MENSUEL + 0,60 - 1,30 - 0,32 PARIS 295 908 52 750 135,20 **VENDREDI 27 FÉVRIER** Moulmes #... Mobil Corporat. Elf Gabon. Morgan (.P. # .. +0,38% 720 10550 73,40 612 270 2077 51,50 784 137,50 Nord-Est, Liquidation: 24 mars Dev.R.N-P.Cal Li 4 Nestle SA Non- # 78,40 670 2070 2080 259 676 1085 61,95 CAC 40: - 0,51 Taux de report : 3,88 DMC (Dollins Mi) - 1,57 Nokia A Norsk Hydro # 3409,82 Cours relevés à 12 h 30 + 0,14 168 923 1440 334 669 234 1084 1873 1733 543 250 168 952 1430 330 682 255 1085 1822 1720 540 2860 + 3,14 Petrofina # ... **VALEURS** 255,90 475 71,55 509 325,70 311,45 79,80 327,70 1114 460,90 476,40 43,10 377 547 29,80 26,70 394 539 25,70 394 539 26,70 394 161,10 précèd. cours FRANÇAISES (1) Philips N.V e... + 1.94 + 0.39 + 0.09 Placer Dome Inc II Proces Gamble 4 ... Quilvest Randiontein F...... Rio Tinto PLC # B.N.P. (T.P) - 0,40 \$66 \$024 \$29 \$70 2596 665 186 208,58 928 2014 2529 1285 • 0,39 • 0,03 • 0,39 Phone Poulenc(T.P)
Saint Gobain(T.P.)
Thomson S.A (T.P) ssdor IntLADP + 0.78 Royal Dutch # Euratrance... Publicis a ... - 0,28 + 0,57 Accor._____ACF-Ass.Gen.France___ VALEURS ÉTRANGÈRES Cours Demiers 330 953 783 968 598 968 590 416 455 580 374 671 2636 523 342,30 SGS Thomson Micro. --Europe 1 .. COURT (1) + 8,64 + 3,19 Finaliac SA... Finestel...... Fives-Lille... ~ 0,79 ~ 0,27 • 1,65 ~ 0,37 Rhone Poulenc A. Rochette (La) _____ Rue Imperialet Ly) _____ Sade (Ny) _____ ABN Amro HoLt. 1973 940 542 255,10 247 16,50 - 0,52 + 1,69 - 0,31 Adecto S.A..... Adidas AG # ... France Telecom Fromagenes Bel..... Galeries Lafayette ... 27.0 27.69 393.78 393.78 54Z 256.50 3985 163.90 124 + 0,68 - 1,25 - 0,13 3745 849 482 100 2135 Bazar Hot. Vill American Express - 0,59 + 4,52 - 0,34 + 1,05 - 0,11 + 1,35 - 0,11 - 3,32 + 3,37 - 0,07 + 2,24 + 1,78 + 1,09 + 1,73 + 5,98 + 2,09 Toshiba ∉__ Unilever act. Div. 4
United Technol. 1
Vaal Reefs 1 CAN OLD SOU Gascogne (B) ... Gaurnont #..... Caz et Eaur • 1,56 - 2,47 + 1,01 376 278 111 278 261,30 322 365,50 482 121,50 Volkswagen A.G # _____ Volks (act.B) # _____ Golfore Techno... Bongrain 518 376 313,20 635 376 265 79 + 0.58 + 3,24 + 1,23 - 0,91 - 0,37 + 9 - 0,18 + 0,44 + 0,44 + 1,40 + 1,79 + 0,66 - 0,57 + 3,62 + 0,26 + 1,72 + 1,93 - 0,18 Bayer I

Crown Cork ord.I

Crown Cork PF CV0

Daimler Benz I

De Beers I

Deutsche Bank I + 0.85 + 0.64 + 3.57 - 0,73 Groupe Andre S.A. 1250 693 1880 3649 364,10 261,20 820 Carbone Lorraine - 0,10 Guyenne Gascogne...... Hachette Fili.Med. 417,20 62,30 285,10 38 363 394,50 1,32 12,05 182.20 18425 . 941 . 427 1280 • 2,0° • 1,14 • 0,43 - 0,22 Havas Advertising. - 0.37 Draefontein # ... Du Pont Nemours # Eastman Kodak # + 2,02 1300 119,80 917 3925 401,50 225,80 226 478 471 792 865 660 206 652 430 224,10 650 826 + 3,19 - 2,33 119,30 Sios Rossignol...... Societe Generale... Sodexho Alliance... Cegid (Ly)... 860 34,29 • 1,25 - 1,75 923 1916 200.90 236.90 257.18 470.90 East Rand #...... Echo Bay Mines # - 0,72 infogrames Enter..... + 1,18 - 1,38 + 1,03 - 1,21 - 0,95 2570 355 780 729 312 215 578 443,39 525 968 14 3550 **ABRÉVIATIONS** 480 281,70 336,50 28,45 10,20 Sogepare (Fin). 251 251 254 1045 500 500 500 20 20 25,20 24,30 Евесугужих ₹... - 0,62 - 0,24 + 0,48 Ericsson # ... B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M Ny = Nancy; Ns = Nances. Ford Motor I
Freegold II
Genor act.regr...
General Elect. II...
General Motors II.
Ge Belgique I + 4,70 + 0,51 - 0,21 + 2,51 + 2,65 Cipe France (Ly) # ____ Strafor Facon. 1 ou 2 = catégories de cotation - sans Indication catégorie 3; III coupon détaché; • droit détaché. - 0,21 + 0,23 + 1,52 - 0,80 + 3,51 + 1,70 - 2,49 - 0,11 + 0,34 + 0,08 + 1,13 + 0,20 - 1,40 + 1,54 Suez Lyondes Ear.... 469,50 414,50 717 28,40 18,80 45,60 226 640 109 DERNIÈRE COLONNE (1): Technip Thomson-CSF... Total 296,60 658 440 271,50 653 + 5,63 + 6,38 - 0,87 + 4,64 + 0,15 Harrson PLC reg.... Harrsony Gold 1 Hitachi 9 Lundi daté mandi : % variation 33/12 Mardi daté mercredi : montant du coupon Mercredi daté jeudi : palement demier coupon jeudi daté vendredi : compensation 40 100 100 50 108 + 0,29 + 0,92 + 3,45 3199 Comptairs Mod. .. + 0,31 + 0,05 + 6,53 474,50 95,95 398 476 96 424 Legrand ADP . Legris indust. + 0.35 118 355 420 911 252 287 1975 537 317,50 OAT TMB 87/79 CAI OAT 5,125% 89-99 J...... OAT 6,50% 90/00 CAI 0,365 | 4,300 | 7,941 | 2,605 | 7,699 | 0,456 1 0,164 | 4,562 4 4,562 4 1,027 | 7,289 | 104,84 105,50 102,70 112,25 100,70 115,90 109,45 113,95 117,07 136,77 141,65 Champex (Ny)..... CIC Un.Euro.CIP. Optorg _____ Palsel-Manmont_ COMPTANT OAT 85/00 TRA CAA...... OAT 10%5/85-00 CAA..... 2700 1305 529 496 776 3090 1390 42,50 35 280 265,50 14 EME ANNEE CONSECUTIVE CLT.R.A.M.(B) Eza.Clairefor Une sélection Cours relevés à 12 h 30 ; DE CROISSANCE DU BÉNÉFICE NET VENDREDI 27 FÉVRIER GAT 89-01 THE CAN Continental Ass.Ly. Paris Orleans OAT 10% 90-01 ecu. + 16,7 % OAT 7,5%7/86-01 CAs..... OAT 8,5% 91-02 ecu...... OBLIGATIONS Eaux Bassin Victor. OAT 8,5% 87-02 CA#____ OAT 8,50% 89-19 #____ OAT 8,50% 89-23 CA#____ Ent.Mag. Parls... Fichet Bauche ... 2,959 4,858 106,55 CEPME 9% 89-99 CAL-CEPME 9% 92-06 TSR 6,263 0,718 0,518 1,644 9,941 6,827 Finalens F.I.P.P. SNCF 8,8% 87-94CA. 122,25 122,20 108,65 Nos Résultats 1997 Suez Lyon-Eaux 90 ... CFD 8.6% 92-05 CB..... Fonciere (Cle) 750 810 CLF 8,9% 88-00 CAP..... 109,58 1555 1057 1220 300 956 705 60 352 Gaillard (M)
di Chvaudan-Lavirotts
Grd Bazar Lyon(Ly) CNA 9% 4/92-07. CRH 8,6% 92/94-03. CRH 8,5% 10/87-658 1385. 7050 1220 7,4% 1 5,843 o ACTIONS FRANÇAISES France S.A. Cours Demlers http://www.ccf.fr From Paul Renard précéd. COUFS 104,20 108,20 119,25 8,A77 299,10 199 715 60 359 380 2001 361 644 547 299,30 EDF 8,6% 88-89 CA1 ____ EDF 8,6% 92-04 *____ 49 -602 650 Arbei ... G.T.J (Transport). 636 219 1000 110 Hotels Deadville...... Immerablityon (Ly).... LiBouillet (Ly)...... 2416 T Bains C.Monaco Finansder 9%91-06# 127.60 4,416 0,848 : 5,957 1,965 I 6,559 Finanso.8,6%92-028...... Floral9,75% 90-998 113,92 107,65 100,25 Boue Transatianti ... B.N.P.Interconi..... 219 939 110 L'EPFICACITÉ DISCRETE Monoprix...... Metal Deploye... D'UNE GRANDE BANQUE OAT 9/85-98 TRA_____ OAT 9,30%88-98 CAA Bidermann Inti-5,40 1100 58 650 235 214 854 128,50 Cardif SA.... ,1165 ,90 450 Gautier France ... Gel 2000 275 42 394 1-39 274,50 42 394,90 1447 26 273,90 260 164 174 175 183 173,90 Paul Predault 139 SECOND **NOUVEAU MARCHÉ HORS-COTE** GEODIS #_____ CFP1 P P.C.W. 89,10 Change Bourse (M) 234,80 215,10 Petit Boy s.... Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 MARCHE Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 250,10 250,10 163 215 467 721 186,50 Girodez (Ly) 9_____ * Phyto-Livrac # **VENDREDI 27 FÉVRIER** VENDREDI 27 FÉVRIER GLM S.A. Une sélection Cours relevés à 12h30 Comp.Euro.Tele-CET.... Pouloulat Ets (Ns) 218 720 1150 275 99 553 Gpe Guillin # Ly. **VENDREDI 27 FÉVRIER** kindy #..... 709 ' 1159-Cours précéd. Demiers cours Cours précéd. Demiers Robertet #_____ **VALEURS** VALEURS CA His Normania. COUTS Derniers cours Cours précéd. CA Pans IDF.... Hertnes internal 1 ----VALEUR5 Appligene Oncor. 350 160 835 25,30 850 160 165 25,30 929 235 166 355 125 492 9 ICST Croupe # 47 669 8,10 365 920 83 8,10 BVRP..... 231 167,50 389,20 134 ICOM informatique 440,50 150 2662 402,50 2100 206 750 595 150,30 440.20 Int. Computer a..... 338,50 415 620 605 32,50 384 488,70 887 650 224 64 7-20 651 Altran Techno. 4..... 61.35 61,50 675 860 591 36,85 70 232 130,19, 91,50 766 815 .505 8,50 173,10 725 181 663 366,40 113,70 1249 723 161 500 560 Arkoprasmas 33a Montaignes P Cest. 9 2160 Ma-Metropole TV Deventors (Ly)

Ducros Serv. Rapide

Emin-Ley der (Ly) Guyanor action 6 sent-France..... 6690 966,90 115,58 1285 730 165 500 545 **ABRÉVIATIONS** Thermador Hol. #____ Trouvey Cauvin # ____ Bque Picardie (Li) B = Bordestut; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseife; 102.10 Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 589 555 771 751 752 752 752 753 United Calving Europ. Erarally L.... > TMENTE:

1 ou 2 = Catégories de cotation - sans indication
- catégorie 3; ◆ cours précédent: ₩ coupon
détaché; ◆ droit détaché; o ≈ offert;
d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande
réduite; ↓ contrat d'animation. Expand sa____ MGI Counter # 1620 714 4)7 722,16 223 Faredry 4 Vimorn et Cie I Booke Lyl 895 199 19 420 5,70 200 19,50 419,90 5,76 Monneret louet Ly* Naf-Naf # 416,10 Naf-Naf #_____ Norbert Denzes.#___ NSC Groupe Nv _____ RZ1 Santé.... Assur.Bq Populaire..... Stelas ... Prevoyance Ecur. D _____ Sensipremiere C _____ 139.26 CIC BRED BANQUE POPULAIRE Cred.Mut.Ep.| _____ Cred.Mut.Ep.Monde ..._ Cred.Mut.Ep.Oblig. ____ Cred.Mut.Ep.Quatre ___ 1292e 24,6514 7932.80 Revenus Trimestr. D 1866.26 Solstice D 1910.74 N660.75 23332,80 1917,58 1948,95 1102,37 5368,03 225,60 2384,01 283,00 CIC PARIS . . SICAV et FCP Fonds communs de placements Econ Cappernere C 125057 Econ Sécungremère C 125151 1053,56. 1703,75 435,76 1793,19 94253.65 1093.96 No. 1238420 12239*5*7 Une selection 1729.31 440.27 1846,99 19140,66 4135,51 1234.33 237,51 Fonds communs de placements CM Option Modération 108 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Cours de clôture le 26 février CDC-GESTION OX. Émission Frais incl. Rachat 10040.26 4074.39 1216,09 162,94 **VALEURS** Mensuelos Asic 2000 Sautt-Honore Capital 20149 58
Schlonore March, Erner. 713,26
Schlonore March, Erner. 655,73 CRÉDIT AGRICOLE Actimonétaire C., Actimonétaire D., Cadence 1 D., SADVE CASS GO CHADE Amplia Ampria Amur Amerique Amur Asie 38662 Obligic Mondul.... 30630,39 1071.98 Livret Bourse Inv. D PEA 🔸 560.84 20839,90 682,55 627,49 F60,70 1990,25 SE2 CREDIT LYONINAIS
9657033 9657033 Euro Soldante 14
2071,84 Lon 2000 C 1719,74
11599,72 12191924 121919.24 Nord Sud Develop, D. \$ 2669.96 Nord Sud Develop, D. \$ 2522,77 2664,57 2\$17,75 36.56 Cadence 2 D... 210.03 91.15 St-Honoré Pacifique..... AGIPI 174,16 1-18,58 Agusi Ambition (Asa)..... 146,59 MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC Capimonetaire C.... 417,44 376,65 9627,64 Aşışıı Assınısı (Assı)....... 137,57 Patrimoine Retraite C
Patrimoine Retraite D LEGAL & GENERAL BANK 9570933 31348 3167,53 1214974 FINCEST.... Sogeoblig C/D ... 370,56 2459,12 304,74 2459,12 1401,24 17435,75 9510 32 7799,94 807,90 2554,41 2025,77 229,62 260,38 260,38 260,38 260,38 7672,89 824,06 2401,50 2273,28 Sinay Associations C......... 17435,75 16312,69 11310,93 10719,41 Indicia... Interselection France D., 16312,69 11310,93 BANQUES POPULAIRES 1660.33 1187.66 2025.67 Lion-Associations D...... S.C. France opport. C..... S.C. France opport. D.... 1894,15 CDC TRESCO 1235,17 2094,81 11509,72 567,65 5-6,92 ::509.72 Monej D ... 10719.41 577.20 553,17 2430.16 Obláce C 2299.92 2088.04 305,28 2735,01 1739,79 Lion Court Terme C Lion Court Terme D 26925,45 25721,61 26925,45 Suggenfrance C. Sogenfrance D ... Sogepargite D ... Sogenare C Fonsicav C...... Mutual, depoits Sicas C... 20046,13 19680,81 20)46,13 1972) AT Oraction...... Resenu-Vert... 1456,35 1203,55 1450,10 LionPlus C.... 1644,90 1569,07 LA POSTE 19661,75 1612,65 DRE 115,26 Lion Tres. 1955,92 Obilion 119,05 Sicay S000 1538.30 3615 BNP Amplitude Amerique C... Amplitude Europe C... Amplitude Europe D.... Amplitude Monde C.... 130,17 194,53 194,58 1131,93 Sévéa ... 115,14 2558,94 2277,38 2594,53 CAISSE D'EPARGNE : Lotio Court Terme____ 2300,76 19500,75 4472 199,39 196,06 1160,23 1106,87 94,57 213,38 170,47 697,62 660,04 Sogenfrance Tempo D ... 119*9*8 1627,10 1984,61 1419,77 Unit Associations .. 2247.69 Ecur. Act. Futur D PEA 879.10 Ecur. Capitalisation C 2272.19 Ecur. Act. Futur D PEA ... 816,75 332,27 33,5 Uni-Fonder_ 1407,83 634,23 255 900,19 5133,76 887,89 1951,44 1396,04 1759,81 314,88 301,76 Uni-Carampe C. 8472202 Uni Garande D 1079,57 .52,54 208,18 .166,37 646,91 260,10 918,19 1-abo Ep. Croissance..... 3699.83 cour. Expansion C **847**22₁02 3951,25 263,43 3\$73,77 258,25 Nano Eo. Patrimpine 158,58 155,47 Etur. Geovaleurs C..... 1503,57 77926 Ecur. Invests. D PEA..... 314,88 301,76 250,11 liatro Egarque Retraite ... 183,40 Univar C. 11551,43 13243,87 11551,43. 13243,57 Nabo Epargne Treser___ 11556,14 Univar D., .68731 Natio Euro Valeurs

Crécit . Mutuel

CM Option Dynamics.e.,

CM Option EquiMore ______

CM Option EquiMore _____

18852 Cred.Mut.Mid.Act.Fr.....

NO.23 Cred.Mut.Ep.ind.C

262,30

173.99

CIC BANQUES

12275,96 325,01

304,74 2065,25

197,84 13522,15

12420,65

Ecur. Monetaire D......

Écur Tresorerie C

Eparcourt-Skray D

Ustic Euro Oblig.____

Natio Енго Оррога......

Natio Opportunities.....

Natio Pevenus...

1063.33

1245,24

1147,23

218,72

1125.93

11361,01

1574,30

1052.80

1220.82

214,49

11367,03

111478 Geoptim C.

12275.66 Univers-Obliga

.

Francic...

314,74 205.5 CIC

197,84 13322,32

الرائية - " يالويندر -

ಕ್ಷವಾಕ ವಿಷ್ಕಾರಿತ್ರ:

The second state of the

· 大型 " 安全 、 海

gert sold einstant " It produced the safety at all the branch former processes grie belätzen Biblio crass les regiones poneres destad

・コイギ では (小記:200年) を収め or de regies, que comprehens capalignes specialists una la crost de legan del capacité de THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY. The county at 4 section by of the part of Latte of Br

de mologistes britanniques

1,616.8

4. 15. 15.

1.00

11.1

of Augustic

TO KILL

. Little

1-1-247

L Mande

ALA TELEVISION ET A LA RADIO

le Marab the edges

leterated Jury

ie. Beiteliefe auf friefendese

4 le Grand Defeat

-2, ver + 4,

ila - une - du Monde

RI:

: 、

650,29 1195,35

151,02 137,58

-137,58 - 66,79 SYMBOLES - 230,88 · ○ cours du jour; ◆ cours précédent.

1219,26

1146,14 1085,56 151,02 137,58

Kaleis Dynamsme C ____ Kaleis Equilibre C ____ Kaleis Serenite C ____

Latitude C ...

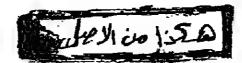
2566,45 2516,19 154,47 150,34 258,54 262,19 177,06 172,32 944,45 944,65 170,33 166,77

200

" were no stated in the et and ourself in the THE WAY WAY BY THE COL and the state of the second of the second Jefferer en inte des in A Comment of the Comm MAR WORKER BOW. and the designation of the second Control of the state of the sta Aurite da 12 Maria, - - - I metaritation and MANAGE ENGLISH the de an entire partie of Latin elgisters single THE THEFT SHOWING THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY O and designation of the second 500 M. ST. 1572 (127) A CONTRACTOR CONTRACTOR politica of angles sensing the 龍 紅檀野鄉鄉 食品質

Le lisier tueur

there was des mis-Color-d'Armer-Mail process of he county bonds does as high purcuent on require important. Submit his alic, on 10%, actions there will exactly be Aprèt al semante par remer les espèces de Families was 1 (100 tol) in the ent for print plantables. on he pend place and commence for place to the parameter of the parameter trons de chéat. Mich comparative on terms Werbshan er dans to b Haur, departements THE SALE OF THE PARTY OF les lichens pe sont por mes one dans les fines



AUJOURD'HUI

TECHNOLOGIE Les firmes francaise Systran et américaine Digital Equipment viennent d'installer le premier service gratuit de traduction en ligne sur Internet. • LES LOGI-

CIELS de traduction sont en plein développement. Aux Etats-Unis, certains fournisseurs d'accès proposent directement ce service. Les traducteurs numériques peuvent aussi être

intégrés aux programmes de naviga-tion. • TRES RAPIDES, ils sont capables de traduire une page en quelques secondes. La transcription suffit à comprendre le sens général d'un texte, mais reste hésitante ou hasardeuse. Ces programmes à la mémoire d'éléphant sont néanmoins en progrès perpétuel. • DU CHINOIS et du japonais au français ou à

l'arabe, ils proposent des langues nombreuses. Elles sont généralement jumelées à l'anglais, mais ce dernier perd du terrain au profit d'un multilinguisme généralisé

La traduction en ligne lève les barrières linguistiques sur Internet

La multiplication des échanges culturels et commerciaux sur le réseau mondial entraîne le développement de logiciels multilingues. Encore largement perfectibles, ces interprètes numériques permettent néanmoins aux langues nationales de résister à l'hégémonie de l'anglais communications multilingues. Depuis sa mise en service, AltaVista

plus très lointain où la langue ne constituera plus un obstacle à la libre circulation sur le réseau télématique mondial. Un pas de géant a été accompli dans ce sens, voilà quelques semaines, avec le lancement par Digital Equipment, gestionnaire de l'un des moteurs de recherche les plus utilisés sur Internet - AltaVista - et par la société Systran, pionnière de la traduction automatique, du premier service gratuit de traduction en ligne des pages de la Toile: AltaVista Web

Les performances de cet interprète numérique sont impressionnantes, même si le résultat est loin d'être parfait. Il suffit à l'internaute, après avoir sélectionné un document à l'aide du moteur de recherche, de cliquer sur la fonction « Translate » pour voir s'afficher sur son écran, quasiment en temps réel, une traduction du texte - parfois approximative, mais le plus souvent intelligible – dans la

L'HORIZON n'est sans doute langue de son choix, parmi les cinq couples proposés : de l'anglais vers le français, l'allemand, l'espagnol, l'italien ou le portugais et vice-versa. La mise en page est respectée, avec ses images et ses graphiques éventuels, et les liens « hypertextes » conservés, ce qui permet de naviguer sur le Web dans la langue

D'autres documents que ceux obtenus à l'aide du moteur de recherche, par exemple un courrier électronique, un article de journal ou un texte créé par l'utilisateur lui-même, peuvent être traduits de la même façon. Seule restriction: la taille du fichier est limitée à 2 000 octets, soit environ une demi-page. Pour des textes plus longs, l'opération peut être renouvelée autant de fois que nécessaire, mais elle finit toutefois par se révéler fastidieuse.

Ce nouveau service est offert « à titre expérimental », précisent les deux partenaires. Ceux-cl ne sont pas des philanthropes. L'américain

Digital, dont l'index de recherche contient plus de 100 millions de pages, met dans les mains de ses 18 millions d'utilisateurs réguliers un outil propre à les fidéliser, à en séduire de nouveaux et à drainer vers son site un volume de publici-

VITRINE FLATTEUSE

De son côté, la société française Systran y gagne en « visibilité ». Le système de traduction par ordinateur, qu'elle exploite sous son propre nom, a été développé dans les années 60 aux Etats-Unis et reste le plus usité dans le monde, notamment par les services de Union européenne. La traduction en ligne constitue une vitrine flatteuse pour ses logiciels destinés aux réseaux internes des entreprises, ainsi que pour son propre erveur, Systranet.

Sur celui-ci, l'éventail des langues doit être élargi dans les semaines à venir aux couples anglaisjaponais et anglais-coréen, dans les

deux sens, ainsi qu'à la transposition du chinois en anglais et de l'anglais en arabe. Le catalogue devrait, par la suite, s'enrichir de nouvelles paires d'idiomes européens. La taille des fichiers n'est ici plus plafonnée, mais cet avantage a un prix : la prestation est facturée 1 cent américain (0,06 F) le mot, soit entre 12 et 18 francs la page,

Curieusement, l'offre de traduction automatique sur Internet reste encore assez restreinte. La société américaine Globalink commercialise, depuis bientôt un an, un programme Web Translator qui, installé sur le disque dur d'un ordinateur connecté à Internet, s'intègre au navigateur et traduit, à volonté, les pages des sites étrangers. Outre-Atlantique, certains fournisseurs d'accès à Internet ont couplé à leur serveur ce programme et proposent directement ce service qui, aux paires de langues basiques, ajoutera bientôt

le russe et le chinois. Softissimo, une jeune PME fran-

sa part, sensation au récent salon Web Translation enregistre près de Expolangues, en présentant Web-I million de requêtes par jour, dont view, le premier logiciel qui associe 23 % de l'anglais vers le français, au navigateur Explorer de Micro-17 % de l'anglais vers l'espagnol, soft une fonction de traduction de 13 % de l'anglais vers l'allemand, l'allemand vers le français et, dans 12 % de l'allemand vers l'anglais et les mois qui viennent, du russe vers autant du français vers l'anglais, le français, L'américain Neocorannonce Dimitrios Sabatakakis, Tech, de son côté, propose un programme de traduction en ligne de l'anglais vers le japonais. Et la société belge Lernoult et Hauspie, qui compte parmi ses actionnaires Mi-

crosoft, est elle aussi sur les rangs. On peut parier, sans grand risque, que les acteurs vont rapidement se multiplier, poussés par le développement du trafic sur le réseau mondial et les formidables enjeux, culturels et commerciaux, qui l'accompagnent. L'essor de la Toile génère en effet une « floraison » linguistique sur le cyberespace, qui grignote peu à peu l'hégémonie de l'anglais et engendre, sous peine de virer à la cacophonie, d'immenses besoins de

PDG de Systran, L'anglais est aujourd'hui présent dans tous les couples de traduction, mais il n'en sera probablement plus, à court terme, un pivot obligé. Sans doute les systèmes actuels, dont l'un des atouts est la vitesse d'exécution - de quelques secondes à quelques dizaines de secondes par page - sont-ils large-ment perfectibles. La qualité de la transcription reste souvent hasardeuse et nécessite, si une publica-

tion est prévue, un sérieux travail de révision. Aussi Digital et Systran déconseillent-ils de recourir à leur traducteur pour des documents juridiques ou médicaux, qui ne souffrent pas l'à-peu-près. Mais ces logiciels philologues sont capables d'apprentissage : certains sont dotés de mémoires évolutives qui leur permettent de reconnaître les séquences déjà rencontrées et, si leur utilisateur a pris la peine de corriger leurs erreurs, de ne pas les reproduire.

« Loin d'être un instrument d'uniformisation linguistique, Internet constitue un espace plurilingue en formation, au sein duquel les langues nationales peuvent demeuret des outils de communication efficaces », se réjouit Pierre Oudart, chargé de mission à la délégation générale à la langue française. La traduction en ligne constitue, pour voyager sur ce nouveau territoire, un précieux sésame.

Pierre Le Hir

Des mémoires d'éléphant

Les premiers systèmes de traduction par ordinateur, imaginés au début des années 60, effectualent une transposition mot pour mot qui a très vite révélé ses limites. Plus évolués, les systèmes actuels dits « à transfert » – réalisent trois opérations successives. Ils procèdent d'abord à une analyse syntaxique et sémantique de chacune des phrases du texte, dont ils produisent une représentation en forme d'« arbre » grammatical ; ils transfèrent ensuite cette représentation dans la langue-cible; enfin, ils génèrent les phrases cor-

respondantes dans la langue recherchée. Pour réussir cette prouesse, les logiciels puisent dans des dictionpaires multilingues contenant des centaines de milliers de termes, mais aussi d'expressions et de règles, que complètent des index thématiques dédiés à des vocabulaires spécialisés (médical, industriel ou informatique). En dépit de leurs mémoires d'éléphant, les systèmes les plus doués ne sont à l'alse qu'avec des textes simples, ou qui font appel à un lexique spécifique. On n'imagine pas auou qui tout apper a un leanque specifique. On il magnie pas de jourd'hui qu'un ordinateur, si puissant et si rapide soit-fi, puisse traduire de façon satisfaisante une page de Racine, de Brecht ou de

nternationalisation de la Toi De juillet 1996 à juillet 1997, le nombre de serveurs reliés à Internet a augmenté de 52%. Cer taux marque RÉPARTITION PAR PAYS DES SITES EN FRANÇAIS DISTRIBUTION MONDIALE DES SERVEURS RELIÉS À INTERNET un relentissement de la croissance TOTAL du réseau (+94% au cours des douze mois précédents), principal aux Etats-Unis, La part des E.U. reste prépondérante, mais décroit **ETATS-UNIS** CANADA AUTRES UNION EUR. (saut la France) LUX -FRANCE SUISSE

Des biologistes britanniques découvrent un lichen stockeur d'uranium

COLONISATEURS de l'extrême, spécialistes des hautes altitudes et latitudes, puisqu'ils s'accrochent aussi bien à la toundra arctique qu'aux sommets des massifs aipins, les lichens sont des coriaces, des durs à cuire. Rien de bien étonnant, a priori, à ce qu'une équipe de quatre biologistes britanniques ait retrouvé des Trapelia involuta, représentants d'une espèce courante, sur un terril de Cornouaille. La couleur brun foncé, inhabituelle, de ces végétaux d'ordinaire roux a cependant attiré l'œil des chercheurs. Précision: la montagne de gravats qu'ils escaladaient était constituée de minéraux contenant, notam-

ment, de l'uranium... Après analyse, les scientifiques britanniques se sont aperçus que la pigmentation foncée était due à la

selllonde!

Monde des idées

Le Grand Jury

Edingiache à 18h30

De Pacturainte à l'Histoire

La Come Histoire

Les mant 19h et 23 h.

vendsedi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat-

PRANCE-CULZURE

à 21 neures

la « une » du Monde

12 h 45 (henre de Pacis)

et 4º handis de chaque mois

percied 13 b et 17 b.

4 3

d 111 h er 17 h.

ici media 12 h 10 eta 16 b 10

minche à 12 h 10 et à 25 h 10

présence de mélanine dans les parois externes du lichen, qui contenaient aussi de fortes concentrations d'uranium. Cette découverte confirme ce que des études expérimentales avaient déjà souligné, à savoir la capacité qu'a la mélanine d'absorber l'urantum. Les auteurs de cette étude, parue dans la revue Nature du 12 février, suggérent que la mélanisation inhabituelle de ces plantes est une réponse protectrice aux effets toxiques de l'uranium: en piégeant cet élément dans ses parois externes, Trapelia l'empêcherait de pénétrer plus avant dans son organisme et protégerait ainsi ses organes reproducteurs. Les chercheurs britanniques souhaitent désormais mieux comprendre ce mécanisme naturel afin de l'adapter au nettoyage des zones conta-

Le lisier tueur

Alerté par des médecins des Côtes-d'Armor qui s'interrogealent sur les émissions nauséabondes dues au lisier dans ce département où l'élevage porcin est important, Richard Lallemant est allé, en 1996, demander aux lichens s'ils étaient incommodés. Après 60 journées passées à recenser les espèces les plus conrantes sur 1 000 km², la réponse fut on ne peut plus claire. Dans les communes les plus touchées, les lichens autochtones ont complètement disparu, probablement en raison de la présence d'ammoniac dans l'air, et out laissé la place à une espèce nitrophile rarement présente d'ordinaire, Diploicia camescens. Cette dernière recouvre, par endroits, jusqu'à 80 % des troncs de chêne. Richard Lallemant a ensuite mené une étude comparative en Vendée, dans le Morbihan et dans la Loire-Atlantique, départements également atteints par la pollution mais dont les lichens ne sont pas aussi décimés que dans les Côtes-d'Armor.

minées. Pour Marie-Agnès Letrouit-Galinou, directeur de recherches au CNRS, de plus amples recherches sur ces plantes qui associent, dans une symbiose fort efficace, une algue et un champignon, sont absolument nécessaires avant même de penser à une exploitation industrielle. «Il existe près de 20 000 espèces de lichens dans le monde, dont 4000 en France, rappelle-t-elle, mais les recherches sur ces végétaux ne menant à rien en termes de carrière scientifique, on ignore encore beaucoup de choses sur eux. D'autant plus qu'on ne peut pas les faire pousser en labo-

Ces lacmes n'empéchent cependant pas les scientifiques de considérer ces plantes à croissance lente, qui tirent leurs nutriments de l'eau de pluie et de l'air, comme d'excellents indicateurs de pollution ou de radioactivité. Les lichens ont en effet la faculté de stocker à des concentrations importantes les métaux et radionucléides présents dans l'environnement. « Du temps de la guerre froide, se souvient Mane-Agnès Letrouit-Galinou, nous ramassions les lichens dans la forêt de Fontainebleau pour savoir si les Etats-Unis ou l'URSS procédaient à

LES PUBLICATIONS Du Monde

Un ancien numéro vous manque?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

des explosions atomiques dans l'atmosphère. » Les retombées de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, ont aussi été mesurées sui-

vant la même technique. En raison de leur métabolisme très lent et actif toute l'année, les lichens constituent les bio-indicateurs de pollution atmosphérique les plus performants pour les tendances de fond, explique Richard Lallemant, maître de conférences à l'université de Nantes. D'autres plantes, comme le glaieul, réagissent immédiatement et présentent des nécroses foliaires le lendemain même des pics de pollution, mais ne sont pas fiables sur le long terme.

« A l'inverse des feuilles d'arbres, dont les stomates se referment en cas de pollution, le lichen ne dispose pas de protection, précise ce chercheur enseignant. Il est organise pour absorber le maximum d'eau, et ce rapidement, puisque, n'ayant pas de racines, il ne tire rien du substrat sur lequel il se trouve. Quand l'eau s'évapore, les microparticules qu'elle contenuit en arrivant sont retenues. » Prises au piège dans les mailles d'un filet gélatineux, ces particules s'accumulent au fil du temps et se retrouvent à des concentrations parfois 3 000 fois supérieures à celles mesurées dans

Il ne faut pas pour autant croire que les lichens sont immunisés contre les produits toxiques. A de trop fortes concentrations, ceux-ci finissent par tuer la plante la plus résistante, comme cela s'est produit à Paris à la fin du siècle dernier, où le dioxyde de soufre (SO2), issu notamment de la combustion du charbon et du fioul, a privé Paris de ses lichens. Ceux-ci ne sont réapparus, sur les arbres du jardin du Luxembourg, qu'en 1990, plusieurs années après l'entrée en vigueur d'une réglementation réduisant les

Pierre Barthélémy

du nombre total de sites, la Franca représentant un peu moins

au profit de l'Europe et, surtout,

du reste du monde, le Japon

entivent en seconde position.

Parmi les nations -émergentes

la Chine demeure très largement sous-représentée. L'estimation

des deux tiers de cet ensemble.

figurent la Corée, Singapour, la Russie

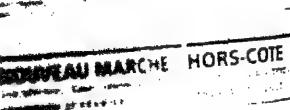
t plusieurs pays de l'Est, tandis que

de la piace du français sur internet varie, seion les études, de 7,5% à 3%

■ MÉTÉOROLOGIE : l'Europe et la Chine ont signé, mardi 24 février. scientifique. L'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (Eumetsat), qui re groupe 17 pays et exploite 3 satellites, et l'Administration météorologique de Chine (CMA), l'un des plus importants services au monde dans ce domaine, disposant de 2 satellites, sont convenues de « partager leur expérience en matière d'applications, de méthodologie de traitement des données satellitales et de formation ». A plus long terme, elles envisagent de coopérer à la mise au point de nouveaux instruments. ■ RECHERCHE: le conseil des ministres de la recherche européens a revu à la baisse les propositions pour le financement du chiquième programme-cadre de recherche pour la période 1998-2002. Sous la pression de la France, épaulée par l'Allemagne, l'Autriche et la Suède, ces propositions sont passées d'un peu plus de 16 à 14 milliards d'écus (92,7 milliards de francs). Juste un peu plus que ce que réclamait la France, en faveur d'une reconduction pure et simple des cré-

■ ENERGIE: la Russie a décidé de relancer des recherches sur l'utilisation de l'énergie nucléaire dans l'espace. Cette annonce, qui intervient juste après le 20° anniversaire de la chute dans le Grand Nord canadien d'un satellite de type Cosmos équipé d'un réacteur nucléaire, vise à concevoir d'ici 2010 des générateurs nucléaires d'une dizaine de kilowatts destinés à alimenter des installations spatiales civiles et militaires. - (AFP.)



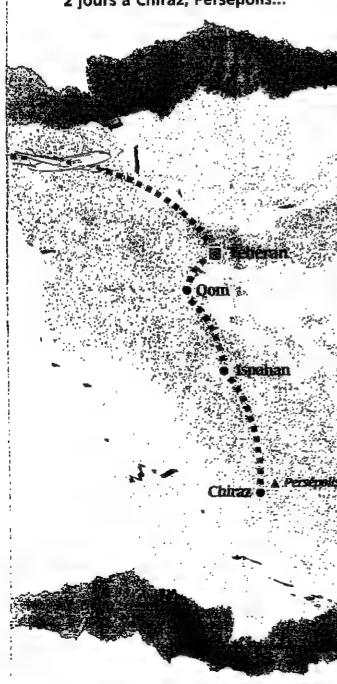




«L'Iran en mouvement» du 15 au 22 mai 1998

Jean-Marie Colombani et son equipe de spécialistes et de correspondants du Monde ont préparé un séjour riche en contacts avec des personnalités politiques, économiques, cuturelles, religieuses et des responsables de l'éducation, de la presse et du sport.

> ITINÉRAIRE PROPOSE : 3 jours à Téhéran et Qom 2 jours à Ispahan 2 jours à Chiraz, Persépolis...



PAIN: 15 000 F par personne.

Offre, limitée à 150 personnes,

incluant le vol Paris-Téhéran A/R, les déplacements intérieurs, les visites de musées et sites historiques, sept nuits d'hôtel, les repas et les boissons.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION: Katia Goujon: 01 46 05 03 92, 01 46 05 44 33.

Avec ITI - licence nº 092-95-00-28 et 5

En Coupe de France, le FC Bourg-Péronnas étalonne ses ambitions professionnelles

Le club amateur bressan rencontre le FC Metz en huitième de finale

Vainqueur surprise de Montpellier au tout pré-cédent, le FC Bourg-Péronnas s'attaque à un té-nor de la première division du championnat de France de football, le FC Metz, en huitième de fi-

nale de la Coupe de France, samedi 28 février au stade de Gerland, à Lyon, Pour ce petit club qui

évolue dans le championnat amateur CFA 1, une telle rencontre servira de repère en vue de l'accession à un niveau supérieur.

BOUNG-EN-BRESSE

de notre correspondant Joseph Cuocci, le président du Football Club de Bourg-Péronnas, avait rèvé de Monaco, « qui



surtout pas d'un club moins huppé, contre lequel il

convient mieux

au style des

Bressans >. et

«finir en anonyme ». A défaut des Princes, l'équipe, qui a créé la sensation en sortant Montpellier de la Coupe de France au tour précédent, a bérité, avec Metz, d'une autre grosse pointure. Cette rencontre, disputée samedi 28 février, sera l'un des matches-phares des huitièmes de finale de la Coupe de France, avec le choc au sommet entre Monaco

Pour garder les pieds sur terre. Joseph Cuocci, quarante-quatre ans, légèrement enveloppé dans son complet couleur SNCF, lunettes fines et petite moustache, déguste avec gourmandise ce parfum d'aventure instillé dans une région où, longtemps, le rugby - et aujourd'hui le basket-ball - a,

Les rencontres du week-end

• Vendredi 27 février.

- 20 h 30: Pau (CFA)-Paris-SG (D1) Cannes (D2)-Mulhouse (D2) Sochaux (D2)-Caen (D2) • Samedi 28 février. - 17 h 00: Monaco-Marseille

Bourg-Péronnas (CFA)-Metz (D1), à Lyon Argentan (CFA2)-Lens, à Caen Istres (National)-Lyon (D1) Guingamp (D2)-Toulon (D2)

beaucoup plus largement que le budget indispensable (le club dis-souvenir de ceux qu'il a formés et football, conquis le terrain d'honneur médiatique et le cœur des spectateurs. « Montpellier, c'était un peu notre finale de la Coupe de France. Metz, c'est notre tour euronéen. Dans trente ans, on en reparlera encore l »

Désormais le ballon rond va et veut compter à Bourg-en-Bresse. Que le club porte l'étendard de la toute proche banlieue ne semble plus avoir d'importance : happée par le succès, l'agglomération, un peu plus grande qu'Auxerre, fait désormais corps avec son équipe et ne lui ménage ni son attention ni ses égards. Lorsqu'elle joue à domicile, l'équipe fanion, qui évolue avec talent, équilibre et réussite aux avant-postes du championnat de France amateurs (CFA 1), après avoir conquis le titre national de CN3 la saison dernière, draine un public de plus en plus vaste, avec l'espoir de voir le FCBP réussir le pari qu'il s'est fixé: l'arrivée en deuxième division dans les cinq ans qui viennent.

LA QUESTION DU STADE

Joseph Cuocci et son équipe de bénévoles passionnés, arrivés en 1992 à la tête d'un club dont l'équipe première évoluait en division d'honneur régionale, ont encore du mal à y croire. « Nous sommes là où nous le souhaitions, dit simplement le président. Nous allons travailler pour mettre en place les moyens nécessaires. »

Si la Coupe de France agit « comme un accélérateur de prise de conscience » (le FCBP s'est déjà signalé en mars 1993 en tenant tête au prestigieux FC Nantes), l'objectif principal du club, qui compte aujourd'hui 420 licencies, 50 dirigeants, 20 éducateurs, et qui engage une trentaine d'équipes, reste l'enrachement dans son environnement, ses valeurs et son terroir. Outre la nécessité de réunir auprès des partenaires (40 aujourd'hui) le

pose de 3,2 millions de francs, dont 60 % affectés à l'équipe première), le principal souci du FCBP est de trouver des emplois à ses joueurs, qui ont le statut amateur, ou encore de leur permettre de se recycler après leur fin de carrière. Il doit aussi mettre en place un

centre de formation des jeunes. Il restera à régler la question du stade puisque l'équipement actuel, ceinturé de palissades en parpaines plats, ne peut accueillir qu'un peu moins de 5 000 spectateurs. En fonction de la montée en puissance de l'équipe, la baile va

qui sont partis faire carrière sous le maillot de l'équipe de France et des plus grands clubs de l'Hexagone; Yves Chauveau, gardien international de l'Olympique lyonnais (OL), André Guy, meilleur buteur de première division, passé à Lyon et Saint-Etienne, Jacky Faivre, Fanfan Chevat et Georges Prost, entraîneur du centre de formation de l'Olympique de Marseille. La jeune bande à Pierrot Mauron, entraîneur perfectionniste, qui vit chacune des séances de préparation hebdomadaires comme un véritable match, a-t-elle les moyens de

National, CFA, mode d'emploi

Différentes resontes des championnats de France situés en dessons de la denzième division professionnelle ont été opérées, ces dernières années. L'ancienne D3 s'appelle aujourd'hut le National. On y trouvait en début de saison vingt clubs, répartis en une seule poule : îls ne sont plus que dix-hult après les dépôts de bilan de l'Olympique de Charleville-Mézières et du Football-Club de Bourges. Les ciubs y participant peuvent avoir, ou non, le statut pro-

L'échelon situé en dessous s'appelle le Championnat de France amateur (CFA) : il se compose de quatre poules de dix-huit clubs ; on y retrouve notamment les réserves des équipes de première division, mais celles-ci n'ont pas le droit d'accéder à la division supérieure. Le dernier échelon à vocation nationale, enfin, est le CFA2. Il est constitué de sept groupes de seize ciubs et un de quinze.

bientôt arriver dans le camp des collectivités locales. En attendant, c'est dans le stade de l'Olympique yonnais que le FC Bourg-Péronnas veut faire briller, samedi 28 février, ses couleurs, bleu et blanc. Le match a été déplacé de Bourg-en-Bresse à Geriand pour des raisons de retransmission télévisée. En effet, le stade Verchère, à Bourg-en-Bresse, où joue habituellement l'équipe de rugby locale, est dépourvu d'éclairage. Or les diffuseurs de la retransmission en direct du match imposent que la ren-

contre débute à 20 h 30. A Gerland, le FCBP retrouvera le menbler, par un nouvel exploit, la vitrine aux trophées qui attend de trouver sa place dans la petite salle, ciaire et modeste, réservée à l'accueil des parraineurs sous la tribune du stade d'honneur?

A l'ombre de la Tréfilerie, qui a formi ses câbles au pont de Tancarville, le capitaine David Curd et ses dix-sept coéquipiers répètent, avec enthousiasme et application, neur. Sans se faire beaucoup d'illusions, le FCBP aimerait bien passer par la Lorraine.

Laurent Guigon

Magny-Cours attend le retour du Grand Prix de formule 1

PLUS RIEN, désormais, ne s'oppose à la réintégration du Grand Prix de France au championnat du monde de formule 1. Mercredi 25 février, l'Assemblée nationale a définitivement adopté la proposition de loi Migaud qui fixe notamment les règles de retransmission télévisée lors des grands événe-ments sportifs (Le Monde du 20 décembre et du 6 février). Cela fait près de six ans que la Fédération internationale de l'automobile (FIA) demandait au gouvernement français de modifier la réglementation en vigueur - en l'occurrence l'article 18 de la loi Bredin du 13 juillet 1992 relatif au libre accès des journalistes dans les enceintes sportives. D'abord présenté sous forme de décret. puis de projet de loi, après être passé devant le Conseil d'Etat, devant l'Assemblée nationale et le Sénat, le texte est là.

DELIX CAS DE PUBLIRE

Si l'on s'en tient à sa logique, la FIA devrait donc prochainement se pencher à nouveau sur le cas de l'épreuve française qu'elle avait fini par retirer du calendrier afin d'accélérer le processus de modification de la loi. La réintégration du Grand Prix de France pourrait être officialisée le 18 mars, jour de la prochaine réunion du Conseil mondial de l'automobile, à moins que Max Mosley, président de la FIA, décide d'organiser un vote

d'urgence, par fax. Quelle que soit la procédure, les vingt-quatre membres du Conseil mondial auront, à cette occasion, à se prononcer sur un autre dossier auquel le sort du Grand Prix de Prance sera peut-être lié : le remplacement ou non du Grand Prix du Portugal. initialement programmé en octobre, celui-ci est définitivement rayé du championnat du monde.

Deux cas de tigure. Soit la FIA décide de faire disputer dix-sept épreuves dans la saison : le Grand Prix de France retrouverait du coup sa place en juin; la Chine, ou plus certainement l'Afrique du Sud, récupérerait alors le strapontin laissé libre à l'automne. Seconde hypothèse, la FIA en reste à seize Grands Prix, et une autre question se pose dans la foulée : le Grand Prix de France restera-t-il à la date initialement prévue, quitte à souffrir de la concomitance de la Coupe du monde de football? Deux huitièmes de finale sont en effet au programme du 28 juin, dont celui de l'équipe de France, si celle-ci se qualifie.

L'idée d'un déplacement en octobre du Grand Prix de France a fait son chemin. Pourtant, à Magny-Cours, Roland Hodel, président de la société d'économie mixte en charge de la gestion du circuit nivernais, ne veut pas imaginer une telle éventualité. «Le Grand Prix de France aura lieu en juin ou n'aura pas lieu, affirme-t-il.

Alain Prost reprend le volant

Alain Prost devrait prochainement effectuer une quarantaine de tours de circuit au volant de la formule 1 qui porte son nom, « Nous avons eu, avec Peugeot, un problème de télémètrie, précise le patron de l'écurie Prost-Peugeot dans L'Équipe du 27 février. Brutalement, je n'ai plus eu mes repères habituels pour m'aider à traduire ce que nous discient Olivier Panis et Jarno Trulli. Face à l'impossibilité d'analyser les graphiques, je me suis senti totalement dépourvu. Alors je me suis dit que dans quelques semaines, après les trois Grands Prix extru-européens, quand la pression sera un peu retombée, je me glisserai derrière le volant. (...) Le règlement a imposé de nouvelles F1, très différentes de celles que j'ai pilotées. La structure des pneus, la façon d'harmoniser les réglages, tout a change. Mon but sera de comprendre comment se comportent ces voitures, de savoir si le moteur est souple. »

Cette manifestation est ancrée sur une date, et son public y est fidèle. Avoir la certitude de pouvoir organiser le Grand Prix au même moment d'une année sur l'autre est très important pour nous. A Silverstone ou sur les circuits allemands, les billets sont vendus dans le trimestre qui suit l'édition de l'année précédente. Cet apport en trésorerie rassure automatiquement l'organi-

OCCASION REVEE

De son point de vue de promoteur local, Roland Hodel est loin de jeter l'anathème sur la Coupe du monde de football. Au contraire. Les supporteurs de football allemands, anglais et ita-liens qui seront présents en France cet été auront, selon lui, l'occasion rêvée de se transformer en fans de Michael Schumacher, de Damon Hill ou de l'écurie Ferrari. Des efforts dans ce but ont été produits auprès de tour-opérateurs étrangers. D'où qu'ils viennent, en tout cas, que les spectateurs attendus se rassurent : sitôt la remise des prix effectuée, les écrans géants de Magny-Cours basculeront sur le stade Bollaert de Lens, théâtre du huitième de finale de Coupe du monde programmé à 16 h 30.

Pour l'heure, le circuit des environs de Nevers, objet de nombreuses polémiques depuis son rachat par le conseil général de la Nièvre, en 1986, attend seulement de récupérer son épreuve-phare. Ce qui serait un moindre mal en cette année 1998, qui va voir, d'ici à quelques semaines, l'écurie d'Alain Prost (ex-Ligier) quitter les lieux pour s'installer sur des terres plus propices à son développement, en région parisienne. Preuve que Magny-Cours croit aujourd'hui au retour de son Grand Prix: des tarifs promotionnels sont proposés (jusqu'au 20 mars) aux personnes voulant réserver des places. Pour le mois de juin,

Frédéric Potet

DÉPÊCHES

■ RUGBY : le comité directeur de la Fédération française de rugby (FFR) a tranché, jeudi 26 février, en faveur d'un championnat de Prance organisé en deux poules de huit clubs dont les quatre premiers seront directement qualifiés pour les quarts de finale. Prévue pour la saison 1998-1999, cette formule a été retenue pour « privilégier la préparation du XV de France en vue de la Coupe du monde 1999 », selon le président de la FFR, Bernard Lapasset. Ce choix devrait raviver la fronde des clubs, hostiles à un championnat qui réduit le nombre

de matches, et donc de recettes. Les villes françaises qui accuellieront des matches de la Coupe du monde 1999 de rugby ont été officiellement désignées, jeudi 26 février. Des rencontres de la première phase seront disputées à Béziers. Bordeaux et Toulouse, une rencontre de barrage, qualificative pour les quarts de finale, sera jouée à Lens, et un quart de finale sera disputé au Stade de

France, à Saint-Denis, ■ Phil Vickery, le piller du XV d'Angleterre qui avait été suspendu 30 jours pour avoir donné un coup de poing au troisième ligne gallois Colin Charvis, samedi 21 février à Twickenham, a gagné en appel et pourra jouer le prochain match du Tournoi des cinq nations, le 21 mars à Murrayfield

contre l'Ecosse. ■ BASKET-BALL: la Yougoslavie a pris sa revanche sur l'équipe de Prance de basket, battue de justesse (69-67) au terme d'un march très physique, jeudi 26 février à Di-

■ VOILE: British-Yocht-Silk-Cut s'est retiré de la Whitbread, course au tour du monde avec escales et en équipages, jeudi 26 février. Skippé par Lawrie Smith, le monocoque, qui se trouve à 1 000 milles de l'arrivée à Sao Sebastiao, avait du utiliser son moteur après un démâtage et risquait une disqualification. Victime d'un démâtage, EF-Education s'est arrêté à Ushuaia. L'équipage de Christine Guillou est huitième et dernier.

11/17/20 100 Storicast. 100 12 the transport 111 े प्राप्तिक व्यक्ति

412.27 the west. and groups

dent policy of the state TO CAP 3 to Course torina avet le जिस्ती विकास समित के सम्बद्ध **वे** the second services units the state of embes et Sten aftent sale, ja

the salidation is de l'alle pepitionne de Share ou de Stephen 10 the course of antionness of San Andrews Fills the character of children a part September du chiftiers a general de l'état

king face an arong magasti king lamak an arong magasti te de la completant de la company land there is Protemps ther and there is blank in testing of the confinement of th busides climites, contain to military series plant thing. des names and is mane some diela front sin ake. Martine Si

Entre luxuriance et pénitence, la mode parade à Londres

Avec une cinquantaine de défilés, du 21 au 26 février, la capitale anglaise a ouvert la chasse aux futurs grands de la couture

LONDRES

3.

1 4 .1

le FC Bourg-Péronnag ons professionnelles

the le K Metz en husters and a

de notre envoyé spécial Studieuse à Milan, blasée à Paris, la mode s'amuse à Londres. Pointée depuis quatre ans sur le circuit des acheteurs, la capitale anglaise met à ses collections le même enthousiasme élitiste qu'elle déploie dans sa vie noctume.

Organisés à South Kensington dans le redoux qui baigne cette dernière semaine de février, sous des tentes dressées contre le musée néo-byzantin d'histoire naturelle ponais ou coiffée d'une énorme iangouste.

Les arbres fruitiers des jardins privés qui constellent la ville de fleurs jaunes et rouges donnaient le ton de la saison, marquée par le retour des broderies et celui, plus brutal, d'une luxuriance aux accents « couture » - concrétisée par une profusion de vêtements du soir - qui donne à penser que le destin d'un Galliano et d'un McQueen, engagés par d'opulentes

comme Isabella Blow, qui trònait, les défilés treize acheteurs du suivant les soirs, ceinte d'un obi jagrand magasin new-yorkais Berg-dorf-Goodman, quatre journalistes de Vogue, etc. Source de créativité présumée intarissable, Londres craint aujourd'hui d'être pillée.

La couronne de la mode valsant avec les saisons, chacun prend des paris sur le prochain « grand ». Matthew Williamson, dont la presse encensait, il y a six mois, les vêtements «simples et frais» présentés par des amies célèbres (Kate Moss, Jay Jagger, Naomi Camp-bell), n'a montré - en petit comité

qu'une dizaine de robes impeccables et faciles, dans des alliances laiteuses bleu ciel et noisette. La prouesse est passée presque inaperçue, dans le feu roulant de collections somptueuses Inspirées par le retour au style décoratif des années Poiret, transfigurées par l'excentricité anglaise.

DIVA DE LA MARLE

Diva de la maille, l'Irlandaise Lainey Keogh en fournit le morteau de bravoure avec des peignoirs années 20 scintillant de vrais fils d'or portés par des Walkyries sanglées de ceintures brodées, des manteaux de dignitaire perse, des filets d'amazone endossés sur des fourreaux pourpres, des chemisiers composés d'écheveaux qui recréent la Grèce antique, avec l'or de l'Egypte.

Dans un concert strident de serins échappés d'une Brocéliande factice, Julian MacDonald répliquait avec des coordonnés en maille pourpre et or brodés de chenilles, des «tailleurs Chanel» gausés de pourpre, des pourpoints à coi fourrure, tout un univers de hixe véhément, vaguement «ballets russes », dramatisé par des

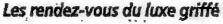
tétrodon - poisson hérissé de pointes -, osant même une envolée d'anneaux planétaires, en orbite autour du visage. De quoi subjuguer les états-majors de la mode le chausseur Manolo Blahnik, Alexander McQueen... - qui fleurissaient son public de Londonien en-

Déjà sacrés meilleurs jennes designers, Suzanne Clements et Inacio Ribeiro n'ont payé, cette fois, qu'un tribut symbolique à l'extravagance, préférant raffiner leur palette et parfaire leurs coupes. En dépit de broderies « hussard », l'accent est mis sur l'austérité. Cette tendance, complémentaire de la précédente, est professée sans états d'âme par Sonja Nutall, qui drape ses garçonnes dans de vastes robes et pantalons noirs coupés au cordeau. Paul Smith, lui, ayant plus radicalement choisi d'habiller ses modèles en hommes!

Comble de l'intégrisme, Hussein Chalayan, le Bob Wilson de la mode, fit défiler, dans une lointaine galetie d'art, une procession de coryphées en gris et noir, armés de gros cubes. Ses robes en maille étaient d'une perfection jamais ennuyeuse, tant abondaient les clins d'ϔl de coupe; plis saillants comme des couronnes, décolletés bouffants, minerves en maille, pans détachés et flottant librement, etc. Jadis destructuré, hier déconstruit, le vêtement se rebâtit, cette saison, sur des contresens aux parfums de scandale. Pour imposer leur logique, il y faut le talent d'un

Alexander McQueen. Chaque saison, le grand couturier de Givenchy revient jouer le rôle que les Londoniens attendent :

Chalayan. Ou, mieux encore, d'un



Porté par la double euphorie de la mode et du succès économique, Londres à intégré les openings (ouvertures de boutiques) dans son calendrier de fêtes. Simultanément à la naissance d'une boutique Joseph pour hommes (trois étages à South Kensington avec une collection masculine étoffée), Gucci a ouvert, en septembre dernier, un nouvel et vaste espace « moderne, clean et sexy » sur Sloane street, la rue marchande du Belgravia résidentiel, non loin de l'annexe londonienne du chausseur parisien Christian Louboutin.

New Bond Street, l'autre artère du luxe londonien, se trouve à Mayfair. Ce mois-ci, trois grandes marques sont venues y poser leurs griffes aux côtés de Lailque, Sotheby's, Hermès, Armani... C'est le chausseur milanais Miù-Miù qui a vu sa boutique dévalisée en quelques jours. Ce sont surtout, presque en face, les 900 m² où Calvin Klein propose désormais l'intégrale de ses produits -homme, femme, maison –, selon un concept rôdé aux quatre coins de la pla-nète. Enfin, Louis Vuitton met à profit le lancement de sa ligne vestimentaire pour offrir aux fétichistes du monogramme 800 m² dédiés au voyage (de luxe), toujours dans New Bond Street.

couleurs acides et ponctué par les souliers de Christian Louboutin (ainsi que par les bijoux d'un antre Français, Erik Halley). « J'oi montré,

Entre féerie et vulgarité, entre Folies-Bergère et Dame à la licome, ce bestiaire néo-médiéval culmina dans les bibis fous de Philio Treacy, parures de guerre qui tenaient tantôt du masque - un serpent rose lové autour des yeux -, tantôt de la come - plantée

cehii du bad boy qui brutalise la fashion. Les modèles oui défilaient sous sa propre griffe dans un entrepôt constituaient un bréviaire de l'irrévérence stylée (robe ultralongue à col haut, défendue par une infinité de boutons, robes-filets, vestes trouées à l'arrière. vestes à ailerons, etc.), émaillé de tout simples manteaux dont la perfection sent son Savile Row. Facon de rappeler qu'extravagance, ici, rime avec élégance.

Jacques Brunel



Un chapeau de Philip Treacy

Central Saint Martins College: à l'école du succès

telle concentration de talents que j'en ai les cheveux hérissés », dit Louise Wilson, directeur des études au département de dessin de mode. Le croit-elle? Peu importe, puisque ce credo réussit aux élèves... Hormis Paul Smith -et quelques autres -, « la mode angiaise est issue du Centrai Saint Mortins College ». John Galliano, Hussein Chalayan, Rifat Özbeka, Stella McCartney, Matthew Williamson, Oswald Boateng, la Française Martine Sitbon, les artistes Gilbert&George, etc.

Même Anita Pallenberg en fut. Longtemps compagne de Keith Richard, le guitariste des Rolling Stones, et mère de ses enfants, cet ancien mannequin qui fut l'égérie d'Andy Warhol et l'héroine de Barbarella - le film culte des années 60 - aux côtés de Jane Fonda, passe pour l'une des extravagantes les plus adulées de son

Aujourd'hui, c'est avec émotion qu'elle retrouve, inchangés, les murs gris du vieux bâtiment de Charing Cross Road, où elle suivit, de 1990 à 1994, une formation de dessin de mode, « dans la même classe, précise-t-elle, qu'Antonio Berardi... Alexander McQueen était plus avancé d'un an et nous l'aidions beaucoup: bien des choses ici reposent sur l'esprit de groupe ».

Mais la réputation de cette école, qui a crû au même rythme que la mode anglaise, jusqu'à passer, aujourd'hul, pour l'une des deux meilleures au monde, a bien d'autres raisons.

Louise Wilson reconnaît au quartier de puissantes vertus stimulantes: le Saint Martins College siège à Soho, sorte de Quar-tier latin fournillant de galeries,

« JE CROISE dans l'école une de cafés et de cinémas, où l'étudiant se nourrit de mille informations. Durant ses trois ou quatre années de cours, celui-ci va laisser voler sa créativité et mener ses projets à terme, en profitant des bibliothèques, des ateliers, des tissus abondamment fournis par les sponsors (« Les Français, souligne Louise Wilson, sont très généreux (») et, enfin, de l'assistance des professeurs, qui exercent tous, par silleurs, un autre métier dans la mode.

CRITIQUÉ VICIEUSEMENT »

Mais l'année d'étude coûtant 10 000 francs - et 59 500 francs pour les candidats n'appartenant pas à l'Union européenne -, cette extraordinaire liberté est tout entière tendue vers un but : le succès. « Tous les stx mais, le book où l'élève note ses idées et l'avancée de ses projets est soumis à examen », explique Louise Wilson, qui précise : « Nous le critiquons vicleusement. » C'est à ce prix que les 60 élèves, sélectionnés par concours sur une centaine de candidats, menent toutes leurs études jusqu'au terme finalement concrétisé par les grands défilés qui réunissent, deux fois par an, 700 spectateurs.

Parmi eux, une foule d'émissaires aux aguets, chargés de recruter les meilleurs pour les maisons de mode. Kenzo, Donna Karan, Cerruti - liste non close ont trouvé là du sang neut. D'autres firmes étrangères y guettent leurs compatriotes : car si les effectifs de l'école ont doublé en trois ans, le pourcentage des sujets britanniques y est désormais minime (

1. B.



Un modèle de la vollection Lainey Resent

capitale (boîtes de nuit, entrepôts...), les défilés de mode féminine automne-hiver 1998-1999 ont multiplié les shows spectaculaires. ils n'ont lésiné sur rien : ni sur les effets spéciaux - torches en feu, rideaux de fiammes -, ni sur les mystifications - la fausse arrivée de Madonna, un sosie de Michael Jackson à la place d'honneur-, ni sur les aboiements des appariteurs, qui cornaquaient d'interminables files enchaînées par des attentes de plusieurs heures.

Dans cette party à répétition, les photographes de mode se changeaient en paparazzi pour capter, au milieu d'un public frémissant, quelque altesse locale (la duchesse de Kent) ou éminence du moment, maisons parisiennes, suscite ici des émules. Julian McDonald n'a-t-il pas réalisé, durant plusieurs saisons, la maille de Chanel? Le Sunday Times du 1ª février spéculait sur les chances d'Anthony Price, le courmier des rock-stars, d'officier chez Versace.

La presse britannique peut dépiorer la fuite de ses créateurs, découragés par la défiance des banques et les carences du textile anglais. C'est sous le titre « Semaine de chasse aux grands

noms » que le Times recense dans

avone le maître, que l'on peut faire de la couture avec de la maille. »

comme une aigrette -, tantôt du

et 1998. Un blanc venu s'ajouter au traditionnel « blanc de janvier » (20 %

moins conventionnel « blanc marlage»: avec 7 500 listes de mariage ouvertes en 1997 à la Boutique Blanche, le Printemps reste dans ce domaine leader des grands magasins en lle-de-France.

Ce troisième « blanc » se vent

du chiffre d'affaires), ou encore au non

définitivement plus individualiste, aimantant les désirs de cocon on de séduction : étoles frangées en sole et coton (299 F), sac au crochet en micromaille ananas (199 F), bracelets de résine ivoire, chaussettes japonaise à pouce (120 P), capeline Whiteley de plumes immaculées (799 F), coller en pistils de paillettes d'Anne Claustre (695 F). Attention aux chèques en blanc...

Laurence Benaim

★ Printemps Haussmann, «Think White» du 26 février au 14 mars. Animations principales le 14 mars. Renseignements au téléphone : 01-42-27-48-95.

* Colette. « Coton blanc » 213, rue Saint-Honoré. 75001. Tél : 01-55-35-33-90.

LE MONDE/IDM l'histoire au jour le jour 1939-1996 Nouvelle édition 1997 CD-ROM PC-MAC

132 cartes - 260 photos 1078 articles 245 « une » du Monde 78 enregistrements radio 19 788 dates indispensables.

En vente au Monde, sur Minitel : 3615 LEMONDE sur internet : http://www.iemonde.fr et dans les grandes surfaces

Neige de Printemps

Dans les années 60, le blanc rimait avec lumière, espace, an 2000 à la Courrèges. Dans les années 80, il forma avec le noir le couple le plus graphique d'une décennie en quête de signes. Ecartelée entre le bien et le mai, blanches colombes et « blanchiment » de l'argent sale, jamais une couleur n'aura été si caméléon. Nette, hygiéniste, elle combat les idées noires. Une envolée papillonnée de Koji Tatsuno, un chapeau de Stephen Jones.

un sac de Comme des garçons et bien d'autres angéliques surprises : taudis que Colette expose les créations réalisées par des célébrités du chiffon à partir d'une pièce de coton blanc, le Printemps se met à la page. Le blanc? Jamais un grand magasin

ne lui avait déroulé un tel tapis rouge : avec « Think White », le Printemps célèbre du 26 février au 14 mars le blanc sur 1 000 mètres carrés et de cinq manières : zen, vif, poétique, ethnique, conture. Entre les vitrines sur le blanc interprétées par des créateurs de mode comme Martin Margiela, Issey Miyake, Martine Sitbon,

Jeremy Scott, des gourmandises blanches imaginées par Ladurée, et toute une mise en scène des collections nouvelles, la quinzaine s'annonce colorée. Symbole de pureté et d'innocence, couleur de la « deuxième aube », selon Le Clézio, le blanc sera consacré roi le 14 mars. avec des vitrines vivantes, avec funambules, petits rats et maîtres de taï-chi en démonstration. La veille, le vendredi 13 mars, Jeremy Scott, un jeune Américain de Paris, révélation de l'été 1998, dont les anges rebelles et leurs camisoles blanc Prozac décapsulent la mode, défilera an Printemps Haussmann, Enfin, du 9 au 18 mars, Christian Lacroix mettra en scène ses objets maison, ses robes de couture et de mariée au premier étage. Pour le grand magasin, qui a bénéficié, sous l'impulsion du groupe Pinault Printemps Redoute, de 200 millions de francs d'investissements, le blanc s'impose comme la couleur d'une renaissance : 20 000 mètres carrés rénovés entre 1996

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie, - Il pleuvra le matin, puis l'après-midi, le ciel restera très nuageux, avec des averses près des côtes. Le vent d'ouest à nord-ouest soufflera à 80 km/h en rafales. Il fera plus frais, avec 8 à 11 degrés

Nord-Picardie, lle-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps sera couvert et pluvieux le matin, puis l'après-midi il y aura des averses, localement orageuses. Le vent de sud-ouest à ouest soufflera à 60 km/h en rafales dans l'intérieur. Les températures maximales avoisineront 6 à 10 de-

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté, - Le ciel restera couvert, avec de la pluie, surtout l'après-midl. Il neigera en montagne, au-dessus de

800 mètres en fin de journée. Il fera 7 à 10 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages resteront nombreux une bonne partie de la journée, mais il fera beau en montagne, sur les Pyrénées, Quelques pluies arriveront par le Poitou en fin de journée. Les températures maximales avoisineront 10 à 13 de-

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel sera couvert le matin, avec quelques pluies faibles, puis l'après-midi les nuages resteront nombreux. De nouvelles pluies faibles arriveront par le nord en fin de journée. Le soleil restera prédominant sur les Alpes Jusqu'en début d'après-midl. Il fera 9 à 12 degrés l'après midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le soleil brillera largement sur l'ensemble des régions. Le vent d'ouest soufflera à 70 km/h en rafales sur le littoral varois. Les températures maximales avoisineront le à 19 degrés.

28 FEVRIER 1998 Prévisions			Mascale	Ens
vers 12h00				₹,
\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$				∑ <u>/</u> P nuo
sepod /	uu nin e			7
Appen America Am	serion .	A Process		24
ioner a	7210			Br
a ma				4
5 July 12 - Po	a decision of	6 4		G
7-2 Norte: ////		allenger	\$ 17	Br
'			Mark .	
	1901	Supplier Confe		Âv
loulous	-543 W	2	A Marie	1
1 2 2 3 A	an time			P
A STATE OF THE STA	adone V.G.	A.		1
Cidona CA		۸۲ <u></u>	&Athenes	Or
	2.0		W.	N
A	M		St. Mail	N
Rabal Plans	aring a	20".	METEO	Ve

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ ALLEMAGNE, Selon une étude de l'Office fédéral de l'aviation, près de 90 % des avions de compagnies étrangères desservant l'Allemagne ou y faisant escale ne respectent pas les normes de sécurité internationales. Sur 806 charters et autres appareils contrôlés entre mai 1996 et décembre 1997 sur les aéroports allemands, seuls 104 répondent aux normes de sécurité fixées par l'Organisation internationale de l'aviation civile (ICAO). L'étude précise encore que 262 appareils « nécessitent des améliorations », 375 « remplissent partiellement » les normes et 59 autres ne les remplissent pas.

■ SCANDINAVIE. La compagnie

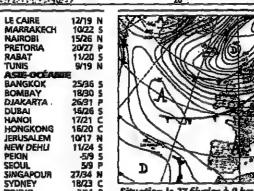
aérienne SAS met en service, le 2 mars à 12 heures, deux nouvelles lignes téléphoniques pour les réservations : le 0-801-25-25-25 pour le public, le 0-801-117-117 pour les agences de voyages.

PRÉVISIONS POUR LE 28 FEVRIER 1998 VIlle par ville, les minima/maxima de température et l'état du clei. 5 : easolelllé: N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : nelge.					
FRANCE métr	epole	NANCY	4/9 P		
AJACCIO	5/15 5	NANTES	4/10 N		
BIARRITZ	6/13 C	NICE	7/18 5		
BORDEAUX	6/12 C	PARIS	4/9 P		
BOURGES	5/10 P	PAU	3/13 C		
BREST	5/8 N	PERPIGNAN	6/17 5		
CAEN	5/9 N	RENNES	3/10 N		
CHERROLING	C 60 D	ST STIENNE	AJE S NI		

C: couvert; P:	pluie; * : #	eige.	
FRANCE mét	repole	NANCY	4/9 9
AJACCIO	5/15 5	NANTES	4/10 N
BIARRITZ	6/13 C	NICE	7/18 9
BORDEAUX	6/12 C	PARIS	4/9 F
BOURGES	5/10 P	PAU	3/13 (
BREST	5/8 N	PERPIGNAN	6/17 5
CAEN	5/9 N	RENNES	3/10 N
CHERBOURG	6/8 P	ST-ETIENNE	4/11 N
CLERMONT-F.	4/12 C	STRASBOURG	4/10 F
MOUG	5/10 P	TOULOUSE	6/13 (
GRENOBLE	7/13 N	TOURS	5/10 9
LILLE	3/7 P	FRANCE out	
LIMOGES	5/11 N	CAYENNE	26/30 F
LYON	3/11 N	FORT-DE-FR.	22/29 9
MARSEILLE	7/16 S	NOUMEA	24/29 9

ST-DENIS-RÉ.	26/29 N	LIVERPOOL LONDRES
AMSTERDAM	9 840	LUXEMBOUT
ATHENES	7/16 S	MADRID
BARCELONE	10/17 5	MILAN
BELFAST	-2/2 *	MOSCOU
BELGRADE	7/19 5	HOMUN
BERLIN	1/3 P	NAPLES
BERNE	2/8 C	OSLO
BRUXELLES	1/8 P	PALMA DE N
BUCAREST	1/15 5	PRAGUE
BUDAPEST	7/15 N	ROME
COPENHAGUE	-1/4 P	SEVILLE
DUBLIN	-2/3 P	SOFIA
FRANCFORT	1/8 C	ST-PETERSB
GENEVE	3/12 C	STOCKHOLI
HELSINKI	-3/0 *	TENERIFE
ISTANBUL	3/11 S	VARSOVIE







SPORTS D'HIVER

Glisses extrêmes et balisées

PERCHÉES à haute altitude, les aires de jeux, souvent baptisées du nom anglais snowboard park, réservées à toutes sortes d'acrobaties à surf ou à ski, opt été aménagées dans de nombreuses stations. Aux Deux-Alpes, deux espaces

accessibles avec le forfait « ski » : le Snow Park, à 2600 m, et le Ski Park, à 2 100 m (avec secouristes et conseillers sur place). Prêt de matériel chaque mercredi. En mars, le forfait 6 jours, donnant accès à 60 remontées mécaniques et 330 km de pistes, coûte 908 F (ou 180 F par jour). Un appartement à louer pour quatre est commercialisé autour de 2 000 F la semaine. Un établissement 3 étoiles facture la demi-pension autour de 450 F. Office du tourisme, tél.: 04-76-79-22-00.

A Val-d'isère, le Snowboard Park couvre 35 hectares en haut de Beilevarde. Des stages d'entrainement variés v sont proposés aux adultes comme aux juniors (Altimania, Evolution, Snow Fun, Ski Cocktail, Ecole du ski français). Initiation gratuite chaque dimanche de 14 à 16 heures (avec Hors Limites). Forfait ski « Espace Killy » 6 jours : 1000 F. Centrale de réservation Val Hőtel: 04-79-06-18-90.

A Courchevel, les deux \$nowrides, des Verdons et du Plantrey sont libres d'accès avec le forfait ski. Du 14 mars au 4 avril, on bénéficie de « Semaines blanches » (de 1320 F à 1860 F), une formule associant « annartement et ski » dans la vallée de Courchevel. Office du tourisme, tél.: 04-79-08-00-29.

Les Arcs, station pionnière en la matière, affiche la « Clisse en fête » du 28 février au 6 mars, semaine durant laquelle les essais seront gratuits et les accès aux stades a réservés » également, notamment ceux de vitesse, snowpark, bosses et slaiom (Office du tourisme, tél.: 04-79-07-12-57).

Egalement « Nouvelles Glisses » à Avoriaz, du 28 mars au 4 avril (Office du tourisme, tél.: 04-50-74-02-11), station qui a inauguré cette année un *Carroark*.

A isola 2000, les formules « Nouvelles glisses en liberté » (à partir de 2 800 F. tél.: 04-93-23-29-29) s'appliquent hors vacances scolaires et incluent un toit (la résidence des Adrets pendant 7 jours), les remontées, le matériel et l'initiation en surf, ski parabolique ou

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI LES HAUTEURS d'enneigement au leudi 26 février. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne, ou le 3615 Corus, et sur internet : htt : // www.sklfrance.fz.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut

DAUPHINÉ-ISÈRE

Alpe-d'Huez: 79-240; Alpe-du-Grand-Serre: 40-120; Auris-en-Oisans: 30-90; Autrans: 50-100; Chamrousse: 70-110; Le Colletd'Allevard: 55-120; Les Deux-Alpes: 70-280; Lans-en-Vercors: 10-70 : Meaudre : 20-90 : Saint-Pierre-de-Chartreuse: 00-110; Les Sept-Laux: 40-140; Villars-de-Lans: 50-125

HAUTE-SAVOLE

Avoriaz: 20-160; Les Carrozd'Araches: 15-210; Chamonix: 70-209; Châtel: 25-100; La Clusaz: 15-105; Combloux: 25-115; Les Contamines-Montjoie : 05-190 ; Flaine : 64-210 ; Les Gets : 15-100 ; Le Grand-

Bornand: 65-110; Les Houches: 45-110; Megève: 05-80; Morillon: 05-200; Morzine-Avoriaz: 15-165; Praz-de-Lys-Sommand: 40-100; Praz-sur-Arly: 40-140; Saint-Gervais: 35-110; Samoens: 10-150; Thollon-les-Memises: 50-60

SAVOIE

Les Aillons: 15-100; Les Arcs: 93-180; Arèches-Beaufort: 15-130; Aussols: 40-50; Bonneval-sur-Arc: 70-115 ; Bessans : 80-90 ; Le Corblet : 56-165 : Courchevel : 15-114 : La Tania: 32-125: Crest-Voland-Cohennoz: 40-80; Flumet: 35-120; Les Karellis: 75-145; Les Menuires: 60-140; Saint-Martin-Belleville: 30-140 : Méribel : 50-110 ; La Norma : 20-80: Notre-Dame-de-Beilecombe: 35-120: La Plagne: 115-210: La Rosière 1 850 : 70-170 ; Saint-François-Longchamp: 70-160; Les Saisies: 20-160; Tignes: 102-170 : La Toussuire : 60-80 : Val-Cenis: 50-100; Val-Fréjus: 30-130; Val-d'Isère: 98-220; Valloire: 40-145 ; Valmeinier : 40-150 ; Valmorel :

ALPES-DU-SUD

PHILATÉLIE

65-150; Val-Thorens: 80-250.

Auron: 70-170; Bevil-les-Launes: n. c.; isoia 2000: 110-140; Montgenèvre: 100-160; OrcièresMerlette: 55-175; Les Orres: 80-180; Pra-Loup: 30-135; Puy-Saint-Vincent: 70-200; Risoul 1850: 100-130; Le Saute-Super-Sauze: 45-190; Serre-Chevalier: 70-215; Superdevoluy: 40-190; Valberg: 50-100 ; Val d'Allos/Le Seignus : 60-150 ; Vai d'Allos/La Foux : 120-210 ; Vars :

PYRÉNÉES Ax-les-Thermes: 20-60; Cauterets-Lys: 80-120; Font-Romen: 60-90; Goutette: 35-100; Luz-Ardiden: 50-90; La Mongie: 35-80; Peyragudes: 50-90: Piau-Engaly: 35-110; Saint-Lary-Soulan: 20-75; Luchon-Super-Bagnères: 20-120. **AUVERGNE**

Le Mont-Dore: 25-90; Besse/Super-Besse: 25-90; Super-Lioran:

Métablef: 05-25; Mijoux-Lelexla-Faucille: 10-60; Les Rousses: 10-

VOSGES Le Bonhomme: 40-40; La Bresse-Hohneck: 20-30; Gérardmer: 05-15; Saint-Maurice-sur-Moselle: 00-10; Ventron: 10-20.

BOSSES À MEGÈVE. Les Championnats de France de bosses se dérouleront du 19 au 22 mars, avec entraînements le premier jour. On choisit un hébergement en s'adressant à la centrale de réservation de la station (tél.: 04-50-21-29-52). Compter 1600 F la semaine pour un appartement à partager à deux, 500 F pour une chambre double avec petits-déjeuners dans un 2 étoiles, 800 F avec un confort 3 étoiles.

M CINEMA A CHAMONIX. Deuxième édition du 24 au 29 mars des avant-premières de la station phare du Mont-Blanc. Une dizaine de films inédits, francais et américains, seront présentés au cinéma Vox de Chamonix. A l'affiche, notamment: Sphère de Barry Levinson, avec Dustin Hoffman et Sharon Stone et Big Lebowski de Joël et Ethan Coen, avec Steve Buscemi (Berlin 98). Pass pour entrée libre : 250 F. Les forfaits ski-hébergement s'appliquent du 4 mars au 3 mai. Soit pour 6 jours de ski: 2765 F (2 étoiles, demi-pension) ou 1580 F dans un deux-pièces que l'on partage à quatre; et 1770 F pour 4 jours de ski (1 125 F en location). Office du tourisme, centrale de réservation, tél.: 04-50-53-23-33.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 38051

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 111 V ٧ĭ VII VIII ΙX X XI

HORIZONTALEMENT

1. Toujours prét a apporter sa pierre à l'édifice. - II. Perdent leur queue en grandissant. Son école est ouverte à tous, - III. Retourne à l'envoyeur. - IV. Mesure agraire. Protégée contre l'oxydation. -V. Porteur de bois. Rivière du Nord. Ville de Serbie. - VI. Personnel. Adoucit sa tisane. - VII. Indique la qualité. Bref signal sonore, Le père a énormément de travail ce jour-là. VIII. Apportait de grands changements. - IX. Donne la fièvre. Fixées solidement- X. Dessin préparatoire. Dada, il rejoignit les surréalistes. -

VERTICALEMENT

1. Difficile à vivre pour les autres. 2. Qui entraine des frais. Possessif. - 3. Apprécier le travail. Gourmandises félines. - 4. On peut compter dessus. Bons vivants et même bons viveurs. ~ 5. Echange de bons procédés. Possessif. A la fin de la dictée. - 6. Mettre en valeur les mou-

XI. Fatigue à la longue. Sa côte est

appréciée quand elle passe à table.

lures. - 7. Finirai par lasser. Baje en désordre. - 8. Dans la gamme. Exalte. - 9. Bougent en douceur. -10. Voyelles. Son boulot, c'était du vent. Point de départ. - 11. Partisan

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98050 HORIZONTALEMENT

I. Porte-parole. - II. Avenue. Oran. - III. Rapt. Rase. - IV. Lit. Pene. BA. - V. Eradication. -VI. Métal. Stria. - VIL Inepte, Ti. -VIII. Néo. Rua. Cil. - IX. Tond. Israël. - R. El. Geniëvre. - XI. Relatée. Ase.

VERTICALEMENT

1. Parlementer. - 2. Ovaire. Eole. -3. Reptation. - 4. TNT. Dan. DGA.~ 5. Eu. Piler. Et. - 6. Perec. Puiné. -7. Anastasie. - 8. Rosette. Ré. -9. Ore. Ir. Cava. - 10. La. Boitiers. -11. Encanaillée.

L'abbé Franz Stock

GEORGE WASHINGTON en 1927; François de Tassis, Chopin, Van Gogh en 1956; Copernic en 1957 et 1974; Michel-Ange, Cervantès, Rembrandt, Newton, Mozart, Goethe en 1957 : Beethoven, Mazzini. Verhaeren, Mayrisch en 1963; Hansen en 1973 ; Franklin en 1956 et 1976; Luther en 1983; Pershing en 1987; Adenauer en 1988; Brel en 1990; Simenon en 1994; la liste des timbres français à l'effigie de personnalités étrangères n'est pas bien longue. Elle va s'enrichir d'une unité avec la mise en vente générale, lundi 2 mars, d'un timbre à 4,50 F consacré à la mémoire de l'abbé Franz Stock (Neheim, Allemagne, 1904 - Paris 1948). Ce pretre, proche des mouvements pacifistes, milite pour le rapprochement franco-allemand. Ayant la charge de la paroisse allemande catholique de Paris depuis 1934, l'abbé Franz Stock devient aumônier des prisons de la Wehrmacht en 1940 à Fresnes, à la Santé

12 Thought est edité par la SA Le Monde. La reproduction de tout entide est interdite sans l'accord de l'administration. Commission parissins des journaux et publications nº 57 487



PRINTED IN FRANCE



FUBLICITE
Describition Aday
Vice-procident General Monax
Describing Shiptone Corre
Describing Shiptone Corre
Describing Shiptone Corre 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

et au Cherche-Midi. Il assiste les supplicés. résistants ou otages. A la Libération, il

choisit de rester pour partager le sort des prisonniers allemands. Ses cendres reposent en France, à

Le timbre, au format vertical 22 × 36 mm, dessiné et gravé par Marie-Noëlle Gostin, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

★ Vente anticipée les 28 février et 1º mars : à Paris, au bureau de poste « premier jour » ouvert à l'institut national des jeunes sourds, 254, rue Saint-Jacques, 15'; à Chartres, au bureau de 🗣 poste doté d'un timbre à date sans mention « premier jour », ouvert à la Maison pour tous, quartier de Rechèvres. Souvenirs philatéliques : enveloppe et carte postale (15 F plus port 6,70 F l'unité), commandes et règlements à Roger Joly, 12, rue

en filigrane

■ L'Argus des timbres de France. Avec une édition en couleurs, L'Argus des timbres de France fête son 25e anniversaire. Diffusé en kiosque, L'Argus offre la particularité de donner la « vraie » valeur des tímbres de France qu'il répertorie, puisque son éditeur armonce clairement le prix auquel il rachète les timbres référencés (112 pages, 48 F, diffusé par La Bourse du timbre, 7, rue Drouot, 75009 Paris).

La Philatélle française. Le mensuel édité par la Fédération française des associations philatéliques (FFAP, 47, rue de Maubeuge, 75009 Park),

de la Grenouillère, 28000 Chartres. La Philatélie française, profite de la loumée du timbre pour présenter le type Blanc, choisi, cette année, pour illustrer le timbre émis à l'occasion de cette manifestation nationale. Et Marc Frey y termine une étude sur la poste aux armées (1980-1997) qui s'intéresse à la poste navale et aux missions des forces françaises opé-

rant sous mandat de l'ONU. ■ Ventes. La vente à prix nets de févner de La poste aux lettres (tél.: 01-47-70-74-57) disperse plus de 1000 lots, dont un ensemble de marques postales du Jura et deux manuscrits relevant de la poste aux armées de 1703 et 1709 décrits comme uniques par le vendeur.

产程的体管 ではお経済素。 - a september deste 1000 (1000 minutes 1000 minutes)



. 12.

1.75

- 4

· · · . =,1

100

ALC: NO

1985 W.

20 martin 12

7761

*.,,,...

100

4.0

Part of the second of the seco

e :

A Company of the Comp

The contract of the contract o

HERCHITETTE STATE TO STATE OF THE

AUTO COME.

 $\mathcal{Z}_{(k_1, \ldots, k_n)}$

440 to 31

** **

A Section 1997

145

12 m

41 %

in depline diet de prime les de la récolution. De légia est direc for reflection le récibilité avec le bélons Chiefer de l'Artige (parie) e milité de Propagation de milité de Propagation de militération de propagation fine l'articles de propagation ENTER DESIGNATION POR on "volating" paint made. complete, of popular periods of the second period periods of the second period periods of the second period periods of the second pe

10000 17 1134

thered they come the LICENS IN A BOY THE WORK TABLE THE SPECIES OF

130 350 Maquettica, and - 4.

David hing and million of College of Principal in or 1955, seemed in the latest at 1955, seemed in the latest and the latest at 1955, seemed in the 1955, seemed in the latest at 1955, seemed in the 1955, seemed in the 1955, seemed in the 1955, seemed in the 1955, seemed in th traffun et in sam

traitum et la gammanidation récitques, canadas Plans (au principal de gammanidation de gammanidation de graphismes a Magille de la gammanidation de gammanidati De Carlo

> WILDINGS SECTION Motors 12, it es the like the factor of the strepts out Test and there du li Projet ret tele pare William II to the PARTIE TO STATE THE COMM



CULTURE

PHOTOGRAPHIE Graphiste britannique et militant trotskiste, David King a constitué à partir des années 70 la plus importante collection de photographies sur la révolu-

tion russe et la période stalinienne hors de Russie. Elles concernent aus-si bien Lénine, Staline et Trotski que les anonymes disparus dans les caves de la Loubianka ou les camps

du Goulag. ● « THE COMMISSAR VANISHES » (« Le Commissaire disparaît »), son dernier ouvrage, montre avec précision comment les censeurs de Staline s'employaient, à

coups de ciseaux et de pinceaux, à faire disparaître de l'histoire officelle du régime les éléments considérés comme ennemis de la révolution. • ARCHIVISTE PATIENT, David

King est parvenu à reconstituer l'itinéraire d'une photographie, démon-tant les différents mécanismes de falsification et retrouvant les per-

Comment Staline jetait ses ennemis dans les poubelles de l'Histoire

Collectionneur obstiné d'images prises pendant l'ère soviétique, le Britannique David King détaille dans son livre « The Commissar Vanishes » les processus de falsification photographique qui permettaient au « Petit Père des peuples » de faire disparaître ses opposants et de se glorifier

LA PHOTO, inédite, représente Staline debout ; à sa droite, Nicolai Antipov, à sa gauche, Serguei Kirov, Nicolai Chvernik et Ivan Akoulov, quatre dirigeants soviétiques de premier plan. Il existe quatre versions de ce cliché pris en 1926, montrant les différentes étapes de sa falsification. Elles sont reproduites sur la couverture du livre de David King, The Commissar Vanishes («Le commissaire disparaît »), dont le sous-titre, « La falsification de la photographie et de l'art dans la Russie stalinienne », résume blen l'ambition.

On ne connaissait de cette photo que la version peinte par Isaak Brodsky en 1929 qui a beaucoup servi dans les ouvrages de glorifica-tion du « Petit Père des peuples ». David King a d'abord retrouvé une photo représentant Staline avec Kirov, assassiné en 1934, dont le fond paraissait repeint. Il a ensuite déconvert une version sur laquelle un troisième personnage était ajouté, Chvernik, Fun des fidèles de Staline jusqu'à sa mort en 1953. Enfin, alors qu'il achevait son livre, David King exhumait un cliché avec cette fois quatre protagonistes. L'énigme semblait résolue : le décor était naturel et la falsification n'était plus évidente: Mais, depuis la publication du livre, David King a reçu d'un ami de Budapest une nouvelle version de la même photo avec un cinquième homme qu'il a identifié comme étant Akoulov, fidèle de Staline, chef de la Cour suprême chminé en 1937.

L'ALBUM DE RODCHENKO

Centains des documents présen-tés par David King sont connus mais la présentation de leurs différentes versions permet de reconstituer leur parcours. Tous sont des icônes de la Russie stalinienne. Dans l'original de la célèbre photo de Lénine seul haranguant la foule 5 mai 1920 devant le Bokhol, on peut voir Trotski et Kamenev au pied de la tribune. Un cliché officiel présente Gotki et Lénine à Petrograd en 1920, lors du deuxième congrès de l'Internationale communiste. Les deux hommes sont seuls ; en fait, ils étaient entourés de Zinoviev, Boukharine, Radek, Pechkov, tous assassines.

Les retoucheurs staliniens poursuivaient deux objectifs: faire disparaître les « ennemis du peuple » - ce qui est devenn de plus en plus complexe car ils étaient toujours plus nombreux; magnifier le rôle









démonte tous les mécanismes de la falsification avec le talent d'un spécialiste de l'image, expert des techniques de propagande. Ce jeu des sept erreurs, souvent tragique, parfois comique, est présenté de manière pédagogique par des systèmes de légendes explicites. Dans le cas le plus simple, l'intrus, l'ennemi disparaît. Dans des cas plus complexes, un proscrit peut être gommé avant d'être remplacé. Mais la manipulation peut être très

révolution. David King dans les premiers, les deux hommes Au fil des années, Staline devient de plus en plus dominant, d'abord as-

sis, puis debout. Il arrive aussi que les ciseaux des censeurs hésitent. Une photo représente sept dirigeants de Républiques soviétiques en 1935 autour de Kalinine, président de l'URSS. Trois ans plus tard, six d'entre eux auront été éliminés. Une photo existerait de cette scène sur laquelle Faizulla Khodjaev, le chef ouzbek, est affublé d'une barbe le rendant

de Staline dans les premières an- Staline au côté de Lénine en 1922 ; méconnaissable car les censeurs devalent faire vite. David King est toujours à la recherc

pièce à conviction. Un des apports les plus émouvants du livre concerne Alexandre Rodtchenko. Il montre comment la censure se glissait jusque dans le secret des bibliothèques et des consciences. En 1984, David King se rend à Moscou. Rue Kirov, il sonne à la porte de l'appartement où le peintre et photographe constructiviste habitait Jusqu'à sa mort en 1956. Peu de choses ont changé; la

milieu de ses toiles. La bibliothèque est couverte de poussière. En feuilletant l'exemplaire de Dix Ans d'Ouzbékistan, dont Rodtchenko a réalisé les photos et la maquette, David King découvre ce qu'il appelle « un terrible crime ». Trois ans après la publication de cet album, en 1937, une purge a décimé la direction ouzbèke. L'artiste a rendu les visages des proscrits méconnaissables en les peignant en noir, leurs

noms aussi ont été occultés. Son

graphier ce témoignage. La traque de l'image interdite était si féroce que la possession de la photo d'un proscrit entraînait automatiquement l'arrestation. C'est donc jusque dans l'intimité des albums familiaux qu'il fallalt cavlarder avec sauvagerie les photographies litigieuses pour montrer que l'on parageait la haine des traîtres.

Les censeurs n'imaginaient certainement pas qu'ils allaient créer parfois des images au comique involontaire. Ainsi, cette photogra-phie représentant Kalinine, chef de l'Etat, flanqué des généraux Boudienny et Vorochilov en 1937. Ils sont entourés d'officiers de l'Armée rouge dont le visage à été recouvert par des traits de pinceaux verticaux faisant irrésistiblement penser à une cérémonie du Klu Klux Klan.

Parmi les photos inédites du livre, sous le titre « Les assassins », David King présente un cliché qu'il a trouvé au mur d'une petite librairie en 1990 à Moscou. Il représente la cour de la Loubianka, le siège de la po-lice politique à Moscou, où posent, en 1934, 228 fonctionnaires du NKVD entourant Andrei Vychinski, le procureur général du Soviet suprême qui sera le grand organisateur des purges et des procès. L'efficacité des retoucheurs était

aussi implacable que celle des policiers quand Il s'agissait de faire disparaître les traces des clichés originaux. Quand elle n'y suffisait pas, peinture et sculpture prenaient le relais de la photographie pour donner l'image voulue. Les artistes constructivistes comme Rodtchenko, Stepanova, Lissitsky ou Kiucis, qui avaient inventé les techniques modernes de la propagande, ont été progressivement remplacés par les peintres du réalisme socialiste. Cet art officiel fera longtemps des dégâts, comme le montre David King en terminant son livre par une pirouette. Il présente un tableau de 1947 montrant Lénine proclamant la République des soviets ; derrière kii se tiennent Staline, Dzerjinski et llov. Dans la version de 1962, sous Khrouchtchev, ces trois-là sont à leur tour effacés par l'histoire soviétique pour être remplacés par des miliciens anonymes.

Michel Lefebvre

★ The Commissar Vanishes, de David King, Canongate Books à Londres et Metropolitan Books à New York, 192 p., 250 F.

sophistiquée. Ainsi des clichés de Les recherches patientes d'un graphiste militant

de notre envoyé spécial Dans le bureau de David King, un buste de Karl Marx de 1 mètre de haut surveille la pièce, décroché du fronton de l'immeuble du Parti communiste anglais. C'est un des rares objets de la maison qui ne viennent pas de l'ex-Union soviétique. A l'étage en dessous, une bibliothèque contient des milliers de livres sur la révolution russe. Les couloirs sont couverts d'affiches originales et de tableaux. Pour les visiteurs russes, qui viennent ici chercher des documents sur l'histoire de leur pays, cette maison du quartier d'Islington, à Londres, est le véritable musée de la révolution bolchevique, celui de Moscou n'étant qu'une annexe.

Une pièce est remplie de boîtes métalliques rouges qui contiennent les 250 000 photos impeccablement classées de la David King Collection, la plus importante collection de photographies sur la révolution russe et la période stalinienne hors de Russie. Sur les étiquettes, Lénine, Trotski, Staline, bien str... Il y a aussi les anonymes de la révolution, ceux qui ont disparu au fil des années dans les geòles de la Loubianka ou dans les camps du Goulag. En trente ans, David King

volution russe que les retoucheurs de Staline ont tenté de faire dis-

David King évoque Léon Trotski: barbichette, lunettes cerclées; il a fini par ressembler à l'homme dont il a contribué à restaurer l'image. Quand il

livres, les brochures ou les photographies de cette période disponibles à l'Ouest. C'est dans les poubelles des archives de son journal, « nettoyées » régulièrement des photos inutiles par les responsables du service photo, que David King va trouver ses

Maquettiste, archiviste et biographe de Trotski

David King est né en 1943. Après des études de design au London College of Printing, il est directeur artistique au Sunday Times, de 1965 à 1975, avant de devenir maquettiste indépendant. L'administration et la commercialisation de sa collection de photographies soviétiques, comme sous le nom de David King Collection, est aujourd'hui sa principale activité. Il s'est fait une spécialité de la réalisation de livres où Piconographie tient une grande place et dont

le graphisme s'inspire du constructivisme russe. Il a publié trois biographies photographiques de Léon Trotski, la première avec Francis Wyndham (Penguin Books, 1972), la deuxième avec Pierre Broué (EDI, 1979 édition française) et la demière et la plus complète seul (Basil Blackwell, 1986). Il a également publié Caricatures from the 1905 Revolution (Jonathan Cape, 1983) et The Great Purges, avec Isaac Deutscher (Basil Blackwell, 1984). Son livre The Commissar Vanishes est paru en octobre 1997 à New York et à Londres. Il s'est vendu à 20 000 exemplaires.

commence sa collection, dans les années 70, il est directeur artistique du Sunday Times et militant trotskiste. Il cherche des documents sur l'ère bolchevique. Ce qu'il trouve est très pauvre. Ni les militants ni les institutions ne se soucient alors de conserver les tournés. » Lors de ses voyages en

premiers documents. « Tout ce qui était politique n'intéressait personne, j'ai commencé un travail d'archéologue, explique-t-il. Les libraires aussi jetaient ce matériel invendable qui se retrouvait dans leurs stocks par des chemins dé-

Europe et aux Etats-Unis, David King rencontre les familles exilées, obtient ou photographie de nombreux documents. A partir de 1970, il se rend régu-

lièrement en Union soviétique, à la recherche de survivants. Cette quête devient bientôt sa principale activité et sa collection prend de l'ampleur. Il n'a de cesse de la faire connaître en publiant des livres sur Trotski ou les purges staliniennes. Depuis des années, il travaille sur la falsification des images, découvrant toujours de nouvelles malversations, d'autant que son travail est aujourd'hui connu dans les pays de l'Est et que certains documents lui parviennent désormais par la poste, quelquetois de manière anonyme.

Graphiste et militant, David King se considère comme un historien de l'image, un témoin. Et rien ne l'étonne plus que de voir les collectionneurs s'arracher les photos ou les affiches de la révoution d'Octobre qui étaient méprisées il y a trente ans. « C'est etrange de voir de riches Américains acheter à grands frais dans les galeries chic de New York des tirages originaux de Rodtchenko sur l'Armée rouge ou des affiches originales de Klucis à la gloire de Sta-





Louise Ciccone touchée par une lumière rédemptrice

:R 19

Avec « Ray of Light », Madonna troque le racolage pour le dépouillement

l'atout essentiel de Madonna. Même habillée par Jean-Paul Gaultier, l'Italo-Américaine a joué des images et des rythmes avec une exubérance laissant peu de place à la finesse. Ce qui ne signifie pas que le personnage manque de complexité. Il a toujours été assez fascinant d'observer ce que cette Rastignac de la pop laissait transparaître comme vraie émotion et personnalité à travers des changements d'identité formatés pour la foule. Sa détermination d'acier, son professionnalisme capable d'assumer tous les racolages se sont souvent mêlés à un goût de la confession. Généralement trop mis en scène pour vraiment toucher, ces reves de gamine jouant à Marilyn, ces fantasmes de femme libérée, ces lueurs de doute existentiel sont tout à la fois les failles et l'armure. On ne devient pas une star sans calcui, on ne dure pas quinze ans au sommet de la popularité (Louise Ciccone aurait vendu à ce jour 100 millions d'aibums dans le

monde) sans livrer un peu de soi. Cette ambivalence s'expose une fois de plus dans son nouvel album. Ray of Light, son neuvième, l'un de ses plus réussis. Pour habiller cette production, la dame a choisi William Orbit, pionnier de l'électronique britannique, respecté pour le raffinement de créations croisant entre house et ambient. On pourrait parler du vampirisme, de l'opportunisme d'une vedette en quête de crédibilité. Notons d'abord que,

enfant de la génération disco, Madonna n'a pas attendu la révolution techno pour conquérir les dance floors. L'ancienne danseuse de Patrick Hernandez (à l'époque de Born To Be Alive) s'est toujours affir-mée une nightclubber convaincue, dont les premiers tubes - Holiday, Into The Groove. -, produits par des as de la dance music de l'époque, Jellybean Benitez ou Nîles Rogers, résonnent encore comme des hymnes au défoulement corpo-

LEGRETS ET EAU BENTTE

Nouvelles, par contre, la sobriété, la légèreté avec lesquelles ces boucles et ces rythmes oment les chansons. Plus qu'un producteur dont le travail serait d'accoucher passivement des idées de l'artiste, William Orbit est un alchimiste qui impose en douceur son univers. Il cosigne d'ailleurs comme compositeur la moitié du disque. L'Anglais avait pour Madonna deux avantages. Depuis le début des années 80 - d'abord au sein du groupe Torch Song, puis en solo sous le nom de Strange Cargo -, il expérimente réveries synthétiques et danse en apesanteur célébrées par un milieu underground. Mais ce remixeur hors pair a su aussi s'adapter, sans se renier, aux exigences commerciales et mélodiques des pop stars. Ces collaborations passées avec Prince, Depeche Mode, Human League, Seal, Peter Gabriel et déjà Madonna (le temps d'un single) auront préparé le terrain de

L'album profite la plupart du temps de ce compromis. On retrouve bien quelques-uns des tics les plus célèbres de la Ciccone, Candy Perfume Girl drague à coups d'œillades vulgaires les michetons de passage. Skin ou Nothing Really Matters sont chantés comme une collégienne du Midwest lirait son journal intime en machant un chewing-gum, Parfois, les trouvailles d'Orbit, ses « beep beep » intersidéraux, ses clins d'œil à la trance techno et à l'Orient font passer des refrains trop lourdement aguicheurs (Ray of Light, Sky Fits Hea-

La plupart des chansons pourtant suggèrent des qualificatifs qu'on avait jusqu'à présent peu l'habitude d'employer pour l'œuvre de Madonna: grâce, channe, subtilité... Le dépouillement prôné par William Orbit se retrouve en phase avec une voix qui a évolué. On pourra dater de son rôle dans Evita, le film d'Alan Parker, cette gravité nouvelle, cette façon d'évacuer enfin de son timbre les accents les plus racoleurs.

D'autres interpréteront cette maturité comme l'apport d'une récente maternité (Lourdes Maria est née en octobre 1996). Plusieurs morceaux sont d'ailleurs ouvertement inspirés par sa fille et un sentiment de rédemption. Little Star fait tendrement miroiter son amour sur fond de breakbeats aériens. The Power of Goodbye emballe un bouquet de fleurs bleues dans le contretemps d'un reggae électronique.



Madonna revendique une maturité, une gravité nouvelles.

L'aquatique Drowned World/Substitute For Love balgne ses regrets (* J'ai eu beaucoup d'amants qui se sont installés uniquement pour jouir de ma lumière ») dans l'eau bénite.

Cette sérénité peut virer au mysticisme de pacotille (Shanti/Ashtangi, chanté en hindi, vênère « les pieds de lotus du gourou » sur de l'asian-dub), mais des restes de trouble et de vertige magnifient les trois plus belles chansons de l'album. Swim. marqué par le duel lan-

ANDREA BOCELLI

LARA FABIAN

JANET JACKSON

ANDRE RIEU

CÉLINE DION

PASCAL OBISPO

JOHNNY HALLYDAY

cinant d'une guitare et d'une boîte à rythmes, Mer Girl, prière instable qu'on croirait empruntée à Björk, et Frozen, ballade gothique arrangée par Craig Armstrong (protégé de Massive Attack), premier single d'un disque où Madonna joue l'un de ses meilleurs rôles.

Stéphane Davet

POLYDOR

POLYDOR

MERCURY

VIRGIN

* Ray of Light, 1 CD Maverick 9362-

Bob Dylan et son fils Jakob remportent cinq Grammy Awards

LE CHANTEUR AMÉRICAIN Bob Dylan et son fils Jakob, leader du groupe The Wallflowers, ont gagné cinq des prix décernés lors de la 40 cérémonie des Grammy Awards, récompenses de l'industrie musicale américaine, mercredi 25 février à New York. Le père a obtenu celles de meilleur album de l'année et meilleur album folk pour Time Out of Mind et de meilleur chanteur rock pour l'extrait Cold frons Bound, Le fils a été recompensé comme meilleur compositeur et pour la meilleure chanson inter-

prétée par un groupe. Les autres lauréats sont : R. Kelly (trois prix, dont celui de meilleur album de rhythm'n'blues), Shawn Collins (meilleurs enregistrement et chanson pour Sunny Came Home), Paula Cole (meilleure nouvelle artiste), Sarah McLaughlin (meilieure chanteuse pour Building a Mystery), Elton John (meilleur chanteur pour Candle in the Wind 1997), Jamiroquai (meilleur groupe pour Virtual Insanity). Putt Daddy, Alison Krauss et Erykah Badu ont chacun obtenu deux Grammy. Le prix de meilleur album classique de l'année est revenu à Premieres, concertos pour violoncelle enregistrés par Yo-Yo Ma. La mezzo-soprano Italienne Cecilia Bartoli a remporté le titre de meilleur album vocal classique pour An Italian Songbook Les 92 Grammy Awards sont décernées par 9 000 membres de l'Académie nationale (américaine) des arts et des sciences du

indestràctible, de Véronique

anson, entre à la deuxième place, dérdète une bande origi-uale de *Vitamie* qui a atteint le

cap des 600 000 exemplaires

vendus en France en cinq se

Victoire de la musique, Lana Pa-

bian, deficient les Top, gagne une petite place. Louise At-taque, qui avait bonde la céré-menicer la télésion en général.

st poite mes blen au 13 rang Hallyday et Hastung cintent Pour les compilations, la ma-cimene transcentale qui sous

tend le progression des Demee Machine (cette fais, le quatur-zième volume) relègne Sting et

aines d'exposition. Après sa

SELECTION DISQUES

HECTOR BERLIOZ Roméo et Juliette

Catherine Robbin (mezzo), Jean-Paul Fouchécourt (ténor), Gilles Cachemaille (basse), Monteverdi Choir, Orchestre révolutionnaire et roman-

tique, John Eliot Gardiner (direction). Berlioz n'a publié ses partitions qu'après les avoir soumises à l'épreuve du feu et amendées. Il existe donc, pour chacune, des versions antérieures, désavouées par l'auteur mais passionnantes à connaître. En sus de la Symphonie dramatique, on découvrira ici la - à mi-parcours de l'œuvre, habilement orchestré par Oliver Knussen (mais sur quelles bases?) ~, Le Convoi funèbre, augmenté d'un beau Requiem aeternam, et le finale

originel, un peu plus développé. Gardiner, qui ne craint pas de mettre son nom en balance avec celul du compositeur, n'a que le tort de brouiller les pistes en proposant « sa » version en continu, obligeant l'auditeur à programmer son écoute pour rester fidèle à Berlioz. L'interprétation est bonne, un peu appliquée cependant. Les plans sont équilibrés, les basses blen présentes, les couleurs instrumentales moirées, et l'engagement des jeunes chanteurs ajoute un atout Gérard Condé * 2 CD Philips 454 454-2.

LORENZO IL MAGNIFICO Trionfo di Bacco (chants de carna Val 7449-7492)

Doulce Mémoire, Denis Raisin-Dadre

"GRAND JURY"

RTL-Le Monde-LGI

DOMINIQUE

STRAUSS-KAHN

ANIME PAR

OLIVIER MAZEROLLE

AVEC

PATRICK JARREAU (LE MONDE)

PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

En ce début de carême, il n'est meilleur remontant que ce pouveau disque de l'ensemble Douice Mémoire. Fêtant saint Jean, le patron de la cité des lys, comme le retour du printemps, le Calendimaggio florentin est affaire de masques, de cortèges et de chansons. D'une veine populaire aux antipodes de la réflexion savante des certies pétrarquisants, cette fête devient un enjeu politique pour Laurent de Médicis qui veut en faire un événement artistique qui concerne toute la ville. Signant hri-même certains conti cornoscioleschi, il réhabilite la valeur poétique du toscan contre le latin, en démagogue avisé. Denis Raisin-Dadre sait tout cela et, ce qui est plus extraordinaire, le rend évident avec cette invitation à la fête colorée, d'une ébiouissante vitalité. L'expression rythmique, la malice parodique de certains chants, la virtuosité des bombardes, sacqueboute et chalémie rendent la folie carnavalesque

Philippe-Jean Catinchi * 1 CD Astrée-Auvidis E 8626.

FRANÇOIS CORNELOUP TRIO

Jardins ouvriers Dans la Compagnie Lubat ou chez Texier, François Corneloup. c'est le grand jeune homme au physique de cinéma et de rugby. Une carrure. Des années que l'on reconnaît sa sonorité entre mille (sax baryton), généreuse, ample, toujours portée au-delà. Un goût illimité du lyrisme et d'une certaine douceur de puissance. Ce qui rend son cédé à lui, jardins ouvriers, enregistré sous son nom et sa responsabilité, d'après ses compositions, au soprano et au baryton, passionnant. D'abord parce qu'il constitue un trio parfaitement lié (Claude Tchamitchian à la basse et Eric Echampard à la batterie): lié dans l'esprit, dans la débauche d'énergie, dans le feu de l'action. Ensuite parce qu'au fil des pièces se dégage une conception de la musique dont on voit l'origine (le free, les grands souffieurs européens), mais dont l'originalité saisit. Jardins ouvriers avec son titre programme, est qui font un réel plaisir. Attention, les temps ont déjà changé... Francis Marmande * KCD EVCD 824

GUY LAFITTE

ET PIERRE BOUSSAGUET Crossings... Guy Lafitte, saxophoniste ténor

né à Saint-Gaudens (1927), et Pierre Boussaguet, né à Albi (1962), donnent avec Crossings... une œuvre superbe en duo. Boussaguet se balade avec un son profond, un entrain de contrebasse qui vole, la justesse imprenable et tout ce qu'exige la science des rythmes.

Crossings... joue le jeu. Les onze compositions sont gravées d'une Boussaguet: Talma et Iulie.

Période du 15/02 au 21/02 Inclus

Thomas, 81000 Albi, 05-63-60-72-05, LIMGLPB 97.

GÉRALD TOTO Les Premiers Jours

A trente ans, le Martiniquais Gérald Toto, remarqué aux côtés de Mathieu Chedid ou Faudel, décide enfin de présenter ses composil'éclectisme des amours de ce bassiste aux lignes de pleins et de dévia la Louisiane et un lit de perprétation de If 6 was 9, monument

voix, des intonations souvent trop proches d'Arthur H. La comparaison s'arrête là : Nicolas Repac a un univers bien à lui, plus dur, plus noir, bien plus urgent (Dans le ghetto: * La télé qui braille/A tous les étages/Les voisins qui se brouillent/les portes qui claquent/ Les gamins qui chialent »). Le lieu de son théâtre est la ville, la ville à outrance,

passe de la 24 place à la 64. «vile», avec ses solitudes immenses, sa loi (celle de l'argent, Le

> participa aux côtés des légendaires Rochereau et Franco à l'âge d'or de la rumba congo-zaïroise, una mul'Afrique entière. A partir de 1976, Sam Mangwana se lança dans une carrière solo et fut bientôt fêté comme une star sur une bonne partie du continent. Panafricain convaincu, ouvert sur le monde, il teur commence par une coladera cap-verdienne avant de passer à d'autres rythmes, évoquant parfois l'Afrique du Sud ou accentuant volontairement la fibre latine de la quant que No me digas no (Blue Silver), sorti en 1995, Galo Negro séduit par son punch acoustique, ses lignes de guitare légères, l'accordéon-papillon du Malgache Régis Gizavo, et bien sûr la voix de Sam Mangwana, au timbre légèrement voilé. On se demande simplement ce que vient faire ici Murray Head (sur le titre Manjani), dont la présence n'apporte pas grand-chose. Sans doute encore un « hameçon » anglo-saxon censé accrocher le marché international.

Patrick Labesse

And the second second

4000 (AC) THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE REAL PROPERTY AND PERSONS ASSESSED. Constitute the control of the contro THE PROPERTY AND ADDRESS. The state of the s 55.304 The same of the sa

Commence of the Section of the Commence of the second the man of the same of the sam

de l'hatour S JUILLET 1996 STARS MONDIALLS AU WIENER PRATE

traite. Passet de Three Little Words Pric, rap languissant), ses maladies racines poires, soul nature, in-(Kalmer et Ruby) à Teemoo, est un (le sida, Le Moribond). Repac crée métier diene de Giotto, La surprise, cursions en territoire reggae et des climats musicaux hors norme. c'est l'entrée des compositions de rythmique funky; blanches aussi, Eclatants parfois, ils finissent par manger tout le reste. Pas un instant, on ne quitte ces Véronique Mortaigne cussions qui évoque par endroits 64 minutes de musique. L'effet de * 1 CD Label Bleu LBLC 2544, . les productions de Daniel Lanois. beauté est un éclair qui dure. Ce cé-Toto unifie ce brassage en privilédé est très finement composé. En giant les textures acoustiques et SAM MANGWANA Gaio Negro cascade : une interprétation rare de place, entre deux frottements de It Might as Well Be Spring (thème de Sam Mangwana est né à Kinshaguitare, une voix fragile et suave Rodgers, très facile à jouer mal) et sur de langoureuses ballades. A sa en 1945, de parents angolais. Il une méditation songeuse sur un air l'exception d'une complainte à la impossible, immortalisé depuis mémoire des métis des Amériques, trente ans par une réclame pour Le Vrai Sauvage, trop de paroles bas et collants. The Fox (de Lalo sont naives au point d'en être décosique à danser qui contamina ... ratives, mais la musique est portée KB19, la composition la plus amavec suffisamment de chaleur et bitieuse de Boussaguet, la plus d'assurance pour que son auteur, aboutie, enchaîne sur The Days of culotté, se lance dans une réinter-Wine And Roses (Mancini et Mercer) et Blues For Ike, de Django (beaux accords, superbe solo de la basse). Bruno Lesprit brasse les styles, folâtre avec les langues. Dans Golo Negro, le chan-Grand art. Venons-en à la rareté: *1 CD Wea 3984 21864 2 une improvisation a capella de Lafitte. Matisse, d'une force, d'une NICOLAS REPAC plénitude de ton exceptionnelles. Lors du do final de Boussaguet à Nicolas Repac a fait ses classes l'archet qui rattrape la force de sur scène, avec un excellent showl'âge par la joie de la maturité, on rumba congo-zairoise. Moins dinman, Arthur H, dont il était le sait que l'on touche une sorte de « monsieur échantillonneur ». Il en vérité. Suit alors un calypso - le a gardé l'idée que les chemins mu-France Dimanche de Charles Tresicaux passent par un mélange de sons synthétiques et en boucles, de net, à parnuns de Saint-Thomas, pour achever le plaisir. guitares sauvages et de mélodies en ★ 1 CD Crossings... 128, av. Albertbribes. Il en a hérité un timbre de

TL.

Same of

Aller

22-

TOTAL ST

premier concerne l'histoire d'une

THE MYRIGH . W. Congress



La Phèdre souveraine de Valérie Dréville règne sur les sables blancs du Péloponnèse

Distribution exceptionnelle, mise en scène virtuose : Racine triomphe à Lausanne

Tout, jusqu'aux costumes d'un antique délicate-ment contemporain, concourt à la réussite de cette Phèdre d'exception, donnée au théâtre Vidy de l'exception, donnée au théâtre Vidy de l'exception. Elle édaire les personnages, sonde leurs retranchements obscurs. La virtuosité de Valé-cum artifice, d'aucune finvolité, mais de fidéliné pro-fonde à l'œuvre. Elle édaire les personnages, sonde

s'envelopper. Piqué droit dans le PHÈDRE, de Jean Racine. Mise en scène: Luc Bondy, Avec Didier Sandre, Valérie Dréville, Sylvain Jacques, Garance Clavel, Dominique Frot, Laurent Grévill, Marie Modiano, Marie-Louise

THEATRE VIDY-LAUSANNE avenue Jacques-Dalcroze, Lausanne. Tel.: 00-41-21-619-45-45. Mardi, mercredi, jeudi et samedi à 19 heures; vendredi 20 h 30; dimanche 17 h 30. Durée: 2 h 30. Jusqu'an 29 mars.

Bischofberger.

LAUSANNE.

de notre envoyé spécial. Trézène sans la blancheur du Péloponnèse. Des colonnes laquées noir, brisant un horizon entre bleu mer et bleu ciel, lointain, inaccessible. Un banc, au premier plan, laqué noir lui aussi, semble un catafalque, destiné aux vaincus. Soleil distant, menacé. Lumière diffuse puis crépusculaire. Longueur des ombres portées. Noirceurs à accompagner, à traverser. Autant de passages entre certitude et incertitude. Autant d'atermolements. Autant de temps gagné pour que la tragédie s'accomplisse. Une langue de sable fin, immaculé, court jusqu'à l'avant-scène.

Un sentier venu de l'enfance, une crête où se réfugier, un défouloir à la rage, un étouffoir au désir, du terms aul s'écoule, des cendres dont op se couvre, un linceul où

MANUAL PROPERTY. TELES AND SEC. with the stage

grant Carried 山口 三海

5 4 2 4 75

15.45 2.72

24 T. 32

IF IT TO

APP IN SERVI

.1. "自然病

- 1000

NAME OF STREET

Jan. 1977

28 : 18c

Sec. 7 2 25%

1,44

-1874 : 🚅 i

gern da 194

sable, il y aura un glaive court, dont seule la garde émerge, L'obiet central de cette Phèdre, L'interdit rendu visible. Sens et sexe, dechirement et déchirure. Après que Phèdre, débordée dans l'aveu de sa passion à Hippolyte, couchée sous hui, a impioré et agi : « Au défaut de ton bras, prête-moi ton épée.

Ce « don » arraché, ce vol qui étaie l'accusation de viol, cette pièce à conviction, ce « fer » qui sème la mort sans jamais efficurer personne, parcourt le cercle des passions. Après avoir été arraché à l'étui d'Hippolyte par Phèdre, il passe des mains d'Œnone à celles de Thésée, puis revient à Hippolyte, avant que Théramène ne le remette au roi. De Thésée, il restera l'unique bagage, ballottant dans un linge noué, ambigu, s'éloignant dans la nuit. Vers Aricie.

Luc Bondy joue admirablement de ce stylet, sans jamais s'accorder la moindre privauté avec la pièce. Sa dramaturgie n'est d'aucun artifice, d'aucone frivolité, mais de fidélité profonde à l'œuvre. Elle éclaire les personnages, sonde leurs retranchements obscurs, les renvoie les uns vers les autres, les uns contre les autres. Il s'est attaché à faire entendre chaque mot, à leur offrir un espace propre, visible. « Oue ces vains ornements. que ces voiles me pèsent l'» D'em-blée, Phèdre (Valérie Dréville) apparaît en demi d'elle-même. Sa crainte du soleil (son aïeul), son refus de voir le jour, s'exprime sous une sorte de tchador. Ses mains qui se tordent portent sa souffrance. Elle se débat à l'intérieur d'un cercie dont elle sait ne pas devoir sortir. Et dont chaque sortie va causer de nouvelles bles-

LE RIRE AU POND DE L'HORREUR

La grâce perdue par Phèdre est gagnée par Valérie Dréville. Qui croit au sommet cette immense tragédienne doit beaucoup attendre de sa découverte de la jalousie. («Hippolyte est sensible et ne sent rien pour moi! >) Sa virtuosité éclate. Pudeur et impudeur, désir et vengeance, lucidité et aveuglement jusqu'au renvoi d'Œnone (Dominique Frot) dans un crachat.

Œnone marquante elle aussi. Représentation de la possession. Lutin effroyable, démoniaque, bondissant, capable de faire surgir le rire au fond de l'horreur. Une âme noire, soudée à sa maîtresse, capable de la bourrer de coups de poing, une «politique», qui la perd de ne pas vouloir la perdre. A aucun moment ce couple effroyable n'écrase les autres personnages. Blen au contraire. Chacun, jusqu'au plus petit rôle, acquiert une autonomie clairement visible dans l'élan collectif. Thésée (Didier Sandre) doublement souverain, dans le doute comme dans la tentation, lui aussi entre morale et désir, capable de s'emparer des mains d'Aricie comme d'une captive, en représailles contre le fils. Tout, jusqu'aux costumes (Rudy

Sabounghi) d'un antique délicatement contemporain, concourt à la réussite de cette Phèdre d'exception. L'impossible récit de Théramène, dans la bouche de Laurent Grévill, acquiert une réalité, une humanité profondes. Ce sont les dieux mêmes que Luc Bondy rend visibles. Ils sont là, dans l'éternité du présent grec, en chacun, multiples et contradictoires, palpables par le spectateur. Ils sont là pour troubler, donner vie aux visages et passion aux gestes, purs pourvoveurs de théâtre. Un croassement bref suffit à rappeler leur présence. Leur chant céleste balaie d'un souffle léger la scène ; la rumeur sourde de leurs conques aunonce l'irréparable, devançant la parole. Et lorsque Phèdre, s'enveloppant d'elle-même, plus que jamais « propre à exciter la compassion et la terreur», comme le souhaitait Racine, animale et digne, solitaire dans la mort, paraît se dissoudre dans le sable, libérant enfin m soleil vertical, assourdissant de cigales, elle porte la tragédie au zénith d'une véritable élé-

Jean-Louis Perrier

MIKROKOSMOS, QUATUOR 1º 4, LE CHAFEAU DE BARBE-BLEUE, de Bela Bartok, Jean-Luc Fafchamps, Jean Luc Plouvier (pla-nos), The Dake Quartet, Zvetelina Vassileva (Judith), Victor Braun: (Barbe-Bieue), Compaguie Rosas; Orchestre de la Monnaie, Lothar Zagrosek (direction). Anne Teresa de Keersmaeker (mise en scène et choré-Rudy Sabounghi (costumes). Konrad Lindenberg (humières). THÉÂTRE DE LA MONNAIE, Bruxelles, le 22 février. Jusqu'an 8 mars. Tel.: 00-32-2-229-12-11.

> BRUXELLES de notre envoyé spécial

La question est lancinante - on la reformulait à l'occasion de la version en concert du Château de Barbe-Bleue, de Béla Bartok, à l'Orchestre de Paris, salle Pleyel (Le Monde des 22 et 23 février) : qu'adjoindre à l'opéra en un acte de Béla Bartok d'à neine une heure? Pour Anne Teresa de Keersmaeker, la réponse était peut-être plus aisée. Son travail sur Bartok est Pun des axes de sa recherche chorégraphique et les pièces réglées sur les extraits à deux pianos des *Mikro*kosmos ou sur l'extraordinaire Quatrième Quatuor à cordes sont presque des « classiques ». Pour autant, reprendre deux chorégra-

les associer à une mise en scène nouvelle (où la danse n'intervient quasiment pas, sinon par le truchement des images filmées par Thierry de Mey, projetées pendant le cours de l'ouvrage, ou par la présence des quatre premières femmes de Barbe-Bleue apparaissant fantomatiquement) sans que cela sente le truc ou l'accommodement des « restes », n'est pas une raftre au premier abord. Communanté de décor, identité

des costumes dans Mikrokosmos et le Château, prémisses des quatre revenantes du Château dansant le Quatrième Quatuor. Mais surtout: communauté de concentration, d'élégance austère et ludique qui font tout le prix du travail de la chorégraphe flamande. Et la simple décision du contraste : légèreté souvent hamoristique (jusqu'à ces quatre impertinentes danseuses jouant le rôle de petites filles balthusiennes montrant leur culotte...) des figures, aussi libres et déliées que le sont celles du Quatrième Quatuor. Dans le Château, c'est l'inverse : hiératisme habité, travail sur la présence et la lu-

Cette nouvelle production du Château de Barbe-Bleue n'est pas une mise en images ou en mouvements (comme on pourrait l'attendre d'une chorégraphe) en ten-

obles de « répertoire » et tenter de tant de contourner une mise en scène « traditionnelle ». Anne Teresa de Keersmaeker ne fait pas que distribuer les coros et les volumes dans l'espace, même si l'image industrielle postatomique qu'elle propose (décor brut, sorte de bâtiment désaffecté, mi-frigorifique, mi-salle d'école de danse) marque de sa présence très forte, même si l'image cinématographique innerve le spectacle (profemme se remémorant cette histoire : danse beurtée dans des conloirs souterrains) sans pour autant paraître envahissante. Le travail de la Flamande a consisté à porter au

chanteurs-acteurs magnifiques, un orchestre tendu et dense, un chef lyrique, exact, totalement investi dans le poids érotique de cette histoire d'amour et de mort ; ils sont le plus exactement en phase avec ce drame qui se passe pent-être derrière le « rideau des cils de nos venz ». Lorsone Indith disparaît dans le noir et que Barbe-Bleue s'affaisse le long d'une cage d'asmalade et glauque, le spectateur s'extirpe difficilement de cette fantasmagorie du réel transfiguré.

Renaud Machart

La quête d'éternité de Paco Decina, danseur immobile

PACO DECINA, SOLO. Au Forum culturel du Blanc-Mesnil, 1-5 place de la Libération, 93150 Le Blanc-Mesnil. Infini, les 3 et 4 mars à 20 h 30. Cinq Passages dans l'ombre ou trasparenze, le 6 mars à 20 h 30. Ciro Esposito Pa Vincenzo, le 8 mars à 20 h 30. Tél: 01-48-14-22-22. De 80 F à 70 F, 25 F pour les moins de

Chorégraphier l'immobilité: une gageure que Paco Decina soutient avec grâce. Peut-être la longue fréquentation d'œuvres picturales dans son enfance lui vaut-elle ce talent de l'arrêt sur image, où affleure une langueur méditerranéenne. Rien que de très naturel pour ce Napolitain de poser deux hommes figés debout côte à côte ou un garçon allongé soutenant une fille à la renverse. Ses personnages flottent, en apesanteur. Ils viennent de nulle part, n'attendent rien, se contentent d'être là. C'est une rareté dans un monde où l'immobilité semble souvent incongrue. Mais les interprètes de Paco Decina sont passés maîtres dans l'art de l'immobilité. Un combie i

Ni figurant, ni fantôme, ni plante en pot, ils ont trouvé le point d'équilibre entre présence et absence. Ils vibrent d'une intensité douce. Frémissement de l'espace, épaisseur de l'ombre. Il faut une certitude intérieure pour exister oleinement et résister aux envolées, chutes, sauts qui barcèlent le plateau inactifs, mais bel et bien dans l'action, ces danseurs statiques pourraient rester ainsi des

heures sans que le ballet s'en incommode; non plus que le spectateur, happé par ces particules d'éternité. Le regard s'y repose de Pordinaire efficacité spectaculaire. Délice. Il glisse des danseurs dansants aux autres, sages comme des images. Dans ce va-et-vient, le trouble ouvre à des sensations vaporeuses, un mystère inhabituel.

Mais ces figures recueillies vontelles bouger, comme il se doit? Evidemment oui I Avec les bras d'abord, et surtout avec les bras. Car Paco Decina sait merveilleusement les chorégraphier. Qu'ils ondulent lentement comme des tentacules ou moulinent l'espace avec fermeté, ils sont toujours beaux, volubiles, pleins de muances. Entravés dans un lainage, ils vivent encore très fort. L'air leur est doux; l'espace, accueillant. Une secrète voluté émane d'eux. Les épaules roulent avec plaisir, les omoplates iquent sans ostentation.

Exemplaire, le solo de Paco Decina intitule Infini dessine de somotueux entrelacs. Musclés, sculpturaux (grâce au passé sportif du chorégraphe), mais incroyablement gracieux, ses bras déposent les gestes comme une prière. Des accents indiens émaillent sa partition: poignets cassés, mains encadrant les yeux on s'offrant comme des fleurs. Paco Decina a la féminité au bout des doigts au point d'incamer par moments une sorte de divinité mi-homme, mi-femme. Il s'en retourne en frottant tendrement ses pouces contre ses index. Froufron imperceptible qui résonne pour qui veut l'entendre...

Rosita Boisseau

SORTIR

Orchestre philharmonique

de Radio-France Tiens, François-René Duchable se met à Rachmaninov ! On peut donc être certain qu'il y aura toutes les notes et que la musique de ce grand compositeur ne sera pas ramenée à une vulgaire débauche sentimentale. Rachmaninov: Concerto pour piano et orchestre nº 2. Roussel: Symphonic nº 2 François-René Duchable (piano), Marek Janowski (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8. Me Ternes. Le 27, à 20 heures. Tél.; 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F. High Liamas A partir d'une obsession - l'album Pet Sounds, des Beach Boys,

intouchable Graal pop -, Sean O'Hagan élabore, à la tête des High Llamas, des chansons d'humeur délicate aux arrangements sophistiqués. Une inspiration mélodique bors du commun transcende ces jolis ex-voto, Leur nouvel album. Cold and Bouncy, épicé d'électronique désnète, le confirme mieux que

La Boule noire (salle Valencia-La Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris 18. Le 27, à 19 heures. Tel.: 01-49-25-89-99. 80 F et 90 F. Le Cercle de crais cancasien Ecrit en 1944-1945 par Bertolt Brecht, Le Cercle de cruie caucasien a été créé à Berlin en 1954. Cette pièce, aujourd'hui mise en scène par Ludovic Lagarce, se divise en deux récits parallèles. Le

servante qui recueille un enfant abandonné brutalement par sa mère après un coup d'Etat en Géorgie; le second est Phistoire du jugement, moment où la mère légitime et la mère adoptive de l'enfant se retrouvent, pour subir le test du cercle de craie, sorte de jugement de Salomon. Avec Pierre Baux, Eric Challier Juliette Failevic, Christophe Micoli, Laurent Poitrenaux, Mireille Roussel et Violaine Schwartz. Grand Théâtre de La Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Vendredi. samedi, lundi et mordi, à 20 h 45 ; 16 heures, dimanche: 19 h 30, ieudi. Reláche mercredi 4. Têl.: 01-64-62-77-77. De 75 F à 125 F. Jusqu'au 8 mars. Petit Théâtre sans importance Petit Théâtre sans importance réunit cinq des dix courtes pièces radiophoniques que Gildas Bourdet avait écrites en 1987 pour France-Inter dans le cadre de l'émission « La dramatique de minuit ». Il s'agit chaque fois d'un couple, interprété par Marianne Epin et Jacques Frantz, dans des situations extrêmement diverses et cocasses. Cette pièce, mise en scène par l'auteur, a été créée au Théâtre national de Marseille -La Criée en povembre 1996. Théatre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; dimanche, à 15 heures (le 28 février, à 21 heures, les 7 et 14 mars, à 17 heures). Relache lundi et jeudi.

Tel.: 01-48-34-67-67. De 50 F

à 130 F. Jusqu'au 14 mars.



FILMS NOUVEAUX

de Steven Spielberg (Etats-Unis, 2 h 35). Docteur Chance (*) de F. J. Ossang (France-Chill, 1 h 37). Histoires du Kronen de Montxo Armendariz (Espagne,

1 h 35). de Frank Oz (Etats-Unis, 1 h 30).

de Drissa Touré (Burkina-Faso, 1 h 20). de Kevin Costner (Etats-Unis. 2 h 58).

(*) Film interdit aux moins de 12 ans. TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tel.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Chantons sous l'Occupation d'André Halimi. Français, 1976 (1 h 27). Accatone, 5' (01-46-33-86-86).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jou vendues à moitié prix (+ 16 F de comm sion par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoic 93 Montreuil. Mª Robespierre. Le 27, à 20 h 30. Tel : 01-42-87-25-91. De 40 F à

Orchestre national de Barbès Espace Jacques-Prévert, le Miroir d'eau, quai de Plessis, 77 Savigny-le-Temple. Le 27, à 21 heures. Tél.: 01-64-10-55-10.

Maison des cultures du monde, 101, Placide, Le 27, à 20 h 30, Tél. : 01-45-44 Josef Nadi

Le Vent dans le sac. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18°. Mº Ab-besses. Le 27, à 20 h 30. Tél.: 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

de Georg Büchner, mise en scène de Christian Jéhanin. Théâtre du Fil, Ferme Champagne, Rue des Palombes, 91 Savigny sur Orge. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-69-21-60-34.

Roberto Zucco de Bernard-Marie Kohès, mise en scène de Nicolas Klotz.

Théâtre Jean-Vilar, 15, place Stalingrad, 92 Suresnes. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-46-97-98-10. 100 F et 120 F. George Dandin, ou Le Mari confondu de Molière, mise en stène de François

Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris 20° . Mº Pelleport. La 27, à 20 h 30. Tél.: 01-43-64-80-80. 90 F et 140 F. Justitu'au 29 mars.

Popotelicit Le récital que devait donner le pianiste

ivo Pogorelich le 27 février à la salle Gaveau est reporté au vendredi 27 mars à Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8º Tél.: 01-49-53-05-07.

Chants et danses du Hadramawt Les concerts que devaient donner les Ensembles Al'idda et Ghayyadhi les 27 février et 1º mars à l'Institut du monde arabe sont annulés.

RÉSERVATIONS!

sés-Saint-Bernard, Paris 🗫 . Tél. : 01-40-

Arlequin valet de deux maîtres de Carlo Goldoni, par la Piccolo teatro de Milan, mise en scène de Giorgio

Streller Théatre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6 . Mª Odéon. Du 5 au 22 mars. Tél.: 01-44-41-36-36. De

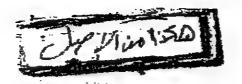
DERNIERS JOURS ?

Dialogue en rè majeur de Javier Tomeo, mise en scène d'Ariel Garcia Valdès. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris & . Mª Odéon, Les 27 et 28, à 20 heures. Tél.; 01-44-41-36-35.

de Yasmina Reza, mise en scène de Pa-

trice Kerbrat. Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17. MP Rome. Le 27. à 21 heures. Tél.: 01-43-87-23-23. De 140 F

Léon Spilliaert Musée-galerie de la Seita, 12, rue Sur-couf, Paris 7 . Mº Invalides. Tél. : 01-45-



KIOSQUE

EN VUE

■ Le Mexicain Fernando Antonio Gastelum, directeur de la police judiciaire de l'Etat de Baja California Sur, au Mexique, chargé d'enquêter sur les trafics de stupéfiants, a été arrêté, vendredi 20 février, après avoir écoulé dix tonnes de cocaine colombienne. Autant que le Péruvien Luis

Otoya, surnommé l'« incorruptible », capitaine de la police antidrogue, condamné par un tribunal de Lima, il y a un an iour pour iour.

■ Selon un récent sondage réalisé à la demande du gouvernement et des compagnies de téléphone canadiennes, 49 % des personnes Interrogées connaîtraient quelqu'un dont la vie familiale a été perturbée pour avoir passé trop de temps à naviguer sur Internet, et 65 % des sondés seraient favorables à une réglementation du réseau notamment pour empêcher la diffusion de matériel pornographique.

Les carabiniers viennent de mettre fin aux activités de quinze retraités, âgés de soixante-dix à quatre-vingts ans, qui, - pour arrondir leur pension », avalent ouvert, sur un trottoir, en plein ceptre de Gênes, un marché d'objets volés. Six garçons, de dix à quinze ans, ont été récemment arrêtés à Latina, au sud de Rome, pour une série de larcins dont plusieurs avaient été commis dans un local attenant à l'église de Cisterna, où leur chef était enfant de chœur, le dimanche, à la messe.

■ En janvier, Tammy Brown, directrice de la Nicolas Junior Hight de Fullerton, en Californie, punit deux collégiennes tombées dans les bras l'une de l'autre pour se consoler de petits maiheurs familiaux. Depuis, les écoliers indignés manifestalent en s'embrassant à tout bout de champ, dans les couloirs, au gymnase, en classe... Le jour ou il ont menacé de boycotter le bai de la Saint-Valentin organisé par ses soins, Miss Brown a fini par céder.

La brigade indienne des pigeons-voyageurs, unité créée en 1946 par la police Indienne à partir d'effectifs prélevés sur l'armée. a été mise en état d'alerte dans l'Etat d'Orissa, à l'occasion des élections législatives, pour acheminer des messages urgents dans les régions dépourvues de téléphone.

A Galawiya, dans la province de Sohag, en Haute-Egypte, des paysans ulcérés décident d'abattre à coups de fusil l'âne de leur voisine, qui broutait l'herbe de leur champ. Ils tirent et tuent Fawzeya Bekhit, qui s'était précipitée pour protéger le doux animal. Au Yémen, dans la province de Hajía, au nord-ouest de Sanaa, un enfant turbulent de huit ans crève l'œil d'une vache. Le propiétaire en colère égorge le petit éborgneur sur la place du village et le père se venge en ouvrant le feu sur la foule.

Christian Colombani

La presse anglaise compatit aux ennuis de santé de Margaret

Derrière la sympathie affichée pour la princesse, victime d'une attaque cérébrale, les tabloids y vont de leurs petites ou grandes rosseries

SI TEIGNEUX qu'ils soient, les tabloids britanniques témoignent toujours d'un zeste de sympathie face aux problèmes de santé des grands de ce monde, que leurs paparazzis pourchassent pourtant longueur d'année : la couverture de l'attaque cérébrale dont a été victime la princesse Margaret, sœur de la Reine, lors de ses vacances à l'île de Moustique, l'atteste. Mais en filigrane, tout est dit et même prédit à propos de celle qui a été surnommée « la princesse à scandales », en raison de ses nombreux soupirants et de son mode de vie mouvementé. « La fin de la grande vie pour Marguret » : derrière cette manchette à première vue compatissante, l'Evening Standard ne peut s'empêcher d'envoyer une rosserie à la

DANS LA PRESSE

Franc-Olivier Giesbert

■ La France est comme la Terre. Elle

se réchauffe, sous une cohabitation

d'un nouveau genre, celle de Dupont

et Dupond. Contrairement à ce qui

se passait précédemment, le maiheur

de l'un ne fait plus le bonheur de

l'autre. Le président et son premier

ministre montent et descendent en-

semble. Aujourd'hui, M. Chirac est

aux anges, M. Jospin aussi. Certes, la

France roachoone toujours un peu.

On ne se refait pas. Mais elle se sent

mieux. Elle applaudit le président de

la République, qui a su faire jouer un

role important à la France dans l'af-

faire irakienne. Dans le même temps,

LE FIGARO

comtesse de Snowdon, divorcée de Lord Snowdon en 1978: « Comme l'île de Moustique, elle est petite, distante et seuls quelques-uns la connaissent vraiment. Elle a aussi la réputation d'être impolie et d'être dénuée de tout sens de l'humour. »

Le grand quotidien londonien du soir relève au passage l'opinion «cruelle» - que bien sur le journal ne partage pas - selon laquelle « après tant de décennies de Benson & Hedges [NDLR: sa marque préférée de cigarettes) et l'occasionnel apéritif matinal, la princesse mérite cette congestion cérébrale... elle récolte les fruits d'une vie indulgente et oisive ». Le tout est illustré de la photo prise récemment d'une Margaret boursoufiée, le verre de gin and tonic à la main, le luxueux porte-cigarette

elle salue le premier ministre, qui a

montré depuis des mois une apritude

certaine à gouverner. (...) 5'il veut évi-

ter que la France ne se réveille, de-

main, avec une gueule de bois.

M. Jospin n'a pas le choix. Il doit pro-

fiter de la manne pour assouplir le système : libéraliser le marché de

l'empioi en aidant davantage, en

contrepartie, les chômeurs et les exclus. « je veux une société de travail. a-

t-il dit, et non une société d'assis-

tance, » « Pour distribuer, a-t-il ajouté,

Il faut aussi produire. » Bonne nou-

■ A l'automne dernier, Bill Clinton

passait pour irrésistible, Tony Blair

velle. Lionel Jospin se blairise.

LIBERATION

Alain Duhamel

The Beily Telegraph !

aux lèvres, qu'accompagne la galerie de portraits de ses amants. Peter Townsend, l'amour auquel elle avait renoncé en 1955 pour raison d'Etat, le jeune play-boy Roddy Llewellyn et une douzaine d'autres de moindre acabit, mais aux manières toujours exquises, à en croire le Standard.

Le Sun, qui avait découvert la liaison timultueuse avec Roddy

était l'homme à la mode, Jacques

Chirac faisait triste figure. (...) Moins de six mois plus tard, la roue a déjà

tourné. Le président américain, po-

pulaire dans son pays, est très controversé à l'extérieur. Le charme

de Tony Blair n'est plus tout à fait ce

qu'il était. (...) Jacques Chirac, en re-

vanche, a retrouvé assurance, crédit

et popularité. Le chef de l'Etat est, il

est vizi, un spécialiste du genre. Ses

morts et ses résurrections ne se

comptent plus. (...) Vindicatif en can-

didat, durement secoué par les tur-

bulences en gestionnaire, il se

montre paradoxalement beaucoup

plus à son aise dans les situations de

Bosnie, l'euro, la Corse et maintenant

au début des années 80, évoque à la Une le « courage », le caractère « solide et terre à terre » de celle qui fut la tête de Turc favorite du plus gros tirage de la presse britannique. Mais, dans les pages intérieures, on apprend que cet accident est le résultat de quarante années d'excès : « Avant d'arrêter totalement de fumer il y a deux ans, elle grillait jusqu'à 60 cigarettes par jour et refusait d'écouter ses méde-

« Heures cruciales alors que Margaret lutte »: sous cette manchette a priori laudative, le rédacteur-enchef du Daily Mail, Richard Kay, qui passait pour le confident de Diana, règle une fois de plus ses comptes avec la belle-famille de feu la princesse de Galles. « Même en additionnant les vies aventu-

chef de l'État redevient présidentiel.

Pierre-Luc Séguillon

■ La Prance va passer d'extrême justesse et grâce à queiques astuces comptables son examen de passage à l'examen de passage à l'Union économique et monétaire. Le déficit amoncé aujourd'hui par Dominique Strauss-Kahn pourrait même excéder de quelques décimales la barre fatidique des 3 % (...). Lionel Jospin, qui a choisi, au moins sur ce terrain essentiel de s'inscrire dans la continuité d'Alain Juppé, tient donc de fait, quelles que soient les formes mises, le même discours que son prédécescrise, à l'instant des épreuves. (...) La seur. La hiérarchie des priorités dele Goife. (...) Dans ces occasions-là, le meure închangée

reuses de Diana et de la duchesse d'York, on est loin des souffrances qu'elle s'est infligées », lit-on à propos de celle que le tabloid de droite appelle un rien familièrement, « Margo ». Comme disait l'écrivain et globe-trotter Paul Theroux, les Anglais ont la mémoire longue et impitoyable. Avec l'irak, l'euro et la réforme

de l'Etat-providence, la presse dite sérieuse, elle, a d'autres chats à fouetter. A l'exception toutefois du Daily Telegroph, figure emblématique de l'establishment, qui, avec un brin de fierté, présente la princesse comme le prototype de l'excentrique anglaise chète à Edith Stitwell, protégée par une sorte de tendresse : « En ces temps de marketing de la monarchie, elle est une espèce rare dans la vie publique, quelqu'un qui ne se soucie guère du qu'en-dira-t-on et qui fait exactement ce dont elle a envie, la party occasionnelle comme ses 123 apparttions officielles l'un dernier. Merveilleusement royale, avec ses grands yeux violets, elle se conduit comme une princesse... Elle nous a offert la gioire tant nécessaire au cours des années d'aprèsguerre et s'est retirée de la scène publique quand d'autres princesses

ont pris le relais. » Au passage, on apprend que « Ma'm » figure aujourd'hui sur la « liste B » des personnalités royales à inviter - ce qui ne la gêne guère - et qu'elle a toujours refusé l'aide d'un conseiller en communi-

Marc Roche

www.kuensel.com

Un hebdomadaire du Bhoutan s'installe sur Internet, via un serveur de Singapour

« DES GARDES FORESTIERS ont saisi une come de rhinocéros de 650 grammes, valant 900 000 ngultrum (environ 137 000 F) sur le marché international (...) Le Bhoutan compte vingt-trois espèces protépées, natamment le cert musqué, l'éléphant, l'ours noir, le léopard des neiges, le tigre. » Qu'il s'agisse d'environnement, d'agriculture ou de politique, le site web de l'hebdomadaire bhoutanais Kuensel (signifiant à la fois « claire lumière » et « nouvelles ») permet aux internautes de découvrir ce petit royaume de 600 000 habitants aux confins de l'Inde et de la Chine.

VISER L'ETKANGER

En s'installant sur internet en version anglaise, Kuensel, ex-organe gouvernemental aujourd'hui privatisé, vise bien sûr les lecteurs étrangers : « Des journalistes, des diplomates, des universitaires, nous écrivent de partout pour nous poser des questions, explique son rédacteur en chef, Kinley Dori, le plus simple était donc de mettre le jour-



Le Bhoutan ne disposant pas de fournisseur d'accès Internet, Kuensel a du se tourner vers un prestataire basé à Singapour, à 3 000 km de la : le prix demandé était modeste, et la qualité des lignes téléphoniques excellente. La rédaction expédie donc chaque mois ses reportages et ses photos

à Singapour sous forme de fichiers informatiques, en utilisant le serveur local du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement).

En plus des pages consacrées à l'actualité locale, le site donne accès à une sélection des archives du journal, soit plusieurs centaines d'articles, qui permettent de se faire une idée de la vie quotidienne dans l'Himalaya: il y est question de restauration des temples bouddhistes, de fluctuation de la production de riz ou de création d'emplois-jeunes dans la fonction publique... Le site attire chaque semaine

près de 50 000 visiteurs, alors que les trois éditions papier de l'hebdomadaire, en dzonkha (la langue officielle), en anglais et en népalais, ne sont tirées qu'à 10 000 exemplaires. Quelques annonceurs devraient acheter des espaces sur le site Kuensel dès le mois prochain. Malgré tout, Kinley Dorfi est un peu déçu par les mœurs régnant sur le Net. Il aurait souhaité appeler son site bhutan. com, org ou net, mais toutes ces adresses ont déjà été déposées par des étrangers sans scrupules, notamment un Canadien qui lui proposa de lui revendre «son» adresse pour 50 000 dollars, un prix hors de portée pour Kuensel.

Michel Arseneault

SUR LA TOILE

ADRESSAGE: DÉSACCORD

■ Suite à la récenté oublication par le gouvernement américain d'un projet de réforme du système de gestion des adresses Internet, un responsable de France Télécom a estimé qu'il convenait de « prendre en compte le caractère international de l'Internet » et qu'à cet égard la proposition américaine « comporte de nombreux points préoccupants ». France Télécom souhaite la mise en piace d'un consortium offrant « de meilleures garanties en termes d'indépendance et de représentation équilibrée des acteurs concernés ». Les Etats-Unis préconisent la création d'un organisme représentatif des secteurs privé et public, au sein duquel ils disposeraient d'une très forte représentation. - (AFP.)

ELECTIONS RÉGIONALES

■ Le conseil régional d'Ile-de-France a ouvert sur son site Web une rubrique consacrée aux élections régionales. On peut y consulter les listes des candidats par départements, ainsi que des fiches techniques sur le mode de scrutin, la répartition des conseillers, l'assemblée sortante et les missions du conseil régional. - (AFP.) www.cr-ile-de-france.fr

Abonnez vous au Monde

Recevez Le Monde. chez vous et profitez d'une offre spéciale :

18 numéros

Faites vos comptes: Vous achetez Le Monde chaque jour 7.50 soit au bout d'un an : 2 340'

Avec l'abonnement vous ne reglez que 1 980 sort : une économie de 360°, • un prix au numéro de 6.34°.

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante: 01AN-1980F 03MOIS-562F au lieu de 2340F° au lieu de 585 F°

Prix de vente au numéro - (Tanf en France metropolita je joins men réglement, soit :

Di par chéque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N° Date de validité L. ! . . . Signature: ☐ M. ☐ Mirme Norm:

Code postal:

USA-CANADA

ment concernant: le portage à domicile, la suspension de votre

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 houres du lundi au yendreci

Dents blanches, haleine forte par Alain Rollat

me tiens par la barbichette », la télévision publique a inventé une séquence kidique qui offre aux candidats aux élections la chance de pouvoir débattre en face à face dès la fin du journal de 20 heures. Mais ce privilège ne va pas sans contrainte. Les participants doivent respecter la règle qui s'impose à quiconque veut faire carrière dans cette tranche horaire où il est interdit de provoquer des troubles gastriques chez le téléspectateur pour ne pas prendre le

risque de le voir zapper : la rigolade est imperative. Qu'ils s'invectivent ou s'insultent, del Etat_ les candidats en présence dolvent même : c'est l'imprécation.

amuser la galerie. Il en résulte des scènes d'une cocasserie assassine. Les concepteurs de cette nouvelle formule out malheureusement omis de mettre au partium les malentendants. Ceux-ci ont d'autant plus de mai à décrypter ce qu'ils voient qu'ils ne peuvent même plus lire sur les lèvres des intéressés. Les deux protamême temps depuis que le réalisateur partage l'écran en deux pour accentuer l'effet comique. Manque le texte en surimpression. Voici donc, à titre de contribution charitable, quelques-unes des amabilités, parfois éniemztiques, échangées, jeudi, sur Prance 2, tous sourires déployés, par François Léotard et Jean-Marie Le

« - Moi, monsieur Le Pen, je ne fàis pas campagne dans les Alpes-Mari-

- Oul, mais moi jy vais avec mon argent. Vous, vous y allez avec l'argent · Votre tactique est toujours la

~ Non, je dis que vous faites partie de l'établissement, incapable de régler les problèmes des Français.

- Si vous étiez capable d'être élu, ça

- J'étais député bien avant vous_ connaît depuis 1956. Vous êtes un tend pas.

– On n'a que l'âge de ses artères, et les miennes se portent mieux que les vôtres... - On m'a appris à respecter les per-

sonnes deées... - Ce n'est pas à vous, l'ancien du PSU, de me dire ça. - Il vaut mieux être ça qu'ancien

collaborateur... Moi, je ne suis pas un ancien colla-Turen.

- Tous vos petits carnarades, ou moment de la création du Front national, étaient mêlés à des affaires de collabo-

– Mon père était résistant quand le votre était haut fonctionnaire de Vichy. Dans mon canton, le représentant de votre parti a été condamné pour proxénetisme.

 Sa femme était la protégée de votre ami le commissaire

- Vous êtes un agitateur de bistrot! - Moralité: la télé adoucit les - C'est vrai, l'établissement vous mozurs politiques quand on ne l'enSDE LA SOIRÉE

. 111

DU JOUR

MELÉVISION

A state of the last of the las 21 to the second and the second secon 22.25 Frank was prop

2 14 Transport of the self- Miles 11 00 https://fights **沙里宝山地 (梅沙林**

建设的 第一次 中央 1 A ...

EL CHES BUEN - THE

t. 27, 1

Sections.

ARTE!

19.00 Tracks.

20.00 Brut. 20.30 8 1/2 Journal

23.25 Pendez-moi haut et court I **E B**De jacques Tourneur (Etats-Unis,
1947, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil Princesse Caraboo
De Michael Austin (Etars-)
v.o., 95 min). Kiss of Death E E De Barbet Schroeder (1 100 min). 23.35 21.20 Hibernatus
D'Edouard Molinaro (France, 1969, 20 min). 23.40 Le Dernier min de Waller 🖪 🖫 21.55 Samson 🗷

23.00 Seven # # # De David Fincher (Etats-Unis, 1995, Can

18:30 et 19:10 Nulle part ailleurs. Avec Bruno Solo, Micheline Pre Vincent Elbaz ; Sylviane agazinski.

19.00 Le Magazine de l'Histoire, Invités : Michele Perrot ; Pierre Rosanvailon ; Chantal G

20.00 20h Paris Première, Paris Pres

21.00 De l'actualité à l'Histoire, Histoire

22.35 Bouillon de culture. La vie moderne, mode d'emploi. Invités : Umberto Eco ; Axel Kahn ; Dominique Rolin.

Ruines par injustice. Invite : Charlelle Couture. 23.20 Les Dossiers de l'Histoire.

Israël-Palestine, une terre deux fois promise (3/3).

DOCUMENTAIRES

20.00 Cités et merveilles.

20.00 Temps present. Tre

20.05 C'est la vie l Distrait, c'est pas gai.

20.50 Thalassa, Les Rescapés de Phnom Penh.

21.55 Faut pas réver.
Togo: Les Nara-Benz.
France: Les affousques de Saint-Aubin.
Russie: La ville de fer.
Invité: Bernard Werber.

23.10 Sans aucun doute.

MAGAZINES?

GUIDE TÉLÉVISION

de santé de Margar

THE STAGE !!

Statistical came of

· ·

ingadii #

Back Edina

iches, haleine forte

FORLY W

De Maurice Tourneur (France, 1936, N., 90 min). Ciné Cinéfil 0.00 Le Demier Milliardaire nce, 1934, N., De René Clair (Fr. 90 min). RTL9

21.00 Le Drame de Saipan.

21.30 Les Mondes perdus. La cité des Incas.

Chassés-crois d'une famille i

23.05 Star biographie. Nicolas Cage.

MUSIQUE?

20.35 Te Deum 1º 2

21.00 The Michel Camilo

22.55 Roy Hargrove. 23.35 Europa Konzert 1994.

France 3

22.10 Grand format.

selon jerry Seinfeld. [1/2].

au pays des dragons.

22.15 Les Nouveaux Explorateurs.

New York, le cimet des esclaves noirs.

SPORTS EN DIRECT

16.00 et 19.00 Athlétisme. Champion 17.00 FOOtball.

Rootball.

Rescontre pour la 3º place:
R.D. Congq - Burkina Faso, Euros

«Pour l'Impératrice», de Haydn.

20.45 Georges Moustaki en concert.

22.00 La Passion selon saint Mathieu. France Sopervisi

Paris Première

21.20 Abbott et Costello

21.25 Hongkong:

De Tay Gar 90 min).

1.10 Freddy sort de la mit # De Wes Craven (Etats-Unis, 1995, 110 mln).

1.30 Flic Story # De J. Deray (Fc., 1976, 110 min). RTL9 2.30 Sogni d'oro 🖀 🖺 De Nami Moretti (Italie, 1981, v.o., 100 min). 4.36 Les Dimanches de permission # De Nicolae Caranti (Fr.- Roum., 1993, vo., 100 min). Canal +

TÉLÉFILMS?

20.30 Le Monde de Ludovic. De Jean-Pierre De Decker.

20.35 Le Paradis absolument. De Patrick Volson.

20.45 Compable on innocent. De Matti Geschonnek.

20.30 L'Enfant de minuit. De Colin Bucksey.

20.50 Passion mortelle. O De Michel Rome.

20.50 De père en flics. De Ted Kotcheff.

20.55 Quai nº 1. Pour sauver Pablo

21.00 Stargate SG-1. L'Enfant des dieu

22 30 Twin Peaks.

23.15 The Visitor. Dreams (v.o.)-

22.50 Seinfeld.

21.20 Dharma & Greg. Shower the People (v.o.)

13 da 12 da 1 (v.o.)

0.05 Angela, 15 ans. Un ange passe (v.o.).

0.10 Brooklyn South. Love Hurts (v.o.).

22.20 Dream On.

VENDREDI 27 FÉVRIER **NOTRE CHOIX**

> ● 21.00 Série Club Stargate SG-1 Le succès mondial du film Stargate,

KADIO-IELEVISION

RTL9

TSR

Série Club

Canal Jimury

de Roland Emmerich et Dean Devlin, a incité la chaîne câblée Showtime à produire, en 1997, une suite sous forme de série télévisuelle, « Stargate SG-1 ». Un an après que la porte des Étoiles a été condamnée par l'armée américaine, elle est réactivée par des extratemestres qui enlèvent un officier féminin. Le général Hammond rappelle le colonel Jack O'Neill et le renvoie sur la planète Abydos. Après avoir retrouvé son ancien compagnon, l'égyptologue Daniel Jackson, et sa compagne Share, O'Neill découvre l'existence d'un gigantesque réseau de portes spatio-temporelles disséminées à travers les galaxies. Pour incarner le colonel O'Neill, les producteurs se sont assuré le concours d'une vedette du petit écran, Richard Dean Anderson, alias McGiver, Les superbes effets spéciaux contribuent à la réussite de cette série, dont Série Chub présente, à partir de ce vendredl, vingt-deux épisodes de cinquante-deux minutes. - J.-J. S.

> 21.00 Ciné Cinémas Kiss of Death

Un ancien voleur de voitures s'est fait une vie honnête. Mais il tombe dans une mauvaise affaire en rendant un service à son cousin, est arrêté et, après la mort de sa femme, accepte de travailler avec la police. Reprise de l'argument d'un classique du film noir, Le Carrefour de la mort, de Henry Hathaway (1947). Barbet Schroeder en a fait (en 1994) un polar moderne, mis en scène d'une manière lyrique, avec des personnages ambivalents ou hallucinés. C'est inquiétant jusqu'au ver-

*À 22.40: « Making of » de Kiss of Death.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

19.80 Le Bigdil. 20.00 Journal 20.50 Météo, Trafic infos 20.55 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute.
Ruinés par injustice. 1.00 TFI muit, Météo.

RANCE 22 19.25 C'est l'heure.

19.55 An nom du sport 20.00 Journal, Le Monde de la Coupe. 20.40 A cheval, Météo, Point route. 20.55 Quai nº 1. Pour sa 22.35 Bouillon de culture. La vie moderne, mode d'emploi 23.45 Journal, Météo.

Présentation du Ciné-cinb. 0.05 Fireworks.
Court-metrage O de Kermeth A
0.20 The Coursection B
Film O de Shirley Clarke (v.o.).

RANCE 3

18.20 Questions pour un cham 18.48 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo 20.05 Fa.si la chanter. 20.35 Tout le sport, Consoma 20.50 Thalassa Les Rescapés de Phnom Per

21.55 Pant pas réver.
22.55 Météo, Soir 3.
23.20 Les Dossiers de PHistoire.

► En clair Jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités: High Uamas, John Carpenter, Ben Hafieck. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Patagonie aux quatre vents. 21.30 Les Mondes perdi

22.20 Le Retour des manchots 22.50 Robin, Les ciodos. 22.55 Flash in 23.00 Seven # # # 1.00 Le Serment du chevalier poir

FRANCE-CULTURE

21.00 Black and blue. Sonry Rollins sur et de l'autre côté du pont.
22.10 Fiction. La Ville inaubliée, de Christian Wasselln.

0.05 Du jour au lendema

20.05 Concert franco-allemand.

20.40 Les Soirées. George Gershwin.

FILMS DU JOUR

20.35 Derniers paradis sur Terre.
Patagonie aux quatre vents.
Canal +

13.10 Le Garcon sauvage II II De Jean Delamoy (France, 1951, N., 115 min).

412 4. 127

(4) 等。《 提問》

。 中海運

15.05 Sorrowful Jones
De Schey Lanfield (Etats-Unis, 1949,
N., vo., 90:0001 Halles Cine Cinetii. 18.15 L'Honorable Catherine III De-Marcel L'Herbler (France, 1942, N., 95 min).

20.30 L'âge de Monsieur est avancé M De Pierre Etaix (France, 1987, 100min).

GUIDE TÉLÉVISION

12.10 et 16.10 Le Monde des idées. LC

13.45 Savoir plus santé.

Rébé-éprouvettes : vines ans après.

Invités : Le professeur René Frydman,
Chantal Ramogida, de l'association

Pauline ex Adrien ». France:

14.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités: Michelle Perrot, Pierre Rossivallori, Chantal Gorei, Jean-Luc Mayaud.

18.30 Les Dossiers de l'Histoire.

19.00 L'Invité de Cajou.

19.00 20h Paris première. Paris Première

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 28 février 1948. Le coup de Prague. Invité: Pavel Tigrid.

20.00 Thalassa. Un jardin sous la mer. TV 5

20.40 Le Club. Didier Decoin. Ciné Cinéfil

20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Michel Winock, Yves Lacoste et Anette Wievirokan. Histoir

21.40 Metropolis. Ec soudain, des nuits d'éveil. Kurokawa Kisho.

21.45 Cap tain Café. France Supervision

22.05 Ciné-Cinécourts.

23.10 Du fer dans les épinards. Les jeunes ne s'intéressent à rien.

23.45 Mise en scene. Gros plan : Pierre Antiti.

0.00 Questions d'histoire. L'effondrement du système

DOCUMENTAIRES

17.35 Au pays de l'aigle [1/8]. La grande rencontre.

17.10 ▶ Multi-manga.

17.10 Paris : salsa.

18.25 ➤ Mathias.

Canal)

MAGAZINES

21.10 Danger immédiat # De Phillip Noyce (Etats-Linis, 1994, 140 min). 23.00 Capitaine Conan 🖷 🖷 1996, 129 min) 23.00 Week-end & Paris De Gordon Party (Grand. 1952, N., v.o., 90 mln).

23.15 La Guerre des polices M De Robin Davis (Franca, 1979, Ciné Cinémas 103 mirù 23.30 Le Volent d'âme II

1930 Une histoire du jazz en Prance. 12/31 1940-1960. Histoire

19.45 L'Homme technologique. [48]. Le principe de répétition.

20.30 Un portrait au nom de Ramsès II.

21.00 Grâce à la musique. Ravel. Muzzik

21.30 Le Siècle Stanislavskl [1/5]. TMC

22.00 Captain W, astronaute. Planets

22.25 Rendez-vous avec le crime. Brusy, histoire d'un crime impuni. France 3

22.55 Tintoret et le siècle d'or. Planète

23.40 Sounds of the Cities

au pays des dragons.

SPORTS EN DIRECT

16.00 et 19.00 Athlétisme.

MUSIQUE -

0.35 Les Nouveaux Explorateurs, New York, le cimenère des esclaves noirs.

14.00 Rugby. Championnat de Prance. 13º journée. Colomiers - Brive. Canal

14.30 Tennis. Tournoi messieurs de Londres. 1º demi-finale. Euro

16.50 Football. Coupe de France. 8º de finale. Monaco - Marseille.

17.00 Pootball. Coupe d'Afrique des Nations. Finale : Afrique du Sud - Egypte. Eurosport

20.30 Danse sportive, Masters de Bercy. Grand Prix de Paris. Paris Première

20.30 Tennis. Tournol messieurs de Londres. 2º demi-finale. Eurosp

Planet

0.00 Taid, l'empire des prix.

20.45 L'Aventure humaine. Yéd : la piste de l'homme sauvage.

20.35 Jazz Collection. [11/11]. Gil Evans.

23.30 Music Planet. Concert au Midem.

23.45 Hongkong:

0.30 Chérie, je me sens rajeunir m m m be Howard Hawks (Erats-Unis, 1952, N, v.a., 100 min). Ciné Cinéfil 1.10 Maudite Aphrodite # # De Woody Allen (Etats-Unis, 1 vo., 90 min).

0.55 Spicy City, Have You Seen Mano Mantillo's Hand 7 (v.o.). Canal Jimmy

1.25 New York Police Blues. Rien ne va plus (v.o.). Canal Jimmy

2.10 Samson M De Maurice Tourneur (Prance, 1936, Ciné Cinéfil

De Mann.
N., 93 min).

2.10 L'Esprit d'équipe
De Michael Chapman (Etxas-Unis, 1983, v.o., 90 min).

Ciné Cinémas

4.20 Chacun pour tol
De Jean-Michel Ribes (France - Suisse, Canal +

VARIETÉS!

20.35 La 23º des Césars 1998. En direct du théâtre des Champs-Elysées.

20.55 La Foreur.

20.50 Le Secret de Julia. De Philomène Esposito.

20.55 Illusion fatale. De John Korty (1 et 2/2).

23.40 Le Souffle de l'enfer. De Peter Markle.

23.45 Deux fois vingt ans. De Livia Giampaimo.

SÉRIES

0.30 Le Secret d'Elissa Rhais. De Jacques Omnezguine.

17.30 Ally McBeal, Priote (v.o.).

18.00 Hartley, coeurs à vif.

18.55 Dharma et Greg. Shower the People (v.o.).

20.00 Lois et Clark. Coup de foudre.

20.55 Le Caméléon. L'armée des lâches.

21.30 The Visitor. Dreams (v.o.)

21.00 Angela, 15 ans. Les bonnes résolutions.

21.45 Gaston Phébus. [1/6].

Love Hurts (v.c.)

22.45 Novacek. Un château en Bohême.

22.46 Spectromania.

21.50 Dark Skies, Pimpossible vérité.
Appel vers l'ailleurs.
22.15 Brooklyn South.
Trac Hurs (u.c.)

22.45 Profiler. O Le repaire de Jack.

19.00 Armstrong et Miller. (v.o.).

20:30 Derrick. Les festins de moi Borgelt. La valse lente.

19.45 Murphy Brown. Il était un rat... Livrés à eux-mêmes.

18.10 Amicalement vôtré. Un ami d'enfance.

23.15 Hollywood Night, La Cible témoin. O De Jack Ersgard.

23.40 L'homme qui ne voulait pas tuet. D'Alain Ferrari.

146

France 2

Série Chub

Série Chub

Série Club

Canal Jimmy

Série Chub

M 6

22.10 Sortle Interdite. De Daniel Moosma

Sur Europe 2

TÉLÉFILMS !

SAMEDI 28 FÉVRIER **NOTRE CHOIX**

 22.25 France 3 « Rendez-vous avec le crime »: Bruay, histoire

Une introuvable

LE 6 AVRIL 1972, le corps à moitié démidé d'une jeune fille de quinze ans est découvert dans un terrain vague derrière la maison de ses parents, à Bruay-en-Artois (Nord). Assassinée. Elle s'appelle Brigitte Dewèvre. C'est une enfant des corons, des maisons de briques alignées iété des Houilkres. Tout ki appartient aux Houllères: les mines, les maisons et le destin des hommes. L'affaire n'aurait fait que quelques lignes dans les journaux si... Si un juge d'instruction à l'accent provençal, Hemi Pascal, n'avait inculpé et fait incarcérer le notaire Pierre Leroy, membre du Rotary. Un notaire assassin d'une fille

cèrent sur l'autoroute du Nord. Mais ils ne furent pas les seuls. Les militants maoistes vont trouver dans P« affaire de Bruay » l'Illustration parfaite de la théorie de la lutte des classes. Comme le dit, dans cet excellent film de Serge Le Péron, Philippe Gavi, militant à l'époque et aujourd'hui journaliste au Nouvel Observateur, chaque personnage de cette histoire trouvait idéalement sa place dans le jeu de rôles qu'était le maoisme. Même le décor semblait

dressé pour. Le notaire avait garé sa 504 blanche, à Pheure du meurtre, dans une rue de pauvres, pour pouvoir rejoindre incognito la maison de sa maîtresse, femme mariée en instance de divorce. La maison s'élevait, hautaine, séparée des corons par une simple haie. Pour rejoindre discrètement son amie, le notaire traversait nuitamment le tragique terrain vague. Alors? Forcément coupable, ce représentant d'une bourgeoisie meurtrière par définition des ou-

L'affaire va durer quelques mois, qui passionnera comme rarement introuvable vérité.

d'un crime impuni

vérité

de mineur! L'affaire devenait autre-

ment croustillante. Les journalistes parisiens s'élan-

viiers et de leurs enfants?

Popinion publique. Jusqu'au dessai-sissement du juge, le non-lieu pro-noncé en faveur du notaire, les aveux douteux d'un ami de Brigitte, finalement acquitté. Jusqu'à ce qu'ici, sur les terrils de Bruay, finissent de se briser les dernières vagues de Putopie 68. Seul un journaliste de Poris-Match continue, vingt-six ans après, à chercher dans les corons une

PROGRAMMES

TÉLÉVISION TF.11.

13.20 Reportages. 13.55 MacGyver. 14.50 Scandales à l'amirauté.

15.50 Moloney. 16.50 Football en direct. 18.55 Sous le solell. 20.00 Journal, L'image du sport. 20.45 Le Résultat des courses.

20.50 Météo, Trafic infos. 20.55 La Pericur. 23.15 Hollywood Night. La Cible témoin. Téléfilm O de Jack Ersgard.

0.55 TF1 unit, Météo. 1.05 Les Rendez-vous de l'entreprise.

13.45 > Sayoir plus santé. Bébés éprouvettes : ving 14.40 L'île de l'ours blanc. 1530 Samedi sport. 15.35 Tiercé. En direct.

17.10 Nash Bridges. 18.00 Hartley, corurs à vif. 18.45 1 000 enfants vets l'an 2000. 18.50 Parce attaque... à Genève. 19.50 et 20.50 Thage du Loto. 19.55 Au nom du sport. 20.06 Journal, Le Monde de la Coupe.

20.40 A cheval, Météo. 20.55 Fiesta. 23.10 Du fer dans les épinards. Les jeunes ne s'iméressent à

0.45 journal, Météo. 1.00 Les 30 Dernières Minutes. 1.25 Bouillon de culture. La vie moderne, mode d'emplol.

FRANCE 3

14.05 Pyasion. La Côte d'Ivoire, randonnée dans la Savane. 14.35 Les Pieds sur l'herbe. 15.10 Destination peche. 15.40 Couleur pays. 18.13 Expression directe. 18.20 Questions pour un champ

18.50 et 0.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information 20.01 Météo, Météo des neiges. 20.05 Pa si la chanter. 20.35 Tout le sport. En direct. 20.50 Le Secret de Julia. Téléfilm de Philomène Esposito

22.25 Rendez-vous avec le crime.
23.25 Météo, Soir 3.
23.45 Mise en scène. 1.00 Musique graffiti.

CANAL'+

 En clair jusqu'à 14.00
 13.50 Le Journal de l'emploi.
 13.55 Rughy. En direct.
 14.00 Championnat de France:
 Colomiers - Brive.
 16.00 Basket NBA. 16.50 Les Superstars du caich.

► En clair jusqu'à 18.45 17.45 Décode pas Bunny. 18.40 Flash infos.

18.45 Football.
Finale de la Coupe d'Afrique des Nations : Afrique du Sud - Egypte.
20.30 La 25 Nuti des Césars 1998.
22.55 Fash infos.
23.00 Capitaine Conan E Film de Berrand Tavenier.
1.10 Maudite Aphrodite E Film de Woody Allen (v.o.).

20.45 Compable ou innocent. Telénim de Marti Geschoni 22.10 Grand format. Chassés-croi Chemin de Waller E E 23.40 Le Dernier

19.30 7 1/2. Clonage : Dolly a un an...

1.15 Le Dessous des cartes. 1.30 Music Planet Angélique Kidjo. 2.25 Court-circuit. Scènes de lit.

18.55 Lois et Clark.

19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy. 1954 Le Six minutes, Météo. 20.10 Mister Biz. 20.40 Décrochage info, Les Produits stars, 20.50 Passion mortelle. Téléfim O de Michel Rome. 22.35 Burning Zone. O. 23.30 Les Brit Awards.

RADIO

20.00 ▶ Les Chemins de la musique.

23.00 Nuits magnétiques. Les Trois loyeuses, ou le carnaval de Dunk

FRANCE-MUSIQUE

Symphonie nº 5 Réfor de Mendelssohn, Syr de R. Schumann. 22.30 Musique pluriel. 23.07 jazz-club.

RADIO-CLASSIQUETS

22.35 Les Soirées... (suite).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.20 Passe Partout 14.00 Fête des bébés. Vorigine du mouvement. 14.30 Le Journal de la santé. 15.00 Fenêtre sur court. Emission spéciale : 23º Nuit des Cesars. 15.30 Thor Heyerdahi

et le voyage du «Kon Tiki». 16.25 Sur les chemins du monde. 16.30 Un monde nouveau : Preneur de 901. 17.00 Janya! : Bar Valley, Pakistan. 17.30 Missions extrêmes : Au-delà de la Sibérie. 18.05 Chine, les dynasties du

19.00 Armstrong et Miller. (1/7). 19:30 Histoire parallèle. Semaine du 28 féirier 1948. Le coup de Prague.

20.20 Le Dessous des cartes. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 L'Aventure humaine. Yéd : la piste de l'homme sauvage

Metropolis. 22.40 Spectromania Infirmière de nuit 23.30 Music Planet, Concert au Midem.

0.30 Le Secret d'Elissa Rhais. Téléfilm de lacques Ounezqui 2.10 La Femme en gris. [7/10].

M 6

14.10 Les Aventures fantastiques de Tarzan. 15.05 Les Aventures de Brisco County. 16.15 Les Têtes Brule 17.10 Chapeau melon et bottes de cuir.

18.10 Amicalement vôtre. 19.15 Turbo. 19.54 Le Six minutes, Météo. 20.10 Hot forme. 20,40 Cine 6.

20.40 Cine b.
20.54 La Trilogie du samedi.
20.55 Le Caméléon.
21.50 Dark Skies, l'impossii
22.45 Profilet O. 23.40 Le Souffle de Penfet. Teléfilm de Peter Markle. 1.20 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.35 Profession spectateur.

20.00 Fiction. Un message pour les exeurs brisés ; Brien le Fainéant de Gregory Mot

22.35 Opus. David McNell : Un de la Bande à Barouh 0.05 Le Gal Savoir.

FRANCE-MUSIQUE 19.07 Préinde. Avec Michel Piquemai. 19.07 PTERRUE. AVE. MOST TO THE T

23.07 Présentez la facture. RADIO-CLASSIQUE

19:30 Intermezzo.
20:40 ▶ Le violoniste Pierre Baillot.
Lodoista, ouverure, de Cherubini,
Sonate Didone abbandonata, de Tartini,
Concerto nº 3, de Viotti, Capriccio nº 24,
de Rode, Trio nº 2 en fa majeur, de
Pleyel, Eurythante, extrait, de von
Weber, Sonate op. 113, de
Spohr, Quaturo à cordes nº 14,
de Beethoven.

22.45 Da Capo.

17.30 Missions extrêmes. Au-delà de la Sibérie. La Cinquième

18.85 Chine, les dynasties du pouvoir. La Cinquièr

19.15 Nench Cherry, carnet de route. France Supervis

le procès des gangs.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

Signalidans « Le Monde
Télévision-Radio-Multimédia ».

E Orgeur voir.

E Ne pas manquer.

E E Codes DU CSA:
O Accord parental souhaitable
A Accord parental indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans
Uniterdit aux moins de 12 ans
ou interdit aux moins de 16 ans
ou interdit aux moins de 18 ans
ou interdit aux moins de

Planete

Paris Première

18.00 Georgie Fame & The Blues Flames. 19.45 Ravel et Beethoven aux Proms.

22.35 Le Vaissean fantôme. Mise en schne ti ilida Bäckma Dir. de Leif Segerstam.

0.40 Médecins de nuit. Panique. 1.25 Seinfeld. Ta da ta da I (v.o.).

Canal Jimmy 3.00 Spicy City. Have You Seen Mano Mantillo's Hand? (v.o.). Canal Jimmy

23.00 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre II

0.35 Star Trek, la nouvelle génération. Les péchés du père (v.o.).

Jacques Buob

CE QU'IL Y A d'extraordinaire, c'est que le système fonctionne au quart de tour. En courant continu, dirait Llonel Jospin. Attachés de presse. Relations publiques. Interviews exclusives quoique multiples. Photographies triées. Confession générale. En avant la musique! Avant-hier, ce fut Johnny. Remarquez, on serait mal placé pour protester au Monde, le portrait était décoiffant. Hier, ce fut Bob de Niro et sa grosse colère à échos multiples. Et ce matin, qui s'annonçait ordinaire, un peu gris comme une rechute d'hiver, voici, ô bonheur, Madonna.

Madonna est ici, Madonna est là, sur notre sol, ce soir sur TF 1, et l'on ne le savait pas. Limite faute professionnelle. Elle est là, la divine, elle-même et plus tout à fait la même. La Madonna nouvelle est arrivée, en primeur, pour prêcher la bonne parole, la sienne.

Il n'y a dans ces remarques aucune frustration, plutôt une sorte d'amusement et de surprise heureuse : Madonna a changé de Ma-donna. On l'avait quittée sexy et sulfureuse. Elle nous revient repentante et angélique. Mystique presque, sa petite Lourdes sous le bras, un prénom qui vaut programme, et des idées religieuses plein la tête.

En picorant ici et là ce qu'elle dit et chante, la conversion semble manifeste, avérée, quoique un peu syncrétique. Ses mains sont paraît-il, tatouées de signes sanskrits, du poignet au bout des ongles. Sa coiffure, raconte France-Soir, « apparaît comme une symbolique couronne d'épines ». Et sa vie. son œuvre actuelles, indique-t-elle à Libération, sont très nettement et directement inspirées de l'étude de la

Sainte Madonna, chantez pour nous! Son XXI siècle sera religieux. Ou ne sera pas. Et nous voi-

ci passés d'In Bed with Madonna. du fameux Sex, de l'âge des petites culottes ou des clips provocateurs, à Ray of Light, à l'âge des illuminations des purifications publiques et des confessions chantantes. La nudité du corps annonçait la nudité de l'âme.

Pourquoi pas après tout? La matemité, la quarantaine autorisent à des évolutions et il serait malvenu de mettre en doute, ou au compte d'un calcul promotionnel, la sincérité de la métamorphose. Madonna a changé de cap, elle vire mystique, mais le talent demeure et le risque reste mince de la voir en chanteuse patronnesse ou en Sœur Sourire.

Il n'empêche I Qui alors nous parlera de sexe? Un rapport de l'Ined peut-être, comme celui rendu public récemment et portant sur la sexualité des Français. De cet ouvrage fort sérieux, certes un peu plus ardu qu'un album Madonna du temps jadis, différentes conclusions ont été tirées. D'abord qu'en matière de sexualité, au cours des vingt dernières années, les femmes ont pris le pouvoir, ou toute leur part du pouvoir. Ensuite que la vie amoureuse s'est singulièrement prolongée, les plus de 50 ans ne postulant pas vraiment à la pré-retraite.

Mais il est un point mystèrieux. Selon l'un des auteurs en effet, les femmes indiquent aujourd'hui avoir eu, c'est une moyenne, trois partenaires dans leur vie sexuelle. Et les hommes en revendiquent douze. Ce qui évidenment, statistiquement, ne colle pas. Natalie Bajos, l'auteur, avance, une explication. Contrairement aux hommes qui ne sont pas, sur ce plan, à une revendication près, les femmes ne compteraient vraiment que les hommes qui ont compté. Cela fait effectivement un sérieux pourcentage de

M^{me} Trautmann veut démocratiser la culture dans les cités défavorisées

La Carte Jeunes ouvrira de nouvelles possibilités

l'accès aux pratiques artistiques et culturelles est un objectif essentiel et prioritaire » de la politique culturelle du gouvernement, a déclaré le 26 février la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, en préambule d'une conférence de presse consacrée aux réformes entreprises depuis neuf mois sous son autorité. La ministre a expliqué qu'elle entend « redonner au ministère toute sa crédibilité, sérieusement entamée par quatre années de désengagement budgétaire et d'absence de message fédérateur ». « La démocratisation comme objectif, la reconstruction du ministère comme moyen, le service public comme exigence permanente structurent mon action », a aloute Ma Trautmann.

Le droit à la culture sera inscrit dans la loi de prévention et de lutte contre les exclusions. Une nouvelle commission interministérielle éducation-culture sera mise en place « avec ses équivalents dans chaque région », et « les professionnels de la culture renforceront la formation artistique des enseignants dans le cadre des Instituts universitaires de formation des maîtres ». La musique devra se réconcilier avec l'école par « l'introduction du premier cycle des écoles de musique dans les écoles primaires ». Dans un premier temps, une heure d'apprentissage musical serait organisée dans chaque classe.

Pour faire entrer la culture dans les cités et les quartiers défavorisés. la ministre encouragera « les programmes d'action durables et efficaces » négociés avec les collectivités locales, les associations de solidarité, les structures de prévention et les établissements éducatifs

« LA DÉMOCRATISATION de et culturels. Ces nouveaux services culturels représentent déjà «10 % des projets de création d'emploisjeunes ». Les pratiques amateurs seront encouragées partout, en liaison avec les structures professionnelles existantes ou par la création de « maisons des pratiques

> UNE CHARTE DU SERVICE PUBLIC Les possibilités offertes par la Carte Jeunes s'étendront aux mosées nationaux. Un titulaire de cette carte pourra invîter grahuitement une autre personne de moins de vingt-six ans à visiter ces musées. Les salles de spectacles subventionnées seront encouragées à créer une soirée à tarif réduit sur le modèle du cinéma. Le coût de l'ensemble de ces mesures de démocratisation est estimé à 100 millions de francs sur deux ans.

Au chapitre de la reconstruction du ministère, la ministre a confirmé la fusion de la direction du théâtre et des spectacles et de celle de la musique et de la danse et a annoncé la création d'une délégation au développement et à l'action territoriale. Cette délégation assurera le secrétariat d'un «comité

stratégique » composé des direc-teurs d'administration centrale et de plusieurs directeurs régionaux des affaires culturelles, qui aura pour mission de veiller à l'hannonisation des actions du ministère. La déconcentration des décisions

et des crédits sera « amplifiée », mais certaines décisions relèveront directement du ministre: ainsi la nomination ou l'agrément préalable à la nomination des responsables des structures artistiques; l'approbation des contrats liant

PEtat à la majorité des structures. Enfin, Mª Trautmann vient de publier une « charte des missions de service public ». Cette charte, « document politique fondamental », selon la ministre, définit « les fondements légaux de l'intervention publique; la répartition des responsabilités en matière de spectacle vivant ; les champs d'application de la responsabilité publique déléguée : les principales règles relatives à la direction et à la gestion de structures publiques; les obligations que se donne l'Etat dans ses rapports aux collectivités et aux équipes artis-

Olivier Schmitt

M. Jospin insiste sur « l'unité » de l'exécutif au sujet de l'Irak

de l'Irak. Par la même occasion, il s'est décerné un satisfecit, ne voulant pas laisser Jacques Chirac tirer profit, seul, de la réussite de la solution diplomatique qui avait été préconisée par Paris.

Pour autant, M. Jospin a salué Paction de M. Chirac, en précisant : « Cette politique diploma-tique : à laquelle le président de la République a donné l'éclat qui convenait, par ses contacts, ses rencontres, ses coups de téléphone, elle a été conduite par le ministre des affaires étrangères, par l'ensemble de nos postes diplomatiques, c'est-àdire par l'administration qu'anime le gouvernement. » Au total, « cette unité, sur cette question, a permis à la France de peser davantage ».

A propos de l'allègement de l'embargo frappant l'Irak que préconise M. Chirac dans l'hypothèse du respect par Bagdad de ses obligations, le premier ministre a souligné que Saddam Hussein « doit

«ELLE ME CONVIENT puisque effectivement accepter le contrôle, y nous l'avons élaborée ensemble. » compris de ses sites présidentiels, et D'une phrase, jeudi 26 février, sur l'élimination de ses armes de des-France 3, le premier ministre a truction massive. Si cela est fait, porté un jugement positif sur la nous devons viser à réintégrer l'Irak position de la France exprimée par dans sa région et dans la commule président de la République, dans nauté internationale, ce qui veut Le Monde du 27 février, à propos : dire que nous devons envisager de: mettre fin à l'embargo qui pese essentiellement sur la population, pas sur les dirigeants ».

Au sujet de la position britannique, étroitement liée à celle des Etats-Unis, M. Jospin a estimé que « Tony Blair s'est certainement exprimé davantage comme un pre- Argentin - avaient déjà été expul-mier ministre britannique que sés, en juin 1995, dans des circomme un président de l'Union européenne ».

D'autre part, les consultations ont continué, jeudi 26 février, au Conseil de sécurité de l'ONU au sujet d'un projet de résolution mettant en garde l'irak contre « les conséquences les plus sérieuses » auxquelles il s'exposerait en ne respectant pas l'accord conclu sur les sites dits « présidentiels ». Le texte, soumis par la Grande-Bretagne, réaffirme l'intention du Conseil d'examiner la levée des canctions internationales frappant Pirak, dès que celui-ci aura été dé-

Le Mexique expulse un prêtre français vivant au Chiapas

de notre correspondant Quarante-huit heures après avoir adressé un sévère avertissement aux ressortissants étrangers qui « s'immiscent dans les affaires intérieures du pays » au nom de la défense des droits des indigènes de l'Etat du Chiapas, les autorités mexicaines ont expulsé, jeudi 26 février, le prêtre français Michel Chanteau Installé depuis trentedeux ans dans le village de Chenalho, on quarante-cinq Indiens Tzotzils ont été massacrés, le 22 décembre 1997, par un groupe armé dont les membres étaient affiliés au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir, Michel Chanteau a été officiellement accusé de s'être livré à « des activités non conformes avec son statut mi-

Le gouvernement a eu recours à la procédure expéditive qui l'autorise à « faire abandonner le territoire national, immédiatement et sans appel, à tout étronger dont il juge la présence indésirable ». Poux justifier son expulsion, les autorités ont invoqué les déclarations faites quelques heures plus tôt par le Père Chanteau, lors d'un interrogatoire réalisé par des représentants de l'Institut national de migration. Selon un communiqué du ministère de l'intérieur, le prêtre « a affirmé que le massacre [du 22 décembre] faisait partie d'un plan mis au point par le gouvernement pour détruire la base sociale » de l'Axmée zapatiste de libération nationale (EZIN), oui a surei sur la scène nationale en s'emparant, le 1° janvier 1994, de plusieurs bourgades tiu

Comme une douzaine d'autres Peres Promotecado Oristotial de Les Casas, sieurs années au refus des autorités de renouveler son visa, le gouvernement de Mexico étant convaincu qu'ils avaient contribué au soulèvement zapatiste. Trois antres mêtres - un Espagnol, un Américain et un sés, en juin 1995, dans des cir-constances similaires.

Bien que discret, le Père Chanteau, agé de soixante-sept ans, était une personnalité connne au Chiapas, en raison de son implication dans la défense des droits des indiens et dans le travail sociai qu'il effectuait. Il avait récemment acquis une certaine notoriété à la suite des menaces de mort qu'avait proférées à son encontre, en novembre dernier, Jacinto Arias, maire PRI de Chenalho aujourd'hui emprisonné, avec quarante autres indigènes, et accusé d'être l'un des instigateurs du massacre du 22 dé-cembre 1997.

Au moment où elles tenient sans succès, de renouer le dialogue avec le chef de l'EZIN, le « commandant » Marcos, les afforités mexicaines, depuis plusients semaines, multiplient les menales et les mises en garde agacées à l'égard des étrangers présumés proches des milieux zapatistes. Le 17 février, le ministre de l'intérieur, Francisco Labastida Ochoa, avait publique ment rappelé que « les étrangers ne peuvent aucunement s'immiscer dans les affaires politiques du pays ». Au cours des quinze derniers jours, trois étrangers, outre le Père Chanteau, ont été expulsés, dont l'un des dirigeants de l'organisation protestante américaine Pasteurs pour la paix, Thomas Hansen.

Bertrand de la Grange

SIOURS L'AUTRE MITTERRAND de PASCAL SEVRAN **Albin Michel**

Les impôts locaux augmenteront d'environ 1 % en 1998, selon le CLF

SELON le Crédit local de France-Dezia, qui présentait sa note de conjoncture, jeudi 26 février, le produit des impôts locaux directs voté par l'ensemble des collectives locales pour 1998 augmentera de 4,7 % contre 4,9 % en 1997. Malgré cette légère décélération, la fiscalité locale directe (taxes d'habitation, sur le foncier bâti et non bâti, taxe professionnelle) continue donc de progresser plus vite que le PIB, « comme c'est le cas depuis le début des années 1990 », note le CLF, principal banquier des collectivités locales.

La pression fiscale elle-même est « légèrement supérieure à 1 % » contre 1,5 % en 1997. Le poids des prélèvements obligatoires des collectivités locales arteint donc 7 % du PIB, contre 6 % en 1987, soit une évolution de 1% en diz ans. Le CLF souligne également la reprise de l'investissement de ces collectivités, avec une progression de 3,4 % en 1998, après 2.2 % en 1997.

■ SANTE: les doses de radioactivité subles par les élèves, les enseignants et le personnel de l'école de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), polluée au radon, ont été d'un niveau excessif de 1969 à 1996, selon un rapport de la direction générale de la santé. Les doses de radioactivité correspondent à celles encaissées par les travailleurs du mucléaire les plus exposés. Le gouvernement a demandé « il y a trois mais » au préfet du département la fermeture de l'établissement, a indiqué, mardi 24 février à l'Assemblée nationale, Bernard

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT BOIS LEMOND Cours relevés le vendredi 27 février, à 10 h 15 (Paris) FERMETURE DES PLACES ASIATIQUE OLIVERTIME DES PLACES EUROPÉENNES Cours au Var. en % Var. en % 27/02 26/02 : fin 97

Kouchner, secrétaire d'État à la Tirage du Monde daté vendredi 27 février : 547 997 exemplaires



Ce Monde

démocratiser és défavorisées LE Medique Expudse un prédiction vivant au C

a laciste sur . l'unité

La naissance d'un Etat, l'arrivée au pouvoir d'un dictateur

A géographie détermine l'Histoire : l'Irak n'échappe pas à la règle. Coincé entre l'Iran, la Turquie, la Jordanie, la Syrie, le Koweit et l'Arabie saoudite, le pays n'a quasiment pas de débouché sur la mer. Sa situation centrale sur la route des conquérants venus du Nord, du Proche-Orient ou du sud de la péninsule Arabique en fit de tout temps un lieu de passage privîlégié : les Sumériens comme les gens du pays d'Akkad, les Elamites, les Amorites, les Assyriens, les Chaldéens, les Mèdes, les Perses, les Byzantins... chacun de ces peuples laissera une trace de son passage.

La conquête arabe et musulmane fut entreprise dès 633, deux ans après la mort du Prophète. Elle va s'installer durablement. Dans le même temps, la dissidence chiite va trouver en Irak les plus importants de ses lieux saints : Kufa, où l'imam Ali, cousin et gendre du Prophète, est assassiné; Kerbala. où Hussein, le fils d'Ali, est massacré avec tous les siens ; Najaf...

Après les Omeyyades à Damas, les Abbassides s'établissent en Irak et fondent Bagdad, accentuant plus encore le caractère de passage et de carrefour du pays. L'Irak connaît alors une diversité de populations, une multiplicité d'ethnies. Sur le plan religieux, l'islam, dans ses deux composantes sunnite et chiite, est largement majoritaire; mais de très fortes minorités chrétienne et Juive coexistent, à Bagdad notamment. C'est dans la capitale irakienne que l'islam connaît son âge d'or, marqué par un développement intellectuel et scientifique.

Dès cette époque, pourtant, des mouvements religieux et séparatistes, des révoltes sociales vont affaiblir le pouvoir central, sans compter les coups de boutoir permanents venant de l'extérieur comme les Perses puis les Mongols. Même la toute-puissance des Ottomans, qui devalent rester près de quatre siècles à Bagdad, n'a lamais eu raison de ces forces centri-

Guerre, l'Irak hérite ses frontières internationales actuelles, en dépit d'une courte parenthèse d'indépendance pour le Kurdistan, Celui-ci finira par être dépecé, essentiellement entre l'Irak, la Turquie et l'Iran, avec une petite partie en Syrie et une autre dans l'ex-Union soviétique. C'est la Grande-Bre-

De la monarchie constitutionnelle dirigée par le roi Fayçal à la création de l'Etat d'Israel et à la guerre de Palestine; des tentatives baasistes pour prendre le pouvoir à l'émergence d'un seul homme, Saddam Hussein

tagne qui est chargée, par la Société des nations, de mener le nouvel Etat à l'indépendance. Pourtant, le gouvernement britannique était peu favorable à une intervention militaire dans cette région où il n'avait pas d'intérêts vitaux. L'initiative vient, dès le début de la guerre, à la fois d'un groupe d'officiers et d'administrateurs anglais des Indes, dont le but invoqué est de protéger les installations pétrolières d'Abadan, et de certains émirs locaux favorables aux Angiais, dont le pius achamé est le

LE TEMPS DE L'INDÉPENDANCE

Une monarchie constitutionnelle est installée sur le modèle britannique. Et c'est l'émir Fayçal, le hachémite, celui-là même que les Français ont chassé de Damas, dont le rêve de royaume arabe s'est effondré, qui est proclamé roi en 1921. Trois ans plus tard, une Constitution est adoptée, également sur le modèle anglais. Le choc est brutal pour le pays : après douze siècles de domination musulmane, l'Irak passe sous la tutelle d'un Etat occidental chrétien. Mais pas plus Fayçal que ses

Au lendemain de la Grande ser les tensions dans le Nord, du fait de l'agitation des Kurdes, et dans le Sud, où se trouve concentrée la population chiite arabe et arabisée en provenance d'Iran. La composition démographique

du pays, obéissant à sa situation géographique, va concentrer le pouvoir aux mains d'une minorité à la fois arabe et sunnite : au Nord,

arabes; au Sud, les Arabes ou arabisés ne sont pas sunnites mais chiites. Des 1932, date de l'indépendance, les arabo-sunnites du centre du pays, issus de la bourgeoisie jusqu'en 1958, puis d'un milieu plus populaire, vont s'installer au pouvoir et ne jamais le

L'essor des communications, la construction de ports et de nou-velles lignes de chemin de fer, l'exploitation pétrolière et la mise en chantier de grands barrages vont marquer le temps de l'indépendance, générant des groupes d'ouvriers et de travailleurs salariés ainsi que l'apparition d'un mouvement syndical en Irak. Dès cette époque, les problèmes du nationalisme arabe, de l'unité de la région, des minorités, des rapports avec les puissances étrangères, du rôle de cette classe ouvrière alors en formation et de l'armée vont marquer l'histoire de l'Irak sans jamais cesser de se poser aux dirigeants

La mort du roi Fayçal, en 1933, laissera les mains libres à Londres, qui continuera à diriger le pays en sous-main. Le roi Ghazi, politiquement incapable, se tue en voiture en 1939. La vie politique ira-, kienne est ponctuée par la

les Kurdes sunnites ne sont pas négociation avec les compagnies pétrolières, l'affirmation du rôle de l'armée, les divisions des grandes familles bourgeoises simnites qui détenaient le pouvoir et s'adonnaient aux intrigues de palais, mais aussi par des mouvements de révolte dans le moyen Euphrate dès 1937, des grèves nombreuses dans le milieu ouvrier et l'émergence d'un parti commu-

niste puissant. Le conflit mondial n'a pas de grandes répercussions en Irak. Certains groupes nationalistes anti-britanniques sont sensibles à la propagande allemande. C'est à Bagdad que se réfugie, en 1940, le grand mufti de Jérusalem, Haji Amine el Husseini, d'où il lance ses diatribes antisémites. Les juifs de Bagdad sont de plus en plus souvent pris à partie. Les Kurdes profitent de la situation et proclament en 1945 la république kurde de Mahabad, en Iran, vite réprimée par les forces de Téhéran.

CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Jusqu'en 1958, la vie politique en Irak est marquée par un homme anglophile, Noury Said, qui considère l'alliance avec la Grande-Bretagne et la dynastie hachémite comme les deux piliers du natio-

nalisme irakien. Bagdad s'inquiète

du rôle émergent de l'Egypte auprès du monde arabe, notamment après la révolution nassérienne. Ce dernier événement coincide avec une augmentation sensible des revenus pétroliers due au boycottage du pétrole iranien après sa nationalisation par le premier ministre de l'époque à Téhéran, le Docteur Mossadegh. Au cours de cette période. l'appauvrissement des masses rurales va entraîner un exode vers les centres urbains du pays; le développement de l'économie et de l'éducation contribue néanmoins à l'émergence d'une véritable classe moyenne qui forme le noyau d'une conscience politique et du

La création de l'Etat d'Israël et la participation de l'Irak à la guerre de Palestine renforcent le sentiment d'appartenance à la nation arabe, sentiment en décalage avec l'orientation pro-occidentale et notamment pro-britannique du gouvernement.

L'échec politique de l'expédition de Suez va augmenter le prestige de Nasser dans la région et les deux grandes puissances de l'époque, la Grande-Bretagne et la France, passent le relais aux Etats-

de la montée du péril soviétique et Unis et à l'URSS dans le Moyen et le Proche-Orient. Le gouvernement irakien conclut le pacte de Bagdad dès 1955 avec la Turquie, l'Iran et la Grande-Bretagne, proclame la loi martiale en interdisant les partis politiques et scelle l'union avec la Jordanie en riposte à la création de la République arabe unic entre l'Egypte et la Syrie, L'opposition clandestine va réunir des formations antagonistes au sein d'un Front national : les communistes aux côtés du Parti national démocrate, libéral, du Parti de l'indépendance, nationaliste, et du parti Baas, arabe socialiste créé dans les années 40 par deux intellectuels syriens : Salaheddine Bitar, assassiné à Paris en 1980, et le chrétien Michel Aflak. mécontentement contre les auto-

10000

Sec. 15.

2.18%

25.0258

4 mm 2 1 40

 $(a^{1/2}(g)) = a^{1/2}(g^2)$

11.75

こう はい 大田

garage of the

42

Burre HR.

or Children

111(75 1990)

THE SER

- : - \$ at 1

700

DIA.

... Create Been

. 5 MAR

 $\frac{d (a_1,a_2,a_3)}{d (a_2,a_3,a_3)} \leq \epsilon$

المام المواضية ا

Berger and of the ♣

State of the second second

Stiff Agent

mart i balin 🙀

Transport of the Police in

The second des

Tarre La comen de

Series of the Section The second train M

 $\frac{2\pi}{m} \rightarrow 1$, the ment The second of the Enrice of Center Sam erden de

Palesta I Isan de-

the Print was to be the tilker

English of the file of the control o

de de les

Service of the learn

Ber de denomier le

The state of the Chart.

E Property and the prior

the state of the state of

Attended to the second of the

The second of the second

Part of the second

Sales of the second

400

618

Marie Company of the Company of the

Age of the second secon

Eller Courts

The second second second

Control of the state of the sta

designation of the al-

Constitution of General Secretary of the second

AND CONTRACTOR OF THE PARTY OF

Section of the sectio

A THE PROPERTY OF THE PARTY OF

Management of the second of th

The second second second

The second of the same

te ein bereichtige E crease admirate.

the trailing states

1755

Annual St. ANN

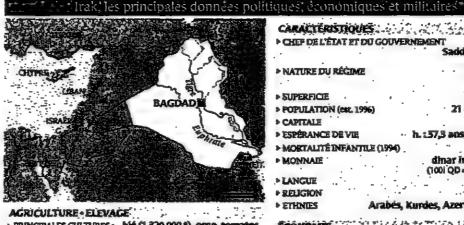
The state of the state of

DOX ANNÉES TROUBLES

C'est pourtant de l'armée que va venir l'initiative du changement : le 14 juillet 1958, quatorze officiers s'emparent du pouvoir, renversent la monarchie dans le sang et proclament la République, Sur ces quatorze officiers, douze étalent arabés et sumites, originaires de Bagdad, et deux autres chiites. Un homme fort va émerger de cegroupe: Abdel Karim Kassem, qui, très vite, va s'appuyer sur l'armée pour installer une dictature mili-

Jusqu'à sa mort, en 1963, Kassem gouvernera seul ; pressé par les unionistes arabes de rejoindre la République arabe unie de Nasser, il résistera aux pressions grâce au soutien des communistes. Mais le pays va rentrer dans une période trouble qui durera dix ans : coup de force, tentatives de coup d'Etat, affrontements armés entre les mílices communistes et celles des baasistes et des nassériens dans les rues de Bagdad et d'autres villes irakiennes, répressions sangiantes... Même la tentative d'annexion du Koweit ne fera pas l'unité autour du dictateur. En octobre 1959, il est sérieusement blessé par une attaque d'un commando baasiste de dix hommes. Parin eur se trouvait un

nonmé Saddam Hussein. Mais la seconde tentative baasiste sera la bonne : le 8 février 1963, sous la conduite d'un officierdu parti, le général Ahmad Hassan Al Bakr conduit avec succès un comp d'Etat à l'issue duquel Kassem est exécuté. Mais le Baas, ne voulant pas se mettre en première ligne, confie l'autorité suprême à



PRINCIPALES CULTURES: bié (1 320 000 t), orge, tomates trèfie, dattes, pastèques...

INDUSTRIE - RESSOURCES phosphate (1 000 000 t) ▶ INDUSTRIES EXTRACTIVES

NUFACTURIÈRES produits pétrollers et chimiques (668 millions de IQD 1990) INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES électricité (26,3 militards kWb, 1993)

pétrole brut (212,8 millions de barfis, 1994) produits pétrollers (22 millions £ 1993) gaz naturel 2 917 millions m3, 1994)

CARACTERISTIQUES CHEF DE L'ÉTAT ET DU GOUVERNEMENT NATURE DU RÉCIME SUPERFICIE '582 640 km² 21 422 000 hab. POPULATION (est. 1996) CAPITALE ESPÉRANCE DE VIE h.: 57.3 ans, f.: 60.4 ans MORTALITÉ INFANTILE (1994) 92 % dinar irakien (IQD) (1001 QD = 1 684,74 FRF) LANGUE RELIGION Arabės, Kurdes, Azerbaldjanais... ECONOMITE .24 milliartis \$ BALANCE COMMERCIALE(cst. 1994) -1 450 millions \$

Saddam Hussein, ou la violence au service de l'ego

L est « dur jusqu'à la cruau-té », avait dit de lui, en 1990, Evgueni Primakov. L'actuel ministre russe des affaires étrangères, alors chargé par Mikhail Gorbatchev de ramener à la raison Saddam Hussein pour qu'il évacue le Koweit avant d'en être forcé, semblait soudain découvrir ce que les Irakiens savent depuis des années : le président irakien est un homme impitoyable. Un bomme qui, pour conjurer ses propres peurs, souvent imaginaires, a fondé son pouvoir sur la terreur et qui, pour assurer la pérennité de cé ponyoir, n'a pas hésité à faire quer des milliers de ses compatriotes. Un homme, surtout, dont le règne est une succession de bourdes monumentales. qui auront coûté cher à l'Irak et

Fils d'une famille paysanne d'un village proche de Takrit, situé à quelque 150 kilomètres au nord de Bagdad, il « entre » en politique lorsque, à dix-huit ans. il découvre, au lycée d'El Kharkh, à Baedad, les cellules clandestines baasistes de résistance au colonisateur britannique. En 1956, il participe à un complot avorté contre le roi Fayçal IL Trois ans plus tard, il est l'un des trois leunes baasistes qui tirent à bout portant sur le nouveau maître de l'Irak, le général Qassem. Blessé à la jambe, il se réfugie en Syrie, puis en Egypte. De retour au pays, il est arrêté en 1964, mais il s'évade, deux ans plus tard, pour préparer le coup d'Etat qui, en juillet 1968, amène le parti Baas

au pouvoir. Il devient secrétaire général adjoint du « commandement régional » du Baas et, trois ans plus tard, vice-président de la République. En 1969, il est déja l'homme fort de l'Irak. Par la vio-

impitoyable, le chef suprême de l'Irak depuis 1979 a fondé son pouvoir sur la terreur, n'hésitant pas à faire tuer des milliers

de ses compatriotes lence, il grimpe les échelons du pouvoir, n'hésitant pas à tuer de ses propres mains même ses collaborateurs les plus proches. La mise en scène, imaginée pour inaugurer son régime, après qu'il eut « convaincu », par la menace, le président Ahmad Hassan El Bakr de se démettre, iliustre les méthodes d'un homme quasi-pathologiquement soupçonneux, y compris à l'égard des siens. Ce 22 juillet 1979, deux semaines après avoir pris le pouvoir suprème, Saddam Hussein, qui a alors quarante-deux ans, convoque des milliers de cadres supérieurs du parti Baas à une réunion d'urgence, dont ces derniers ne devinent pas l'objet. Le rideau se lève sur la lecture par Mohyi Hussein El Machadi, secrétaire général du Conseil du commandement de la révolution, l'organe suprême du parti Baas - au pouvoir depuis 1968 -, d'une « confession » détaillée de sa participation à un « complot » qui vise à renverser le régime, et à proclamer l'union avec la Syrie, sous la direction du président syrien, Hafez El Assad. El Machadí énumère les noms de ceux qui au-

quitter la salle. Une cinquantaine de personnes sont ainsi mises à l'ombre, dont 22 seront fusillées en présence de Saddam Hussein.

Parmi elles, figurait Abdel Khaleo El Samaraï, l'un des dirigeants historiques les plus respectés du Baas, qui était en résidence surveillée depuis six ans, après avoir été accusé de participation à un complot - bien réel celui-là -, ourdi par le chef de la sécurité, Nazem Kazzar. Ce dont El Samarai était en réalité coupable, c'était d'être plus populaire que le tandem El Bakr-Hussein.

. MURTS NATURELLES >

Quant aux « conjurés » de 1979. ils payaient de leur vie le seul fait d'avoir contesté la procédure peu orthodoxe de l'accession au pouvoir du nouveau numéro un irakien. Saddam Hussein venait ainsi de donner le ton. Quiconque osera contester son autorité subira le même sort. Exécutions, disparitions, assassinats, a morts naturelles » en prison ou mystérieux accidents de la route ou d'hélicoptères n'ont pas cessé.

Il pratique la violence de masse, faisant transférer de force, dans le sud de l'Irak, en 1975-1976, après l'effondrement de leur mouvement autonomiste, quelque trois cent mille Kurdes. Contre ceux-ci, il n'a pas hésité à utiliser des gaz en 1988, devenant ainsi le premier homme d'Etat à recourir à l'arme chimique contre sa population. Cinq mille trakiens périrent dans la seule localité de Halabja, et plusieurs milliers d'autres ail-

Kurdes, il redoute les chiltes, mafait assassiner en prison, l'année plus aussi dépendant de l'aide so-

tion ». Ils sont priés un à un de suivante, leur chef spirituel, l'ayatollah Bagher Sadr, et plusieurs membres de sa famille, dont des femmes. Parallèlement, il fait déporter plus de cent mille habitants d'origine persane, qui sont contraints d'abandonner tous leurs biens en l'espace de quarante-huit heures pour se réfugier chez leurs voisins iraniens.

L'Iran qui, sous le règne du chah, aspirait à devenir le gendarme du Golfe, qui n'avait pas hésité à « manipuler » les Kurdesirakiens contre le régime de Bagdad - pour qui Téhéran était « l'agent de l'impérialisme américain » dans la région -, l'Iran avec lequel le conflit sur la délimitation de la frontière dans le Chatt el Arab avait enfin été réglé en 1975 aux dépens de la rébellion kurde. l'Iran tombe en 1979-1980 aux mains d'un pouvoir religieux qui ne fait, alors, pas mystère de sa volonté d'exporter la révolution.

Entre 1975 et 1979, Saddam Hussein avait quelque peu oublié le « socialisme » et la « laïcité » du Baas pour se rapprocher des monarchies voisines - notamment l'Arabie saoudite et la Jordanie. Après avoir écrasé dans le sang la rébellion kurde, réussi à éliminer tous ses rivaux et concentré les pouvoirs aux mains de ses seuls hommes de confiance, il se sent suffisamment à l'aise pour cette ouverture.

Le tournant est facilité par la flambée des prix du brut après l'embargo décidé, en 1973, par les Etats producteurs arabes. Sad-. dam Hussein va mettre à profit cette manne pour assurer le développement du pays et sa prospéri-. Davantage peut-être que les té. Il renforce l'armée en effectifs et en matériels. L'Irak, lie depuis joritaires dans le pays. En 1979, il 1972 par un traité d'amitié et de en fait arrêter plusieurs milliers et coopération avec l'URSS, n'est mantes.

viétique. Il s'offre même le luxe de resserrer les liens économiques avec les Etats-Unis, alors même que les relations diplomatiques entre les deux pays étaient rompues depuis 1967.

La prise d'otages à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en novembre 1979, glace d'effroi l'ensemble des pays arabes du Golfe et l'Occident. Saddam Hussein croit venue l'heure de démontrer qu'il peut être leur protecteur et, par ce biais, se frayer une voie dans la cour des Grands Un attentat manqué, commis le 1º avril à Bagdad, contre le vice-premier ministre Tarek Aziz par le parti chiite El Daawa, achève de le convaincre de la nécessité d'éliminer le « danger » chiite iranien. Persuadé qu'il ne feralt qu'une bouchée de l'armée iranienne, affaiblie après la révolution, il prend seul la décision de déciencher, le 22 septembre 1980, la guerre contre l'Iran. Cette erreur risque de lui coûter le pouvoir lorsque, aux premières victoires irakiennes, dues à l'effet de surprise, succède l'amertume des premières défaites..

ISOLÉ DU MONDE

La guerre durera huit ans, au cours desquels l'Occident encou-. rage le maître de l'Irak et l'aide à se doter d'armes sophistiquées. De ce conflit, le pays paie un prix sanctions pendant dix ou vingt exorbitant: entre 100 000 et ans », affirme t-il au lendemain 200 000 morts, quelque 300 000 à 400 000 blessés, et une dette de 400 000 blessés, et une dette de s'obstinant dans l'erreur, il croit 70 milliards de dollars, dont la pouvoir berner les Nations unies moitié envers les États du Golfe. Saddam Hussein a donc besoin d'armement pour s'én sortir à d'argent pour reconstruire, relan-moindres frais. De nouveau, sept cer son économie, acheter le silence du peuple et continuer de se défie la communauté internatiodorer des armes les plus perfor- naie.

Il aurait voulu que ses voisins

effacent sa dette. Il voit dans la surproduction pétrolière du Koweit et de l'Etat des Emirats arabes unis, qui ont fait chuter les prix du brut, une véritable guerre économique dirigée contre son pays. Il accuse le Koweit de se livrer à l'exploitation éhontée du champ pétrolifère de Roumeilah, à la frontière entre les deux pays. Après avoir menacé sur tous les tons, il lance, le 2 août 1990son

armée à l'assaut du Koweit. La encore, Saddam Hussein prend, seul, la décision. Il namet dans la confidence que quare de ses plus proches. L'un de ces intimes est ce gendre « général », Hussein Kamel Hassan, qui fera défection en août 1995, avant de retourner à Bagdad quelques mois plus tard, où il sera assassiné. Buté au-delà de l'imaginable, Saddam Hussein est convaincu de pouvoir décourager par la menace et les rodomontades toute

tentative de libération du Koweit. Il ne sait ensuite saisir aucune des perches qui lui sont tendues, alors même que, pour lui faire face, une formidable armada se met en place. A ne saura pas davantage faire marche arrière à temps et, lorsque sa « mère de toutes les batailles » échouers lamentablement, il ne saura pas non plus tirer les leçons de de faite. « Nous pouvons vivre affec les de la guerre. Isolé du monde et et tricher sur ses programmes ans après l'invasion du Koweit, il

•

un des officiers de 1958 : Abdel Salam Aref. Les luttes intestines au sein de la direction du parti, entre l'aile droite et l'aile gauche, divisées notamment sur l'opportunité d'une union avec l'Egypte, achevèrent de discréditer le parti. Huit mois plus tard, Aref fait arrêter les dirigeants du Baas et les exile à Damas, où la branche syrienne du parti s'est également emparée du pouvoir.

Aref, avec son frère Abdel Rahman, qui ini succédera en 1966 après sa mort, survenue dans un accident d'hélicoptère, instaure un régime présidentiel à parti unique, l'Union socialiste arabe, d'obédience nassérienne. Il s'appuie sur l'armée et notamment sur un groupe d'officiers modérés. Mais l'admiration que les deux frères portaient au Rais égyptien et l'appui qu'ils recurent du Caire ne pouvaient tenir lieu de liene politique. Indécis, et peu formés à la politique, les ditigeants irakiens multiplièrent les revirements de politique, passant d'un socialisme à l'egyptienne à un libéralisme pro-occidental, laissant la porte ouverte à l'anarchie et à la corruption an sein d'une administration pléthorique.

LE TEMPS DU MAAS La défaite de juin 1967 ne fit qu'accreitre le mécontentement d'une population, notamment les paysans et une partie de la population urhaine frappée par une misère écrasante.

7 1, 25,

The state of the state of

1000

15 11/20

 $f \sim g(\omega_{\rm p}) (g)$

m light gar

化放射性温度

72.74

Le 175 millet 1968, les officiers baasistes, regroupés autour du général Al Bakr, s'emparent du pouvoir sans combat. Cette fois, le parti ne fera pas les mêmes erreurs que dans le passé: instaurer un ordre politique nouveau et élimi-ner par la violence toute formation qui tenterait de s'y opposer. Cette violence sert, aux yeux des dirigeants du parti, à impressionner et à terroriser la population, constitues un parti important numériquement, solide et discipliné et installer ses membres à tous les postes importants de l'appareil d'Etat. Des la fin de l'année, le parti dispessit de sa propre milice, « Jihaz al hantn.» (« apparell de la passion *) ou « brassards verts ». A leur tête, Saddam Hussein, qui ne cesse de grimper, depuis le début des années 60, les échelons de la direction du parti. Il apparaîtra un an plus tard pour la première fois à un poste-clé. Il fait partie des quinze membres du Conseil de commandement de la révolution-(CCR), dont il est désormais le rice président.

La terreur s'illustre également par une série d'arrestations spectaculaires, de procès et d'exécutions publiques : les pendus de Bagdad et de Basra en 1969 declenchent les commentaires acerbes de la presse occidentale. Le tribunal spécial chargé de juger les membres de divers réseaux d'espionnage ne chôme pas : les suspects sont accusés d'espionner au profit d'Israel, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Iran. Téhéran, sans doute poussé par les Etats-Unis, vient de dénoncer le traité de 1937 portant sur le Chatt el Arab (le Rivage des Arabes), servant de frontière entre les deux

Mais plus important sur le plan intérieur : le Baas va réussir, à l'occasion d'un coup de force manqué de la part d'un groupe d'officiers contre le général Al Bakr, en janvier 1970, à écarter les militaires du pouvoir et à consacrer désormais la prédominance des civils au sein des appareils de décision. Jusqu'en 1973, le tandem Al Bakr-Saddam Hussein, qui s'affirme comme le nouvel homme fort du régime, va s'atteler à régler les problèmes pétroliers par la nationalisation et à mener à bien une réforme agraire vigoureuse en s'appuvant à la fois sur l'Union soviétique et à l'intérieur sur les formations « progressistes » à nouveau regroupées au sein d'un Front national. Les cours des fleuves sont contrôlés et les inondations sont maîtrisées. Arrestations et exécutions se pour-

suivent néanmoins. Des 1973, le problème kurde prégecupe à nouveau les dirigeands de Bagdad. Grâce à une alliance conjoncturelle avec l'Iran, l'armée irakienne parvient à liquider - provisoirement - l'aspect militaire de ce problème. Dans le même temps, les ressources en hydrocarbures permettent un décollage économique et une industrialisation du pays. Saddam succède



L'INSTITUT DES BEAUX ARTS, à Bagdad (ci-dessus)

PRIÈRE À KERBALA

La prière du vendredi (ci-contre à droite), dans la cour de la mosquée de l'immam Hussein, fils d'Ali. Ce lieu saint est le plus important dans le monde pour les Chiîtes. Signe d'une certaine « dérente », l'Irak a autorisé récemment les pèlerins iraniens à venir se recueilir ici.



VEILLÉE MORTUAIRE Deux chrétiens chaldéens dans le village de Tel el Kaif, au nord de Mossoul, près du Kurdistan irakien.

naturellement à Al Bakr, en 1979, à la plus haute magistrature de l'Etat. Il préside aux destinées de l'Etat mais aussi à celles du gouvernement et du Conseil de commandement de la révolution, désormais composé de ses compagnons de route. Sur le plan extérieur, l'Irak se retrouve dans le camp du refus aux accords de Camp David, conclus sous la houlette de Washington entre l'Egypte

LA GLICHIE AVEC L'IRAJI Cette position le rapproche du Syrien Assad, qui, baasiste comme hui, verrouille le pouvoir à Damas depuis 1970. Sans pour autant jeter les deux « frères ennemis » dans les bras l'un de l'autre. D'autant que chacun à fort à faire à ses frontières respectives. La Syrie est embourbée dans le conflit libanais et l'Irak, qui accueille tous les opposants au traité de paix israéloégyptien, voit s'ériger à Téhéran la

République islamique tranienne. Saddam lance, dès 1980, son ar-

Elle affaiblira les deux pays, aboutira à une paix des braves, « sans vainqueurs ni vaincus ». Ce fut une guerre des Arabes contre les Perses, des sunnites contre les chiites et aussi une guerre stratégique pour le contrôle du Golfe.

Sur le plan interne, Saddam consolide son pouvoir personnel: théoriquement, l'organisation du pouvoir en Irak s'articule autour de deux pôles : d'un côté le parti, avec le Conseil de commandement de la révolution (CCR), le commandement régional du Baas (sorte de comité central) et la milice ; de l'autre, l'Etat, avec le gouvernement et l'armée. Il faudrait également ajouter les services de renseignement et de sécurité.

Depuis 1969, date de son arrivée au pouvoir et surtout depuis qu'il a accédé à la présidence de la République en 1979, Saddam Hussein a éliminé toute opposition civile et militaire, à l'intérieur du parti comme à l'extérieur, au sein des rouages de l'Etat comme dans l'armée. Il l'a fait avec le noyau dur composé essentiellement des membres mêmes de sa famille, de son clan, de sa ville d'origine. Tikrit, et de ses premiers compagnons de route, noyau qui constitue, au-delà mée dans une guerre contre l'Iran. organigramme officiel, la struc-



ture du pouvoir la plus efficace en

Le problème kurde revient régulièrement à l'ordre du jour. Saddam Hussein le « règle » à sa manière, par une répression dure et des moyens militaires radicaux. Il n'hésite pas à utiliser les armes chimiques dont il dispose. On se souvient, à la fin des années 80, des bombardements aux gaz des villages du Kurdistan et de l'exode des populations de Halabía.

POURQUOI LA GUERIFE DU GOLITE ?

Cet homme pragmatique reste pourtant une énigme, notamment son attitude au lendemain de l'invasion du Koweït par son armée, le 2 août 1990, reste incompréhensible. Mû sans doute par un nationalisme exacerbé qui fait de l'émirat la dix-neuvième province de l'Irak, Al Kadima, revendiquée par tous les dirigeants qui se sont succédé à Bagdad, il avait néanmoins une volonté réaliste : élargir le débouché du territoire irakien sur le golfe Arabo-Persique.

Pourquoi, face à la formidable coalition réunie contre lui, ne s'est-il pas retiré de l'émirat, évitant à son pays l'humiliation d'une défaite ? La question demeure, aujourd'hui encore, sans réponse pour la plupart des observateurs.



D'autant que l'invasion du Ko-

weit, le 2 août, et la formidable

coalition internationale contre

l'Irak ont longtemps laissé planer

le doute et l'incertitude sur l'ave-

nir de l'entité irakienne. Du dé-

membrement du territoire irakien

au changement de régime pur et

simple, toutes les hypothèses ont

été envisagées. Seule l'inquiétude

des pays de la région par un pré-

cédent de ce genre a pu éviter le

pire. L'Irak, pays frontière entre

l'Islam arabe et l'Islam non arabe,

pays lisière entre le monde arabe

et les pays du Moyen-Orient non

arabe (Pakistan, Afghanistan,

Iran...), ne pouvait subir un chan-

gement de frontière. Le principe

sacro-saint de l'intangibilité des

Ce qui est sûr, en revanche, c'est

que la guerre du Golfe a sensible-

ment renforcé le pouvoir person-

nel de Saddam Hussein, pouvoir

plus que jamais concentré dans un

cercle familial, malgré la défection

de ses deux gendres, Hussein Ka-

mel et son frère Saleh Kamel, réfu-

giés un temps en Jordanie, puis

« exécutés » à leur retour dans le

Des compagnons de toute, il

n'en reste plus qu'une poignée :

Tarek Aziz, Izzat Douri, Taha Yas-

sine Ramadan... Le parti, les ser-

frontières a prévalu.

Dans ce monastère chrétien chaldéen. vit une communauté d'une dizaine de moines seulement. Comme dans le reste du monde, la vie monastique suscite de moins en moins de vocation. Ici l'intérieur de leur musée, constitué d'objets hétéroclites apportés par des visiteurs.

PHOTOGRAPHIES YVES GELLIE Ce reportage photographique a été effectué lors de plusieurs voyages en Irak en 1996 et 1997.

vices de renseignement, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont étroitement contrôlés par la famille. Le gouvernement n'est plus gu'une caisse de résonance aux décisions du rais. Seule l'armée, auréolée d'une victoire psychologique certaine à l'issue de la guerre avec l'iran, peut éventuellement prétendre se dresser à la fois contre le parti, les services de sécurité et même la présidence. Celle-ci aurait pu renverser 5addam Hussein en évitant le chaos après la guerre du Golfe. C'est sans doute pour cette raison que Saddam Hussein a cru bon de l'infiltrer et de lui adjoindre une « armée populaire » issue des milices du parti et commandée par un compagnon de route, Taha Yas-

sine al Jazzraoui Ramadan. Cette seconde crise du Golfe, en 1998, aura été une formidable opération de relations publiques pour le maître de Bagdad : la coalition de 1990 éclatée, même le Koweit et l'Arabie saoudite se sont prononcés contre les « frappes américaines ». Saddam focalise aujourd'hui dans tout le monde arabe et musulman la « résistance » à l'hégémonie américaine. Mais à quel prix ?

Antoine Sfeir

Août 1990, l'Irak défie le monde. Janvier 1991, la guerre du Golfe commence

E 2 août 1990, les troupes irakiennes occupent, en quatre heures, le territoire du Koweit, que Saddam Hussein s'empresse d'annexer « pour toujours ». Dieu sait si la Charte des Nations unles a été souvent violée, et de toutes les manières: mais c'est la première fois qu'un Etat membre s'en approprie ainsi un autre. Le fait que l'émirat ait appartenu, au temps des Turcs, au vilayet de Mossoul, attribué après la première guerre mondiale à l'Irak, n'excuse évidemment rien. Pourquoi cette agression? Le rais de Bagdad est un brigand, certes, mais pas un fou. Poussé à agir par la gravité de la situation économique de son pays, qu'une interminable guerre avec l'Iran a laissé exsangue, il a complètement mésestimé l'ampleur de la réaction qu'allait provoquer sa décision. Il faut dire à sa décharge que les mises en garde avaient plutôt manqué: avec le processus de réunification de l'Allemagne, qui battait son plein, les chancelleries avaient d'autres chats à fouetter...

Cette autre guerre du Golfe, c'est également lui qui, en septembre 1980, en avait pris l'initiative, et là aussi Il s'était grossièrement trompé. Mal renseigné par des transfuges de haut rang, il avait cru se débarrasser d'une pichenette de Khomeiny, qui cherchait par tous les moyens à le déstabiliser. Il en profiteralt pour récupérer l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate, ainsi que la province arabophone du Khuzistan, objet de vieilles revendications de Bagdad. Mais l'invasion avait provoqué en Iran un Valmy et l'armée irakienne, loin de réaliser la percée attendue, n'avait pu empêcher les soldats des ayatollahs d'établir des têtes de pont sur son territoire. Saddam, du coup, avait cherché une porte desortie. Peine perdue : le vindicatif imam, qui voulait sa peau, multiplia les offensives, n'hésitant pas à jeter dans la bataille des gamins impubères. On ne saurait dire que soit beaucoup mobilisée pour mettre fin au conflit : l'aurait-elle fait, un demi-siècle plus tôt, si Hitler et Staline en étalent venus aux mains avant que la guerre éclate à l'Ouest? Bien des gouvernements se félicitaient in petto de voir ces deux trouble-fête se neutraliser réciproquement. La prolongation des hostilités faisait de surcroît l'affaire des marchands de canons et elle empêchait la chute des cours redoutée par les pétroliers. Tant et si bien qu'il avait fallu attendre huit ans et l'épuisement complet des belligérants, dont les pertes se chiffraient par centaines de milliers, pour qu'un Khomeiny vieillissant se résigne, la mort dans l'ame, à conclure un cessez-le-feu sous les auspices de l'ONU.

Mal renseigné, le rais de Bagdad a multiplié maladresses et provocations, refusant les perches tendues par Paris et Moscou, sans voir que le monde avait changé

Les monarchies sunnites du Golfe craignaient comme la peste la victoire de l'imam chiite, qui ne cessait de dénoncer leur alliance avec le « Grand Satan » américain et avait tenté, en suscitant une sangiante émeute à La Mecque, de renverser la dynastie saoudienne : elles avaient donc ouvert à Bagdad d'énormes crédits pour lui permettre de faire face à ses non moins énormes besoins d'ar-

IJM . AMI PERSONNEL .

La paix revenue, Saddam jugea non sans queique logique que, ses concitoyens s'étant battus seuls pour préserver les trônes menacés, il avait droit à une compensation pour reconstruire son pays. Il réclama donc l'annulation d'une dette extérieure se montant à 30 milliards de dollars, l'octroi par le Koweit d'une aide à la reconstruction de 10 milliards - soit le dixième des avoirs de l'émirat à l'étranger - et un accord pour laisser monter le prix du pétrole, grâce à une révision des quotas d'exportation, à 25 dollars le baril. Accessoirement, l'arrêt des pompages dans une zone offshore contestée et une rectification de frontières destinée à assurer à l'Irak un accès à la mer un peu moins limité que les 15 kilomètres de côtes marécageuses

Ces requêtes, adressées le 15 juillet à l'ensemble des gouvernements arabes, avaient été exposées en détail à la même époque à l'ambassadrice des Etats-Unis, qui ne jugea pas déraisonnable, à titre personnei, le prix de 25 dollars. Elle crut bon de déclarer que son gouvernement n'avait pas d'opinion sur les conflits interarabes, y compris celui dont le Koweit faisait l'obiet. Déjà convaincu, comme il le lui dit en propres termes, que les Américains n'allaient pas risquer la vie de 10 000 des leurs en une seule bataille, Saddam conclut de la conversation qu'il n'avait décidément rien à craindre de ce côtélà. De toute façon, l'URSS était toujours là, qui était si souvent venue à son secours dans le pas-

sé. Même en Occident il ne manquait pas, la France en tête, d'appuis déterminés.

lacques Chirac n'avait pas hésité jadis à saluer en lui un « omi personnel > et à lui mettre le pied à l'étrier nucléaire. Ce sontien avait survécu à l'arrivée au pouvoir des socialistes, qui voyaient en hui, face à l'intégrisme de Téhéran, un champion de la laïcité et avaient mis à sa disposition plusieurs exemplaires du fleuron des missiles dont Paris disposait : les fameux Exocet. Il s'y ajoutait que François Mitterrand avait très mal pris la destruction par un raid israélien du réacteur atomique fourni par la Prance à Bagdad. La seule vraie résistance que le rais rencontrait venait donc de l'émir Jaber du Koweit, que l'immensité de sa fortune n'empêchait pas d'être fort économe de ses lar-

Il croît pouvoir le faire céder en

massant des troupes. L'Arabie saoudite, alarmée, met 1 milliard de dollars sur la table. Sans doute finirait-on par s'entendre si l'émir, convaincu que Bagdad bluffe, ne refusait pas toute discussion sur le tracé des frontières. C'est dans ces conditions que Saddam, furieux, donne à ses troupes l'ordre d'attaquer. Le hasard veut que Maggie Thatcher soit à ce moment-là dans le Colorado en compagnie du président Bush. « Vous devez le savoir, George, hui dit-elle, il ne s'arrêtera pas. » C'est ce que l'on craint aussi à Riyad, au Caire, à Jérusalem et à Damas, où l'on fait aussitôt le siège de la Maison Blanche, laquelle est d'autant plus portée à agir que l'annexion du Koweit a pour effet de doubler les déjà considérables réserves d'hydrocarbures de l'Irak, mettant à sa disposition le cinquième de celles

OPÉRATION « DAGUET »

Mais comment va réagir Moscou? Le hasard, qui fait décidément bien les choses, veut aussi que le secrétaire d'Etat James Baker et son homologue soviétique pêcher ensemble sur le lac Baikai. La promesse d'une aide de 3 milliards de dollars de l'Arable saoudite en échange de sa reconnaissance par le Kremlin aide Gorbatchev à dénoncer, le 17 août, la « perfidie » du rais irakien. De même fera-t-il approuver par son représentant aux Nations unies la totalité des douze résolutions que va adopter dans les mois suivants le Conseil de sécurité pour répliquer à l'invasion. Elles s'échelonnent de sanctions économiques jusqu'à l'utilisation de « tous les moyens nécessaires » pour obtenir le retrait sans conditions, avant le 15 janvier 1991, de la totalité des forces irakiennes. La Chine, de son côté, se garde de recourir à son droit de veto. Il faut dire qu'entre-temps Sad-

dam a multiplié maladresses et provocations, écartant avec une rare obstination les perches qui lui étaient tendues, notamment par Moscou et par Paris. Bien que mécréant notoire, se posant à Poccasion en disciple d'Atatürk, il a lancé, dès le 10 août, un appel à la guerre sainte qui, à sa grande surprise, n'a guère soulevé d'écho dans le monde musulman. Il a interdit aux ressortissants étrangers de quitter l'Irak on le Koweit et en a placé un certain nombre en otages sur des objectifs militaires, avant de les retirer, sous la pression de l'opinion internationale, sans la moindre contrepartie. Il a massé des troupes à la frontière saoudienne. L'ambassade de Prance à Koweit a été occupée à la mi-septembre, ce qui a foumi un bon argument à Mitterrand. convaincu dès le début qu'on est entré dans une «logique de guerre * pour justifier Topération « Daguet », autrement dit l'envoi d'un corps expéditionnaire en Arabie saoudite.

Le président de la République française et Roland Dumas n'en multiplient pas moins, jusqu'à la

dernière minute, les initiatives destinées à ouvrir une porte de sortie au dictateur. Gorbatchev, avec lequel ils travaillent en étroite collaboration, aussi, qui charge un vieux routier du KGB, l'actuel ministre des affaires étrangères de Boris Eltsine, Evgueni Primakov, de faire le tour des capitales intéressées pour tenter de rapprocher les points de vue. Loin de se laisser ébranler, Saddam, hii, explique que retirer ses troupes du Roweit sans contrepartie, comme le Conseil de sécurité lui en a intimé l'ordre, serait pour hi un « suicide ». Il va jusqu'à sommer publiquement le Kremlin d'honorer l'obligation «juridique, politique et morale» qu'il a, selon hui, d'aider l'Irak et « d'agir avec-résolution [...] pour empêcher les Etats-Unis d'utiliser les Nations unles au service de leurs objectifs impérialistes ».

LE « RANG » FRANÇAIS

Il n'a manifestement pas encore compris que le monde a change, et que l'URSS a trop besoin de l'argent de l'Occident, comme de sa compréhension vis-

à-vis des remous qui, notamment dans les pays baltes, seconent l'empire, pour pouvoir sériensement songer à s'opposer à l'intervention alliée dans le Golfe. Pas question cependant pour elle d'y participer. Les Américains, qui l'avaient souhaité un moment, ont d'ailleurs conclu qu'amener l'armée rouge dans la région présenterait plus d'inconvénients oue d'avantages.

Pourquoi Mitterrand a-t-il choisi, lui, d'engager des troupes françaises? Apparemment, il a jugé que c'était le seul moyen de maintenir ce que, comme de Gaulle, il appelait le « rang » de . notre pays, et d'assurer sa présence dans les négociations qui, le conflit terminé, viseraient à fonder au Proche-Orient le «nouvel ordre international » dont George Bush allait se faire pendant quelques mois, et sans trop se soucier d'ajuster ses actes à ses mots, le tenace prédicateur. Moyennant quoi, la France sera absente de la conférence qui tentera, à partir du 29 octobre 1991, à Madrid, de lancer un « processus de paix » entre Israël et ses voi-



Chronologie

JUBLET

16 : message de Saddam Hussein à la Lique arabe, accusant le Koweit de « voler » depuis 1980 du pétrole irakien en pompant dans la nappe pétrolifère de Roumaïla (sud de l'Irak).

19 : le Koweit rejette les accusations irakiennes et accuse Bagdad d'avoir forer à plusieurs reprises en territoire koweitien. 31 : échec d'une tentative de conciliation sur le différend pétrolier et frontalier opposant l'Irak au Koweit.

AOÛT

2: l'Irak envahit le Koweit dans la nuit du 1º au 2. Fuite en Arabie saoudite de l'émir Jaber Al Sabah, L'ONU adopte la résolution 660 (retrait « immédiat et inconditionnel » du Koweit). Gel des avoirs irakiens dans la plupart des pays occidentaux et annonce par Washington du boycottage économique total de l'Irak. 4 : la France annonce sa participation à la riposte internationale.

6 : l'ONU adopte la résolution 661, boycottage commercial - incluant les importations de pétrole -, financier et militaire de l'irak.

7 : lancement par les Etats-Unis de l'opération « Boudier du désert ». 8 : Baodad annexe le Koweit. 9: l'ONU adopte la résolution 662, l'annexion du Koweit est « nulle et non **からなみま**

10 : le sommet arabe du Caire condamne « l'agression » et décide l'envoi de forces en Arabie saoudite, au prix de l'édatement de

la Ligue arabe.

15 : Bagdad accepte toutes les conditions mises par Téhéran à un accord de paix (accord d'Alger de 1975 partageant le Chatt el Arab entre les deux pays). 18 : regroupement dans des zones stratégiques des « ressortissants des nations agressives »; des Occidentaux et des Japonais sont utilisés comme boudiers humains contre d'éventuels bombardements. L'ONU adopte la résolution 664, exigence du départ immédiat » des étrangers du Koweit et

24 : des troupes traktennes encerclent les ambassades à Koweit City. 25: l'ONU adopte la résolution 665, application stricte du blocus maritime 28 : Bagdad décide que le Koweit devient

une province trakienne. 9 : se rencontrant à Helsinki, MML Bush et Gorbatchev s'affirment « unis » et déterminés « à montrer que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas », 14: l'ONU adopte la résolution 666. réglementation de l'aide alimentaire et médicale à l'Irak et au Koweit. 15 : la France lance l'opération « Daguet ». 16: l'ONU adopte la résolution 667, condamnation de l'attaque des ambassades à Koweit. 24: l'ONU adopte la résolution 669, assistance aux pays victimes de leur respect de l'embargo. 25 : l'ONU adopte la résolution 670, blocus

23 : le Parlement irakien approuve la proposition de Saddam Hussein de libérer

tous les ressortissants français retenus au Koweit et en Irak. 29: l'ONU adopte la résolution 674, condamnation des exactions iraldennes au

NOVEMBRE

28: PONU adopte la résolution 577, l'ONU se voit confier la garde de l'état civil

29: l'ONU adopte la résolution 678. ultimatum à l'Irak d'appliquer d'ici au 15 ianvier les résolutions de l'ONU, sinon tous les « moyens nécessaires » seront utilisés pour les faire respecter.

6 : Saddam Hussein annonce la libération, avant le 15 janvier, de tous les ctages étrangers, évacués par un pont aérien les 9

23 : Saddam Hussein annonce gu'israël sera la première côle en cas de conflit armé.

15/11

LANVIER 9 : échec de la rencontre de Genève entre Tarek Aziz et James Baker, secrétaire d'Etat américain.

13 : échec de la mission du secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, à Bagdad.

13 : le Congrès américain donne son accord à George Bush pour entrer en guerre. 17 : début de l'opération « Tempête du désert ». A 6 h 40 (heure de Paris, 2 h 40 heure locale), les forces aériennes alliées attaquent leurs objectifs au Kowelt et en trak. Les Jaguar français limitent leur participation au territoire koweitien. 18 : premiers tirs de missiles irakiens Scud sur avec l'URSS et d'autres pays pour parvenir à

Tel-Aviv (12 blessés). 20 : installation en Israel de missiles aminolis Parioto. 20-21 : premiers tirs de missiles Soud sur Dhahran, en Arabie saoudite. 22: un missile Soud atteint Tel-Aviv

24 : premiers raids des Jaguar français en territoire irakien contre des unités mécanisées.

25 : l'ouverture des vannes des installations de pompage du port El Ahmadi (Koweit) par les trakiens provoque une « marée noire ». Nouveaux tirs de Soud sur Tel-Aviv (1 mort) et sur Riyad (1 mort). 27 : Bagdad brandit la menace de l'arme chimique.

29 : déclaration commune soviéto-américaine. Jean-Pierre Chevènement, ministre français de la défense, démissionne. 29-30 : offensive trakienne contre la ville saoudienne de Khafji, qui est reprise, le 31,

30 : nouvelle « marée noire » avec l'ouverture des vannes du terminal irakien de Mina el Bakhr. La nappe menace les usines de dessalement d'eau de mer du port saoudien de Jubail.

PÉVRIER.

4: début du bombardement intensif des ponts irakiens. Le cuirassé Missouri pilonne des installations fortifiées irakiennes dans le sud du Koweit. 6: Sagdad rompt ses relations diplomatiques avec Washington, Londres, Paris, Rome, Le Caire et Riyad. 7 : entrée en action des canons du cuirassé

américaln Wisconsin. 12 : Saddam Hussein se dit prêt à coopérer une solution pacifique. 13: bombardement par l'aviation

américaine d'un bunker-abri de Bagdad ... suspecté d'abriter un PC militaire (environ 300 morts, des femmes, des enfants et des vieillards). Bombardement d'un marché de la ville trakienne de Falloujah par l'aviation britannique 🧦 (130 morts). 15 : Bagdad accepte d'évacuer le Koweit

sous certaines conditions. Refus des alliés. 22 : George Bush donne vingt-quatre heures à l'Irak pour commencer à évacuer le. Koweit, où Bagdad pratique la « politique de la terre brûlée » en mettant le feu aux puits de pétrole.

24 : à l'expiration de l'ultimatum américain, les forces alliées lancent une opération terrestre contre les forces irakiennes, à . 3 heures GMT (4 heures, heure de Paris). 25 : tir meurtrier d'un Soud irakien sur un casemement américain à Dhahran (28 morts).

25-26 : l'Irak, s'engageant à appliquer la résolution 660, « sollicite » un cessez-le-feu. Demande rejetée par les membres du Conseil de sécurité.

26: A 9 h 30, Saddam Hussein annonce le début du retrait des troupes irakiennes. Les forces coalisées terminent leur mouvement tournant au nord du Kowelt; tandis que les forces saoudiennes et arabes liberent Koweit City, abandonnée par les Irakiens. Les soldats koweitiens entrent dans la 🕠 capitale à 4 heures du matin (heure de Paris). Plus de 50 000 soldats irakiens sont faits prisonniers. Dans la soirée, l'Irak accepte sans conditions les douze résolutions de l'ONU. 28 : Suspension des opérations offensives à

5 heures GMT (6 heures, heure de Paris). A 9 heures, Radio-Bagdad annonce que les

The second second Bartin to the par **東京ないとしてはまます。** TAP 4: 1 + 2 1 - 14: 4 4: 4: Bank and the state of the state 部等 (2.5) 中央の東京

10 mm (12 mm) (12 mm)

12 To 12 To

See and the second of the see and the see

 $\frac{2^{n+1}}{\frac{n}{2}}\frac{1}{2^{n+1}} \leq 2^{n+1} \leq 2^{n+1} \leq 2^{n+1} \leq 2^{n+1}$

2000 - 20

22 5 6 6

American Company

\$25 NO 1956

BEER OF THE PROPERTY

The state of the state of

医电影 化二氯苯基甲酚

Maria a series

Agency of the state of T

Contains and the second

Bridge Committee Co.

And the second second second

the term of the party

Branch - Sam

Mark that I would be the

INCREMENTAL AND A

1.00

ំខន្ង សិការត $\operatorname{Reg}_{\mathcal{A}}(x_1, \dots, x_{n-1}, x_n) \in \mathcal{A}_{\mathbf{A}}$ Maria Company Egyptical and complete Man, St. 1 . Her lime to began with a time of the phare care des kin Not the second of

foregraph the property Series de la company de la com

 $\frac{2^{n-1}}{3!} (2^n \mathbb{Z}^{n-\frac{n}{2}})^{\frac{n}{2} \operatorname{constant}} (1^n \mathbb{Z}^{n-1})^{\frac{n}{2} \operatorname{constant}}$ Archive to the gray transfers Minda Santia a Libraria Oli second in right when there is a few the the taken Single Branch Company of J. C. S. Sept. Sept. Belle. B. A. The Sales of the Sales

Service of Charles and the See a description was: 13: 4 Case with the theory The same of the state of the state of

3.57. 3275. 10.20 484 College of the second Charles A To Talking and on the or honored as E. W. Collector District Single about a rought la finda la race solution contra demander of Support else Sal و: الاستعادة عن المرادة وا Energ Seas - Anthar Gendra de Sagar de Assenti. Freely Kone - Japan

E and on phillips line Trice Control & Claids King of Tetters on claus: ger somewhit or sen 18. creation de l'Orgram, la Medical miles and draing on the

erre du Golfe commen

WHITE SUR

· 产量: 展別の IN TATIONAL PORCE DE COLUMN THE PARTY OF

Bilan des pertes : 389 tués pour les Etats-Unis, 77 pour leurs associés, 100 000 selon Washington, 30 000 selon Londres pour les Ira-

kiens. C'est le triomphe, permis par la

Bagdad n'a pas recourd aux . armes chimiques ou bactériennes, dont la menace avait été si souvent agitée. Quelques dizaînes de fusées Sciid, dont la majorité ont été neutralisées, ont été tirées en revanche contre l'Arabie saoudite et contre Israel. Le gouvernement Shamir s'étant sagement laissé persuader de ne pas répliquer, ce sont des soldats américains qui, avec leurs Patriot ame-

interception. Nord. Non seulement, pourtant,

sins, alors que l'URSS en assurera avec les Etats-Unis la coprési-La Grande-Bretagne ne sera pas mieux traitée, dont le confingent - 36 000 hommes - est le double de celui de la France, à qui, pendant plus d'un quart de siècle, elle avait disputé la domi-

nation de cette partie du monde. Au total, des soldats de 29 pays, dont un demi-million d'Américains, \$67 000 Saoudiens, 36 000 Egyptiens, 20 000 Syriens et 10 000 Pakistanais, participeront de pres ou de loin aux opérations contre l'hrak. L'Allemagne et le Japon compenseront l'absence de leurs hommes par l'ouverture de larges crédits : 9 milliards de dollars pour l'une, 13 pour l'autre. Plus 16 milliards mis par l'Arabie saoudite et autant par l'émir du Koweit; qui a pris la fuite à temps. On comprend que des parlementaires américains aient accusé

Bush de faire jouer aux boys le rôle de mercenaires... La foudre se déclenche le 17 janvier 1991, soit vingt-quatre heures après l'expiration de l'ultimatum du Conseil de sécurité. Treize-cents avions, qui effectuent quelque 100 000 sorties, écrasent installations militaires et industrielles et neutralisent le système de communications de l'adversaire, dont les unités, coupées les unes des autres, seront une prole facile, maigré leurs 4 000 chars, pour l'offensive terrestre alliée. Lancée le 24 février, celle-ci contraint une armée souvent présentée comme « la quatrième du monde » à évacuer en trois jours le Koweit et Saddam à accepter la totalité des résolutions du Conseil de sécurité.

LA . NO-DEAD-WAR .

formidable supériorité technologique des Américains, de la « No-Dead-War >, de la guerre sans morts. Du moins sans morts amis. Mais qui se soucie des autres? nés à la hâte, se sont chargés de

Bush avait déclaré publiquement, le 15 février, qu'il appartepait aux Irakiens, tant civils que militaires, de « prendre les choses en main » et d'obliger le dictateur à « céder la place ». Réunis à Damas le 3 mars, les chefs de l'opposition irakienne reprenaient ce mot d'ordre à leur compte. Ce qui allait provoquer rapidement la révolte des chiites du Sud et un peu plus tard celle des Rurdes du

ies Etats-Unis n'allaient nen faire pour venir en aide aux uns on aux autres, mais, quinze jours après avoir déclaré qu'ils considéreraient comme une violation du cessez-le-fen Putilisation d'hélicoptères contre les rebelles, ils annoncèrent qu'ils n'entendaient pas s'y opposer. Et il faudra que se mobilise l'opinion mondiale, bouleversée par les reportages télévisés sur la tragédie kurde, pour qu'ils participent, à l'initiative de la France et de la Grande-Bre tagne, à une opération de sauve-tage des réfugiés et à la création d'une zone interdite aux forces de

PAS DE PAIX POUR AUTANT Que s'était-il passé? Pourquoi

le «travail», selon la formule consacrée, n'a-t-il pas été accompli jusqu'au bout? Physiems facteurs se sont coningués : la crainte des monarchies du Golfe, devant le soulèvement des chiites, de voir l'irak passer sous un protectorat de fait de leur ennemi numéro un, l'Iran; les nettes réserves du patron de l'armée américaine, le général Colin Powell, à l'égard d'opérations terrestres où beaucoup de ses hommes risquaient d'être tués: les non moins nettes réserves des partenaires européens. France et URSS en tête, redoutant la décomposition d'un Etat irakien profondément hétérogène et qui, depuis la chute, en 1958, du protectorat britannique, n'avait connu que des dictatures plus violentes les unes que les autres.

Comme la méfiance à l'égard du rais de Bagdad n'a pas pour autant décru, comme l'irak est resté aux veux des Etats-Unis le prototype du « Rogue State », de Petat criminel, on s'est finalement contenté de lui imposer toutes sortes de contrôles dont il était évident, dès la première minute, qu'ils lui étaient insupportables et qu'il ferait donc tout pour les contourner. Autant dire que, si la guerre avait été gagnée, on était toujours aussi loin de la

teurs éloignés du Golfe que le conflit pourrait bien avoir eu la plus durable infinence:

a) En soutenant imprudemment l'annexion du Koweit, Arafat s'étalt coupé de ses bailleurs de fonds du Goife. Egalement privé du soutien d'une URSS désormais aux abonnés absents, il n'avait plus d'autre choix que d'essayer de faire la paix avec israel. D'où le processus de paix tragiquement interrompu par l'assassinat de Rabin.

b) Frère ennemi, depuis toujours, de Saddam Hussein, le dictateur syrien Hafez El Assad n'a vu qu'avantages à engager ses troupes, qui sont d'ailleurs restées l'arme au pied, du côté américain. Il en a vite touché la contrepartie, en ce sens que Washineton s'est désintéressé du Liban, qui n'a eu d'autre ressource que de se placer sous le protectorat de fait de Damas

André Fontaine

De lourdes conséquences économiques

s'est pas fait attendre: l'invasion du Koweit, le 2 août, provoque instantanement le gel des avoirs financiers des deux pays dans la phipart des nations occidentales, dont la Prance. Washington annonce le boycottage économique total de l'Irak. Quelques jours plus tard, la communauté européenne impose un embargo sur le pétrole irakien et koweftien. Dans la foulée, l'ONU adopte la résolution 661 instaurant un embargo commercial, financier et militaire de l'Irak. Les voies d'acheminement du pétrole irakien par la Turquie et par l'Arable saoudite sont fermées. En moins d'une semaine, le Moyen-Orient, qui détient 65 % des réserves mondiales de pétrole et fournit un peu plus d'un tiers de la production d'or noir, est transformé en pondrière. Le cours du brut s'envole. Les Bourses s'effondrent. Fin août, l'indice CAC 40 des valeurs françaises a perdu 22,3 % de sa valeur, une isse supérieure à celle du krach boursier de 1987. Le dollar frôle les 5 francs. Debut novembre, il tombera à 4,98 francs, son niveau le

A réponse de la communauté internationale ne La guerre du Golfe a frappé brutalement une économie mondiale déjà au bord de la récession

conflit militaire, peut-on éviter l'extension du conflit à l'ensemble du Moyen-Orient, l'engagement de moyens non conventionnels? Les installations pétrolières seroutelles détruites, dans une région qui regroupe les deux tiers des réserves mondiales? « Les enchaînement politiques, militaires, économiques, sociaux et écologiques du conflit peuvent être lourds de conséquences et restent incertains », note le groupe anticrise constitué dès le 17 août 1990 à la demande du premier ministre, Michel Rocard, pour évaluer les conséquences économiques et sociales des événements du Golfe.

Chômage en hausse

Déjà perceptible à partir du troisième trimestre 1990, la progression du chômage s'est généralisée en 1991 dans la plupart des grands pays industrialisés. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le nombre des sans-emploi est passé de 24,6 millions en 1990 à 28 millions en 1991. Seuls le Japon et l'Allemagne semblent, à cette époque, épar-

La crise du Golfe a entretenu un climat d'attentisme et de morosité, fait chuter les investissements des entreprises et gelé les embauches. Le ralentissement de l'économie a entraîné le retour des faillites, des fermetures d'usine et des licenciements massifs. Aux Etats-Unis, chez General Motors, il est prévu de se séparer en quatre ans d'un salarié sur cinq. Dans l'électronique également, chez IBM, 20 000 personnes sont concernées. En Prance, la barre des 2,8 millions de chômeurs a été franchie.

plus bas depuis 1981.Le raid irakien, qui « cueille » la communauté internationale en plein été, vient lui rappeler brutalement que l'économie mondiale est toujours, au travers du pétrole, aussi sensible aux aléas politiques du Moyen-Orient et le Moyen-Orient aussi instable. Dix-sept ans après la première crise du pétrole, l'Occident prend de plein fouet ce troisième choc.

Le blocus qui a frappé les exportations irakiennes et koweitiennes a d'un coup retiré du marché 3% environ des approvisionnements mondiaux. En quelques semaines, les prix du pétrole, qui s'étaient lentement effrités pendant le premier semestre pour tomber à la mijuillet aux alentours de 15 dollars le baril, doublent pour dépasser 40 dollars au plus fort de la tension. politique, retrouvant ainsi les niveaux records atteints dix ans auparavant, lors du déclenchement de la guerre iran-irak.

Les spécialistes s'interrogent : la crise peut-elle trouver un dénouement rapide? Dans le cas d'un

Les cinq mois qui vont séparer la résolution 665 de l'ONU (25 août 1990), autorisant implicitement le recours à la force et la fin de l'ultimatum, du 15 janvier 1991 vont donc plonger les économies occidentales dans une incertitude qui freine toute l'activité.

L'événement fait surtout apparaftre en plein jour le ralentissement de l'économie mondiale qui s'est amorcé depuis la fin des années 80. Tirée par l'Amérique du Nord, le Japon et l'Europe de l'Ouest – avec la réunification de l'Allemagne en novembre 1989 -, l'économie mondiale avait achevé la décennie 80 dans l'optimisme.

RÉCESSION MONDIALE

Les Etats-Unis s'apprêtaient, en 1990, à entrer dans une huitième année de forte croissance sans inflation, la plus longue période d'expansion depuis la guerre. Dès la seconde moitié de 1989, de nombreux signes laissaient pourtant prévoir un retournement de tendance. En 1990, les Américains

entreut en récession, et la maladie se transmet au reste du monde. L'essoufflement affecte d'abord l'activité industrielle aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, avant de se faire sentir sur les rives de l'Europe

méridionale en Espagne et en Italie, puis de se généraliser à l'ensemble des pays industrialisés. Moins affectés, l'Allemagne, qui reconstruit sa partie orientale, et le Japon, qui travaille de plus en plus avec ses alliés orientaux, ressentent néanmoins les effets du ralentissement américain. A des taux de croissance qui avaient en moyenne atteint 4,5 % en 1988 et encore 3.4 % en 1989 dans l'ensemble des pays industrialisés succède une phase d'activité plus faible qui se solde en 1990 par une progression de seulement 2,8 %.

La crise du Golfe et la flambée des prix pétroliers qu'elle a provoquée ont accentué ce ralentissement de l'activité mondiale et les tensions inflationnistes latentes, précipité la crise bancaire aux Etats-Unis, et poussé les gouvernements à durcir des politiques monétaires déjà sévères, sauf aux Etats-linis, En France, la crise marque nettement le retournement du marché immobilier, dont le boom avait atteint son point culminant au printemps 1990.

FIN DE CYCLE

Les signes avant-coureurs de la fin 1989 avaient en fait été sous-estimés jusqu'à l'été, notamment ceux qui concernaient les Etats-Unis, dont l'économie était plus ralentie qu'il n'y paraissait : 2,5 % de croissance en 1989 après 4,5 % l'année précédente. Le cycle de la croissance mondiale semblaft toucher à sa fin. Les importants investissements qui avaient partout tiré l'expansion se ralentissaient. Mais, jusqu'à l'été 1990, les chefs d'entreprise restaient confiants, la plupart estimant que les immenses besoins nés de la réunification allemande ainsi que ceux suscités par le grand marché européen étaient largement suffisants pour eommer le creux conioncturei de la fin d'un Eneut La crise du Golfe et ses

effets multiplicateurs viennent contrecarrer ces espoirs. La chute des marchés automobiles nordaméricains, commencée en 1989. atteint l'Europe, où les ventes reculent de 2% (~10% en Espagne, ~12 % en Grande-Bretagne). Frappée par la hausse du coût de l'énergie et des matières premières et par la chute du dollar, l'industrie chimique connaît une croissance insignifiante, inférieure à 1 %, contre 7 % en 1989. Le transport aérien est durement touché. Le doublement du prix du kérosène met pratiquement dans le rouge la plupart des transporteurs mondiaux, le poste carburant représentant de 15 % à 20 % des coûts d'exploitation de la profession. Quelque dix mille licenciements sont annoncés aux Etats-Unis dans ce secteur, ain-

si que la fermeture de certaines lignes et le report de commandes d'avions neufs. Le déclenchement de la guerre du Golfe, le 15 janvier 1991, va. dans une certaine mesure, soulager les marchés, qui détestent rien de plus que l'incertitude. Le premier jour de la guerre, le CAC 40 progresse de

La fièvre sur les marchés pétroliers s'était apaisée dès décembre, les onze producteurs pétroliers de l'OPEP - Arabie saoudite en tête ayant augmenté leur production de manière à produire autant qu'à treize. S'il oscillait toujours autour de 30 dollars depuis le début de la crise, le baril a retrouvé dès le début des hostilités son niveau d'avant la crise, à 21 dollars, avant d'osciller entre 18 et 19 dollars après la fin du conflit.

On avait craint un choc pétrolier, il fut psychologique. Et dura une grande partie de l'année. Pour leurs vacances, tant les Américains que les Asiatiques et les Européens restèrent chacun chez eux, affectant les transporteurs aériens. Les voyages d'affaires se raréfièrent. les employeurs redoutant des actes de terrorisme. En janvier et en février 1991, les vols internationaux perdirent ainsi entre 30 % et 40 % de leur clientèle.

Les bénéfices des groupes publicitaires s'effondrèrent. A l'automne 1989, la récession avait déjà incité les annonceurs américains à revoir leur budget publicitaire à la baisse. Au premier semestre 1991, Wyre Plastics and Products, le premier groupe publicitaire mondial, avait vu son bénéfice s'écrouler de 65 % par rapport à l'année précédente. Les médias en accusèrent le contrecoup : la chute des offres d'emplois atteignit de 20 % à 35 %, et le recul de la publicité commerciale (- 10 % en moyenne) priva les journaux de recettes vitales.

Signe des temps difficiles, les prestigieux marchands d'art Sotheby's et Christie's annoncèrent des licenciements, les amateurs boudant les ventes. Pour les quarantedeux pays les plus pauvres, la facture fut lourde. A des degrés divers, lis furent privés soit des revenus de leurs travailleurs émigrés dans la zone du conflit, soit de flux touristiques souvent vitaux, soit encore de débouchés précieux pour leurs matières premières.

Au total, l'année 1991, qui vit le début et la fin de la guerre du Golfe mais également le puisch manou à Moscou et la désintégration de l'Union soviétique, s'est soldée par le constat que le monde était bien entré en récession.

A cause de la guerre du Golfe, l'atterrissage en douceur de l'économie mondiale après sept ans d'expansion ne s'est pas produit. La crise a durci l'évolution en cours et provoqué un brusque retournement dont les effets se sont fait sentir jusqu'en 1994.

Babette Stern

forces armées irakiennes ont reçu l'ordre de

2 : des soulèvements éclatent dans le sud de l'trak, où les insurgés chiltes prennent le contrôle de plusieurs villes. Les forces gouvernementales écrasent la révolte. L'ONU adopte la résolution 686 forant les conditions de la fin définitive des hostilités entre les forces coalisées et l'Irak. 3 : cessez-le-feu temporaire entre les commandants alliés et irakien. Début de libération de prisonniers de guerre, le 4.

13 : la presse irakienne reconnaît l'existence d'une rébellion dans le pays.

5 : début le la rébellion kurde dans le nord

3: l'ONU adopte la résolution 687 fixant les conditions d'un cessez-le-feu et contraignant l'Irak à détruire toutes ses annes non conventionnelles et ses fusées à moyenne et longue portée. 5: l'ONU adopte la résolution 688 exigeant la fin de la répression contre les Kurdes et demandant à Baodad de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. 6 : révocation du ministre de la défense, le

général Saadi To'ma Abbas, remplacé par le

gendre de Saddam Hussein, le général Hussein Kamel Hassan. 7: les alliés occidentaux lancent l'opération Provide Comfort », d'aide à la population kurde, et mettent en place une zone d'exclusion aérienne au nord du

18 : création de l'Unscom, la commission des Nations unies chargée du désarmement de

21 : des soldats américains se déploient à

Zakho, Ils sont reigints, le 22, par des militaires français et britanniques.

9: l'opposition chilte affirme que Saddam Hussein a échappé à un attentat, à Kerbala. 12-15 : les troupes alliées quittent le Kurdistan irakien.

1992 29 JUIN: l'opposition en exil fait état d'une tentative de putsch contre le régime.

MALLET

26 : l'ONU et l'Irak s'accordant sur l'entrée des experts nucléaires. 30 : Tarek Aziz devenant vice-premier ministre, il est remplacé aux affaires

étrangères par Mohamad Said Sahaf. 27 AOÛT : les Occidentaux mettent en place une zone d'exclusion aérienne, au sud du

32° parallèle, pour protéger la population 27 DÉCEMBRE : un F-16 américain abat un

chasseur MIG irakien au sud du

1993 JANVIER

13 : après une série d'incursions irakiennes en territoire koweitien, les aviations américaine et alliées lancent un raid contre 8 objectifs militaires dans le sud de l'Irak. Du 15 au 17, un bataillon de 1 100 soldats américains se déploie au Koweit. 17 : les Américairs bombardent, à partir de navires ancrés dans le golfe Persique et en mer Rouge, le complexe industriel « Al

Zaafaniya », au sud de Bagdad, soupçonné d'être un site nudéaire. Un missile touche l'hôtel Rachid à Bandad (2 morts). 19 : pour saluer l'entrée en fonction de Bill Clinton, Saddam Hussein décrète un cessez-le-feu unilatéral à partir du 20.

14 AVRIL: l'opposition irakienne annonce que les autorités ont maté une tentative de

26 JUIN: les États-Unis tirent des missiles contre le siège des services de renseignement trakiens, accusés d'un attentat manqué contre George Bush, en visite au Kowellt en avril (5 morts).

6 SEPTEMBRE: l'opposition irakienne indique qu'une tentative de coup d'État, menée par des proches de Saddam Hussein, a été mise en échec fin juillet.

10 NOVEMBRE: l'Irak reconnaît l'indépendance du Koweft.

Hussein, à Samara.

14 AVRIL: l'ONU adopte la résolution 986, dite « pétrole contre nourriture », autorisant Bagdad, pour des raisons humanitaires, à procèder à des ventes limitées de pétrole.

17 : de violentes émeutes contre le régime font des dizaines de victimes à Ramadi, à l'ouest du pays. 25: l'opposition affirme que des arrestations massives ont été faites après une tentative d'assassinat de Saddam

14 JUIN : une mutinerie de la garnison d'Abou Gharib est réprimée dans le sang.

8 AOÛT : le général Hussein Kamal Hassan, gendre de Saddam Hussein et ancien ministre de la défense, se réfugie en Jordanie avec son frère et leurs épouses.

15 OCTOBRE: Saddam Hussein est plébiscité à 99,96 % des suffrages pour un nouveau mandat de sept ans, fors du premier référendum

23 FEVRIER: revenus en Irak, le 20, Hussein Kamai Hassan et son frère sont assassinés.

3 SEPTEMBRE: après l'entrée, le 31 août, de l'armée irakienne dans le Kurdistan sous contrôle international depuis avril 1991, les Etats-Unis dédenchent des fragges aériennes contre des objectifs militaires en Irak et décident, unilatéralement, d'étendre la zone d'exclusion aérienne du 32° au 33° parallèle.

25 NOVEMBRE: Bagdad accepte la résolution 986 permettant la mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture ».

12 DÉCEMBRE : le fils ainé du président, Oudai Saddam Hussein, est grièvement blessé dans un attentat, revendiqué le14 par un mouvement d'opposition.

23 OCTOBRE: I'ONU adopte la résolution 1134 prévoyant de nouvelles sanctions pour contraindre Bacdad à coopérer avec l'ONU en matière de désarmement (abstention de la France).

NOVEMBRE

12: l'ONU adopte la résolution 1137. Les responsables militaires qui entravent les travaux de l'Unscom ne pourront plus quitter le territoire irakien. 13 : expulsion de 6 Américains membres de l'Unscom. Les Etats-Unis répliquent en envoyant le porte-avions USS George-Washington. 26 : grâce à la médiation russe, Bagdad accepte le retour des inspecteurs américains

1998

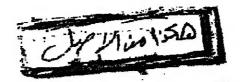
de l'Unscom.

LANVIER 13 : Bagdad interdit l'accès de ses sites stratégiques à une équipe d'experts de l'Unscom, emmenée par un Américain. 27 : Le président américain Bill Clinton affiche sa détermination à choisir l'option militaire

FEVRIER 5 : les efforts diplomatiques restant sans résultats, les Etats-Unis dépêchent dans le Golfe de nouvelles troupes et bâtiments de guerre pour renforcer leur

dispositif. 13 : Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, dépêche une mission à Bagdad chargée de faire le relevé des sites dits

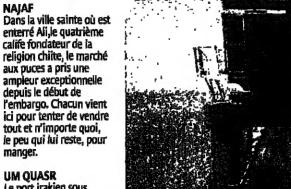
17 : Kofi Annan obtient le feu vert du Conseil de sécurité pour se rendre en Irak dans une ultime tentative pour régler pacifiquement la crise.



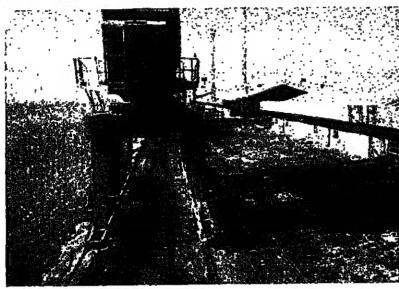
VI/LE MONDE/SAMEDI 28 FÉVRIER 1998

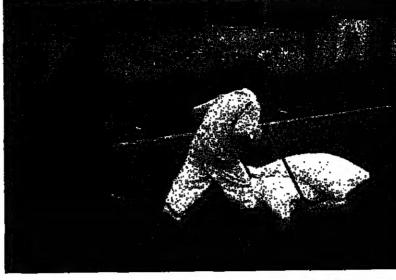






Le port irakien sous embargo a retrouvé un minimum d'activité depuis la signature de l'accord « pétrole contre nourriture ». Ici accostent les navires remplis de biens de première nécessité.





Le marché au travail, dans le quartier d'Al Kadimia: les habitants se proposent, outil de travail à la main, à tout entrepreneur susceptible de les faire travailler une journée, une semaine.

LA DISTRIBUTION DE NOURRITURE En échange de coupons sont remis à chaque habitant, dans la cadre de la résolution 986, de la farine, du sucre de la matière grasse et des pois. Ici, le quartier





Saddam Central Hospital for Children >, service des urgences. Les enfants souffrent essentiellement de pathologies bénignes aggravées par le manque de soins. Les Irakiens se rendent de moins en moins à l'hôpital, sachant pertinemment qu'il n'y a plus de médicaments.

sont alors allemands. Aujourd'hui, ce sont des Chiliens. Tout vol de l'ONU est accompagné par un hélicoptère irakien.

Dans un hélicoptère

de l'Unscom, les pilotes

Depuis sept ans, une seule logique française

de 1990, François Mitterrand avait décidé que la France partici-perait, avec les Etats-Unis, à une intervention militaire contre l'Irak si elle devait avoir lieu. Dès le debut de celle de 1997, dans des circonstances il est vrai différentes, Jacques Chirac a décidé que la France ne prêterait pas son concours militaire aux Américains, si l'on devait en venir là.

Pourtant, la relation avec Washington a moins pàti cette fois qu'elle n'avait souffert il y a sept ans des ambiguités de la participation à la coalition anti-irakienne. Le ton de la presse anglo-saxonne en est un indice parmi d'autres : au cours des dernières semaines, la France n'y a jamais été critiquée comme elle le fut sous Mitterrand. quand on voyait en elle le maillon faible de la coalition et qu'on l'accusait de mener un double jeu.

Contrairement à d'autres responsables français, François Mitterrand n'avait pour Saddam Hussein ni complaisance ni indulgence. Dès l'invasion du Koweit, il eut la conviction que le dictateur de Bagdad n'était pas homme à obtempérer à l'ordre de retrait inconditionnel que lui intimait l'ONU et qu'une « logique de guerre » était engagée. La légitimité du recours à la force contre un homme qui, au-delà du Koweit, menaçait toute la région ne faisait pas de doute aux yeux du président. Laisser les Américains régler le problème seuls, avec leurs plus proches alliés, eût été, selon lui, une fuite devant les responsabilités collectives, qui aurait privé durablement la France de toute voix au chapitre dans les affaires du Proche-Orient et au-delà. Dès le

La position actuelle de la France. sans arrière-pensée, est plutôt bien acceptée par les Etats-Unis, alors que les relations entre les deux pays avaient pâti des ambiguītés de la participation française à la coalition anti-irakienne en 1991

début du mois d'août 1990. la cause était entendue pour le président : il fallait participer à l'opé-

Au cours des six mois qui suivirent, François Mitterrand n'allait cependant plus cesser de se démarquer des Etats-Unis et d'essayer de convaincre les opinions française et arabe en particulier qu'il n'avait pas opté pour un « alignement » pur et simple. A première vue, la démarche était analogue à celle qu'a menée Paris ces derniers mois: tout mettre en œuvre pour éviter qu'on en vienne à la guerre. La différence, c'est que dans ses efforts pour essayer de faire prévaloir un règlement pacifique, François Mitterrand parut plus d'une fois oublier le principe

de l'ONII et la coalition anti-irakienne : le retrait inconditionnel du Koweit, sans délai et sans contre-

Le 24 septembre 1990, s'exprimant devant l'Assemblée générale de l'ONU, le président français sème la consternation en présentant un « plan » totalement inacceptable pour Washington: il laisse entendre qu'en proclamant dans un premier temps son «intention » de se retirer du Koweit. Saidam Hussein pourrait stopper l'inéluctable logique de guerre; il met en cause à demi-mot le régime koweitien; enfin, il évoque, sans utiliser directement le terme, l'idée qui lui est chère d'une conférence internationale qui, une fois réglé le problème koweitien, aborderait toutes les questions pendantes dans la région, parmi lesquelles le conflit israélo-palestinien. Au département d'Etat et dans la presse américaine, on éructe : la France, dit-on en substance, fait le ieu de Saddam Hussein, qui ne cesse d'invoquer la question palestinienne ; ce que propose Mitterrand, c'est une prime à l'invasion du Koweit. La Maison Blanche fait savoir à Paris que le moment est mal choisi pour afficher des divergences au sein de la coalition.

Les Américains auront encore bien des motifs d'irritation : l'envoi d'émissaires français auprès des Irakiens, qui heurte leur prétention à gérer seuls la crise ; le projet d'une ultime mission de bons offices à Bagdad, alors qu'il n'est plus temps (jusqu'à l'aube du 15 janvier 1991, jour ou expire l'ultimatum de l'ONU); ou encore l'hostilité à l'intervention militaire, constamment affichée par le ministre français de la défense, Jean-Pierre Chevenequi unissait le Conseil de sécurité ment, qui, le 17 janvier, alors que

cette intervention est lancée, souligne publiquement les « limites » que la France a mises à son enga-

gement, grace à lui notamment. L'ambiguité française n'était plus tenable. Deux jours plus tard, le ministre de la défense démissionnait. François Mitterrand nomma pour le remplacer Pierre Joxe qui, dès la première heure, bien que plus discrètement que Jean-Pierre Chevenement, avait pris comme lui position contre le

recours aux armes. UN BILAN MITIGÉ François Mitterrand avait à ramener dans son siliage une partie de l'opinion et des milieux politiques opposés à l'intervention pour des raisons diverses, allant du pacifisme à l'anti-américanisme en passant par l'hostilité à l'idée que la France pût faire la guerre à un pays arabe ou par la vision idéalisée d'un Saddam Hussein à la fois porteur de la rébellion contre les injustices de l'Occident et rempart contre l'islamisme. Le président de la République fit droit à certains arguments de ces oppositions. Il s'acquit un large soutien de l'opinion française, mais le bilan, au plan international, aura été plus que mitigé: ceux qui avaient été favorables à l'intervention jugeaient que la France avait chichement mesuré sa participation, la méñance envers Paris s'était accrue à Washington et en Israël, le rôle de faiseur de paix qu'avait voulu se donner la France ne lui valut aucune reconnaissance particulière, dans les pays arabes notamment, pulsqu'elle avait échoué et pris part à l'opération militaire.

Dans cette période de cacopho-

française, Jacques Chirac et Lionel aujourd'hul aux Jospin, commandes, furent parmi ceux qui parlaient clair et défendaient sans ambiguïté l'option de l'intervention. Le premier, à l'époque dans l'opposition, joua mieux que d'autres au RPR le jeu du consensus national à l'heure d'engager l'armée française. Le second fut l'un des rares, au Parti socialiste, à tenir un discours net sur la nécessité de cet engagement et à récuser

tout lien entre la question de l'éva-

cuation du Koweit et le problème

palestinien.

La politique qui a été menée ces derniers mois est dans la continuité de leur attitude de l'époque. La France n'a jamais remis en cause le principe selon lequel Saddam Hussein devait respecter les résolutions de l'ONU sans condition. C'est la raison pour laquelle elle n'aurait pas condamné formellement une intervention américaine si celle-ci avait eu lieu : la responsabilité, estimait-on à Paris, aurait incombé en premier lieu au régime

DES FRAPPES ET APRÉS ?

Si on prit assez tôt la décision de ne pas participer à une telle opération, c'est parce qu'on contestait radicalement qu'elle fût la solution adaptée et pût avoir une quelconque efficacité. Des frappes et après ? n'ont cessé de demander les responsables français à leurs homologues américains, sans obtenir de réponse convaincante.

Cette analyse sans arrière-pensée a été bien admise par les Américains, et d'autant mieux sans doute que les efforts acharnés de ses chances d'y faire entendre sa la diplomatie française pour dégager la base d'un règlement, déjà nie et de méandres de la politique fructueux lors de l'épisode de ten-

sion du mois de novembre, ont.à nouveau porté leurs fruits et largement facilité la tâche au secrétaire général de l'ONU lors de sa mission à Bagdad. Parce qu'elle était sans équivoque et parce qu'elle s'est faite dans un souci constant de concertation avec eux, la politique française de recherche d'un règlement pacifique a eu le soutien des Etats-Unis. La démarche francaise fut en outre menée dans une parfaite unité entre le président de la République et le ministre des affaires étrangères, ce qui n'aura pas

nui à sa crédibilité. Cela étant, les divergences de vues de Paris avec les Américains ne resteront probablement pas sans suite. C'est Jacques Chirac qui les a exprimées publiquement avec le plus d'ardeur, outrepassant parfois les limites qu'il s'était fixées dans la mise en cause de la politique américaine, tandis qu'Hubert Védrine restait dans un langage plus froid, rigoureux, et soucieux d'insister toujours sur la concertation avec Washington. En visite à Vienne à la mi-février, le président de la République s'emporta ainsi devant la presse contre une solution qui consiste à « envoyer des bombes et tuer des femmes et des

enfants ». Cette approche « humanitaire », qui tranche avec l'intransigeance musclée, et parfois aveugle, avec laquelle les Etats-Unis entendent faire respecter les résolutions de l'ONU par Bagdad, pourrait donner lieu à de nouveaux débats, notamment sur l'embargo et la nécessité d'en définir le terme. S'ils ont lieu, la France n'aura pas gâché

Claire Tréan

Un héritage ingéra

12:18 A

(2003)

25

Page 1

30 <u>15 1</u> 1

(Mr. 1947年 安徽 董 v carde care the

1. 计方式数AC arren yezh **da**t

10 miles - 10 Miles 😳 क्षां का ा राज्याचा वेह The worlder This wild also the Process of the constitute die ... wet be

12 - 22 - 25

14.5

Supplied Hope

tion test is

45,000

L'embargo le plus se

್ ಅಭಿಕರ್ಗಳ ಚಿಕ್ಕಾ

the section and adop

ke e enseil de sê-

No. 1 Court of

the state of the s

च्या ग्यू-भी च व्यवसायताम् स्य

lous - de de toute

Comments of the second of the

Miles des Brages

tome seem to a time per test of the seem to the seem t

territory and the deposition of the deposition o

si que ser la la su noma una lem lem la ser la ser

length of the second

que de la conservación de la con

la gracia de la compara de la

Congression and the form

duly so have an de sol - marchane

Decide and tops of the events

Memory of the same of the same

de son or the son of de

louge errope a comment a c. m.

The state of the s

GET CONTROL OF STATE La resolution d'août 1990 a été assoupli depuis, par l'a de la companya de la « petrole cont ou a. see a sell exportes nourriture *

tage the transfer of the trans on hot in the trent leave makes transfer the first for the second IN IN COLUMN TWO IS NOT THE PETHING THE THE train the Barrier and the transfer de tr and the property of the factor of the mind to be a sec. MENTALS OF HIS FORMA P. St. Ville St. St. te for the second of the secon MANAGE & BANNAN MAYE & CONTRACT destric cuidments White the state of On the second se thin a down or on AT MICHIGAN THE STREET in invier singula

mure the first terms of the firs " I homateir it afte compression frances TONE, Tap. 36 -THUMBE AND THE The second second Control passe see posts. William. " (A code de print)

the Contact of the second Hert or the state of the Co 17 THE ME MAN TO CHENERY rupport sur sas tributas Cl Estimate by 14 ाणी सम्बद्धातील **क्रम**े neral car despression to de la préside minimie b) Sullation in man informations and in-concernate leavement and the control of th



Un héritage ingérable pour les Etats-Unis

Pévidence, l'après-guerre du Golfe, ce printemps 1991 qui vit la communauté interétablir le régime de souimitée imposé à l'Irak, a laisse in heritage impossible à ge-rer. Leader de la coafition alliée nitecte en chef du carcan dessinespour l'Irak, les Etats-Unis dessincepour l'Irak, les Etats-Unis ne cessent, depuis sept ans, de se cogner a un problème récurrent appelé Saddam Hassein. Pace à la résistance du président trakien, ils ont nienacé et épisecours à la force. Es l'ont fait de le font? dans des circonstances pour le monscionteuses.

Qu'on en juge, Le monde arabe, après tout éminemment concerné. est comme le recours à la force, on dit être comre. En Israel, nombreux sont ceux qui pensent que l'image des Etats-Unis dans la région pourrait être durablement entamée et, donc, leur capacité à jouer les médiateurs dans le conflit avec les Palestimens sérieusement érodée. Les pays de l'OTAN sont divisés : la Russie et la Chine sont contre. Même les milieux les mieux disposés à son égard observent que l'administration Chinton s'est placée dans la moins bonne des postures militaro-diplomatiques possible: avoir à mener une intervention à l'extérieur sans solide soutien diplomatique et, surtout, sans objectif bien défini. Pis: sans être capable de dire ce qu'elle fera « après » (une opération armée) si Saddam Hussein tenait toujours tête à la communauté internationale.

1104

E. E. L. T.

A ADMIT

Comment en est-on arrivé là ? Une partie de l'explication tient à la gestion par les Etats-Unis du système de sanctions appliqué à l'Irak au lendemain de la guerre qui, en 1991, vit les troupes de Saddam Hussein chassées du Koweit.

UN « MARCHÉ » TRUQUÉ

A l'unanimité, la communauté internationale juge alors qu'il faut empêcher le régime de Bagdad de se doter d'armes de destruction massive. A cette fin, l'ONU met en place une commission de surveillance et de contrôle, l'Unscom, et, parallèlement, un mécanisme de sanctions économiques. Le « marché » est le suivant : l'embargo sera levé dès lors que l'Unscom déclarera qu'il n'y a plus trace d'un tel arsenal en trak ni l'intention d'en reconstituer un.

Premier problème, qui se révélera ie : si l'Unscom met le parti Baas sous surveillance, les

Face à la résistance du président irakien depuis sept ans, l'image des Américains se ternit dans le monde arabe et leur crédibilité s'emousse

sanctions, elles, soumettent la population aux épreuves les plus inves Déunième accroc de départ : l'administration Bush puis l'administration Clinton laissent publiquement entendre que le régime de souveraines limitée auquel l'irak est assujetii a pour objectif véritable non pas de lui interdire de resou arsenal, mais le départ de Saddam Hussein. C'était sortir du « marché » originel et emprisonner le président irakien dans une dynamique de conflit « au finish » L'erreur est d'autant plus sérieuse que l'Unscom, pour fonctionner, a besoin de Saddam

De fait, pour poser leurs caméras, effectuer leurs relevés, pour se rendre dans telle ou telle usine, les inspecteurs du désarmement ont besoin de l'accord tacite de Bagdad. Dès l'instant que Saddam Hussein peut penser - comme Washington Py incite - qu'il n'y a pas pour lui de

porte de sortie, autre que son départ ou sa chute, il n'a aucun intérêt à collaborer avec l'ONU. Même s'il n'avait rien à cacher - ce qui, à l'évidence, n'est pas le cas -, pourquoi rendrait-il la tache facile à l'Unscom si, en contrepartie, il n'a pas la garantie de voir levé l'embargo?

Dès lors, Saddam Hussein n'aura de cesse de vouloir tester la détermination des Occidentaux, et d'abord des Etats-Unis. Il va multiplier les provocations : il empêche l'Unscom d'enquêter, il menace la vie des inspecteurs, il transforme chaque accroc en épreuve de force. Il ruse, triche à volonté avec le système des sauctions. Il veut briser le carcan qui lui est imposé, et c'est lui qui choisit le moment de l'affrontement et décide - en faisant ou non marche arrière - de l'ampleur qu'il veut hii donner.

SOLITAIRE SUPERPUISSANCE Face à cette guérilla, les Etats-Unis auraient pu juger capital de maintenir l'alliance arabo-européenne qu'ils avaient constituée avant la guerre de 1991. L'administration Clinton aurait pu avoir à cœur d'entretenir ce qui avait, dans le monde arabe, légitimé la politique irakierne de Padministration Bush: le processus de paix israélopalestinien. Au lieu de quoi, les Etats-Unis voudront faire cavalier seul au Proche-Orient. Ils traiteront es partenaires européens comme des intrus dans la région. En laissant le gouvernement de Benyamin Nétanyahou abandonner la paix de Madrid et d'Oslo, ils dilapideront

auprès de leurs amis arabes le capital de confiance accumulé en 1990-

chaque « provocation » de Saddam Hussein, l'administration Clinton va, au contraire, abandonner le terrain politico-diplomatique pour n'avoir qu'une réponse : la menace de l'emploi de la force (qui fut parfois décidé, à petite dose). Peu importe que l'histoire du conflit avec l'Irak, et particulièrement la guerre de 1991, ait prouvé que Saddam Hussein n'était aucunement réceptif à la dissuasion : l'Irakien a des nerfs et des talents éprouvés. A de nombreuses reprises, l'administration va menacer le Baas irakien des foudres de l'US Airforce et de la Navy. D'autant plus fermement, semble t-îl, que Bill Clinton, dans ce domaine, a un problème d'image. Question : combien de fois la so-

litaire superpuissance de l'aprèsguerre froide peut-elle menacer d'avoir recours à la force sans finir par perdre en crédibilité si elle ne passe pas aux actes? Un discours « machiste » s'est imposé à Washington quant à la manière de faire face à Saddam Hussein. Le président Clinton va se retrouver dans une situation où la propre rhétorique des Etats-Unis a transformé l'équation irakienne - après tout pas forcément un enjeu stratégique déterminant – en une situation où il y va de la parole et du crédit des Etats-Unis. Quand on ne l'a pas vraiment voulu, c'est une mauvais

Alain Frachon

Ce « diable » dont l'Amérique a besoin

WASHINGTON de notre correspondant ADDAM HUSSEIN est une sorte de réincarnation de cet « empire du mal » dont Ronald Reagan désignait naguère Moscou comme la capitale. Le président irakien a tous les défauts nécessaires pour s'emboîter parfaitement dans cette vision manichéenne du monde entre « bons » et « méchants », qui sert souvent de prisme à la politique étrangère de Washington, et qui est comme orpheline depuis la fin de la guerre froide. Le florilège des qualificatifs

employés par les responsables de l'administration Clinton pour désiguer le président irakien est unique: « menteur », « dictateur », « tyran », « meurtrier »... Ni feu l'ayatollah Khomeiny, ni

le colonel Kadhafi, ni Fidel Castro n'ont atteint un tel statut négatif. Responsable des souffrances de son peuple, puisqu'il préfère construire de luxueux palais phutôt que de soulager la mainutrition des enfants irakiens, il a commis l'impardonnable en employant contre ses ennemis intérieurs (kurdes) et extérieurs (iraniens) des armes chimiques. Ses ambitions paranoiaques, assurent les Américains, menacent la stabilité de la région, la paix du monde et les · intérêts vitaux » de Washington, lesquels, au Proche-Orient, sont surtout pétro-

L'« homme fort » de Bagdad est l'archétype des « prédateurs du XXI siècle », soulignait récemment Bill Clinton, et la responsabilité des Etats-Unis - cette « nation indispensable » exaltée par Madeleine Albright - est de l'empêcher de nuire avant qu'il ne se dote d'un arsenal d'armes de destruction massive. Pour le secrétaire d'Etat, Hussein,

Hitler, et aucum compromis n'est possible: en mars dernier, M. Albright assurait que le régime de sanctions imposé à l'Irak ne pourrait jamais être levé tant que le chef du parti Baas serait au pouvoir, et Bill Clinton reconnaissait qu'il yaudrait mieux être débarrassé pour

« toujours » de Saddam Hussein. Or cette extrême polarisation sur la personne du président irakien est à l'origine de la dynamique de confrontation qui marque l'évolution de la politique irakienne des Etats-Unis depuis 1991. Un diplomate américain le reconnaît : d'ordre psychologique. L'Amérique est un pays d'extrêmes et le tempérament national reflète cette réalité. C'est ce qui explique notre tendance à "diaboliser". Saddam est indéniablement dangereux, mais nous avons probablement exagéré la menace qu'il représente. »

Les Européens en sont convaincus. Selon un spécialiste français de la région, l'Unscom a de forts soupçons s'agissant des efforts de Bagdad pour se doter d'armes chimiques et biologiques, mais il ne s'agit que « d'une "menace de prolifération", qui ne justifie pas des "frappes militaires" ».

DRAMATISER L'ENJEU Pour les Etats-Unis, si. Pendant des semaines, les principaux responsables de la politique trakienne ont dramatisé l'enjeu, afin de préparer l'opinion américaine à l'éventualité d'une action militaire, quitte à employer des recettes de marketing politique rudimentaires : invité

à un talk-show dominical, William Coben, secrétaire à la défense, a brandi un paquet de sucre en demandant aux téléspectateurs d'imaginer quelles seraient les conséquences si, au lieu du sucre, il s'agissait de la même quantité de virus d'anthrax: la moitié d'une ville de la taille de Washington serait décimée, a-t-il souligné.

il s'agit moins pour les Etats-Unis d'« endiguer » les ambitions expansionnistes de Bagdad que de faire disparaître une « menace terroriste ». Le danger n'étant pas que Pirak possède des armes chimiques et biologiques (une dizaine de pays sont dans ce cas), mais bien que son président ait la volonté politique de s'en servir. Ce registre a été peu ou prou repris par les principaux networks télévisés et par les journaux proches du Pentagone, créant les conditions d'une véritable psychose.

Assassiner Saddam Hussein? L'hypothèse est explicitement

L'Amérique entretient volontairement la psychose contre Saddam Hussein, mais redoute les troubles au Moyen-Orient que provoquerait sa disparition

avancée par le Grand Old Party. L'administration a rappelé que l'assassinat est interdit par la loi américaine et que le mandat des Nations unies ne prévoit nullement le renversement du régime de Bagdad. Défense vertueuse, mais moyennement convaincante: lorsque, les 14 et 15 avril 1986, des avions américains ont laché un tapis de bombes sur Tripoli et Benghazi, ils visaient des « cibles liées au terrorisme en Libye », dont la caserne El Aziziya, résidence du colonel Kadhafi: la fille adoptive du chef de l'Etat libyen a été tuée lors de ce raid.

La doctrine américaine précise qu'un « acte de guerre » ne peut être considéré comme un assassinat : ce subtil distinguo permet d'inclure dans les cibles des missiles Tomahawk les postes de commandement et l'infrastructure de sécurité qui protège le pouvoir du président trakien, au cas où... Par quels autres moyens provoquer une alternance du pouvoir en Irak , et celle-ci est-elle souhaitable ? Le seul moyen efficace serait d'employer la manière forte à Bagdad même, ce qui suppose le déploiement d'un nombre considérable de troupes au sol, une option que ni l'état de l'opinion américaine, ni Celle du Congrès, encore moins la fragilité de la position diplomatique des Etats-Unis au Proche-Orient, ne permettent d'envisager.

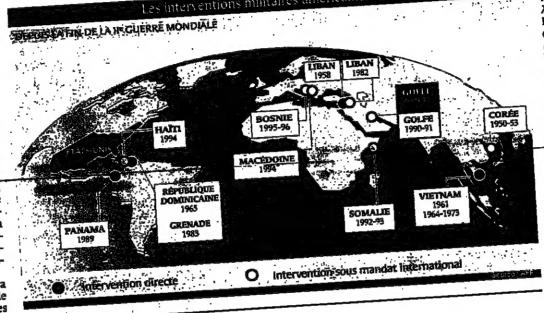
LA MENACE IRANIENNE

Quoi d'autre? Depuis 1991, la CIA a soutenu de nombreux groupes dissidents (surtout kurdes), sans jamais réussir à favoriser l'émergence d'une opposition crédible. C'est ce qui explique le manque d'enthousiasme de l'administration s'agissant d'une stratégie politique à long ter par les responsables républicains. Les Etats-Unis restent, d'autre part, préoccupés par les incertitudes d'un « après-Saddam ». Outre que le président irakien puisse être remplacé par un dictateur encore plus imprévisible, les vieux schémas géostratégiques perdurent : une vacance du pouvoir à Bagdad créerait une période dangereuse pour le fragile équilibre régional.

« Nous croyons que l'unité de l'Irak et son intégrité territoriale sont vitales, nous expliquait il y a quelque temps un responsable du département d'Etat. Notre position est de soutenir l'unité des nations, et l'Irak n'échappe pas à cette règle. Je crois qu'il existe un "concept national" en Irak, qui explique que les frakiens aient pu mener une guerre de plus de sept ans contre l'Iran. » C'est aussi pour cette raison que les forces alliées, à la fin de la guerre du Golfe, n'ont pas jugé utile de détruire les chars et les hélicoptères de la garde républicaine irakienne: « La communauté internationale n'a pas décidé de laisser l'Irak sans défense, ajoute ce diplomate, elle souhaite le priver de ses armes de destruction massive. »

Parmi les nombreux scénarios étudiés par les Américains, l'un d'eux est particulièrement préoccupant : si d'aventure une déstabilisation du pouvoir politique à Bagdad devait être suivie par un processus de désintégration de l'intégrité du pays, il est probable que l'Iran et la Turquie seraient tentés d'annexer une partie du Kurdistan irakien. Or, pour Washington, l'Iran représente une menace potentiellement plus grave que l'Irak. En dépit des menaces dont il est porteur, il n'est donc pas exclu que, paradoxalement, Saddam Hussein soit aussi le garant d'un certain statu quo

Laurent Zecchini



L'embargo le plus sévère de l'Histoire fective des dispositions de la pré-

sécurité de l'ONU votait à l'encontre de l'Irak la résolution 661, une des plus sévères jamais adoptées depuis 1945. Le Conseil de sé-

curité: - Décide que tous les Etats em-

pécheront : a) L'importation sur leur territoire de tous produits de base et de toutes marchandises en provenance d'Irak ou du Koweit qui seraient exportés de ces pays;

b) Toutes activités menées par leurs nationaux ou sur leur territoire qui auraient pour effet de favoriser (...) l'exportation ou le transbordement de tous produits de base ou de toutes marchandises en provenance d'Irak ou du Koweit et exportés de ces pays après la date de la présente résolution, y compris, en particulier, tout transfert de fonds à destination de l'Irak ou du Koweit aux fins de telles activités ou transactions ;

c) La vente ou la fourniture (...) de tous produits de base ou de toutes marchandises, y compris des armes ou tout autre matériel militaire, que ceux-ci proviennent ou non de leur territoire, mais non compris les fournitures à usage strictement médical et, dans les cas où des considérations humanitaires le justifient, les denrées alimentaires, à toute personne se trouvant en Irak ou au Koweit aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le teritoire de l'Irak ou du Koweit ainsi que toutes activités menées par leus nationaux ou sur le territoire qui auraient pour effet de favoriser vente ou la fourniture dans les conditions sus-indiquées de tels produits de base ou de telles marchan-

– Décide que tous les Etats s'abstiendront de mettre à la disposition du gouvernement irakien ou de toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics sise

La résolution 661 d'août 1990 a été assouplie, depuis, par l'accord « pétrole contre nourriture »

en Irak ou au Koweit des fonds ou toutes autres ressources (...) et empêcheront leurs nationaux et toutes personnes présentes sur leur territoire de transférer de leur territoire ou de mettre à la disposition du gouvernement irakien ou des entreprises susvisées de tels fonds ou ressources et de verser tous autres fonds à des personnes se trouvant en Irak ou au Koweit, à l'exception des paiements destinés exclusivement à des fins strictement médicales ou humanitaires et, dans les cas où des considérations humanitaires le justifient, des denrées alimentaires ;

- Demande à tous les Etats, y compris aux Etats non membres de l'ONU, d'agir de façon strictement conforme aux dispositions de la présente résolution nonobstant tout contrat passé ou toute licence accordée avant la date de la présente résolution:

- Décide de créet (...) un comité du Conseil de sécurité composé de tous les membres du Conseil, qui sera chargé des tâches énumérées ciaprès et de présenter au Conseil un rapport sur ses travaux :

a) Examiner les rapports qui seront présentés par le Secrétaire général sur les progrès de l'application de la présente résolution :

b) Solliciter de tous les Etats des informations supplémentaires concernant les mesures qu'ils auront prises pour assurer l'application ef-

sente résolution ; - Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Comité dans l'accomplissement des tâches dont il est chargé (...):
- Prie le secrétaire général de

fournir toute l'assistance nécessaire au Comité (...): - Décide que, nonobstant les pa-

ragraphes 4 à 8 ci-dessus, aucune des dispositions de la présente résolution n'interdira de prêter assistance au gouvernement légitime du Roweit, et demande à tous les Etats : a) De prendre des mesures appropriées pour protéger les avoirs du Gouvernement légitime du Koweit et

ses institutions; b) De ne reconnaître aucun régime mis en place par la puissance

occupante: - Prie le secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution, un premier rapport devant lui être présenté dans les trente jours ;

 Décide de maintenir la question à son ordre du jour et de poursuivre ses efforts en vue de mettre rapidement un terme à l'invasion ira-(Adoptée par 13 voix contre 0.

rvec 2 abstentions (Cuba, Yémen). Les sanctions sont alourdies fin septembre 1990 avec une nouvelle résolution qui impose à l'Irak l'embargo aérien, renforce l'embargo naval et envisage pour la première fois des sanctions contre les pays qui violeraient ces sanc-

tions. C'est un fait sans précédent « en temps de paix ». ● Le 5 février 1992, les quinze membres du Conseil de sécurité maintiennent les mesures contre l'Irak. Ils notent les « grands progrès » de Bagdad, qui, certes, a dû évacuer le Koweft, mais relèvent que l'Irak n'a pas respecté ses obli-

gations concernant la destruction de ses armes et le rapatriement des citoyens et des biens koweitiens. Bagdad refuse une résolution, la

712, d'août 1991, qui exige la vente de pétrole irakien afin de permettre l'achat de vivres pour le peuple irakien. Bagdad estime que cette autorisation très contrôlée d'une reprise de ses ventes de pétrole est en fait une atteinte à sa Même reproche pour la réso-

lution 986 - pétrole contre noutriture - adoptée le 14 avril 1993. Pour des raisons humanitaires, le Conseil de sécurité assouplit les conditions de vente limitées de pétrole. Chaque trimestre, Bagdad est autorisé à exporter du pétrole pour 200 millions de dollars de plus que les sommes prévues. Le milliard ainsi acquis irait sur un compte sous séquestre, contrôlé par le secrétaire général de l'ONU, pour « répondre aux besoins humanitaires de la population irakienne ».

• Finalement, après d'interminables négociations, l'Irak et l'ONU se mettent d'accord en mai 1996 sur les modalités d'application de cette résolution 986. Après une bataille qui a longtemps opposé les autorités irakiennes aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne sur ce sujet, il s'agit de soulager quelque peu les souffrances d'une population particulièrement touchée par le système des sanctions.

● A l'issue d'une énième épreuve de force entre l'Irak et les Nations unies sur l'inspection par la Commission du désarmement de certains sites litigieux, le Conseil de sécurité vote le 20 février 1998, à l'unanimité, une résolution autorisant l'Irak à porter son quota semestriel d'exportation de pétrole de 4 à 5,2 milliards de



L'Irak n'a pas ratifié la convention de 1993

Le texte interdit de concevoir, de produire, de stocker, d'exporter et d'user des armes chimiques, et il en organise la destruction

'TRAK mais aussi d'autres pays jugés « prolifé-rants » comme la Libye, la Corée du Nord ou la Syrie, sans oublier le Soudan ou le Liban, n'ont pas signé et, à plus forte raison, n'out pas ratifié la convention internationale du 13 janvier 1993 qui interdit de -concevoir, de produire, de stocker, d'exporter et d'user des armes chimiques, et qui en organise la destruction. Parmi les cent soixante-quatre Etats signataires, quatre-vingt-dix-neuf ont, à ce jour, officiellement ratifié cette convention

Aboutissement d'un processus diplomatique qui a commencé au début de ce siècle et qui a été relancé, en 1925, par la rédaction d'un protocole se bornant à prohiber l'emploi en premier de gaz de combat sans prévoir de sanctions contre un contrevenant, ni de vérifications sur le terrain, la convention du 13 janvier 1993 vise à mettre un terme à une hypocrisie : les Etats pouvaient continuer - en toute impunité - à produire des armes chimiques, à les stocker et, le cas échéant, à les utiliser en riposte à des attaques au gaz de combat qui viendraient d'un agresseur extérieur.

Cette convention, qui a commencé d'être négociée en 1980 à Genève, dans le cadre de la conférence sur le désarmement, sur une initiative commune américano-soviétique, comprend vingt-quatre articles et trois annexes. A partir d'une classification en

trois tableaux des produits chimiques toxiques et de leurs pré-

ceptibles d'entrer dans la composition d'un armement, la convention établit une distinction entre les armes chimiques proprement dites, qui sont frappées d'une interdiction absolue, et les recherches des industries chimiques qui, tout en ayant recours à des produits toxiques, restent autorisées dans les secteurs de la médecine ou de l'agroalimentaire en particulier, voire pour la mise au point des combinaisons et des masques à gaz. Quel que soit le domaine concerné, les Etats doivent obligatoirement déclarer leurs stocks, y compris ceux des agents de lutte anti-émeutes qui restent légaux. Il est prévu des inspections de vérification sur place, qui sont pratiquées par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à La Haye. A ce titre, un corps de quatre-vingt-quinze experts, de seize pays différents, a été constitué sous la direction d'un Français. Les Etats sont terrus d'apporter leur concours aux équipes

MANQUE DE CRÉDIBILITÉ

La destruction des stocks devra être achevée avant avril 2007 au plus tard. Plusieurs procédés techniques, pour ouvrir la munition et détruire le produit toxique en toute sécurité, ont été imaginés. Mais les spécialistes s'accordent à reconnaître la complexité du problème. La destruction de ces armements est à la charge financière de chaque Etat. Le fait que de nombreux pays dits

« proliférants »; notamment des Etats arabes face à la menace des armes nucléaires israéliennes, tiennent à conserver un arsenal chimique de dissuasion prive la convention d'une part de sa crédibilité. Le coût élevé des processus de destruction, dans les délais prescrits et sous condition de respecter l'environnement, est aussi, pour chaque pays, un facteur qui joue contre l'application de la convention. Enfin, il existe des limites à l'efficacité des contrôles dès lors que nul n'ignore qu'un site de production à vocation militaire peut être converti en usine à des fins civiles en moins de douze

AL AMERIA SHELTER A l'intérieur de l'abri détruit par deux missiles américains, en février 1991, une femme, Um Ghaida. Ses sept enfants étaient parmi les 11 000 victimes. Depuis le drame, elle vit dans l'abri, le fait visiter et n'en sort jamais.

SCÈNES DE RUE Les rues de Saddam City sont un des endroits où la misère de la population est la plus visible. Dans ce quartier populaire de Bagdad totalement à l'abandon les gens vivent au milieu des tas d'ordures.

Les armes chimiques et biologiques sont présentées comme « la dissuasion du pauvre »

de terreur vis-à-vis des populations pas ou mai protégées sur lesquelles elles s'abattent, les armes chimiques et biologiques sont présentées par leurs détenteurs

OUVENT SOUVENT quali-fiées, à juste titre, d'armes pour des pays qui ne posséderaient pas d'armes nucléaires, de rétablir un sembiant d'équilibre avec les puissances nucléaires, admises comme telles ou non.

Il est difficile de fixer une frontière nette et définitive entre armes chimiques et biologiques. On s'ac-corde, en règle générale, pour esti-mer que les produits chimiques sont fabriqués artificiellement et que les toxines biologiques sont sécrétées par reproduction naturelle d'agents vivants, comme il est souligné dans un récent rapport de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, qui évoque les grandes lignes de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction des

annes chimiques. • Les gaz de combat. Ce sont les agents de la guerre chimique qui se différencient selon leurs effets sur l'organisme. Certains sont dits « vésicants », tel l'ypérite, ou gaz mou-tarde : ils atteignent les voies respitatoires ou ils détruisent les cellules de la peau. D'autres sont dits « suffocants », tels le chlore ou le phosgène: ils provoquent l'asphyxie ou un cedème pulmonaire par inhalation. Certains autres sont dits « hémotoxiques », tel l'acide cyanhydrique dans les chambres à gaz nazies de la seconde guerre mondiale: ils tuent par empoisome-« neurotoxiques », comme le sarin, le VX abondamment cité dans le cas de Pirak, le tabun ou encore le soman: ils provoquent la mort par paralysie des muscles, notamment res- la suite d'une erreur de manipulapiratoires. Nombre de ces agents

L'arme chimique est fabriquée artificiellement, à partir de produits en quasi-vente libre, l'arme biologique est sécrétée par reproduction naturelle d'agents vivants

chimiques se trouvent dans le commerce, quasiment libres à la vente. En particulier, ils entrent assez couramment dans la composition des insecticides, des engrais, voire de certains colorants.

• Les toxines de guerre. C'est l'arsenal biologique. Il est constitué principalement par le bacille de charbon (ou anthrax), les entérotoxines du staphylocoque B, la ricine ou les toxines botuliques. Ces armes s'en prennent aux poumons, aux voies digestives, à la peau ou elles peuvent causer la mort par septicémie ou par toxémie (empoisonnement du sang).

Selon toute vraisemblance, c'est ment. D'autres, enfin, sont dits un agent toxique de cette catégorie - probablement le bacille de charbon - qui, en 1979, a tué des personnels de l'usine de Svendlovsk (l'actuelle Ekaterinbourg), en ex-URSS, à

té, quand les Macédoniens créent des nuages asphyxiants contre les villes qu'ils assiégaient pendant la guerre du Péloponnèse, ní à Byzance, lorsque fut mis au point le « feu grégeois », les gaz ont fait leur apparition pendant le conflit de

1914-1918. Le 22 avril 1915, l'émission de vagues de chlore, à partir des lignes allemandes dans le saillant d'ypres (Belgique), surprit les soldats français et mit hors de combat 15 000 d'entre eux. Le 31 mai 1915, le phosgène causa la disparition de 6 000 hommes sur le front russe. Le 12 juillet 1917, nouvelle attaque alle-

Par la suite, notamment dans les années 20 et 30, les gaz de combat furent utilisés par l'Espagne au Ma-roc, par l'Italie en Ethiopie, par le Japon en Mandchourie, par le

Royaume-Uni en Afghanistan. Le rapport sénatorial français relève des recours aux armes chimiques après 1945 par l'Egypte au Yémen, par le Vietnam au Laos et au Cambodge, par l'Afrique du Sud contre les maquis du Swapo, par l'ex-URSS en Afghanistan, par l'Ethiopie en Erythrée, par la Libye au Tchad, et par Cuba en Angola.

La guerre entre l'Irak et l'Iran a fourni l'occasion à Bagdad d'user du gaz moutarde et du tabun à dix reprises, entre août 1983 et mars 1988. contre des populations kurdes et iraniennes.

On a compté plusieurs dizaines de

Jacques Isnard

